

**COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR
L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES (CEPALC)**

**RAPPORT BIENNAL
(16 mai 1998 – 7 avril 2000)**

**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL
DOCUMENTS OFFICIELS, 2000
SUPPLÉMENT N° 20**



**NATIONS UNIES
Santiago du Chili, 2000**

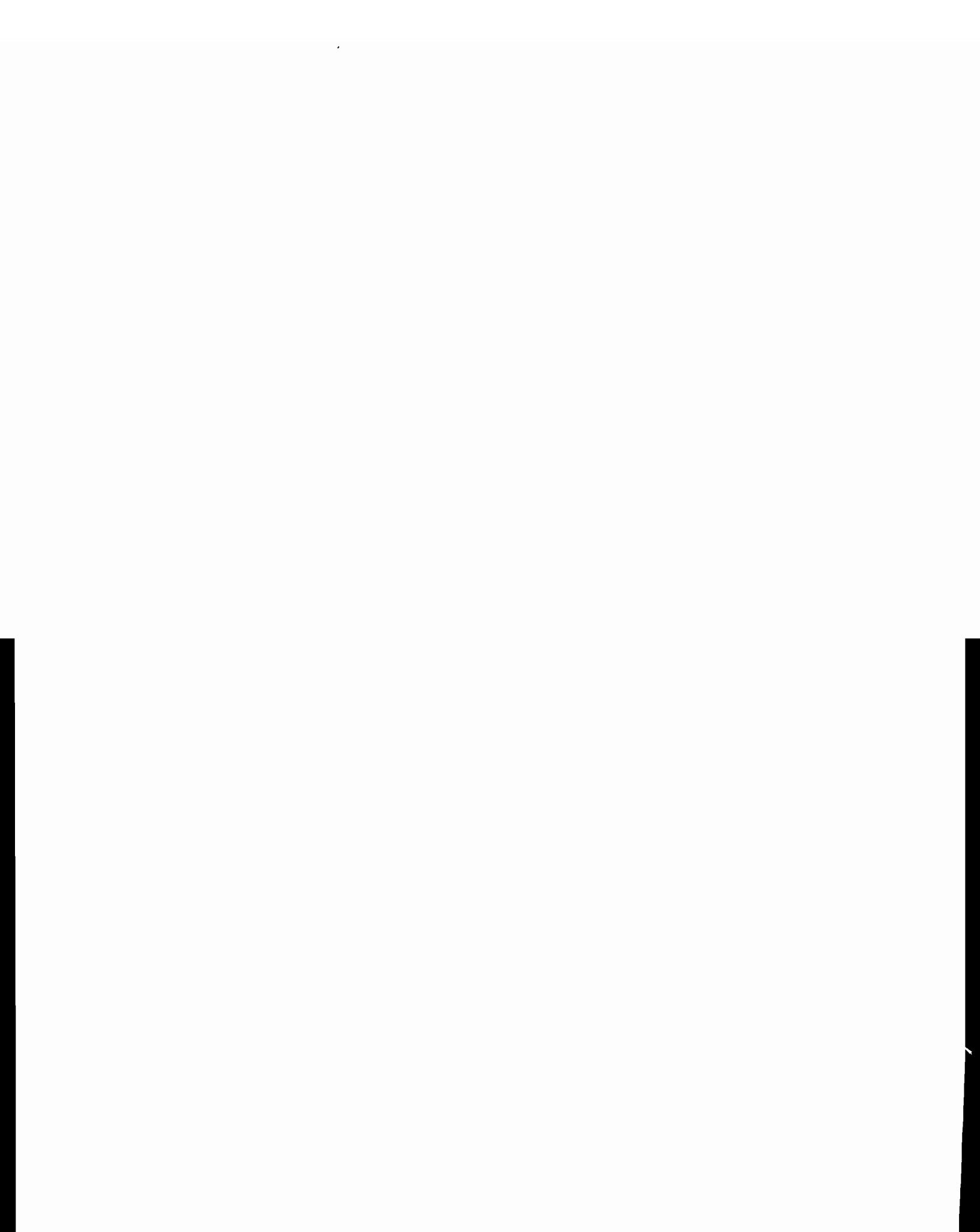


TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
INTRODUCTION	1
I. QUESTIONS APPELANT UNE DÉCISION DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL OU PORTÉES À SON ATTENTION.....	1
A. QUESTIONS APPELANT UNE DÉCISION DU CONSEIL.....	1
B. QUESTIONS PORTÉES À L'ATTENTION DU CONSEIL	1
II. ACTIVITÉS DE LA COMMISSION DEPUIS SA VINGT-SEPTIÈME SESSION.....	3
Introduction.....	3
A. ACTIVITÉS DES ORGANES SUBSIDIAIRES ET DES COMITÉS SPÉCIAUX ..	5
B. ACTIVITÉS DE FOND ET D'APPUI	9
1. ACTIVITÉS DE FOND	9
Travaux multidisciplinaires	9
Revista de la CEPAL.....	11
Insertion internationale, compétitivité et spécialisation productive	16
Intégration, régionalisme ouvert et coopération régionale	23
Développement de la production, de la technologie et des entreprises	36
Équilibre macro-économique, investissement et financement	57
Développement social et équité.....	82
Intégration des femmes au développement	98
Gestion administrative.....	108
La pérennité de l'environnement et des ressources foncières	120
Population et développement	143
Statistiques et projections économiques	157
Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale.....	166
Activités sous-régionales dans les Caraïbes	185
2. SERVICES COMMUNS D'APPUI.....	201
Division opérationnelle et de planification des programmes.....	201
Division des documents et des publications	204
Bibliothèque de la CEPALC	207
Services informatiques	209
Groupe des services de l'information	210
Groupe des services de conférence.....	212

	<i>Page</i>
C. RAPPORTS AVEC LES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES ET D'AUTRES ORGANISATIONS.....	213
Annexe 1: Projets de coopération technique exécutés à l'aide de fonds extrabudgétaires ...	215
Annexe 2: Réunions organisées par le système de la CEPALC	228
III. VINGT-HUITIÈME SESSION DE LA COMMISSION.....	247
A. PARTICIPANTS ET ORGANISATION DES TRAVAUX.....	247
Lieu et date de la réunion	247
Participants	247
Vérification des pouvoirs	248
Election du Bureau	248
Organisation des travaux	248
Documents	249
B. ORDRE DU JOUR.....	249
C. SÉANCES D'OUVERTURE ET DE CLÔTURE	250
Séance inaugurale de la première phase	250
Séance inaugurale de la phase ministérielle	251
Séance de clôture de la phase ministérielle	253
D. COMPTE-RENDU DU RAPPORTEUR.....	254
E. RÉOLUTIONS ADOPTÉES PAR LA CEPALC À LA VINGT-HUITIÈME SESSION ...	258
576(XXVIII) Suivi du Programme d'action régional en faveur des femmes d'Amérique latine et des Caraïbes, 1995-2001	259
577(XXVIII) Population et développement: lignes d'action prioritaires pour la période 2000-2002	260
578(XXVIII) Programme de travail de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes pour l'exercice biennal 2002-2003	263
579(XXVIII) Calendrier de conférences de la CEPALC pour la période 2000-2002	265
580(XXVIII) Création de la Conférence statistique des Amériques de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes	270
581(XXVIII) Appui aux travaux de l'Institut latino-américain et des Caraïbes de planification économique et sociale	275
582(XXVIII) Résolution de Mexico sur l'équité, le développement et la citoyenneté	277
583(XXVIII) Coopération technique entre pays et régions en développement	280
584(XXVIII) Lieu et date de la prochaine session	284
585(XXVIII) Comité de développement et de coopération des Caraïbes	285
Annexe 1: Liste de documents	287
Annexe 2: Rapport du Comité spécial de session sur la population et le développement de la CEPALC.....	289
Annexe 3: Rapport du Comité de coopération entre pays et régions en développement.....	294

INTRODUCTION

Le quarantième rapport d'activités de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes concerne la période comprise entre le 16 mai 1998 et le 7 avril 2000, et comprend le compte-rendu des travaux de la vingt-huitième session de la Commission tenue à Mexico, du 3 au 7 avril 2000.

I. QUESTIONS APPELANT UNE DÉCISION DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL OU PORTÉES À SON ATTENTION

A. QUESTIONS APPELANT UNE DÉCISION DU CONSEIL

A sa vingt-huitième session, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes a été invitée par le Gouvernement du Brésil à tenir sa vingt-neuvième session dans ce pays en l'an 2002. Le 7 avril 2000, la Commission a adopté la résolution 584(XXVIII), par laquelle elle accepte cette invitation et recommande au Conseil économique et social d'approuver la tenue de la vingt-neuvième session de la CEPALC au Brésil en 2002.

Dans sa résolution 580(XXVIII), intitulée "Création de la Conférence statistique des Amériques de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes", la Commission a décidé d'approuver la création de la Conférence statistique des Amériques de la CEPALC en qualité d'organe subsidiaire appelé à contribuer à l'évolution des politiques et des activités en matière de statistique dans les pays de la région. Elle prie également le Secrétaire exécutif de la CEPALC de soumettre à l'examen des instances pertinentes de l'Organisation des Nations Unies les propositions nécessaires à la création de la Conférence statistique des Amériques.

B. QUESTIONS PORTÉES À L'ATTENTION DU CONSEIL

Dans sa résolution 582(XXVIII), intitulée "Résolution de Mexico sur l'équité, le développement et la citoyenneté", la Commission accueille favorablement le document intitulé *Equidad, desarrollo y ciudadanía* élaboré par le Secrétariat, car il prône l'idée du développement conçu comme un processus intégral, et de l'équité comme la cheville ouvrière du remaniement des modèles de développement de la région, et le respect des droits économiques, sociaux et culturels, ainsi que leur interdépendance avec les droits civils et politiques, comme un élément de première importance. De même, la Commission fait ressortir que le document vient étayer la position de la CEPALC quant à la nécessité d'intégrer les aspects macro-économiques, les institutions et les cadres réglementaires, le fonctionnement des marchés des facteurs et le comportement micro-économique. Elle prie finalement le Secrétariat de poursuivre l'examen des thèmes suivants: la politique sociale conçue selon une optique d'intégration; la politique macro-économique responsable couvrant un horizon temporel plus étendu; le renforcement de la

citoyenneté conçue comme la participation effective des opérateurs sociaux et comme instrument fondamental pour renforcer la cohésion sociale; l'interdépendance existant entre les plans de développement des pays de la région et les politiques qui accompagnent les processus de mondialisation, et la mise sur pied d'un système financier international stable et prévisible et son rapport avec le développement social.

Autres résolutions adoptées par la CEPALC à sa vingt-huitième session

La Commission a également adopté les résolutions suivantes: "Suivi du Programme d'action régional en faveur des femmes d'Amérique latine et des Caraïbes, 1995-2001" (résolution 576(XXVIII)); "Population et développement: lignes d'action prioritaires pour la période 2000-2002" (résolution 577(XXVIII)); "Programme de travail de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes pour l'exercice biennal 2002-2003" (résolution 578(XXVIII)); et "Calendrier de conférences de la CEPALC pour la période 2000-2002" (résolution 579(XXVIII)), ainsi que les résolutions intitulées "Appui aux travaux de l'Institut latino-américain et des Caraïbes de planification économique et sociale" (résolution 581(XXVIII)), "Coopération technique entre pays et régions en développement" (résolution 583(XXVIII)) et "Comité de développement et de coopération des Caraïbes" (résolution 585(XXVIII)).

II. ACTIVITÉS DE LA COMMISSION DEPUIS SA VINGT-SEPTIÈME SESSION

Introduction

Ce rapport d'activités de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) couvre la période biennale écoulée depuis la dernière session de la Commission tenue en mai 1998. Il contient une synthèse des travaux menés dans le cadre du programme de travail du système de la CEPALC, lequel comprend l'Institut latino-américain et des Caraïbes de planification économique et sociale (ILPES). Il est présenté en trois sections principales et deux annexes.

La section A concerne les activités des organes subsidiaires et des comités spéciaux, à savoir le Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CDCC), le Bureau de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes et le Bureau du Conseil régional de planification de l'ILPES. Dans chaque cas, les activités pertinentes font l'objet d'une brève description, au même titre que les décisions et les accords adoptés.

Le présent rapport contient également une synthèse des principaux aspects des quatrième et cinquième réunions du Groupe de travail spécial créé aux termes de la résolution 553(XXVI); de la neuvième réunion du Comité de surveillance du CDCC; de la dix-septième session, à l'échelon technique, du Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CDCC); des vingt-sixième, vingt-septième, vingt-huitième et vingt-neuvième réunions du Bureau de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes; de la huitième Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes; de la vingtième réunion du Bureau directeur du Conseil régional de planification de l'ILPES et de la onzième réunion du Conseil régional de planification de l'ILPES.

La section B est consacrée aux activités menées à bien dans le cadre du programme de travail du secrétariat, le point 1 correspondant aux programmes de fond et le point 2 aux activités d'appui.

La structure adoptée dans la première section correspond essentiellement à celle du programme émané du plan à moyen terme pour la période 1998-2001, structure qui diffère de celle utilisée dans le projet de programme de travail pour la période biennale 2002-2003 qui sera examiné par la Commission lors de la vingt-huitième session.

Cette section du rapport comprend, d'abord, une relation des travaux multidisciplinaires réalisés conjointement par les groupes organiques de la CEPALC et matérialisés dans les documents présentés aux réunions de la Commission et d'autres instances spécifiques. On y met l'accent sur l'approche globale du secrétariat quant aux options et aux facteurs qui interviennent dans le développement économique et social des pays de la région. Viennent ensuite une vision globale des articles publiés dans la Revista de la

CEPAL et une présentation des travaux menés dans le cadre de chacun des onze sous-programmes de fond.

L'information correspondant à chacun des sous-programmes est présentée sous la forme d'une synthèse décrivant l'orientation générale et les aspects les plus saillants des travaux accomplis, suivie d'une énumération exhaustive des produits résultant de ces travaux, lesquels sont regroupés en quatre catégories: i) documents, ii) réunions, séminaires et conférences; iii) coopération technique; et iv) formation et bourses.

Ces groupes sont, à leur tour, subdivisés; c'est ainsi qu'on distingue, dans la catégorie documents, les publications éditées par la CEPALC, les livres publiés moyennant contrat d'édition et les articles parus dans des publications externes. Dans certains cas, une distinction est faite entre les documents publiés comme livres, ceux qui ont été élaborés de façon spécifique en vue de leur publication sur Internet et qui feront l'objet d'une actualisation permanente. Les réunions, séminaires et conférences sont de deux types: ceux organisés dans le cadre des activités du sous-programme en question et ceux parrainés ou convoqués par d'autres institutions auxquels la Commission n'a fait qu'assister en tant que participant ou pour présenter une communication ou une conférence et dont ne sont énumérés que les plus importants. Enfin, la coopération technique est structurée en fonction des organismes et des pays membres bénéficiaires.

Le point 2 de la section B correspond au résumé des principales activités d'appui technique réalisées par la Division opérationnelle et de planification des programmes, chargée de la gestion de la coopération technique, ainsi que par la Division des documents et des publications, la Bibliothèque, la Section des services informatiques, le Groupe des services de l'information et le Groupe des services de conférence.

La section C concerne les rapports de collaboration, de coordination et de consultation existant entre la CEPALC et différentes institutions spécialisées et organisations, tant intergouvernementales que gouvernementales, au cours de la période faisant l'objet de ce rapport.

Finalement, l'annexe 1 contient une liste des projets de coopération techniques menés à bien au cours de la période en question avec, en regard de chacun d'eux, les dates de commencement et d'achèvement ainsi que les sources de financement respectives. L'annexe 2 comprend une énumération, par ordre chronologique, des réunions organisées par le système de la CEPALC, le lieu et la date à laquelle elles ont été tenues, ainsi que le sous-programme dont elles relèvent.

A. ACTIVITÉS DES ORGANES SUBSIDIAIRES ET DES COMITÉS SPÉCIAUX

Quatrième réunion du Groupe de travail spécial créé aux termes de la résolution 553(XXVI)

La quatrième réunion du Groupe de travail spécial créé aux termes de la résolution 553(XXVI) a été tenue à Santiago du Chili, du 1 au 3 octobre 1998, dans le seul but de fixer les priorités du programme de travail, 2000-2001.¹ A cet effet, le Secrétariat a présenté la note intitulée “Ordre de priorités proposé pour la mise en œuvre du programme de travail du système de la CEPALC, 2000-2001” (DDR/1)

Le Secrétariat a présenté les différents sous-programmes tout en précisant que l'établissement de priorités n'impliquait pas la non-réalisation des activités considérées moins prioritaires, mais bien leur hiérarchisation au niveau de leur exécution, la situation budgétaire permettant en effet de couvrir la mise en œuvre intégrale du programme de travail. La présentation du Secrétariat, qui a également comporté une brève actualisation des activités du programmes de travail pour 1998-1999, a fait l'objet d'un débat approfondi, en fonction duquel le Secrétariat a modifié les priorités selon les propositions concrètes adoptées à l'unanimité ou sa propre interprétation de l'opinion majoritaire des délégations.

Cinquième réunion du Groupe de travail spécial créé aux termes de la résolution 553(XXVI)

La cinquième réunion du Groupe de travail spécial créé aux termes de la résolution 553(XXVI) a été tenue à New York le 8 juillet 1999 dans le but, d'une part, d'analyser le degré d'avancement du processus de modernisation et, d'autre part, d'apporter l'information relative à la réalisation de certaines activités non prévues dans le programme de travail. A cet effet, le Secrétariat a présenté une note intitulée “La CEPALC et le processus de réforme” (DDR/1).

Le Secrétariat a brièvement passé en revue les activités non prévues dans le programme de travail, en particulier les travaux d'évaluation des dommages causés par différentes catastrophes naturelles qui ont récemment touché la région, ainsi que les travaux d'analyse de la crise financière et de la réforme du système financier international menés dans le cadre du Comité exécutif des Nations Unies des affaires économiques et sociales. Il a en outre fait référence à la réunion de coordination entre diverses institutions du système des Nations Unies pour la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, convoquée par la CEPALC à la requête de la Vice-Secrétaire générale qui présida cette réunion. En ce qui concerne le processus de modernisation, le Secrétariat a mentionné le renforcement des liens avec les pays membres et de la coordination régionale ; la délégation de pouvoirs exercés dans le cadre des facultés reçues; la modification de la structure organisationnelle; l'élaboration des indicateurs de performance; les changements apportés au cours des derniers mois en matière de communications, d'information et de diffusion, ainsi que le caractère transversal de certaines activités de la Commission, telles que les questions de l'égalité entre les sexes et le développement durable.

Après avoir formulé plusieurs questions et exprimé certaines préoccupations à propos de l'information fournie par le Secrétariat, les représentants ont manifesté leur satisfaction du travail réalisé par celui-ci.

¹ Rapport de la quatrième réunion du Groupe de travail spécial créé aux termes de la résolution 553(XXVI) (LC/G.2044(GET.4/2)).

Dix-septième session du Comité de développement et de coopération des Caraïbes

La dix-septième session du Comité de développement et de coopération des Caraïbes s'est tenue en deux phases: la phase technique s'est déroulée à Port-of-Spain, Trinité-et-Tobago, les 23 et 24 mars 1998, alors que la réunion à l'échelon ministériel a été effectuée à Oranjestad, Aruba, le 15 mai 1998.²

Ces deux réunions ont été consacrées à l'examen des progrès accomplis dans la mise en œuvre du programme de travail pour la période biennale 1996-1997 ainsi qu'à l'étude du programme de travail pour le reste de la période biennale 1998-1999. Les participants à la réunion ministérielle ont favorablement accueilli le projet de programme de travail pour la période biennale 2000-2001 qui a été ultérieurement approuvé par la vingt-septième session de la Commission. Les participants ont également accepté la demande d'admission au sein du CDCC de la part d'Anguilla en qualité de membre associé.

Neuvième réunion du Comité de surveillance du Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CDCC)

La neuvième réunion du Comité de surveillance du Comité de développement et de coopération des Caraïbes a été tenue à Port-of-Spain (Trinité-et-Tobago), les 10 et 11 mai 1999.³

Cette réunion a été convoquée pour examiner les travaux menés par le secrétariat entre mars 1998 et avril 1999, analyser le processus de revitalisation du CDCC afin qu'il soit en mesure d'affronter comme il se doit les enjeux qui se posent dans la sous-région, ainsi que pour identifier les thèmes qui devront être soumis à la considération de ce Comité lors de la prochaine réunion.

A l'issue de cette réunion, les participants ont notamment recommandé la réalisation d'une étude sur la compétitivité des Caraïbes sur les marchés mondialisés afin de déterminer les modalités propices à une insertion plus effective, ainsi que de donner à la commémoration du vingt-cinquième anniversaire du CDCC un éclairage culturel, de façon à faire ressortir l'importance de la culture en tant qu'agent unificateur entre les Etats des Caraïbes.

Vingt-sixième réunion du Bureau de la Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes

La vingt-sixième réunion du Bureau de la Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes a eu lieu à Santiago du Chili, les 13 et 14 juillet 1998.⁴

A cette réunion, il a été convenu de mener à bien un certain nombre d'activités visant à la mise en œuvre du Programme d'action régional, du "Consensus de Santiago" et du Programme d'action mondial, essentiellement en vue de l'examen quinquennal de l'application des recommandations de la quatrième Conférence mondiale et de la prochaine Conférence régionale, prévus tous deux pour l'an 2000. Les pays se sont également prononcés en faveur du renforcement des activités du Bureau, notamment en tant qu'agent de liaison, moyennant un resserrement des rapports avec les bureaux gouvernementaux chargés

² Report of the seventeenth session of the Caribbean Development and Cooperation Committee (CDCC) (LC/CAR/G.537).

³ Report of the ninth meeting of the Monitoring Committee of the CDCC (LC/CAR/G.568).

⁴ Informe de la vigesimosexta reunión de la Mesa Directiva de la Conferencia Regional sobre la Integración de la Mujer en el Desarrollo Económico y Social de América Latina y el Caribe (LC/L.1133(MDM.26/3)).

des questions féminines dans les pays de la région, afin de promouvoir la coopération horizontale, l'élaboration de politiques publiques et la coordination avec le système des Nations Unies à l'échelon régional, ainsi qu'avec les organisations non gouvernementales régionales et sous-régionales.

Vingt-septième réunion du Bureau de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes

La vingt-septième réunion du Bureau de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes a été tenue à San Salvador (El Salvador), du 2 au 4 décembre 1998.⁵

A cette réunion, plusieurs activités ont été amorcées dans le cadre des travaux préparatoires de la huitième Conférence régionale sur les femmes prévue pour le premier trimestre de l'an 2000. Les participants ont recommandé que la Conférence se penche sur l'étude du thème "Égalité entre les sexes : la base d'une société juste et équitative" et analyse, dans ce contexte, l'égalité entre les sexes, les droits de la personne, la paix et la violence.

Vingt-huitième réunion du Bureau de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes

La vingt-huitième réunion du Bureau de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes a été tenue à Curaçao (Antilles néerlandaises) les 3 et 4 juin 1999.⁶

La réunion a été consacrée à un examen approfondi des principes directeurs des thèmes qui seront envisagés à la huitième Conférence régionale, tels qu'ils ont été proposés par le Secrétariat, en vue de l'élaboration des documents de fond comprenant les commentaires formulés par certains pays membres du Bureau. Les participants ont également pris note de la proposition du Gouvernement péruvien s'offrant à servir d'hôte à la huitième Conférence régionale, laquelle aurait lieu à Lima, durant la dernière semaine de février 2000 et confié au Secrétariat la tâche de fixer, de commun accord avec ce gouvernement, les dates les plus adéquates pour la tenue de cette Conférence.

Vingt-neuvième réunion du Bureau de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes

La vingt-neuvième réunion du Bureau de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes a été tenue à Santiago du Chili, les 11 et 12 novembre 1999.⁷

Les participants à la réunion ont été saisis du document "El desafío de la equidad de género y de los derechos humanos en los albores del siglo XXI" (LC/L.1295(CRM.8/3)), en vue de son approbation comme document de fond de la huitième Conférence régionale et ont formulé leurs recommandations qui seront incorporées dans la version finale. Ils ont également établi l'ordre du jour de la Conférence et précisé les modalités de participation des organisations non gouvernementales.

⁵ Informe de la vigésimoséptima reunión de la Mesa Directiva de la Conferencia Regional sobre la Mujer de América Latina y el Caribe (LC/L.1188(MDM.27/4)).

⁶ Informe de la vigésimo octava reunión de la Mesa Directiva de la Conferencia Regional sobre la Mujer de América Latina y el Caribe (LC/L.1235(MDM.28/3)).

⁷ Informe de la vigésimonovena reunión de la Mesa Directiva de la Conferencia Regional sobre la Mujer de América Latina y el Caribe (LC/L.1298(MDM.29/3)).

Dixième Conférence des ministres et des responsables de la planification de l'Amérique latine et des Caraïbes

La dixième Conférence des ministres et des responsables de la planification de l'Amérique latine et des Caraïbes a été tenue à Santiago du Chili, les 26 et 27 novembre 1998. Le thème de fond de cette conférence a été l'évaluation du fonctionnement de l'économie de marché et ses perspectives dans chacun des pays de la région. A cette fin, l'ILPES a préparé un document intitulé Reflexiones sobre el desarrollo y la responsabilidad del Estado (LC/IP/L.154).

Onzième réunion du Conseil régional de planification

La onzième réunion du Conseil régional de planification a été tenue à Santiago du Chili, le 26 novembre 1998. Les représentants des États membres ont révisé les activités menées par l'ILPES durant la période allant de juillet 1997 à juin 1998 et se sont prononcés sur son projet de programme de travail pour 1999, ainsi que sur son financement (document LC/IP/R.208). Finalement, plusieurs résolutions ont été adoptées dans les domaines envisagés.

B. ACTIVITÉS DE FOND ET D'APPUI

1. ACTIVITÉS DE FOND

TRAVAUX MULTIDISCIPLINAIRES

Les travaux multidisciplinaires sont les documents élaborés en commun par plusieurs groupes organiques de la CEPALC, et coordonnés par le Secrétariat exécutif. Ces documents sont élaborés en vue des réunions de la Commission ou à la demande expresse de certains organismes intergouvernementaux de la région. Ils ont pour but de faire connaître la vision globale de la CEPALC sur les options et les facteurs qui déterminent le développement économique et social des pays de la région.

Durant la période envisagée dans ce rapport, de nombreux documents de ce type ont été élaborés: l'un en vue de la vingt-huitième session de la Commission (Mexico, 3-7 avril 2000); plusieurs documents dans le cadre du projet "Croissance, emploi et équité: l'Amérique latine et les Caraïbes dans les années 90" HOL/96/S34, ainsi qu'une série de documents visant à dresser un bilan économique et social de la décennie 1990.

Le document élaboré en vue de la session, intitulé "Equidad, desarrollo y ciudadanía" a été préparé durant l'année 1999 et le début de l'an 2000, période durant laquelle les versions finales ont été peaufinées, de même que la synthèse et les conclusions. Ce document contient une proposition quant à la façon d'aborder le problème de l'équité dans la région. On y dresse un bilan de l'héritage des années 90 sur les plans économique, social et politique, dont on conclut qu'une approche plus intégrale de l'équité s'impose. On y met l'accent sur la nécessité de chercher des complémentarités plus rigoureuses entre l'équité, la compétitivité et la citoyenneté, suivant l'exemple du secteur de l'éducation dans lequel se rejoignent ces trois aspects. Sur la base de cette triade de complémentarités, on étudie les caractéristiques du marché de l'emploi, l'évolution des dépenses publiques, ainsi que les principes qui devraient guider les politiques sociales, en interaction avec le bilan des réformes réalisées dans la région en matière de santé et de prévoyance sociale. On y analyse également les conditions requises pour ce faire sur le plan économique, à savoir : une macro-économie plus stable, une transformation plus dynamique et intégrante du processus de production, une réduction du déficit réglementaire dans les services publics et une consolidation des espaces concernés par le développement durable. Un bilan régional actualisé est présenté dans chacun de ces domaines et des mesures de politique sont proposées à la lumière des meilleures pratiques et des débats nationaux.

Les activités menées dans le cadre du projet HOL/96/S34 "Croissance, emploi et équité: l'Amérique latine et les Caraïbes dans les années 90" se sont traduites par la publication de cinq livres:

i) Crecimiento del empleo y la equidad: el impacto de las reformas económicas en América Latina y el Caribe; ii) Reformas económicas e inversión: América Latina en los noventa; iii) Reformas económicas, crecimiento y empleo: los mercados de trabajo en América Latina durante los años noventa; iv) El problema de la distribución del ingreso en América Latina; et v) Reformas estructurales, productividad y conducta tecnológica. Dans ce domaine ont également été élaborées 48 publications dans la série Reformas económicas, expressément créée pour divulguer les résultats de ce projet; la liste des publications est présentée dans le cadre du Sous-programme 4: Equilibre macro-économique, investissement et financement, Division du développement économique. Ces publications incluent

souvent des travaux élaborés par divers consultants dans les différents pays concernés par l'étude, mais elles reflètent également les résultats du travail interdivisionnaire réalisé dans la cadre de séminaires où ont été définies les grandes lignes du projet et de chacun de ses modules et où ont été analysées les versions préliminaires de ces publications.

En 1999, et durant le premier trimestre de l'an 2000, le Secrétariat a coordonné un travail interdivisionnaire visant à élaborer un document qui dresserait le bilan de la décennie, avec le concours de plusieurs groupes organiques de la CEPALC qui ont participé au débat sur le contenu du document et sur plusieurs de ses versions successives. Ce document, dont la publication est prévue pour avril 2000, comprend les chapitres suivants: un examen du contexte mondial et régional durant la décennie; l'examen des connexions entre le scénario externe et le scénario interne (ouverture et transformation du commerce extérieur et la politique commerciale, les tendances de la spécialisation, la compétitivité et les efforts d'intégration commerciale, l'instabilité financière extérieure et la façon de la gérer, l'évolution de l'investissement étranger direct et les migrations internationales de la main d'œuvre); les facteurs qui conditionnent le comportement macro-économique; les transformations internes du processus de production (modifications de la structure sectorielle, de la structure des opérateurs d'entreprises, de l'évolution de la productivité et du débat sur les politiques de développement productif); les mutations des structures sociales (la population, la pauvreté, les rapports entre les sexes, les réformes de la sécurité sociale et les tendances en matière d'éducation et de culture); les espaces concernés par le développement durable sur les plans externe et interne, et la restructuration des espaces nationaux (urbanisation, migration interne et décentralisation)

REVISTA DE LA CEPAL

Six numéros de la Revista de la CEPAL ont été publiés, ainsi qu'un numéro extraordinaire à l'occasion du cinquantenaire de la Commission. Ceux-ci comprennent 90 articles portant essentiellement sur les thèmes analysés par la CEPALC durant cette période. Le numéro extraordinaire contient des articles relatifs à la contribution analytique de la CEPALC à la conceptualisation du développement, sous ses différents aspects, dans la région.

Les articles parus dans les numéros de la Revista de la CEPAL publiés durant la période biennale sont classifiés selon les catégories thématiques suivantes:

ÉCONOMIE INTERNATIONALE**Aspects généraux:**

- Le nouveau capitalisme
- Au-delà du consensus de Washington
- La vision centre-périphérie actuelle
- Chocs externes sur les économies vulnérables
- Conséquences pour l'Amérique latine de l'élargissement de l'Union européenne

Thèmes financiers:

- Courants de capitaux extérieurs: expériences et politiques
- Un agenda élargi de la réforme financière internationale
- Deux enjeux pour le XXI^e siècle: la discipline financière et l'organisation de l'internationalisation

Commerce international:

- Rapport inégal des termes de l'échange et du développement
- Les tarifs douaniers et le Plan Real au Brésil
- Commerce et croissance au Chili

Intégration:

- Développement et intégration régionale
- La CEPALC, le système interaméricain et l'intégration économique
- L'intégration en Amérique centrale et au Panama, 1952-1958
- Enjeux du Mercosur en termes de compétitivité pour les petites et moyennes entreprises industrielles
- La zone de libre-échange des Amériques
- Les accords de libre-échange et le travail féminin: le cas du Chili

Mondialisation:

- La mondialisation, l'Amérique latine et l'Amérique centrale
- Mondialisation, monnaie et finances
- La mondialisation du capital financier
- Un nouveau centre et une nouvelle périphérie

MACRO-ÉCONOMIE**Politique macro-économique:**

- Structure, coordination intertemporelle et fluctuations macro-économiques
- Politique budgétaire et croissance
- Tensions en matière d'ajustement structurel: l'affectation vis-à-vis de la répartition
- Politique macro-économique au Chili, au Paraguay et au Pérou
- Investissement public et investissement privé au Brésil
- L'économie de Cuba

Dépenses militaires:

- Dépenses militaires et développement en Amérique latine
- Aspects macro-économiques et micro-économiques des dépenses militaires en Colombie

DÉVELOPPEMENT ET PROGRÈS TECHNIQUE**Stratégie de développement:**

- La CEPALC et les nouvelles théories de la croissance
- Stratégie fondée sur des complexes productifs associés aux ressources naturelles
- Industrialisation fondée sur la confection dans le Bassin des Caraïbes

Progrès technique:

- Apprentissage technologique hier et aujourd'hui
- Convergence vers les meilleures pratiques de production et de politiques
- Promotion de la qualité pour améliorer la compétitivité
- Industrie de "maquila" et progrès technique
- Maturité technologique dans l'industrie pétrochimique mondiale
- Formation dans les petites entreprises
- Politiques en matière de science et technologie en Argentine

Entreprises:

Grandes entreprises et groupes industriels
 Les tâches de la petite et moyenne entreprise
 Processus d'internationalisation des entreprises mexicaines

ÉQUITÉ ET EMPLOI**Emploi:**

Hétérogénéité structurelle et emploi
 Compétitivité et réglementations en matière d'emploi
 Intéressement des travailleurs aux bénéfices ou aux résultats des entreprises
 Coût du travail et compétitivité dans le secteur manufacturier

Pauvreté et répartition du revenu:

Pauvreté et inégalité
 Croissance, répartition équitable et politique sociale
 Répartition du revenu, pauvreté et dépenses sociales
 Déterminants de l'inégalité dans les foyers urbains
 Équité, investissement étranger et compétitivité internationale

SECTEURS PRODUCTIFS**Secteur manufacturier:**

Le débat sur la politique industrielle
 La CEPALC et la théorie de l'industrialisation
 Réaménagement industriel au Chili, au Mexique et au Venezuela
 Le régime de spécialisation industrielle en Argentine

Secteur rural:

Rôle des opérateurs dans les politiques agricoles
 Les dimensions urbaines du développement rural

Réglementation et services publics:

L'industrie du gaz naturel
 Réglementation de la prestation privée des services d'eau potable et des égouts
 L'évolution du rôle de l'État dans la réglementation du transport terrestre
 Les concessions et l'optimisation du transport routier et ferroviaire

ENVIRONNEMENT

Avantages comparatifs et exploitation des ressources environnementales
 Gestion intégrée de la ressource hydrique

La dimension Nord-Sud des industries de nettoyage de l'environnement et la diffusion des technologies non polluantes

POLITIQUES SOCIALES**Santé:**

Engagements en matière de gestion du secteur santé au Costa Rica
 Réformes du financement du système de santé au Chili

Education et culture:

L'éducation en Amérique latine, demande et distribution
 Modèles de décentralisation du système éducationnel
 Culture et développement

Logement:

Accès au logement et subsides directs au logement

Famille:

Familles latino-américaines: modèles et politiques

ASPECTS INSTITUTIONNELS ET CAPITAL SOCIAL

La mondialisation et la gouvernabilité dans les pays en développement
 Institutions et croissance: le rapport du capital humain
 Construction du capital social communautaire
 Évolution des droits de propriété agraire au Mexique

POLITIQUE ET ÉTAT**Politique internationale:**

Premier monde et tiers monde après la guerre froide
 Medina Echavarría et l'ordre international

Politique nationale:

Mondialisation et démocratie
 La reconstruction de l'État
 L'avenir des partis politiques en Argentine

CEPALC

Cinquantenaire de la CEPALC
 Évolution de ses idées

Ci-après figurent les titres et les auteurs des articles inclus dans chacun des numéros de la Revista de la CEPAL publiés durant la période biennale:

Revista de la CEPAL, N° 64 (LC/G.2022-P)

- *Nauro Campos y Jeffrey B. Nugent*, “Instituciones y crecimiento. ¿Puede el capital humano ser un vínculo?”.
- *Gunther Held y Raquel Szalachman*, “Flujos de capital externo en América Latina y el Caribe en los años noventa: experiencias y políticas”.
- *Roberto Zahler*, “El Banco Central y la política macroeconómica de Chile en los años noventa”.
- *Ricardo Martner*, “Política fiscal, ciclo y crecimiento”.
- *Francisco Sercovich*, “La convergencia hacia mejores prácticas productivas y de políticas: el acuerdo de la OMC sobre medidas de inversión vinculadas al comercio”.
- *Peter Nunnenkamp*, “Efectos para América Latina de la expansión de la Unión Europea”.
- *Jonathan R. Barton*, “La dimensión Norte-Sur de las industrias de limpieza ambiental y la difusión de tecnologías limpias”.
- *Ian Thomson*, “La evolución del papel del Estado en la regulación del transporte terrestre”.
- *Miguel Solanes*, “Manejo integrado del recurso agua, con la perspectiva de los Principios de Dublín”.

Revista de la CEPAL, N° 65 (LC/G.2033-P)

- *José Antonio Ocampo*, “Distribución del ingreso, pobreza y gasto social en América Latina”.
- *Eugenio Lahera et Marcelo Ortúzar*, “Gasto militar y el desarrollo en América Latina”.
- *Andrés Solimano*, “Crecimiento, justicia distributiva y política social”.
- *Adolfo Figueroa*, “Equidad, inversión extranjera y competitividad internacional”.
- *Daniel M. Schydrowsky*, “Tensiones en el ajuste estructural en América Latina: asignación vs. distribución”.
- *Luis Beccaria y Pedro Galín*, “Competitividad y regulaciones laborales”.
- *Irma Arriagada*, “Familias latinoamericanas: convergencias y divergencias de modelos y políticas”.
- *Alicia Frohmann et Pilar Romaguera*, “Los acuerdos de libre comercio y el trabajo de las mujeres: el caso de Chile”.
- *Stéphane Straub*, “Evolución macroeconómica del Paraguay 1989-1997: burbuja de consumo y crisis financiera”.
- *Alejandra Salas-Porras*, “Estrategias de las empresas mexicanas en sus procesos de internacionalización”.
- *Terence R. Lee et Andrei S. Jouravlev*, “La regulación de la prestación privada de servicios de agua potable y alcantarillado”.
- *Hessel Schuurman*, “Promoción de la calidad para mejorar la competitividad”.

Revista de la CEPAL. Número extraordinario. CEPAL cincuenta años: reflexiones sobre América Latina y el Caribe (LC/G.2037-P)

- *José A. Ocampo*, “Cincuenta años de la CEPAL”.
- *Celso Furtado*, “El nuevo capitalismo”.
- *Ricardo Bielschowsky*, “Evolución de las ideas de la CEPAL”.
- *Valpy FitzGerald*, “La CEPAL y la teoría de la industrialización”.
- *Jorge Katz*, “Aprendizaje tecnológico ayer y hoy”.

- *Jaime Ros*, “Relación del intercambio y desarrollo desigual”.
- *Nancy Birdsall et Carlos Lozada*, “Shocks externos en economías vulnerables: una reconsideración de Prebisch”.
- *Daniel Heymann*, “Estructura, coordinación intertemporal y fluctuaciones macroeconómicas”.
- *Luiz Carlos Bresser Pereira*, “La reconstrucción del Estado en América Latina”.
- *David Ibarra*, “Globalización, moneda y finanzas”.
- *Roberto Bouzas y Ricardo Ffrench-Davis*, “La globalización y la gobernabilidad de los países en desarrollo”.
- *David Felix*, “La globalización del capital financiero”.
- *Aldo Ferrer*, “América Latina y la globalización”.
- *Richard Mallon*, “Un nuevo centro y una nueva periferia”.
- *Armando Di Filippo*, “La visión centro-periferia hoy”.
- *Alberto Couriel*, “Globalización y democracia en América Latina”.
- *Gert Rosenthal*, “Los desafíos de la globalización para Centroamérica”.
- *Maria da Conceição Tavares y Gerson Gomes*, “La CEPAL y la integración económica de América Latina”.
- *Oswaldo Sunkel*, “Desarrollo e integración regional: ¿otra oportunidad para una promesa incumplida?”.
- *Víctor Bulmer-Thomas*, “El Área de Libre Comercio de las Américas”.
- *Víctor L. Urquidí*, “Incidentes de integración en Centromérica y Panamá, 1952-1958”.
- *Vivianne Ventura-Dias*, “La CEPAL y el sistema interamericano”.
- *Joseph Hodara*, “Medina Echavarría y el orden internacional: una revisión”.
- *Héctor Assael*, “La búsqueda de la equidad”.
- *Nora Lustig*, “Pobreza y desigualdad: un desafío que perdura”.
- *Octavio Rodríguez*, “Heterogeneidad estructural y empleo”.
- *Ernesto Ottone*, “La apuesta educativa en América Latina”.
- *Albert Berry*, “Las tareas de la pequeña y mediana empresa en América Latina”.
- *Torcuato S. Di Tella*, “El futuro de los partidos políticos en la Argentina”.
- *Luciano Tomassini*, “Cultura y desarrollo”.

Revista de la CEPAL, N° 66 (LC/G. 2049-P)

- *José Antonio Ocampo*, “Más allá del Consenso de Washington: una visión desde la CEPAL”.
- *David Ibarra et Jorge Máttar*, “La economía de Cuba”.
- *Nancy Birdsall, Juan Luis Londoño y Lesley O’Connell*, “La educación en América Latina: la demanda y la distribución importan”.
- *Luis Felipe Jiménez et Nora Ruedi*, “Determinantes de la desigualdad entre los hogares urbanos”.
- *Ana Sojo*, “Los compromisos de gestión en salud de Costa Rica con una perspectiva comparativa”.
- *Joseph Ramos*, “Una estrategia de desarrollo a partir de complejos productivos en torno a los recursos naturales”.
- *Celso Garrido et Wilson Peres*, “Grandes empresas y grupos industriales latinoamericanos”.
- *Gustavo Gordillo, Alain de Janvry y Elizabeth Sadoulet*, “Entre el control político y la eficiencia: evolución de los derechos de propiedad agraria en México”.
- *Renato Baumann, Josefina Rivero et Yohanna Zavattiero*, “Los aranceles y el Plan Real de Brasil”.

Revista de la CEPAL, N° 67 (LC/G.2055-P)

- *Eric Hobsbawm*, “Primer Mundo y Tercer Mundo después de la Guerra Fría”.
- *Alexander Schejtman*, “Las dimensiones urbanas en el desarrollo rural”.
- *Guillermo Labarca*, “Capacitación en pequeñas empresas en América Latina”.
- *Oscar Dancourt*, “Reforma neoliberal y política macroeconómica en el Perú”.
- *Bruno de Oliveira Cruz et Joaíllo R. Teixeira*, “Impacto de la inversión pública sobre la inversión privada en Brasil: 1947-1990”.
- *Sebastián Sáez et Juan Gabriel Valdés*, “Chile y su política comercial ‘lateral’”.
- *Carla Macario*, “La reestructuración en la industria: los casos de Chile, México y Venezuela”.
- *Michael Mortimore*, “Industrialización a base de confecciones en la Cuenca del Caribe: ¿un tejido raído?”.
- *Rudolf M. Buitelaar, Ramón Padilla y Ruth Urrutia*, “Industria maquiladora y cambio técnico”.
- *Daniel Chudnovsky*, “Políticas de ciencia y tecnología y el Sistema Nacional de Innovación en la Argentina”.
- *Ian Thomson*, “Las concesiones y la optimización del transporte vial y ferroviario”.

Revista de la CEPAL, N° 68 (LC/G. 2039-P)

- *Adela Hounie, Lucía Pittaluga, Gabriel Porcile et Fabio Scatolin*, “La CEPAL y las nuevas teorías del crecimiento”.
- *Bernardo Kosacoff y Adrián Ramos*, “El debate sobre política industrial”.
- *Francisco Gatto*, “Desafíos competitivos del Mercosur a las pequeñas y medianas empresas industriales”.
- *Manuel R. Agosin*, “Comercio y crecimiento en Chile”.
- *Pablo Sirlin*, “El Régimen de Especialización Industrial argentino: ¿política industrial de nueva generación o mera transferencia de recursos?”.
- *Diego Azqueta et Daniel Sotelsek*, “Ventajas comparativas y explotación de los recursos ambientales”.
- *Humberto Campodónico*, “La industria del gas natural y su regulación en América Latina”.
- *Emanuela Di Gropello*, “Los modelos de descentralización educativa en América Latina”.
- *Martine Dirven*, “El papel de los agentes en las políticas agrícolas: intenciones y realidad”.

Revista de la CEPAL, N° 69 (LC/G.2067-P)

- *José Antonio Ocampo*, “La reforma financiera internacional: una agenda ampliada”.
- *Robert Boyer*, “Dos desafíos para el siglo XXI: disciplinar las finanzas y organizar la internacionalización”.
- *Víctor E. Tokman et Daniel Martínez*, “Costo laboral y competitividad en el sector manufacturero de América Latina, 1990-1998”.
- *Andrés E. Marinakis*, “Participación de los trabajadores en las utilidades o resultados de las empresas en América Latina”.
- *Bernardo Kliksberg*, “Capital social y cultura, claves esenciales del desarrollo”.
- *John Durston*, “Construyendo capital social comunitario”.
- *Javier Jasso Villazul*, “La madurez tecnológica en la industria petroquímica mundial”.
- *Gerardo M. Gonzales Arrieta*, “Acceso a la vivienda y subsidios habitacionales directos: experiencias latinoamericanas”.
- *Yaneth Giha Tobar, Héctor Riveros Reyes et Andrés SotoVelasco*, “El gasto militar en Colombia: aspectos macroeconómicos y microeconómicos”.
- *Daniel Titelman*, “Reformas al financiamiento del sistema de salud en Chile”.

SOUS-PROGRAMME 1: INSERTION INTERNATIONALE, COMPÉTITIVITÉ ET SPÉCIALISATION PRODUCTIVE

Au cours de la période biennale 1998-1999, les activités menées par le Groupe du commerce international, principal responsable de la mise en œuvre de ce sous-programme, ont été essentiellement consacrées à l'examen des différents changements intervenus dans l'économie internationale, leur incidence sur la demande des produits exportés par les pays d'Amérique latine et des Caraïbes et sur l'organisation internationale de la production, ainsi que sur la capacité des pays de la région de faire face à ces mutations. Les pratiques nationales étant largement exposées au contrôle international en raison de l'interdépendance de plus en plus étroite à ce niveau, les études réalisées ont été axées sur l'identification des opportunités éventuelles pour les économies de la région, dans un contexte de plus grande transparence et de normes claires, ainsi que sur les difficultés que présente, pour des économies en développement, une supervision constante des instruments utilisés pour modifier le profil de l'offre d'exportations.

C'est à la lumière de ces antécédents qu'a été élaborée la publication annuelle Panorama de la inserción internacional de América Latina y el Caribe, édition 1998 (LC7G.2038-P). Ce document est divisé en quatre sections, dont trois sont directement liées aux thèmes abordés dans ce sous-programme, la quatrième relevant le sous-programme 2. La première partie est consacrée à l'examen de la situation internationale du point de vue conjoncturel et structurel. La deuxième est axée sur l'évolution du commerce et de la politique commerciale de l'Amérique latine et des Caraïbes durant la période envisagée et la révision des instruments utilisés par les pays de la région pour contrôler leurs importations et favoriser la diversification et la compétitivité de leurs exportations, ainsi sur les principaux obstacles rencontrés par les exportations sur les marchés importateurs. La dernière partie porte sur certains aspects spécifiques de l'insertion internationale, du commerce et de la politique commerciale.

Dans le contexte du projet JAP/96/SO1 "Etude comparative des stratégies de développement de certains pays de l'Est de l'Asie et de l'Amérique latine, notamment en ce qui concerne les politiques commerciales et industrielles, dans le cadre du nouveau système international de commerce", financé par le gouvernement du Japon, huit documents ont été élaborés et publiés en anglais et en espagnol sur l'expérience de certains pays des deux régions. Un séminaire a également été tenu dans ce même contexte, intitulé "Politiques commerciales industrielles dans l'Est de l'Asie et en Amérique latine dans le cadre du nouveau système international de commerce" et un livre intitulé Nuevas políticas comerciales en América Latina y Asia: algunos casos nacionales (Libro de la CEPAL, n° 51) a été publié.

De même, la quatrième Réunion des responsables gouvernementaux de la politique commerciale de l'Amérique latine et des Caraïbes a été tenue à Santiago du Chili les 20 et 21 août 1998, ainsi que la cinquième Réunion, à Lima (Pérou), les 11 et 12 novembre 1999, dans le cadre du mécanisme de coopération interinstitutions ALADI/CEPALC/SELA. Le principal objectif de ces réunions était de favoriser l'échange de vues et d'opinions sur la position des gouvernements d'Amérique latine et des Caraïbes lors des négociations menées dans le cadre de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), ainsi que de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), de façon à donner suite aux décisions issues des réunions antérieures tenues à Quito, Caracas et Montevideo. C'est pourquoi les participants se sont penchés sur l'évolution récente du commerce international et de l'insertion de l'Amérique latine et des Caraïbes au sein des courants internationaux de biens, de services et de capitaux, les progrès accomplis et les difficultés rencontrées dans l'agenda multilatéral en matière de commerce, ainsi que les possibilités et les enjeux présentés par la création de la ZLEA. D'autre part, le Bureau de la CEPALC à Washington a eu une participation active aux réunions du Comité des négociations commerciales de la ZLEA, a fourni un

appui logistique à la Présidence de ce Comité et a collaboré avec son secrétariat administratif. Il a également prêté son concours aux travaux du Comité de représentants gouvernementaux sur la participation de la société civile du Comité mixte d'experts des secteurs public et privé en commerce électronique de la ZLEA.

Dans le cadre de la coopération CEPALC/CNUCED, ces deux organismes ont mené un projet commun sur des études de cas par pays, les intérêts du secteur privé dans les négociations internationales et régionales; les mécanismes de diffusion de l'information du secteur public au secteur privé, et sur les mécanismes utilisés pour élaborer l'agenda des négociations. Quatre études ont été élaborées sur les préparatifs des négociations commerciales aux échelons multilatéral et hémisphérique dans le cas de quatre pays: l'Argentine, le Brésil, le Chili et l'Uruguay. Une étude conceptuelle et méthodologique a également été mise au point. Ces études ont été présentées à la quatrième Réunion des responsables gouvernementaux de la politique commerciale de l'Amérique latine et des Caraïbes citée plus haut, ainsi qu'à la réunion du Groupe d'experts du secrétariat général de la CNUCED, tenue à Genève, les 21 et 22 septembre 1998.

Finalement, deux ateliers ont été organisés pour aborder les aspects méthodologiques. Le premier a été tenu à Buenos Aires, en juin 1998, en collaboration avec la Faculté latino-américaine des sciences sociales (FLACSO) et a porté sur l'étude des thèmes qui doivent être inclus dans un programme de négociation commerciale. Le deuxième, organisé conjointement avec la CNUCED et le PNUD, a été effectué à Santiago du Chili en novembre 1999 et a porté sur les besoins en matière de recherche et de formation des négociateurs en matière de négociations multilatérales.

i) a) Documents

Panorama de la inserción internacional de América Latina y el Caribe. Edición 1998 (LC/G.2038-P). Publication des Nations Unies, n° de vente: S.99.II.G.3/Latin America and the Caribbean in the World Economy. 1998 Edition. Publication des Nations Unies, n° de vente E.99.II.G.3.

Comercio y crecimiento en Chile: realizaciones del pasado y perspectivas para el futuro (LC/L.1103)/Trade and growth in Chile: past performance and future prospects (LC/R.1782).

Relaciones comerciales entre América Latina y los países de Europa Central y Oriental a la luz de sus reformas económicas (LC/L.1105).

Las políticas de comercio e industria en el Brasil: evolución y perspectivas (LC/L.1107)/Trade and industrial policies in Brazil: past performance and future prospects (LC/L.1107).

Políticas comerciales e industriales de la Argentina desde la década de 1960 (LC/L.1109)/Trade and industrial policies in Argentina since the 1960s (LC/R.1778).

Políticas comerciales e industriales en Indonesia a contar de la década de 1980 (LC/L.1110)/Trade and industrial policies in Indonesia since the 1980s (LC/R.1809).

Comercio y medio ambiente en la Organización Mundial del Comercio (LC/L.1127).

Políticas comerciales e industriales en Malasia en el marco del nuevo sistema internacional de comercio (LC/L.1130)/Malaysian industrial and trade policies under the new international trading system (LC/R.1805).

Políticas comerciales e industriales de la República de Corea: antecedentes y perspectivas (LC/L.1136)/Trade and industrial policies in the Republic of Korea: past performance and future prospects (LC/R.1811).

Multilateral rules on competition policy: an overview of the debate, serie Comercio internacional, N° 2 (LC/L.1143-P). Publication des Nations Unies, n° de vente: E.99.II.G.63.

Los productos textiles y el vestido de América Latina y de los países de Europa Central y Oriental en el mercado de la Unión Europea: ¿competencia o complementación? (LC/L.1147).

América Latina en el mercado mundial de la harina de pescado: situación actual y perspectivas futuras (LC/L.1222).

América Latina y el Caribe en la agenda de transformaciones estructurales de la Unión Europea. Una contribución de la CEPAL a la Cumbre de Jefes de Estado y de Gobierno de América Latina y el Caribe y de la Unión Europea, serie Temas de coyuntura, N° 3 (LC/L.1223_P). Publication des Nations Unies, n° de vente: S.99.II.G.12.

Las barreras medioambientales a las exportaciones latinoamericanas de camarones, serie Comercio internacional, N° 1 (LC/L.1270-P). Publication des Nations Unies, n° de vente: S.99.II.G.45.

El desafío de las nuevas negociaciones comerciales multilaterales para América Latina y el Caribe, serie Temas de coyuntura, N° 7 (LC/L.1277-P). Publication des Nations Unies, n° de vente: S.99.II.G.50.

Las condiciones de acceso a los mercados de bienes: algunos problemas pendientes, serie Comercio internacional, N° 3 (LC/L.1297-P). Publication des Nations Unies, n° de vente: S.99.II.G.62.

Trade reforms and trade patterns in Latin America, serie Comercio internacional, N° 5 (LC/L.1306-P). International economic highlights, 1997 (LC/WAS/L.46).

U.S. barriers to Latin American and Caribbean exports, 1997 (LC/WAS/L.47).

Economic survey of the United States, 1997 (LC/WAS/L.48).

Economic survey of Canada, 1997 (LC/WAS/L.49).

Capital flows to Latin America; third and fourth quarters of 1998 (LC/WAS/L.51).

Capital flows to Latin America; first quarter 1999 (LC/WAS/L.52).

Economic survey of the United States, 1998 (LC/WAS/L.53).

Economic survey of Canada, 1998 (LC/WAS/L.54).

Las políticas comerciales e industriales: evolución y perspectivas (LC/L.1129)/Trade and industrial policies: past performance and future prospects (LC/L.1129).

La política macroeconómica de Chile en los años noventa: la visión del Banco Central (LC/R.1771)/Chile's macroeconomic policies in the 1990's as seen from the vantage point of the Central Bank (LC/L.1140).

Lessons from the NAFTA: some policy recommendations for the Free Trade Area of the Americas (LC/R.1838).

El comercio exterior de Uruguay en los noventa: creación y desvío de comercio en la región (LC/MVD/R.157/Rev.2).

CEPAL news, vol. XVIII, N°s 1-12.

CEPAL news, vol. XIX, N°s 1-12.

b) Livres publiés par contrats d'édition

Nuevas políticas comerciales en América Latina y Asia: algunos casos nacionales, Mikio Kuwayama (comp.), Libro de la CEPAL N° 51 (LC/G.2053-P), Santiago du Chili, 1999. Publication des Nations Unies, n° de vente: S.99.II.G.47.

c) Articles parus dans des publications externes

“Apertura, crecimiento industrial y territorio en la nueva fase de crecimiento en Chile”, Serie Azul, N° 17, Institut d'études urbaines, Université catholique, Santiago du Chili, mars 1998.

“Vulnerabilidad, la otra cara de la apertura económica”, América Latina en la crisis financiera internacional. Capítulo del SELA, Edition n° 56, mai-août 1999.

“Beisyu chiiki no sabisu boeki: sono dolo to kyotei kousho” (Services commerciaux dans les Amériques: tendance et négociations), Latin America Report, juin 1999.

“Trade perspectives between Latin America and Asia and the Pacific”, Regional Integration and Development Policy: a comparative study of East Asia and the Americas, Akio Hosono (comp.), Université de Tsukuba, 1999.

Política comercial y la relación público-privada en Chile durante los noventa, Futuro y presente de las relaciones público-privadas en Chile, Oscar Muñoz (comp.), 1999.

“Managing access to markets: preferential trade arrangements between the European Union and Latin American countries”, The External Economic Dimension of the European Union, Pitou van Dyck (comp.), Kluwer Law International, 1999.

“Latin America and structural reforms in the European Union”, European-Latin American Trade and Investment 2000, European Latin American Business Information Services (EULABIS) et McGraw Hill, pp. 119-151.

ii) Réunions, séminaires et conférences

Organisés par le sous-programme

Atelier de préparation pour la quatrième Réunion de responsables gouvernementaux de la politique commerciale de l'Amérique latine et des Caraïbes, organisé conjointement avec la Faculté latino-américaine des sciences sociales (FLACSO) (Buenos Aires, 3 juin 1998).

Séminaire sur les politiques de commerce et stratégies de développement: comparaison de données d'expériences entre l'Amérique latine et l'Est de l'Asie (Santiago du Chili, 11 et 12 août 1998).

Quatrième Réunion des responsables gouvernementaux de la politique commerciale de l'Amérique latine et des Caraïbes, organisée conjointement avec l'ALADI et le SELA (Santiago du Chili, 20 et 21 août 1998).

Réunion régionale sur les besoins de recherche et de formation dans le domaine du commerce international en Amérique latine et dans les Caraïbes, organisée conjointement avec la CNUCED et le PNUD (Santiago du Chili, 4 et 5 novembre 1999).

Cinquième Réunion des responsables gouvernementaux de la politique commerciale de l'Amérique latine et des Caraïbes, organisée conjointement avec l'ALADI et le SELA (Lima, 22 et 23 novembre 1999).

Participation à d'autres réunions, rencontres d'experts et conférences

Exposé "Mondialisation, intégration régionale et emploi", au séminaire sur la mondialisation et l'emploi, organisé par le Secrétariat pro-tempore du Groupe de Rio assumé par le Panama lors de la huitième réunion ministérielle institutionnalisée entre les Ministres des affaires étrangères du Groupe du Rio et l'Union européenne (Panama, 11 et 12 février 1998).

Exposé "Trade perspectives between Latin America and Asia and the Pacific", à la table ronde internationale "Project on Regional Integration and Development Policy", organisée par l'Université de Tsukuba, Japon (Tsukuba, 25 février-1 mars 1998).

Séminaire "ECLAC: Past, Present and Future. Is There Room for United Nations Economic Agencies in Market-led Development?", organisé par le Programme d'études latino-américaines, le Centre d'études internationales, la Woodrow Wilson School of Public and International Affairs de l'Université de Princeton (Princeton, New Jersey, 9 mars 1998).

Séminaire "Relations commerciales entre l'Amérique latine et les pays de l'Europe centrale et de l'Est à la lumière de leurs réformes économiques", lors de la séance du Conseil d'administration de l'Institut de l'Amérique latine de l'Académie des sciences de Russie (Moscou, 21 juillet 1998).

Réunion du groupe d'experts du Secrétariat de la CNUCED. Présentation du document "Country-specific studies on the implications of the Uruguay Round, the built-in agenda and new issues. Terms of reference", ainsi que les études de cas effectuées pour l'Argentine et le Brésil (Genève, 21 et 22 septembre 1998).

Séminaire “Scénarios stratégiques de l’intégration au seuil du XXI^e siècle: perspectives américaines et européennes”, organisé par le Centre de formation pour l’intégration régionale (CEFIR).

Présentation du document “Notes sur les enjeux de la mondialisation et les négociations multilatérales en Amérique latine et dans les Caraïbes” (Brasilia, 6-8 octobre 1998).

Exposé “Insertion internationale et spécialisation commerciale en Amérique latine”, lors du dixième séminaire international “Crise et restructuration de l’économie en Amérique latine” du Département d’économie rurale de l’Université fédérale de Viçosa (Minas Gerais, Brésil, 20-29 octobre 1998).

Séminaire sur le commerce des services. Présentation du document “La mondialisation et le commerce des services: aspects à considérer” (Panama, 25-26 novembre 1998).

Atelier du “Projet sur les relations des secteurs public et privé au Chili”, organisé par la Faculté des sciences sociales (FLACSO). Présentation de la première version de l’étude “Politique commerciale et relation des secteurs public et privé au Chili dans les années 90” (Santiago du Chili, 25 mars 1999).

Conférence “L’importance de l’OMC pour l’Amérique latine”, au séminaire sur les négociations commerciales multilatérales, sous les auspices de la Commission européenne, du SELA et de la Communauté andine (Lima, 14-16 juin 1999).

Deuxième réunion du Réseau latino-américain de commerce international (LATN), organisée par la Faculté des sciences sociales (FLACSO). Commentaire concernant les études de cas sur “Nouvelles tendances de politiques commerciales: les études de cas effectuées pour le Pérou, la Colombie et le Venezuela” (Buenos Aires, 16-18 juin 1999).

Conférence OEA/BID/INTAL “Global Services Trade and the Americas”. Présentation de commentaires sur “Interpreting and Applying the Multilateral Disciplines on Services to an FTAA Agreement (article V de l’Accord général sur le commerce des services (AGCS)) (San José, 8-9 juillet 1999).

Atelier international: “Développement d’un programme positif de Venezuela pour le Cycle du millénaire”, organisé par la CNUCED et le Ministère des relations extérieures du Venezuela. Présentation de l’étude “Négociations multilatérales dans une perspective régionale” (en mettant l’accent sur l’accès aux marchés)” (Caracas, 9-11 août 1999).

XIII Congrès brésilien d’économistes, septième Congrès d’économistes d’Amérique latine et des Caraïbes. Conférence “L’insertion internationale de l’Amérique latine et des Caraïbes”, à la table ronde “Política comercial, regulação e fluxos de comercio” (Rio de Janeiro, 13-17 septembre 1999).

Quatrième Congrès de l’Association d’économie de l’Amérique latine et des Caraïbes (LACEA). Présentation du document “Trade reforms and trade patterns in Latin America” (Santiago du Chili, 21-23 octobre 1999).

Exposé “Mondialisation sur le marché international et les enjeux pour le secteur transport”, lors du cinquième Congrès international des transports, des ports et du commerce extérieur (Porto Alegre, Brésil, 27-28 octobre 1999).

iii) Formation et bourses

Présentation d'un cours sur le développement du bassin du Pacifique et son importance pour l'Amérique latine (Santiago du Chili, 18 et 25 mai 1999) et d'un autre sur le Panorama de l'insertion internationale de l'Amérique latine, dans le cadre du Programme de doctorat "Etude des sociétés latino-américaines", organisé par l'Université ARCIS (Santiago du Chili, 15, 22 et 29 juin 1999).

Une leçon sur l'insertion économique chilienne, dans le cadre du cours sur les analyses et les processus politiques, économiques et sociaux du Chili contemporain, dispensé par la Faculté des sciences sociales (FLACSO) (Santiago du Chili, 10 novembre 1999).

SOUS-PROGRAMME 2: INTÉGRATION, RÉGIONALISME OUVERT ET COOPÉRATION RÉGIONALE

Ce sous-programme comprend les études réalisées par le Groupe du commerce international sur l'évolution et les perspectives des principaux mécanismes d'intégration régionale en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi que les activités menées par la CEPALC en matière de transport.

Intégration, régionalisme ouvert et coopération régionale

Durant la période biennale 1998-1999, le Groupe du commerce international, chargé, pour l'essentiel, des activités menées dans ce domaine, a centré ses travaux sur l'analyse de l'évolution et des perspectives des principaux mécanismes d'intégration régionale en Amérique latine et dans les Caraïbes, en faisant ressortir la convergence des instruments de politique commerciale et de transformation du processus de production des mécanismes en place vers un dénominateur commun. Plusieurs études ont été réalisées dans le contexte du régionalisme ouvert sur les aspects économiques de la convergence des différents accords bilatéraux et multilatéraux. Une assistance technique et logistique a également été prêtée au groupe de travail sur le commerce des services et, ultérieurement, au groupe de négociations en matière de services. Diverses activités ont été menées avec la BID dans le cadre du projet BID/98/S01 "Etude des thèmes prioritaires des groupes de travail de la ZLEA en matière de services et d'investissement", afin d'améliorer l'information relative aux mesures qui ont une incidence sur le commerce hémisphérique des services et, avec la collaboration de la Division des statistiques et des projections économiques, tenter d'améliorer l'information statistique concernant ce commerce.

Dans ce contexte, le Groupe a collaboré à la préparation de la publication annuelle Panorama de la inserción internacional de América Latina y el Caribe. Edición 1998 (LC/G.2038-P), moyennant l'élaboration d'une section spéciale consacrée à l'évolution de l'intégration régionale en Amérique latine et dans les Caraïbes sur les plans commercial, politique, institutionnel et des relations extérieures, ainsi que d'un chapitre portant sur l'étude de certains aspects du processus de convergence régionale.

Une réunion d'experts a en outre été tenue sur le thème "Régionalisme ouvert: évolution et perspectives. Expériences comparées de l'Amérique latine et des Caraïbes et de l'Asie-Pacifique" (Santiago du Chili, 17 et 18 novembre 1999). Les participants à cette réunion ont analysé les catégories de régionalisme ouvert à la lumière des contextes économique et géopolitiques de l'Asie et de l'Amérique latine, ainsi que leur adaptation vis-à-vis du multilatéralisme, des instruments publics et privés nécessaires à la réalisation de l'intégration régionale, les coûts de l'intégration et les institutions communautaires susceptibles de faciliter l'ajustement des structures de production des différents pays à la dynamique de l'intégration régionale.

D'autre part, deux réunions des secrétariats des organismes d'intégration et de coopération de l'Amérique latine et des Caraïbes ont été organisées avec l'ALADI et le SELA, l'une à Santiago du Chili (19 août 1998) et l'autre à Lima, Pérou (12 novembre 1999). Un séminaire a également été tenu sur le thème de l'insertion économique internationale de la Communauté andine, conjointement avec le Bureau de la CEPALC à Bogotá (26 mai 1998).

De même, la convergence des processus d'intégration à l'échelon hémisphérique a fait l'objet d'un séminaire tenu à Santiago du Chili, en novembre 1998, auquel a été présenté un document sur les asymétries et les convergences de l'intégration économique en Amérique latine.

Finalmente, dans le cadre des activités de coopération interinstitutions du Comité tripartite BID/CEPALC/OEA, une assistance a été prêtée au groupe de travail sur le commerce des services et, ultérieurement, au groupe de négociations en matière de services. Dans ce même contexte, un atelier sur l'identification de mesures ayant une incidence sur le commerce des services a été organisé conjointement avec la Communauté andine (Lima, 20-22 septembre 1999).

i) a) Documents

El Tratado de Libre Comercio de América del Norte (TLC): tres años después de entrar en vigencia (LC/L.1075)/The North American Free Trade Agreement (NAFTA): three years after implementation (LC/L.1075).

Integración regional latinoamericana, globalización y comercio Sur-Sur (LC/R.1820)/Regional integration in Latin America, globalization and South-South trade (LC/L.1128).

Estructura y nivel del arancel externo del Mercado Común del Sur (Mercosur) (LC/R.1800).

Lessons from the NAFTA: some policy recommendations for the Free Trade Area of the Americas (LC/R.1838).

Síntesis del Seminario sobre la inserción económica internacional de la Comunidad Andina (Santafé de Bogotá, 26 mai 1998) (LC/R.1846).

Revisión de los acuerdos sectoriales suscritos por países miembros del Mercado Común del Sur (Mercosur) (LC/R.1880).

Síntesis del Seminario sobre la Convergencia de los procesos hemisféricos de integración (Santiago du Chili, 10 novembre 1998) (LC/R.1900).

Open regionalism in Asia-Pacific and Latin America: a survey of the literature, serie Comercio internacional, N° 4 (LC/L1299-P).

Comparative analysis of Latin America and Asia-Pacific regional experiences, serie Comercio internacional, N° 6 (LC/L.1307-P).

“Manual para la preparación del cuestionario sobre las medidas que afectan el comercio de servicios en el hemisferio”, série Manuales, N° 6 (LC/L.1296-P).

Uruguay en el Mercosur: perspectivas del comercio intrarregional (LC/MVD/R.168/Rev.1).

Uruguay y la inversión extranjera en el Mercosur (LC/MVD/R.174).

Los efectos de la integración regional en el comercio, el empleo y la productividad (LC/MVD/R.181).

b) Articles parus dans des publications externes

“KLAK-50 Let” (Le cinquantième anniversaire de la CEPALC), préparé conjointement avec Eleonora Yermolieva, América Latina, N°s 2-3, 1999.

“Lessons from the NAFTA: Some Policy Recommendations for the Free Trade Area of the Americas”, CD-ROM du XIIIe Congrès brésilien d’économistes et VIIe Congrès d’économistes d’Amérique latine et des Caraïbes, Conseil fédéral d’économie (Cofecon), Rio de Janeiro, septembre 1999.

ii) Réunions, séminaires et conférences

Organisés par le sous-programme

Séminaire sur l’insertion économique internationale de la Communauté andine, organisé conjointement avec le Secrétariat général andin et le bureau de la CELPAC à Bogotá. Présentation d’un document sur la mondialisation, le multilatéralisme et le régionalisme, ainsi que la préparation du rapport final du séminaire, comme matériel servant de base à la définition de la stratégie de relations extérieures de la Communauté andine (Santafé de Bogotá, 26 mai 1998).

Réunion des Secrétariats des organismes d’intégration et de coopération d’Amérique latine et des Caraïbes (Santiago du Chili, 19 août 1998).

Séminaire sur la convergence des processus d’intégration de l’hémisphère, organisé conjointement avec le Secrétariat général de la Communauté andine. Présentation d’un document sur les asymétries et les convergences dans l’intégration économique d’Amérique latine et des Caraïbes (chapitre VI du Panorama de la inserción internacional de América Latina y el Caribe. Edición 1998) (Santiago du Chili, 10 novembre 1998).

Réunion des Secrétariats des organismes d’intégration et de coopération d’Amérique latine et des Caraïbes (Lima, 12 novembre 1999).

Réunion d’experts “Régionalisme ouvert: évolution et perspectives. Données d’expérience comparées d’Amérique latine et des Caraïbes et de l’Asie-Pacifique” (Santiago du Chili, 17-18 novembre 1999).

Participation à d’autres réunions, rencontres d’experts et conférences

Présentation de l’exposé “Les perspectives de la zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) et son incidence sur les courants commerciaux”, au Séminaire international sur la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) et le secteur productif: progrès et défis, organisé par l’Université catholique du Pérou et l’Association d’exportateurs du Pérou (Lima, 4-7 février 1998).

Présentation de la note de recherche “Inter-American and Intra-American Relations: The Dynamics of Cooperation between Unequal Partners (A Reserch Note)”, au Woodrow Wilson Visiting Fellows Program du Centre d’études internationales, Bendheim Hall, Woodrow Wilson School of Public and International Affairs (Princeton, New Jersey, 24 février 1998).

Présentation des activités de recherche de la CEPALC sur l’intégration régionale et le Mercosur, lors de la réunion “Réseaux de recherches économiques du Mercosur”, organisée par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) (Montevideo, 24-30 mai 1998).

Présentation du document “América Latina y el Caribe: serie estadísticas sobre comercio de servicios, 1980-1997”, série Cuadernos estadísticos de la CEPAL, n° 26 (LC/G.2023-P), lors de la première réunion du Groupe de négociation des services de la ZLEA (Miami, 8 et 9 septembre 1998).

Conférence sur la dynamique de l'intégration régionale, continentale et mondiale en Amérique latine, à l'Institut Affari Internazionale (Rome, 30 septembre 1998).

Présentation de notes sur la convergence régionale, au séminaire sur l'intégration économique et la convergence, organisé par la Faculté des sciences économiques et de gestion des entreprises de l'Université Alcalá de Henares (Buenos Aires, 27 et 28 mai 1999).

Conférence “L'articulation des engagements multilatéraux et régionaux”, au séminaire sur les négociations commerciales multilatérales, sous les auspices de la Commission européenne, du SELA et de la Communauté andine (Lima, 14-16 juin 1999).

iii) Coopération technique

ZLEA

Avec les autorités gouvernementales, lors des activités d'appui aux pays d'Amérique latine et des Caraïbes dans les négociations en vue de la création de la ZLEA. Première réunion du Comité de négociations commerciales de la ZLEA (Buenos Aires, 16-19 juin 1998). Appui au groupe de travail sur les services et ultérieurement au groupe de négociations sur les services, moyennant des réunions tenues à Santiago du Chili et à Miami, aux Etats-Unis.

Brésil

Avec le Département intersyndical de statistique et d'études socio-économiques (DIEESE), dans les activités de formation de fonctionnaires gouvernementaux, de dirigeants syndicaux et universitaires, au séminaire international “Emploi et développement technologique dans le Mercosur” (Florianópolis, Brésil, 29 et 30 septembre 1998).

iv) Formation et bourses

Deux conférences sur le Mercosur, au Centre d'études intégrales pour le développement communautaire (Puerto Iguazú, Posadas, Argentine, 26-30 mars 1998).

Des cours sur “L'intégration latino-américaine: le cas du Mercosur”, dans le cadre du programme de Maîtrise en commerce et finances internationales et de Doctorat en économie internationale et développement de l'Université de Barcelone, dans le cadre de l'accord souscrit avec cette Université (Barcelone, 3-11 juin 1998).

Quatrième cours d'intégration en Amérique centrale, destiné à la formation des fonctionnaires gouvernementaux des pays du Marché commun centraméricain (San Salvador, 5 et 8 octobre 1998).

Un séminaire sur l'intégration économique en Amérique latine et aux Caraïbes, dans le cadre du programme de doctorat sur l'étude des sociétés latino-américaines, organisé par l'Université des arts et des sciences sociales (ARCIS) (Santiago du Chili, 6, 13 et 20 juillet 1999).

Deux conférences sur l'intégration et la convergence dans le cadre du programme de Magistère en intégration sous-régionale de l'Université Arturo Prat (Iquique, Chili, 29-30 juillet 1999).

Présentation d'un exposé sur le thème "Accès aux marchés", dans le cinquième cours d'intégration en Amérique centrale, organisé par la CEPALC et le SELA (Managua, 30 août et 1^{er} septembre 1999).

Leçons dans l'Atelier de formation sur les mesures fondamentales de commerce des services de la Communauté andine (Lima, 20-22 septembre 1999).

Groupe des transports

Au cours de la période biennale 1998-1999, le Groupe des transports s'est essentiellement consacré à la recherche appliquée et à la coopération technique institutionnelle. Il a également poursuivi ses travaux d'information et de diffusion, moyennant le perfectionnement de son service d'information et la publication mensuelle du Bulletin sur la facilitation du commerce et du transport en Amérique latine et dans les Caraïbes (Boletín FAL).

Dans le domaine de la régulation du secteur des transports, le Groupe a organisé la deuxième Rencontre d'institutions responsables de la supervision, du contrôle et de la réglementation des transports (Santiago du Chili, 10-12 août 1999), avec le concours du Ministère des transports et des télécommunications du Chili et la participation d'experts d'Amérique latine et d'Espagne, ainsi que de professionnels et de techniciens d'organismes chargés de la réglementation des transports de nombreux pays de la région, en particulier de la Bolivie, du Guatemala et du Pérou où des organismes de régulation en la matière sont en instance de création ou de consolidation. Le numéro de septembre 1999 du Boletín FAL a été exclusivement consacré à la publication et à la diffusion de résumés des principales communications.

Une base de données constamment actualisée, intitulée Perfil marítimo de América Latina y el Caribe (LC/W.001), a été mise sur pied pour répondre aux besoins en information des gouvernements, des compagnies maritimes, des chercheurs, des consultants et d'autres usagers. Elle contient des données relatives au transport maritime, aux ports et au commerce extérieur pour certains pays de la région.

En ce qui concerne la coopération technique, des services consultatifs ont été prêtés à plusieurs organismes gouvernementaux de différents pays de la région, ainsi qu'à des institutions sous-régionales, régionales et internationales telles que la Banque mondiale, le Ministère des transports, des communications, du logement et du bâtiment du Pérou, l'Association latino-américaine des chemins de fer (ALAF), l'ALADI, l'Institut des Amériques, la BID, l'Entreprise nationale portuaire du Pérou, le Ministère des travaux publics du Chili, la Commission centraméricaine du transport maritime, l'Initiative pour les transports dans l'hémisphère occidental, le Secrétariat permanent du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale (SIECA), le Sénat du Chili et le Ministère des transports et des communications de la Bolivie. Le Groupe a également assisté la SAD dans l'évaluation des dommages causés par le phénomène climatologique d'El Niño, et a participé aux missions coordonnées par le Bureau sous-régional de la CEPALC au Mexique afin d'évaluer l'impact du cyclone Mitch et du phénomène d'El Niño mentionné plus haut.

En matière de formation, le Groupe a donné un cours sur la modernisation portuaire dans plusieurs pays de la région et d'Afrique. A la requête de la Banque mondiale, il a également participé au cours de formation organisé dans le cadre d'un atelier international sur la réglementation du secteur des

transports et a collaboré avec l'ILPES moyennant la réalisation d'un cours sur la réglementation des transports et l'aménagement du transport urbain.

Plusieurs documents ont été élaborés : "Concentration in liner shipping: its causes and impacts for ports and shipping services in developing regions" (LC/G.2027), et "Un análisis del concesionamiento de autopistas urbanas, con referencia a los casos de la Costanera Norte de Santiago de Chile y el Eje Javier Prado de Lima, Perú" (LC/R.1879). Etant donné la nécessité de disposer de statistiques relatives au secteur des transports dans la région, le Groupe a amorcé la phase pilote d'un projet visant à systématiser les statistiques élaborées dans les pays de la région. Est également à souligner la publication du document "Perfil de sistemas regionales de transporte en las Américas" (LC/R.1952), élaboré dans le cadre du Sommet des Amériques.

Dans le cadre du projet FRG/97/S51 –"Voies à péage dans plusieurs villes latino-américaines" dont l'exécution s'est poursuivie durant la période biennale, le Groupe a élaboré, en collaboration avec une institution relevant du gouvernement chilien, un modèle sur les impacts des différentes options de contrôle des embouteillages. Diverses activités ont été menées dans le cadre du projet FRG/97/S26 "Introduction aux concepts d'entretien des routes en Amérique latine et dans les Caraïbes (Phase IV)" visant à réduire les frais occasionnés aux économies de la région par le manque d'entretien du réseau routier. Durant la période biennale, le Groupe a également favorisé, d'une part, la création de fonds de voirie, dont les ressources seraient consacrées exclusivement à l'entretien du réseau routier, et d'autre part, le concept de la sous-traitance de l'entretien en fonction de cahiers de charges précis quant aux normes à respecter dans l'entretien des voies.

i) a) Documents

Boletín FAL. Boletín sobre facilitación del comercio y el transporte en América Latina y el Caribe, N°s 139 al 148, 1998/FAL Bulletin. Bulletin on the facilitation of trade and transport in Latin America and the Caribbean, N°s 139-148, 1998.

Boletín FAL. Boletín sobre facilitación del comercio y el transporte en América Latina y el Caribe, N°s 149 al 160, 1999/FAL Bulletin. Bulletin on the facilitation of trade and transport in Latin America and the Caribbean, N°s 149-160, 1999.

Reforma conservación vial, quatre numéros (janvier et juillet, en 1998 et 1999), publié deux fois par an par la CEPALC en collaboration avec la Fédération routière internationale (IRF) et l'Office allemand de la coopération technique (GTZ).

Concentration in liner shipping: its causes and impacts for ports and shipping services in developing regions (LC/G.2027).

Modernización portuaria: una pirámide de desafíos entrelazados (LC/G.2031)/Port modernization: a pyramid of interrelated challenges (LC/G.2031).

Desarrollo histórico y aceptación política del concepto de cobranza por el uso de la vialidad urbana congestionada (LC/L.1167).

Sistema de estadísticas de transporte para América del Sur (LC/R.1780).

Un análisis del concesionamiento de autopistas urbanas, con referencia a los casos de la Costanera Norte de Santiago de Chile y el Eje Javier Prado de Lima, Perú (LC/R.1879).

Perfil de sistemas regionales de transporte en las Américas (LC/R.1952).

b) Documents publiés sur Internet

Perfil marítimo de América Latina y el Caribe (LC/W.001), publié intégralement sur Internet et résumé sur papier (<http://www.eclac.cl/espanol/investigacion/transporte/perfil/index.htm>).

“Un cuarto siglo de cambios en el transporte en América Latina y el Caribe: de la reglamentación a la regulación” et “La privatización y regulación de los puertos latinoamericanos”, travaux présentés à la deuxième Rencontre d’institutions responsables de la supervision, du contrôle et de la réglementation des transports (Santiago du Chili, 10-12 août 1999), (<http://www.eclac.cl/espanol/investigacion/transporte/encuentro/encuentrotrans.htm>).

c) Documents publiés comme livres

Privatización portuaria: bases, alternativas y consecuencias, Libros de la CEPAL, N° 50 (LC/G.2045-P). Publication des Nations Unies, n° de vente: S.99.II.G.59.

La historia del ferrocarril en Chile, publié par la Bibliothèque nationale de Santiago du Chili, Ian Thomson et Dietrich Angerstein (comps.), référence bibliographique ISBN 956-244-065-6, mars 1998.

d) Logiciels

Analyse statistique du commerce international des pays membres de l’ALADI. Logiciel en format Access mis au point avec la Division des statistiques et des projections économiques.

e) Articles parus dans des publications externes

“Problemas y soluciones del transporte en Lima”, Boletín de los transportes públicos de América Latina, Ian Thomson (comp.), São Paulo, Brésil, Association Nationale des transports publics (ANTP), janvier/mars 1998.

“Profile of Regional Transport Systems in the Western Hemisphere”, José María Rubiato (comp.), publié sur Internet par le Réseau informatique du Sommet des Amériques, (<http://www.summit-americas.org>), 10 décembre 1998.

“Red Norte. The Story of State-owned Railways in the North of Chile”, Locomotives International, Ian Thomson (comp.), Birmingham, Royaume-Uni, ISBN 1-900340-05-04, janvier 1998.

“La Quinta Libertad y el Cono Sur”, Énfasis - Logística, N° 42, J.M. Rubiato (comp.), Buenos Aires, mai 1998.

“Transandean rail connections: perspectives in the era of privatization and commercial liberalization”, Actes de Latin Rail’98, Ian Thomson (comp.), Buenos Aires, mai 1998.

“Hubs radiate success”, Cargo Systems, Jan Hoffmann (comp.), Londres, juin 1998.

“Concentration in liner shipping: causes and impacts”, World Sea Trade Service, Jan Hoffmann (comp.), publié par DRI McGraw Hill, 1998.

Plusieurs articles sur le transport urbain et interurbain et les catastrophes naturelle, Sobre Ruedas, Ian Thomson (comp.), Association syndicale métropolitaine de transport en commun, Santiago du Chili, éditions bimensuelles en 1998 et 1999.

“El mercado de los trenes especiales de turismo con equipos históricos en América Latina”, publié comme supplément spécial de la Revista Rieles, édition N° 49, Ian Thomson (comp.), Buenos Aires, janvier 1999.

“Las privatizaciones portuarias en América Latina en los '90: determinantes y resultados”, inclus dans le document du cours du Troisième Programme international: Privatisation et réglementations des services de transport, Banque mondiale, Las Palmas, Grandes Canaries, avril 1999.

“Metros y la congestión de tránsito: mitos y realidad”, Actes de Latin Rail '99, Ian Thomson (comp.), Buenos Aires, mai 1999.

“Why doesn't investment in metros reduce peak hour traffic congestion?”, site Internet du Congrès La ville et sa région (<http://www.cip-icu.ca>), Canadian Institute of Planners et l' Ordre des Urbanistes du Québec, Montréal, 6-9 juin 1999.

“In spite of concentration in liner shipping: one dozen points why competition is increasing in secondary trades: the example of Chile”, Actes de la Terminal Operations Conference and Exhibition, Jan Hoffmann (comp.), Gênes, juin 1999.

“Las características de las terminales de transbordo”, Énfasis, Jan Hoffmann (comp.), Buenos Aires, août 1999.

“Un análisis del concesionamiento de autopistas urbanas”, Actes du Xe Congrès latino-américain du transport public et urbain, Ian Thomson (comp.), Caracas, décembre 1999.

“Profile of Regional Transportation Systems”, chapitre du livre European-Latin American Trade and Investment, José María Rubiato (comp.), McGraw-Hill, Londres, 1999.

“Los ferrocarriles del Capricornio Andino”, chapitre du livre Las rutas del Capricornio Andino, Ian Thomson (comp.), Direction des bibliothèques, archives et musées (DIBAM) , Santiago du Chili, 1999.

ii) Réunions, séminaires et conférences

Organisés par le sous-programme

Réunion sur l'ouverture et l'intégration, organisée conjointement avec le Ministère des transports et des télécommunications du Chili, avec la présence de 200 participants (Santiago du Chili, 19 et 20 mars 1998).

Réunions d'experts pour examiner la situation du transport maritime régional par rapport à la mondialisation et l'intégration verticale des services. Les deux premières réunions ont été tenues dans le

cadre des séminaires de TRAINMAR, la troisième a eu lieu dans le cadre de Latin Ports'98 (Santiago du Chili, août 1998; La Havane, septembre 1998; et Miami, octobre 1998).

Séminaire sur les aspects juridiques du transport maritime, organisé conjointement avec l'Université del Mar et l'association TRAINMAR d'Amérique du sud (ATAS) (Santiago du Chili, 23-25 juin et 30 juin-2 juillet 1999).

Deuxième Rencontre latino-américaine d'institutions chargées de la supervision, du contrôle et de la réglementation du transport, avec la participation de 17 conférenciers et 20 délégués (Santiago du Chili, 10-12 août 1999).

Réunion du groupe d'experts pour mettre au point le projet SETAS (Système de statistiques du transport d'Amérique du sud) (Santiago du Chili, 27 et 28 octobre 1999).

Réunion continentale de la CEPALC et de la CNUCED/TRAINMAR (Santiago du Chili, 1-3 décembre 1999).

Participation à d'autres réunions, rencontres d'experts et conférences

Présentation de l'exposé "Le trafic et l'utilisation de l'infrastructure nationale" au séminaire sur l'expérience internationale en matière de péage, organisé par le Ministère des transports et des communications du Venezuela (Caracas, 5-7 février 1998).

Présentation de l'exposé "Transport maritime dans les Caraïbes", lors des réunions du Comité spécial de transports de l'Association des Etats de la Caraïbe (AEC) (Cartagena de Indias, Colombie, 28 avril-2 mai 1998 et Cancún, Mexique, 17-19 juin 1998).

Présentation de l'exposé "Idéalisme et pragmatisme dans la recherche de solutions au problème de la congestion du trafic urbain", aux réunions suivantes: i) séminaire pour jeter les bases d'une politique en matière d'environnement dans le secteur transport, organisé par le Conseil national de l'environnement du Pérou (Lima, 8-9 mai 1998); ii) séminaire "Descongestionar ó tránsito para melhorar a qualidade da vida urbana", organisé par l'Institut de recherche économique appliquée (IPEA) (Brasilia 29 et 30 mai 1998); iii) IX Congrès latino-américain de transport public urbain (Guadalajara, Mexique, 28-30 juin 1998).

Présentation de l'exposé "Le marché des trains spéciaux de tourisme, utilisant un matériel historique en Amérique latine", au séminaire "Les chemins de fer et le tourisme, moteurs du développement", organisé par l'Association latino-américaine des chemins de fer (ALAF) (Quito, 23 et 24 juillet 1998), et de la version actualisée lors des IIe Journées des chemins de fer et du tourisme: moteurs du développement (La Havane, 5-8 juillet 1999).

Présentation de l'exposé "Le financement de l'infrastructure du transport et l'optimisation de la répartition modale à l'époque des concessions", au séminaire sur l'enjeu pour le XXI siècle, organisé par la Présidence de la République argentine (Buenos Aires, 8-10 septembre 1998).

Présentation de l'exposé "The process of concentration in shipping and its impact on Caribbean ports", à la réunion annuelle de l'Association des armateurs des Caraïbes (Port-of-Spain, 16-21 octobre 1998).

Présentation de l'exposé sur les derniers progrès accomplis dans les lignes de navigation, au séminaire "Le transport multimodal en tant que facilitation du commerce", organisé par le Ministère de l'économie et des travaux et services publics de la République argentine (Buenos Aires, 18-20 novembre 1998).

Présentation de l'exposé "Avantages et désavantages de la privatisation portuaire selon le contexte socio-économique", au séminaire sur la restructuration des ports et son impact social, organisé par l'OEA (Cali, Colombie, 1-3 décembre 1998).

Présentation du travail "Profil des systèmes régionaux du transport dans les Amériques", à la IIIe Réunion ministérielle de l'initiative de transport de l'Hémisphère occidental, organisé par le Département des transports des Etats-Unis dans le cadre de l'accomplissement du mandat du Sommet des Amériques (Nouvelle-Orléans, Etats-Unis, 13-19 décembre 1998).

Cinquième Réunion ordinaire de la Conférence des ministres des transports, des communications et des travaux publics d'Amérique, organisée par le Ministère des transports de Bolivie (Cochabamba, Bolivie, 22 et 23 avril 1999).

Présentation de l'exposé sur le développement institutionnel des ports latino-américains, à la sixième Réunion de l'Association des ports et terminaux privés du Mercosur (Buenos Aires, 13 et 14 mai 1999).

Participation à l'élaboration et à la rédaction du rapport des conclusions de la Conférence sur l'effet du bogue informatique de l'an 2000 (Y2K) sur les systèmes de transport de l'Hémisphère occidental, organisée par le Secrétariat des communications et des transports du Mexique, dans le cadre du Sommet des Amériques (Cancún, Mexique, 13 et 14 mai 1999).

Réunion d'experts gouvernementaux de pays en voie de développement sans littoral, avec la participation de représentants de pays donateurs et d'institutions financières et de développement, organisée par la CNUCED. Exposé des données d'expériences régionales en la matière (New York, 24-26 août 1999).

Présentation du document "Sistema de estadísticas de transporte para América del Sur" (LC/R.1780), à la réunion mixte du Mercosur et de l'Union européenne sur les systèmes de statistiques de transport, organisée par l'Institut national des statistiques et des recensements (INDEC) (Buenos Aires, 16 et 17 septembre 1999).

iii) Coopération technique

Organismes régionaux et internationaux

Avec la Commission économique pour l'Afrique (CEA), sur un programme mixte en matière de modernisation de ports. On a dispensé un cours sur la modernisation portuaire: une pyramide d'enjeux interdépendants, à Mombasa, au Kenya et Maputo, au Mozambique.

Avec la Banque mondiale, en ce qui concerne le thème de la planification du transport et de l'évaluation de projets pour la région métropolitaine de Lima et de Callao, y compris l'évaluation de la demande pour transiter par le périphérique routier nord.

Avec la Banque mondiale et le port de Rotterdam, par le biais de la participation au groupe de travail lié à la formation des employés portuaires dans le cadre d'une nouvelle étude de la Banque mondiale sur la modernisation portuaire.

Avec la Banque mondiale, en ce qui concerne la formation de professionnels et de techniciens dans le domaine de la réglementation de transport, avec une présentation sur le cas des ports du troisième Programme international sur la privatisation et la réglementation des services de transport.

Avec l'Association des Etats de la Caraïbe (ACS), en ce qui concerne la mise en œuvre du programme de travail dans le domaine du transport, le projet d'une étude sur l'établissement d'un transporteur public non exploitant de navires (NVOCC) a été révisé. L'assistance a compris une visite à la Trinité-et-Tobago et la tenue de réunions en Colombie et au Mexique, dans le cadre des missions organisées par l'ACS.

Avec la Commission centraméricaine du transport maritime (COCATRAM), dans les domaines liés à la politique maritime centraméricaine, et avec le programme de travail et l'organisation du projet sous-régional du transport multimodal, relevant de cet organisme sous-régional.

Avec le Secrétariat permanent du Traité général d'intégration économique centraméricaine (SIECA), en ce qui concerne la préparation d'un plan principal de transport pour l'Amérique centrale et autres thèmes du programme du Conseil sectoriel de ministres de transports (COMITRAN) de l'Amérique centrale.

Avec l'ALADI, en ce qui concerne l'initiative ALADI/ALAF d'un plan directeur de transport pour l'Amérique du sud.

Avec la BID, en ce qui concerne la coordination entre les différentes initiatives visant au développement de systèmes de statistique des transports dans les Amériques.

Bolivie

Avec le Ministère des transports et des communications, en ce qui concerne le groupe de travail sur les poids et les dimensions.

Avec la SAD, en matière d'évaluation de l'impact du phénomène El Niño sur le système de transports du pays.

Brésil

Avec l'Institut de recherche économique appliquée (IPEA), en ce qui concerne les mécanismes disponibles pour le contrôle de la congestion du transport urbain.

Chili

Avec la Chambre maritime du Chili A.G., pour la coordination des activités futures.

Avec les Commissions des transports, des communications, des biens nationaux et de l'environnement du sénat du Chili, en ce qui concerne le projet de loi sur l'application de tarifs pour l'utilisation des voies urbaines encombrées.

Avec la première Expo-Puerto à Talcahuano, en ce qui concerne les systèmes d'information et la diffusion de publications sur les services d'information du transport.

Avec la Municipalité de Los Andes, Ve Région, en ce qui concerne la proposition d'accorder le statut de monuments nationaux aux installations ferroviaires de cette ville.

Avec le Ministère des transports et des télécommunications, en ce qui concerne la préparation et la réalisation d'un séminaire régional sur le transport terrestre.

Avec l'Ambassade du Canada à Santiago du Chili, pour la réalisation d'un séminaire sur le transport urbain à l'occasion d'une mission de chefs d'entreprise et de fonctionnaires du gouvernement canadien au Chili.

Avec le Ministère des travaux publics (MOP), en ce qui concerne le développement d'un plan directeur d'investissements pour ce ministère, pendant la période 2000-2005.

Colombie

Avec la Municipalité de Santafé de Bogotá, en matière de congestion de trafic et d'une nouvelle conception des trajets du transport en commun.

Avec la Fondation espagnole des chemins de fer du réseaux national des chemins de fer espagnols (RENFE), à la demande de l'Agence espagnole de coopération internationale (AECI), en matière d'infrastructures spécialisées pour les activités logistiques maritimes et terrestres.

Avec le gouvernement, pour l'évaluation de l'impact socio-économique du séisme à Armenia, en ce qui concerne les secteurs du transport, des communications et du tourisme.

Cuba

Avec l'Institut de recherche de transport, en ce qui concerne l'exploitation touristique des chemins de fer et la formation dans le domaine du transport urbain.

Equateur

Avec le gouvernement, en matière d'évaluation de l'impact du phénomène El Niño sur le système de transports de ce pays.

El Salvador

Avec le gouvernement, en ce qui concerne l'évaluation de l'impact socio-économique du cyclone Mitch.

Etats-Unis

Avec le Department of Transportation (DOT), en ce qui concerne la faisabilité d'établir des systèmes d'information géographique (SIG) dans l'ensemble de l'Hémisphère occidentale.

Guatemala

Avec le gouvernement, en ce qui concerne l'évaluation de l'impact socio-économique du cyclone Mitch.

Pérou

Avec le Métro de Lima (autorité autonome du Train électrique de transport à Lima et El Callao), en ce qui concerne l'élaboration du cadre de référence d'une étude de faisabilité sur le développement du réseau.

Avec la SAD, en matière d'évaluation de l'impact du phénomène El Niño sur le système de transports du pays.

Avec l'Entreprise nationale des ports (ENAPU), en matière de privatisation portuaire.

Avec le Ministère des transports, des communications, du logement et du bâtiment, en ce qui concerne l'élaboration d'une étude sur la conception opérationnelle d'un couloir de voies exclusives pour les autobus.

Venezuela

Avec le Ministère des transports et des communications, en matière de péages routiers.

iv) Formation et bourses

Cours sur la modernisation portuaire, avec l'assistance de 29 participants (Port-au-Prince, 2-4 juin 1998).

Cours sur la modernisation portuaire au Brésil, Panagua (36 participants) et Fortaleza (30 participants) (23- 29 août 1998).

Cours sur la modernisation portuaire, à l'intention de 26 participants des secteurs public et privé du Pérou (Lima, 14-16 septembre 1998).

Cours sur la modernisation portuaire, à l'intention de 50 participants des secteurs public et privé d'Equateur (Guayaquil, Equateur, 24 et 25 novembre 1998).

Cours sur la modernisation portuaire, à l'intention de 90 participants des secteurs public et privé de Costa Rica (San José, 29 novembre-3 décembre 1998).

Cours sur la modernisation portuaire, à l'intention de 63 participants de la communauté portuaire et du commerce extérieur de Cuba (La Havane, 21-26 février 1999).

Cours dans les modules sur le transport maritime, les ports et le transport urbain, au cours-séminaire de l'ILPES sur la prestation et la réglementation de services et d'infrastructure (Santiago du Chili, 23 août-3 septembre 1999).

Cours sur la conception et l'évaluation de projets de transport urbain, au sixième Cours international sur l'élaboration et l'évaluation de projets de développement local de l'ILPES (Santiago du Chili, 1er octobre-12 novembre 1999).

SOUS-PROGRAMME 3: DÉVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION, DE LA TECHNOLOGIE ET DES ENTREPRISES

Durant la période biennale 1998-1999, la Division du développement de la production et des entreprises, responsable de la réalisation de ce sous-programme, s'est essentiellement consacrée à prêter sa collaboration aux pays de la région dans l'analyse et la mise en œuvre des politiques et des mesures visant à renforcer le volet technologique des activités de production, accroître la compétitivité, résoudre les goulets d'étranglement sur les marchés des principaux facteurs de production et encourager le développement d'entreprises. Elle s'est également efforcée de contribuer à une meilleure connaissance des complexes productifs associés aux ressources naturelles de façon à identifier les politiques propres à favoriser leur consolidation et leur développement. Elle a en outre poursuivi l'analyse plus en profondeur du comportement de différents types d'entreprises, depuis les petites et moyennes entreprises (PME) aux grandes sociétés transnationales, notamment du point de vue de la contribution potentielle de ces dernières au développement économique des pays de la région.

Les principales activités menées par la Division du développement de la production et des entreprises, qui comprend le Groupe du développement industriel et technologique, le Groupe du développement agricole et le Groupe des investissements et des stratégies d'entreprises, sont les suivantes:

i) Durant la période biennale, ont pris fin les travaux menés dans plusieurs pays de la région (Brésil, Bolivie, Chili, Colombie, Jamaïque, Mexique, République dominicaine, Uruguay et Venezuela) dans le cadre du Projet régional CEPALC/PNUD RLA/88/039 "Mise au point des politiques visant à renforcer la capacité d'innovation technologique et la compétitivité internationale des entreprises latino-américaines". L'objectif de ce projet était d'accorder une assistance technique en matière de politiques de promotion des exportations, de développement des ressources humaines et d'innovation et diffusion technologiques, de collaborer avec divers organismes gouvernementaux dans la mise au point de politiques industrielles et de favoriser la modernisation des associations de chefs d'entreprise. En 1998 a été publié le livre intitulé "Grandes empresas y grupos industriales latinoamericanos. Expansión y desafíos en la era de la apertura y la globalización", portant sur l'étude de cas de restructuration organisationnelle et de changements de stratégies d'entreprises en Argentine, au Brésil, au Chili, en Colombie et au Mexique.

ii) De nouveaux progrès ont été accomplis dans la mise en œuvre de la deuxième phase du projet CEPALC/CRDI CAN/97/S25 "Restructuration industrielle, innovation et compétitivité internationale en Amérique latine", financé par le Centre de recherches pour le développement international. Les travaux de recherche sur le complexe productif "cluster" forestier en Argentine, au Brésil, au Chili, en Colombie et au Mexique se trouvent dans une étape finale, de même que les études sur les nouveaux rapports contractuels entre les industries productrices de pièces automobiles et les fabricants de voitures de l'Argentine, du Brésil, de la Colombie et du Mexique, ainsi que les travaux sur les industries du cuir et de la chaussure en Argentine, au Brésil, au Chili, en Colombie et au Mexique.

iii) Sept études nationales ont été effectuées dans le cadre du projet HOL/97/S75. "Une stratégie de développement fondée sur des complexes productifs ("clusters"), basés sur des ressources naturelles: conséquences en termes de croissance, de distribution et d'environnement". Une étude comparative avec le complexe "cluster" de production laitière des Pays-Bas a été amorcée, de même qu'une série d'études réalisées grâce au financement de certains pays dans le but d'effectuer une analyse plus détaillée des complexes productifs ("clusters") (énergétiques et de produits laitiers en Colombie, et de produits laitiers en Argentine), ou d'en analyser d'autres (produits forestiers au Brésil et en Argentine, tourisme au Chili).

En ce qui concerne le complexe productif ("cluster") lié au tourisme, un Accord de collaboration interinstitutions CEPALC-Gouvernement du Chili a été conclu (CHI/97/S101 "Evolution du secteur du tourisme dans l'économie nationale". Un autre projet a été amorcé début 1999 avec l'aide financière du CRDI (CAN/99/S47 "Mining clusters in Latin America"), qui comprend des études sur le secteur minier en Amérique latine (Chili, Mexique et Pérou) comparé à des complexes productifs ("clusters") miniers de pays développés tels que le Canada et, éventuellement, l'Australie. Fin 1999, la Division a amorcé la mise en œuvre d'un projet financé par l'Office allemand de coopération technique (GTZ) (FRG/99/S128 "A natural resource cluster development strategy").

iv) La Division a continué de participer au projet financé par le Gouvernement des Pays-Bas (HOL/96/S34 "Croissance, emploi et équité: l'Amérique latine et les Caraïbes dans les années 90") en collaboration avec la Division du développement économique. Cette collaboration s'est traduite par l'élaboration des études prévues dans le module relatif au progrès technique et à la croissance, dont des études du comportement innovateur face à l'ouverture de l'économie que connaissent l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, le Mexique et le Pérou. Ces travaux ont pour but d'évaluer les différences entre la productivité du travail existant dans ces pays et celle de l'industrie manufacturière des Etats-Unis. Ce projet comprend également des études sur le secteur des télécommunications dans les pays en question, ainsi que sur l'industrie minière au Chili.

Un second projet financé par l'Office allemand de coopération technique (GTZ), intitulé "Exigences au niveau institutionnel de structures orientées vers le marché de l'emploi, le marché des capitaux et le marché des connaissances technologiques, ce dernier sous la responsabilité de la Division du développement de la production et des entreprises. Dans ce domaine, les études relatives aux systèmes d'innovation nationaux de l'Argentine, du Brésil, du Chili, de la Colombie, du Costa Rica, du Mexique et du Pérou se trouvent dans leur étape finale.

v) La mise au point d'une méthodologie permettant d'évaluer la compétitivité des exportations de certains pays ou groupes de pays sur les marchés les plus importants pour le commerce international de l'Amérique latine et des Caraïbes a permis d'élaborer une série de logiciels analytiques qui constituent le Système CAN (Analyse de la compétitivité des pays, CAN). Au cours de la période biennale, la Division a mis au point le CANplus pour Windows 95, contenant des données actualisées jusque 1996, et préparé le Programme d'analyse de la dynamique industrielle (PADI), également pour Windows 95. Avec le concours de la Banque mondiale, la Division a élaboré la version TradeCAN, qui est une version actualisée et modifiée du CANplus, et qui inclut deux nouveaux marchés, ainsi qu'une information plus désagrégée.

vi) Dans le cadre du projet HOL/97/S93, "Les petites et moyennes industries en Amérique latine et aux Caraïbes et la compétitivité internationale", dont le but est d'analyser la dynamique de ce type d'entreprises industrielles et proposer des mesures propres à accroître leur compétitivité, plusieurs études ont été menées dans différents pays de la région: Argentine, Barbade, Chili, Colombie, Costa Rica, Nicaragua, Pérou, Sainte-Lucie, Trinité-et-Tobago et Uruguay. Ces études feront l'objet d'un livre qui sera prochainement publié dans le cadre d'un accord passé avec une maison d'édition externe.

vii) Dans le cadre du projet FRG/96/S38, "Politiques visant à améliorer la qualité, l'efficacité et la pertinence de la formation technique et professionnelle en Amérique latine et dans les Caraïbes", financé par l'Office allemand de la coopération technique (GTZ) et qui a pour but d'introduire et de promouvoir des modèles réussis d'entraînement et de formation de ressources humaines afin d'améliorer la productivité et la compétitivité de la région, diverses activités ont été réalisées au Brésil, au Chili, en Colombie, au Guatemala, en Jamaïque, au Mexique, au Pérou, en République dominicaine et en Uruguay.

Plus de 40 études ont été publiées sur l'analyse de la formation technique et professionnelle dans les différents secteurs de l'emploi, tant dans les grandes sociétés et industries, que dans les petites et moyennes entreprises et les entreprises artisanales, aussi bien dans le secteur public que dans le privé, ainsi que sur l'incidence et l'importance de cette formation sur les groupes vulnérables.

viii) L'accord CEPALC/Ministère de l'économie du Chili (CHI/97/S27) sur le thème "Éléments requis pour mettre au point la politique de développement technologique et productif" est arrivé à terme avec la remise de plusieurs études en la matière. A la mi-1999, deux nouveaux accords ont été conclus avec cette même institution: le premier, CHI/99/S119 "Analyse comparative des déterminants de la localisation de l'investissement étranger au Chili", et le deuxième, CHI/99/S121 "Analyse du marché des services consultatifs à la petite et moyenne entreprise dans le cadre des programmes de développement de la production au Chili".

ix) L'Association brésilienne de cellulose et de papier a fourni le financement qui a permis la réalisation d'une étude comparative des incitations dans l'industrie forestière de huit pays latino-américains, laquelle a été conclue de façon satisfaisante.

x) En matière de développement agricole, la Division a centré son attention sur l'analyse et la mise au point des politiques relatives aux investissements, à l'innovation technologique et aux relations amont-aval dans les secteurs de la production et des services, tant pour l'agriculture que pour l'agroindustrie, ainsi qu'en ce qui concerne la dynamisation du marché foncier et la consolidation du registre des titres de propriété, le développement du secteur sylvicole, agricole et de l'élevage et le développement rural. Au début de la période biennale, la CEPALC a organisé une réunion où se sont rencontrés des fonctionnaires de divers organismes internationaux concernés par le développement agricole de la région, dont la FAO, la BID, l'IICA, la Banque mondiale et l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, afin d'analyser de façon conjointe le développement du secteur agricole en Amérique latine après les années 80, à la lumière, notamment, des répercussions des politiques d'ajustement, d'ouverture et de libre-échange sur l'évolution de ce secteur (Washington, D.C., 26 et 27 mai 1998). Une réunion d'experts a également été tenue pour analyser l'incidence des réformes structurelles et des politiques macro-économiques sur l'agriculture latino-américaine (Santiago du Chili, 26 et 27 novembre 1998), durant laquelle ont été présentées des études relatives aux pays suivants: Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Mexique et Pérou.

xi) Dans le cadre du projet CEPALC/GTZ FRG/97/S70 "Options de politique propres à stimuler le développement du marché foncier agricole afin de faciliter le transfert des terres aux petits exploitants", deux séminaires nationaux ont été organisés, l'un en Bolivie et l'autre au Pérou et des études sont en cours d'élaboration sur les cas de la Bolivie, du Brésil, du Chili, du Pérou et de la République dominicaine, en vue de leur publication dans la série Desarrollo productivo.

D'autre part, une assistance technique a été prêtée au Ministère de l'agriculture du Chili et à l'Institut de développement agricole (INDAP), dans le cadre du projet CHI/99/S122 "Accord de coopération technique CEPALC/Ministère de l'agriculture/INDAP "Recherche sur le développement des zones rurales pauvres au Chili", qui a pour but d'analyser et d'évaluer les instruments élaborés par divers organismes gouvernementaux pour lutter contre la pauvreté rurale, en particulier ceux qui sont gérés par l'INDAP.

xii) Dans le domaine des investissements et des stratégies d'entreprises, diverses activités ont été menées à bien en matière d'information, de recherche et de coopération technique. En ce qui concerne l'information, la plus importante est la création et la consolidation du Centre d'information sur

l'investissement étranger direct qui recueille et traite l'information statistique et juridique émanant d'organisations internationales et d'institutions nationales compétentes, ainsi que d'autres sources secondaires telles que la presse spécialisée, les associations de chefs d'entreprises et les institutions universitaires, de même que l'information résultant des recherches effectuées. Le Centre d'information poursuit deux objectifs simultanés: d'une part, l'information statistique et juridique qu'il traite constitue un apport fondamental à la recherche et, d'autre part, il permet une diffusion très vaste de l'information pertinente.

En matière de recherche, les éditions correspondant à 1998 et 1999 de la publication annuelle "La inversión extranjera en América Latina y el Caribe" ont été publiées durant la période biennale. Pour mener à bien cette tâche, il a fallu réaliser des recherches minutieuses sur l'investissement étranger direct (IED) en Argentine, au Brésil et au Mexique, ainsi que l'IED provenant des Etats-Unis et d'Espagne en Amérique latine, et la situation de compétitivité par rapport à l'IED et aux sociétés transnationales dans l'industrie automobile et de l'habillement de la région. Le Directoire sur l'investissement étranger et les sociétés transnationales en Amérique latine et dans les Caraïbes a également été publié, avec un cadre juridique actualisé et l'information statistique pertinente. La recherche interrégionale menée conjointement avec la CNUCED sur le réaménagement industriel et la compétitivité internationale en Amérique latine, Asie et Afrique est arrivée à terme; dans le cadre de cette recherche, les deux institutions ont coordonné un projet et réalisé plusieurs études de cas basées sur l'application de questionnaires formels dans des entreprises pertinentes des secteurs automobile, de l'électronique et de l'habillement. Plusieurs études ont également été menées à bien sur les thèmes de la mondialisation, la compétitivité internationale et la transnationalisation, ainsi qu'une étude des négociations sur l'investissement étranger actuellement menées dans le cadre de différents mécanismes d'intégration.

xiii) Au cours de la période biennale envisagée, la Division du développement de la production et des entreprises a été le centre de coordination du Comité tripartite CEPALC/OEA/BID qui appuie le Groupe de négociation sur la politique de concurrence de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). A cet effet, la Division a préparé les documents sollicités par le Groupe de négociation, en particulier en ce qui concerne les politiques de concurrence des petites économies. Pour ce faire, la Division a mis au point des méthodologies d'analyse et coordonné les travaux des consultants. Elle a également participé en tant que membre du Comité tripartite qui appuie le Groupe de négociation sur les subsides, antidumping et les droits compensatoires, a prêté son soutien en matière de statistique et d'analyse au Groupe de négociation sur l'investissement, et collaboré à l'examen des répercussions de l'intégration sur les petites entreprises, à la requête du Groupe consultatif sur les petites économies.

xiv) Finalement, les fonctionnaires de la Division du développement de la production et des entreprises ont participé à une centaine de réunions, rencontres d'experts, de séminaires et d'ateliers, ont accordé des entrevues à des représentants d'importants moyens de communication internationaux et offert diverses conférences, essentiellement dans les milieux universitaires.

i) a) Documents

Quality management, ISO 9000 and government programmes, série Desarrollo productivo, N° 42 (LC/G.1960).

Restructuring in manufacturing: Case studies in Chile, Mexico and Venezuela, série Desarrollo productivo, N° 44 (LC/G.1971).

La competitividad internacional de la industria del vestuario de la República Dominicana, série Desarrollo productivo, N° 45 (LC/G.1973).

La competitividad internacional en la industria de prendas de vestir de Costa Rica, série Desarrollo productivo, N° 46 (LC/G.1979)/The international competitiveness of the Costa Rican clothing industry, Desarrollo productivo series, No. 46 (LC/G.1979).

Comercialización de los derechos de aguas en Chile, série Desarrollo productivo, N° 47 (LC/G.1989).

Policy competition for foreign direct investment in the Caribbean Basin: Costa Rica, the Dominican Republic and Jamaica, série Desarrollo productivo, N° 49 (LC/G.1991).

El impacto de las empresas transnacionales en la reestructuración industrial de México: el caso de las industrias de partes para vehículos y de televisores, série Desarrollo productivo, N° 50 (LC/G.1994).

Agroindustria y pequeña agricultura: vínculos, potencialidades y oportunidades comerciales (LC/G.2007-P). Publication des Nations Unies, n° de vente: S.98.II.G.4.

Perú: Un CANálisis de su competitividad internacional, série Desarrollo productivo, N° 51 (LC/G.2028).

National agricultural research systems in Latin America and the Caribbean: changes and challenges, série Desarrollo productivo, N° 52 (LC/G.2035).

La inversión extranjera en América Latina y el Caribe. Informe 1998 (LC/G.2042-P). Publication des Nations Unies, n° de vente: S.98.II.G.14/Foreign Investment in Latin America and the Caribbean. 1998 Report (LC/G.2042-P). United Nations publication, Sales No. E.98.II.G.14.

Centroamérica, México y República Dominicana: maquila y transformación productiva (LC/G.2047-P), Cuaderno de la CEPAL, N° 85. Publication des Nations Unies, n° de vente: S.99.II.G.5.

Transformaciones recientes en el sector agropecuario brasileño. Lo que muestra el censo 1995/1996 (LC/G.2064-P). Publication des Nations Unies, n° de vente: S.99.II.G.48.

Panorama de la Agricultura de América Latina y el Caribe en las últimas décadas: indicadores de comportamiento en cuadros y gráficos (LC/L.1102)/Survey of agriculture in Latin America and the Caribbean over recent decades: performance indicators in charts and tables (LC/L.1102).

Reformas estructurales y comportamiento tecnológico: reflexiones en torno a las fuentes y naturaleza del cambio tecnológico en América Latina en los años noventa, série Reformas económicas, N° 13 (LC/L.1170).

Cambios estructurales y evolución de la productividad laboral en la industria latinoamericana en el período 1970-1996, série Reformas económicas, N° 14 (LC/L.1171).

La introducción de mecanismos de mercado en la investigación agropecuaria y su financiamiento: cambios y transformaciones recientes, série Desarrollo productivo, N° 53 (LC/L.1181).

La subcontratación como proceso de aprendizaje: el caso de la electrónica en Jalisco (México) en la década de los noventa (LC/L.1183-P). Publication des Nations Unies, n° de vente: S.99.II.G.16.

Social dimensions of economic development and productivity: inequality and social performance, série Desarrollo productivo, N° 56 (LC/L.1184-P). Publication des Nations Unies, n° de vente: E.99.II.G.18.

Impactos diferenciados de las reformas sobre el agro mexicano: productos, regiones y agentes, série Desarrollo productivo, N° 57 (LC/L.1193-P). Publication des Nations Unies, n° de vente: S.99.II.G.19.

Colombia: Un CANálisis de su competitividad internacional, serie Desarrollo productivo, N° 58 (LC/L.1229-P). Publication des Nations Unies, n° de vente: S.99.II.G.26.

Grupos financieros españoles en América Latina: una estrategia audaz en un difícil y cambiante entorno europeo, série Desarrollo productivo, N° 59 (LC/L.1244-P). Publication des Nations Unies, n° de vente: S.99.II.G.27.

México: un CANálisis de su competitividad internacional, serie Desarrollo productivo, N° 62, (LC/L.1268-P).

El mercado de tierras rurales en el Perú. Volume I: Análisis institucional, série Desarrollo productivo, N° 63 (LC/L.1278-P). Publication des Nations Unies, n° de vente: S.99.II.G.51.

El mercado de tierras rurales en el Perú. Volume II: Análisis económico, série Desarrollo productivo, N° 63 (LC/L.1278/Add.1-P), Publication des Nations Unies, n° de vente: S.99.II.G.52.

Achieving educational quality: What schools teach us. Learning from Chile's P.900 primary schools, série Desarrollo productivo, N° 64 (LC/L.1279-P).

La inversión extranjera en América Latina y el Caribe. Informe 1999 (LC/G.2061-P). Publication des Nations Unies. n° de vente: S.00.II.G.4/Foreign Investment in Latin America and the Caribbean. 1999 Report (LC/G.2061-P). United Nations publication, Sales No. E.00.II.G.4.

Expectativas empresariales frente a las negociaciones del ALCA, Document de travail, N° 81 (LC/BUE/L.164).

Hacia un mejor entorno competitivo de la producción automotriz en Argentina, Document de travail, N° 82 (LC/BUE/L.165).

Multinacionales argentinas: una nueva ola en los noventa, Document de travail, N° 83 (LC/BUE/L.166).

Una estrategia de desarrollo a partir de los complejos productivos (clusters) en torno a los recursos naturales (LC/R.1743/Rev.1).

Formación para el trabajo en industrias mexicanas (LC/R.1804).

Fondo de capacitación y entrenamiento: sugerencias y modelo operativo (LC/R.1810).

Experiencias y propuestas del sindicalismo brasileño frente a la formación profesional (LC/R.1816).

La formación para el trabajo y la capacitación en República Dominicana: estudio sobre relaciones entre el sector público y privado (LC/R.1817).

Centros nacionais de tecnologia do SENAI: un modelo alternativo de educação profissional (LR/R.1827).

Políticas, posiciones e interpretaciones sobre la capacitación y el entrenamiento (LC/R.1831).

Formación para el trabajo, entrenamiento y capacitación con participación de empresas en República Dominicana (LC/R.1833).

Análise da qualificação e do treinamento em algumas empresas dinâmicas do Rio de Janeiro (LC/R.1834).

Los vínculos rurales con ciudades intermedias. Síntesis de estudios de caso (LC/R.1835).

Posiciones, intereses e interpretaciones sobre la capacitación y el entrenamiento en República Dominicana (LC/R.1836).

Relaciones entre el sector público y el privado y estrategias de privatización de la formación para el trabajo y la capacitación en Guatemala (LC/R.1842).

La articulación entre el sector público y la empresa privada en la formación profesional de América Latina (LC/R.1843).

El sector lácteo neerlandés: nuevas realidades y cifras (LC/R.1844).

Cluster lácteo en el Uruguay (LC/R.1845).

Experiencias exitosas de entrenamiento y capacitación en empresas dinámicas en Guatemala (LC/R.1849).

El cluster de lácteos en Colombia (LC/R.1852).

Capacitación en pequeñas empresas en América Latina: temas principales y sugerencias de políticas (LC/R.1853).

Procesos de subcontratación y cambios en la calificación de los trabajadores: estudios de caso en México (LC/R.1854).

Formación para el trabajo, capacitación y entrenamiento: observaciones en América Latina y el Caribe; sugerencias de políticas (LC/R.1855).

Experiencias exitosas de capacitación de empresas innovadoras en América Latina y el Caribe: su articulación con el aprendizaje de la empresa (LC/R.1856).

Cambios tecnológicos y organizativos en la formación profesional (LC/R.1857).

El cluster lácteo en Chile (LC/R.1858).

La formación técnica profesional en México: la visión de los actores sociales (LC/R.1895).

Factores culturales en la formación y capacitación profesional (LC/R.1906).

Posiciones, intereses e interpretaciones sobre la formación profesional en El Salvador (LC/R.1907).

Las estrategias de formación de recursos humanos de empresas multinacionales en América Latina y el Caribe (LC/R.1911).

El sector alimentario y la formación de recursos humanos (LC/R.1912).

Women in statistics: the profession speaks (LC/R.1916).

Agentes vinculados a la formación y capacitación para el trabajo en América Latina y el Caribe: análisis exploratorio de posiciones y expectativas (LC/R.1928).

Reestruturação produtiva e qualificação: desafios e respostas empresarias na cadeia químico-petroquímica brasileira (LC/R.1929).

Small and medium sized manufacturing enterprises in Latin America and the Caribbean and the new economic models (LC/R.1938).

Directorio sobre inversión extranjera en América Latina y el Caribe. Marco legal y estadístico (LC/R.1944).

Fusiones y adquisiciones en América Latina, 1999 (LC/R.1945).

Líneas conceptuales ante evidencias microeconómicas de cambio estructural (LC/BUE/R.229)/
Theoretical approaches to the microeconomic evidence about structural change (LC/BUE/R.229).

Estrategias empresariales y ajuste industrial (LC/BUE/R.230).

Regulación e inversiones en el sector eléctrico argentino (LC/BUE/R.232).

Business strategies under stabilization and trade openness in the 1990s (LC/BUE/R.233).

Cambios organizacionales y tecnológicos en las pequeñas y medianas empresas. Pensando el estilo de desarrollo argentino (LC/BUE/R.234).

La desregulación petrolera en la Argentina (LC/BUE/R.235).

Inversiones en infraestructura vial: la experiencia argentina (LC/BUE/R.236).

Determinantes de la inversión en telecomunicaciones en Argentina (LC/BUE/R.237).

Las inversiones en la industria argentina en la década de los años noventa (LC/BUE/R.239).

Argentina: las reformas estructurales en el sector minero (LC/BUE/R.240).

Efectos económicos de acuerdos regionales de comercio: una revisión de argumentos (LC/BUE/R.241).

Internacionalización de empresas latinoamericanas: el caso argentino (LC/BUE/R.242).

Reestructuración y perspectivas del sector de cerveza y malta en Uruguay (LC/MVD/R.151/Rev.2).

Reestructuración y perspectivas del sector pinturas en Uruguay (LC/MVD/R.152/Rev.1).

Recursos humanos y productividad de la industria textil en Uruguay (LC/MVD/R.155/Rev.2).

La industria del aserradero en Uruguay (LC/MVD/R.156/Rev.1).

Proyecto URU/96/011 “Apoyo al Ministerio de Industria, Energía y Minería para la elaboración de estudios en el sector industrial”. Informe de avance (LC/MVD/R.160).

Rondas de negocios en Uruguay: ¿instrumento para la complementación industrial? (LC/MVD/R.162/Rev.1).

Informe preliminar de los casos de empresas con acuerdos de complementación industrial (LC/MVD/R.163).

Diagnóstico de las instituciones nacionales involucradas en la complementación industrial (LC/MVD/R.164).

Proyecto URU/96/011 “Apoyo al Ministerio de Industria, Energía y Minería para la elaboración de estudios en el sector industrial”. Informe final (LC/MVD/R.165/Rev.1).

Los acuerdos de cooperación en empresas industriales (LC/MVD/R.167/Rev.1).

La cooperación interempresarial en la industria uruguaya (LC/MVD/R.169). Livre publié conjointement par le Bureau de la CEPALC à Montevideo, le Ministère de l'industrie, de l'énergie et des mines de l'Uruguay et le Bureau du PNUD en Uruguay, Montevideo, novembre 1998.

Manifestaciones y especificidades del crecimiento en el sector servicios. Las empresas de seguridad y de desarrollo de software (LC/MVD/R.172).

Ajuste en los patrones de comercio, producción y empleo en Uruguay, 1990-1996 (LC/MVD/R.175).

b) Logiciels

Analyse de la compétitivité des pays (CAN), version CAN pour Windows 95. Couverture temporelle: 1977-1996. Langues: anglais et espagnol

Programme d'analyse de la dynamique industrielle (PADI), version 2.0 pour Windows 95. Couverture temporelle: 1970 à 1996. Couverture géographique: 26 pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Langues: anglais et espagnol.

TradeCAN User Guide, logiciel sur la compétitivité des pays, actualisation et modification du CANplus pour Windows (TradeCAN a été produit en commun par la CEPALC et la Banque mondiale). Distribué en anglais par la Banque mondiale sur son site web (Users Guide with Single-User Version CD-ROM). Couverture de la base de données: marchés importateurs: Amérique du nord, Europe de l'ouest, Japon, ensemble des pays développés, Amérique, Afrique et Asie en développement. Pays exportateurs: 88 pays individualisés. Série temporelle: 1985-1996. Désagrégation: de 1 à 4 chiffres CTCI Rev. 2 (jusqu'à 783 articles différents).

c) Livres publiés par contrats d'édition

Grandes empresas y grupos industriales latinoamericanos. Expansión y desafíos en la era de la apertura y la globalización, Wilson Peres (coord.), México, Siglo Veintiuno Editores, 1998.

Empresas transnacionales, procesos de reestructuración industrial y políticas económicas en América Latina, Giovanni Stumpo (comp.), Buenos Aires, Alianza Editorial, 1998.

Inversión extranjera directa en América Latina y el Caribe: la perspectiva de los principales inversionistas, Alvaro Calderón (comp.), Madrid, BID/ Institut pour les relations entre l'Europe et l'Amérique latine (IRELA), juin 1998/Foreign Direct Investment in Latin America: Perspectives of the Major Investors, Álvaro Calderón (ed.), Madrid, IDB/Institute for European-Latin American Relations (IRELA), 1998.

Formación y empresa: el entrenamiento y la capacitación en el proceso de reestructuración productiva, serie Herramientas para la transformación, N° 11, Guillermo Labarca (comp.), publié conjointement par la CEPALC et le Centre interaméricain de recherche et de documentation sur la formation professionnelle (CINTERFOR/OIT), dans le cadre du projet mixte CEPAL/GTZ FRG/96/S38, "Politiques visant à améliorer la qualité, l'efficacité et la pertinence de la formation technique et professionnelle en Amérique latine et dans les Caraïbes", 1999.

d) Articles parus dans des publications externes

"The Asian challenge to the world automotive industry", Economía contemporánea, Michael Mortimore, Rio de Janeiro, Université fédérale de Rio de Janeiro, février 1998.

"Empleo y equidad", Estadística y economía, N° 16, Molly Pollack, Santiago du Chili, premier trimestre 1998.

Los flujos de inversión extranjera directa hacia América Latina , Patricio Rozas, El papel de la inversión extranjera directa en el desarrollo de Costa Rica, vol. 2, San José de Costa Rica, Ministère du commerce extérieur, avril 1998.

“Atracción de inversión extranjera: la competencia entre las naciones”, Wilson Peres, El papel de la inversión extranjera directa en el desarrollo de Costa Rica, vol. 2, San José de Costa Rica, Ministère du commerce extérieur, avril 1998.

“Avances y obstáculos en las políticas de competitividad industrial”, Wilson Peres, Producir, competir, crecer: el Estado y la promoción de ventajas competitivas, publication de la Chambre des députés, Commission de la décentralisation et de la participation populaire, La Paz, avril 1998.

Globalización: oportunidades y desafíos , Plásticos, Michael Mortimore, publication de la Chambre argentine de l'industrie du plastique, N° 246, avril-mai 1998.

El empleo agrícola en América Latina y el Caribe: análisis del 25% de la población económicamente activa”, Revista paraguaya de sociología, année 34, N° 100, Martine Dirven, 1998.

“Roles públicos y privados en la investigación agrícola”, Revista de la Universidad Nacional de Costa Rica, César Morales, juin 1998.

“La inversión extranjera directa de los principales inversores en América Latina y el Caribe. Estados Unidos”, Michael Mortimore, Inversión extranjera directa en América Latina y el Caribe: la perspectiva de los principales inversores, Alvaro Calderón (comp.), Madrid, BID/ Institut pour les relations entre l'Europe et l'Amérique latine (IRELA), juin 1998/“Foreign direct investment of the main investors in Latin America and the Caribbean. United States”, Michael Mortimore, Foreign Direct Investment in Latin America: Perspectives of the Major Investors, Álvaro Calderón (ed.), Madrid, IDB/Institute for European-Latin American Relations (IRELA), 1998.

“La innovación agrícola en América Latina: ¿a dónde vamos?”, Encuentro Nacional de Economistas Agrarios “Estado, sociedad y sector agrícola”, César Morales, Talca, Université de Talca, Département d'économie agraire/Association des économistes agricoles, juillet 1998.

“Políticas de financiamiento de ciencia y tecnología. Fondos competitivos y asignaciones presupuestarias”, César Morales, série Diálogos, Programme de coopération pour le développement technologique agricole dans le cône sud (PROCISUR), juillet 1998.

“Internationalisation of Latin American industrial firms”, Technology, vol. 16, Wilson Peres, Lucknow, India, Institute of Management and Development Research, juillet 1998.

“Market and trade perspectives for the food and forestry sectors of Latin America in the Asia-Pacific basin”, Asean Economic Bulletin, vol. 15, N° 2, Eugenia Muchnik y Pedro Tejo. publié par l'Institute of Asean Studies, Singapour, août 1998.

“Desk study of CGIAR involvement in Latin America”, Consultative Group on International Agriculture Research, Eugenia Muchnik, G.Vargas y César Morales, août 1998.

“Chile: de las políticas de subsidio a las exportaciones a las políticas de desarrollo de la competitividad”, Integración y comercio, año 2, N° 4/5, Carla Macario, Institut pour l'intégration de l'Amérique latine et des Caraïbes (INTAL), août 1998/“Chile: from policies that subsidize exports to policies that enhance competitiveness”, Integration and Trade, vol. 2, N° 4/5, Institute for the Integration of Latin America and the Caribbean.

Nuevas y viejas demandas por tecnología: acción conjunta pública y privada , Perspectivas rurales 4, año 2, N° 2, César Morales, San José de Costa Rica, Programme régional de la Maîtrise en développement rural de l'Université nationale (UNA) du Costa Rica, septembre 1998.

“En la era de la apertura y la globalización”, Informe industrial, N° 167, Wilson Peres, Buenos Aires, septembre/octobre 1998.

“Reformas estructurales y comportamiento tecnológico”, Sistemas nacionales de innovación. ¿Qué puede América Latina aprender de Japón?, Jorge Katz, Manuel Agosín y Neantro Saavedra (comps.), Santiago du Chili, Dolmen Ediciones, 1998.

“Las relaciones de coordinación vertical entre productores agrícolas y agroindustria. Esquema basado en 60 estudios de caso en América Latina”, Martine Dirven, San José de Costa Rica, Association latino-américaine et des Caraïbes d'économistes agricoles (ALACEA), 1998.

“As relações de coordenação vertical entre produtores agrícolas e agrindústrias - Baseado em sessenta casos estudados na América Latina”, Revista de política agrícola, Martine Dirven, publication trimestrielle du Ministère de l'agriculture et de l'approvisionnement du Brésil, année 8, N° 4, 1998.

“Del Falcon al Palio: hacia una nueva industria automotriz”, Revista pulso, Jorge Katz, Buenos Aires, 1998.

“Aprendizaje tecnológico, desarrollo institucional y la microeconomía de la sustitución de importaciones”, Desarrollo económico, vol. 37, N° 148, Jorge Katz y Bernardo Kosacoff, Buenos Aires, Institut de développement économique et social (IDES), 1998.

“Education in basic skills and training for productive work”, International Review of Education, vol. 44, N°s. 5/6, Guillermo Labarca, Hambourg, Institut de l'Unesco pour l'éducation, 1998.

“Mexico's TNC-centric industrialization process”, Transnational Corporations and the World Economy, Michael Mortimore, R. Kozul-Wright y R. Rowthorn (comps.), Londres, MacMillan Press, 1998.

“Competitividad en la industria de televisores en México”, Revista Latinoamericana de Estudios del Trabajo, año 4, N° 6, Michael Mortimore, 1998.

“Innovation systems and technological specialization in Latin America and the Caribbean”, Research Policy N° 26, Wilson Peres y Ludovico Alcorta, 1998.

“Escenarios económicos, implicaciones universitarias”, Joseph Ramos, El impacto de la globalización en la educación superior chilena, Santiago du Chili, Ministère de l'éducation publique, Division de l'enseignement supérieur, 1998.

“Apertura y competitividad”, Joseph Ramos et Álvaro Díaz, Construyendo opciones. Propuestas económicas y sociales para el cambio de siglo, René Cortázar et Joaquín Vial (comps.), Santiago du Chili, Corporation d'études économiques pour l'Amérique latine (CIEPLAN) et Dolmen ediciones, Santiago du Chili, 1998.

“Senderos en el agro latinoamericano: opciones tecnológicas y comerciales”, Políticas agrícolas, año 3, vol. 3, N° 3, Pedro Tejo, 1998.

“¿Después de la reforma agraria, el mercado?”/“After land reform, the market?”, Reforma agraria, colonización y cooperativas, Frank Vogelgesang, Rome, FAO, 1998.

“Paving the other path: rural land, the market and the state in Latin America”, Land Tenure in Development Cooperation. Guiding Principles, Frank Vogelgesang, Capetown, University of Capetown, 1998.

“Nuevas formas de encarar las políticas tecnológicas en América Latina”, Revista de la Universidad de Quilmes, Jorge Katz, Buenos Aires, 1998.

“Políticas de ajustamento e inversão na tendência de crescimento do setor agropecuário: o que mostra o novo censo?”, Jornal dos economistas, N° 118, Beatriz David, février 1999.

“Educación en rojo”, Trespuntos, N° 87, Beverley Carlson, Buenos Aires, mars 1999.

“El desempeño industrial frente a nuevas incertidumbres”, Enoikos, NÚ 14, Bernardo Kosacoff y Adrián Ramos (comps.), Faculté des sciences économiques de l’Université de Buenos Aires, mars 1999.

Transformações na estrutura produtiva e na ocupação do setor agropecuário, Texto N° 1, Beatriz David, Rio de Janeiro, Programa de Estudos sobre Agricultura e Desenvolvimento Sustentável (PROGRESA), mai 1999.

“Los cambios en la demanda y en el financiamiento de la investigación agropecuaria”, César Morales, Montevideo, Programme de coopération pour le développement technologique agricole dans le cône sud (PROCISUR/Institut interaméricain de coopération pour l’agriculture, juillet 1999.

“Las empresas argentinas: buscando un lugar en el mundo”, Enoikos, N° 15, Bernardo Kosacoff (comp.), Faculté des sciences économiques de l’Université de Buenos Aires, août 1999.

“O ressurgimento das políticas de competitividade industrial”, Wilson Peres, O Futuro da indústria no Brasil e no Mundo, Antonio Barros de Castro y otros, Rio de Janeiro, Editora Campus, 1999.

“Empresas transnacionales e industrialización en economías pequeñas y abiertas: Costa Rica y República Dominicana”, Michael Mortimore y Wilson Peres, Empresas transnacionales, procesos de reestructuración industrial y políticas económicas en América Latina, Giovanni Stumpo (comp.), Buenos Aires, Alianza Editorial Argentina, 1999.

“América Central y la República Dominicana: modernización y ajuste en la maquila de confección”, Revista Integración del INTAL, Rudolf Buitelaar, 1999.

“Economic reform and corporate strategies: the case of maquila”, World Development, Ruth Urrutia, Rudolf Buitelaar et Ramón Padilla, 1999.

“Las inversiones de la empresa española en América Latina: ¿una estrategia agresiva o defensiva?”, Revista economía exterior, N° 9, Alvaro Calderón, Madrid, Grupo Estudios de Política Exterior, 1999.

“Las renovadas estrategias de los inversionistas extranjeros en América Latina y el Caribe: la participación de la empresa española”, Síntesis, N° 29/30, Alvaro Calderón, Madrid, 1999.

“R&D expenditure, market structure and technological regimes in Chilean manufacturing industry”, Industrial and Corporate Change, Jorge Katz et Gustavo Crespi, Milan, 1999.

“Corporate strategies and regional integration schemes in developing countries: the case of NAFTA and MERCOSUR automobile industries”, Science Technology & Development, Michael Mortimore, vol. 16, N° 2, Londres, Frank Cass Publishers, 1999.

“Tierra, mercado y el estado”, Frank Vogelgesang, Perspectivas sobre mercados de tierras rurales en América Latina, Rubén Echeverría (comp.), Département du développement durable, BID, 1999.

ii) Réunions, séminaires et conférences

Organisés par le sous-programme

Atelier “Comment combler l'écart technologique? Restructuration productive et modernisation institutionnelle vitivinicole au Chili et en Argentine au cours des décennies 80 et 90” (Santiago du Chili, 24 mars 1998).

Atelier sur les agglomérations économiques et les petites et moyennes entreprises (PYME), organisé dans le cadre de l'accord CEPALC/SERCOTEC (Service de coopération technique du Chili), à l'intention de 30 participants externes (Santiago du Chili, 25 mars 1998).

Réunion sur l'agriculture latino-américaine, organisée par le Groupe du développement agricole de la CEPALC, avec la participation des fonctionnaires de la BID, la Banque mondiale, l'ILCA, la FAO et l'Institut international de recherche de politiques alimentaires, avec la présence de 38 participants. On a abordé divers thèmes sur le développement du secteur agricole après les années 80 (Washington, D.C., 26 et 27 mai 1998).

Séminaires “Qualification et formation professionnelle: clés pour la restructuration productive efficace et équitable”, organisés dans le cadre du Projet conjoint CEPALC/GTZ FRG/96/S38 “Politiques propres à améliorer l'efficacité et la pertinence de la formation technique et professionnelle en Amérique latine et aux Caraïbes”, avec la présence de 50 participants (São Paulo, 27 et 28 mai 1998, Rio de Janeiro, 29 mai 1998).

Réunion sur le développement rural lié aux villes intermédiaires (Santiago du Chili, 11 juin 1998).

Réunion sur les fonds de compétitivité de recherche agricole, organisée conjointement avec l'Institut de recherche agricole (INIA) et le Programme commun pour le développement technologique agricole du Cône sud (PROCISUR) (Santiago du Chili, 28 et 29 juillet 1998).

Séminaire régional “L'entraînement et la formation en Amérique latine et aux Caraïbes: diagnostics et propositions”, dans le cadre du projet conjoint CEPALC/GTZ FRG/96/S38 (Santiago du Chili, 28 et 29 septembre 1998).

Séminaire “Le potentiel de développement d’enchaînements axés sur les produits laitiers”, dans le cadre du projet HOL/97/S75, “Une stratégie de développement fondée sur des complexes productifs (“clusters”), basés sur des ressources naturelles: conséquences en termes de croissance, de distribution et d’environnement”, avec la présence de 40 participants (Santiago du Chili, 6 et 7 octobre 1998).

Séminaire sur l’exploitation des ressources forestières et le développement des industries afférentes (Santiago du Chili, 19 et 20 novembre 1998).

Conférence de presse et séminaire technique “L’éducation au Chili: où se situe-t-elle par rapport à l’Amérique latine?” et lancement au niveau régional de la publication “Education at a glance :OECD indicators 1998”, préparé conjointement avec l’Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (Santiago du Chili, 23 novembre 1998).

Réunion d’experts sur l’impact des réformes structurelles et des politiques macro-économiques sur le secteur de la sylviculture en Amérique latine (Santiago du Chili, 26 et 27 novembre 1998).

Atelier de travail “Concepts et méthodologies dans l’analyse des clusters”, avec la présence de 37 participants (Santiago du Chili, 17 et 18 mai 1999).

Séminaire “Formation et entraînement devant les enjeux posés par l’ouverture économique et la restructuration des entreprises”, dans le cadre du projet CEPALC/GTZ FRG/96/S38, organisé conjointement avec le Réseau latino-américain d’éducation et d’emploi (RET) et le Conseil de normalisation et de certification de compétence professionnelle (CONOCER) du Mexique (Mexico, 15-16 juillet 1999).

Séminaire “Développement du milieu rural non agricole”, organisé conjointement avec la FAO, la BID et le Réseau international de méthodologie de recherche de systèmes de production (RIMISP) (Santiago du Chili, 6-8 septembre 1999).

Atelier de politiques de promotion de la petite et moyenne entreprise, dans le cadre du projet HOL/97/S93 (Santiago du Chili, 10 septembre 1999).

Séminaire national sur le marché foncier en Bolivie, dans le cadre du projet CEPALC/GTZ FRG/97/S70 “Options de politiques propres à stimuler le développement du marché foncier agricole afin de faciliter le transfert de terres aux petits exploitants” (La Paz, 10 septembre 1999).

Séminaire national sur le marché foncier au Pérou, dans le cadre du projet CEPALC/GTZ FRG/97/S70 (Lima, 1er décembre 1999).

Séminaire international sur la mondialisation et les nouvelles stratégies du secteur des entreprises en Amérique latine, avec la participation de fonctionnaires gouvernementaux, professeurs universitaires, conseillers et éditeurs de revues spécialisées d’Argentine, du Brésil, du Chili et du Mexique (Santiago du Chili, 20 et 21 décembre 1999).

Participation à d’autres réunions. rencontres d’experts et conférences

Sixième réunion du Groupe de travail sur la politique de concurrence de la zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), organisée par le Ministère de l’industrie, du tourisme, de l’intégration et des

négociations internationales du Pérou, sous la présidence du Groupe de travail de la ZLEA (Lima, 20-22 janvier 1998).

Séminaire international "Compétitivité internationale : politiques et appareils de mesure", organisé par l'Université du Pacifique, l'Université nationale d'ingénierie et l'Université nationale Mayor de San Marcos de Lima. Conférences "Mondialisation, régionalisation et compétitivité", "Spécialisation technologique en Amérique latine ; analyse et option de politique" et "Politiques de compétitivité industrielle en Amérique latine" (Lima, 11-15 mai 1998).

Exposé "Policies and programs to promote agro-industrialization firm development in Latin America", à l'atelier "Strategies for stimulating growth of the rural non-farm economy in developing countries", organisé par l'Institut international de recherches de politiques alimentaires (Washington, D.C., 17-21 mai 1998).

Exposé "Competitiveness, development and resources" et "Grandes entreprises et groupes industriels latino-américains dans les années 90", à la séance sur l'organisation industrielle de la XVIe rencontre latino-américaine de la société d'économétrie, organisée par le Département d'économie de l'Université catholique du Pérou (Lima, 12-14 août 1998).

Présentation du "Rapport des Amériques" à la première réunion du Groupe de négociation sur l'investissement de la ZLEA (Miami, 10 et 11 septembre 1998) ; représentation de la CEPALC à la première réunion du groupe de négociation sur les subsides, antidumping et droits compensatoires de la ZLEA (Miami, 16 septembre 1998) ; et représentation de la CEPALC comme centre de coordination à la réunion du Comité tripartite CEPALC/OEA/BID d'appui au Groupe de négociation et travail sur la politique de concurrence de la ZLEA (Miami, 16-20 septembre 1998).

Exposé "Politiques de concurrence et son impact sur les grandes entreprises industrielles en Amérique latine", au XXIe Congrès international de l'Association d'études latino-américains, au panel "Compétitivité, changement technologique et développement des salaires dans l'économie mondialisée : leçons de et pour l'Amérique" (Chicago, Etats-Unis, 24 septembre 1998).

Présentation d'un travail sur la restructuration des systèmes d'innovation des pays latino-américains après l'ouverture et la déréglementation des marchés, lors de la conférence "Industrial structure, innovation dynamics and technology policy", organisée par l'Institut de nouvelles technologies de l'Université des Nations Unies (Lisbonne, 16-17 octobre 1998).

Exposé "Réformes structurelles et comportement technologique" à l'atelier régional latino-américain sur les mutations industrielles, organisé par l'Inter-American Institute for Global Change Research, l'International Human Dimensions Programme, le Brazilian Human Dimensions Programme, la Brazilian Academy of Sciences et la U.S. National Science Foundation (Sao José dos Campos, Brésil, 12 et 13 novembre 1998).

Présentation du document La inversión extranjera en América Latina y el Caribe, Informe 1998 (LC/G.2042-P), et des mutations de la structure productive et l'activité du secteur agricole à la réunion annuelle de l'Association nationale de centres des hautes études d'économie (ANPEC) (Victoria, Brésil, 8-11 décembre 1998).

Présentation "Global trends in foreign direct investment and implications for Latin America", au séminaire "Foreign direct investment and promotion in Latin America", organisé par l'Organisation de

coopération et de développement économiques (OCDE) et le gouvernement péruvien (Lima, 14-17 décembre 1998).

Présentation du document La inversión extranjera en América latina y el Caribe, Informe 1998 (LC/G.2042-P) aux réunions du Groupe de négociation sur l'investissement de la ZLEA (Miami, 15-17 février 1999, 19-23 avril 1999, 10-12 août 1999).

Réunions du Groupe de négociation sur les subsides, antidumping et droits compensatoires de la ZLEA (Miami, 23 et 24 février 1999, 19 et 20 juillet 1999).

Présentation d'un document élaboré conjointement avec l'OEA sur les politiques de concurrence dans les petites économies de l'Est de la Caraïbe, et d'un premier projet d'un document sur les interactions entre concurrence et commerce aux réunions du Groupe de négociation et travail sur la politique de concurrence de la ZLEA. La CEPALC a été représenté auprès du Comité tripartite CEPALC/OEA/BID d'appui à ce groupe (Miami, 25 et 26 février 1999, 12 et 13 mai 1999, 21-23 juillet 1999, 6 et 7 octobre 1999).

Présentation de l'exposé "Les politiques agricoles et les agents : intentions et réalité" à la sixième Conférence internationale de l'Association d'économistes agricoles de l'Amérique latine et des Caraïbes (ALACEA) "Rural development challenges in the next century" (Port-of-Spain, 30 juin-2 juillet 1999).

Exposé "Développement des clusters", au séminaire "Clusters émergents et mûrs", organisé par The Competitiveness Institute (Varesa, Italie, 10-12 novembre 1999).

iii) Coopération technique

Organismes internationaux

Avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et le Programme mondial d'indicateurs de l'éducation, assistance au programme concernant les pays latino-américains afin d'améliorer la participation régionale et de renforcer les informations comparatives nationales, pour les appliquer à l'analyse de la productivité et la croissance économique, ainsi que pour étudier les systèmes nationaux d'enseignement et leur rendement dans le contexte régional et mondial.

Avec le Programme d'action mondial sur l'éducation pour tous, relevant de la Division d'éducation de l'Unesco, dans l'évaluation de programmes.

Organismes régionaux

Avec l'OEA et la BID, avec leur participation au Comité tripartite CEPALC/OEA/BID d'appui au Groupe de négociation et travail sur la politique de concurrence de la ZLEA, et au Groupe de négociation sur les subsides, antidumping et droits compensatoires.

Avec l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI), en ce qui concerne la petite et moyenne entreprise dans les processus d'intégration régionale.

Argentine, Bolivie, El Salvador, Guatemala, Paraguay, Pérou

Avec le gouvernement de la province de Salta et avec le Ministère de la production et du développement dans la province La Rioja, en Argentine; avec la Surintendance de l'agriculture et l'Institut national de réforme agraire (INRA), en Bolivie; avec le Ministère de l'agriculture et de l'élevage, Sous-direction de statistique et de recensement, au Salvador; avec le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation de Guatemala; avec l'Institut du bien-être rural (IBR) et avec le Ministère de l'agriculture et de l'élevage (MAG) du Paraguay; et avec le Ministère de l'agriculture, Programme spécial de titres fonciers (PETT); dans la Vallée de Colca au Pérou, en ce qui concerne le marché foncier agricole, dans le cadre du projet CEPALC/GTZ/FRG/97/S70.

Brésil, Colombie, Guatemala, Mexique, République dominicaine

Avec le gouvernement fédéral du Brésil et les gouvernements de São Paulo et de Rio de Janeiro, au Brésil ; avec le Ministère de l'éducation nationale de Colombie ; avec le Ministère du travail et de la prévoyance sociale et avec l'Association d'industriels de Guatemala ; avec le Secrétariat du travail et de la prévoyance sociale du Mexique ; avec le Secrétariat d'Etat de l'industrie et du commerce et l'Association d'industriels de la République dominicaine, en ce qui concerne la formation professionnelle, dans le cadre du projet conjoint CEPALC/GTZ FRG/96/S38.

Argentine

Avec le Conseil consultatif du Cabinet scientifique et technologique (GACTEC), dans le Plan bisannuel de sciences et de technologie sollicité par le Secrétariat de science et de technologie du Ministère de la culture et de l'éducation.

Avec le Centre d'études de commerce extérieur (CARI), en ce qui concerne le secteur forestier.

Avec l'Institut de la santé, de l'environnement, de l'économie et de la société (Fondation ISALUD), en ce qui concerne le secteur de la santé en Argentine.

Avec l'Université del Aconcagua de Mendoza, en ce qui concerne les réformes dans le secteur de la santé.

Avec le Secrétariat de l'industrie, du commerce et des mines, en ce qui concerne les travaux relatifs à la structure industrielle du pays. On a analysé les informations sur la performance et l'évolution des petites et moyennes entreprises industrielles en Argentine, ainsi que des petites et moyennes entreprises dans les domaines des services.

Avec l'Institut de formation et d'études sur le développement économique local (ICEDEL) de la Municipalité de Rafaela, province de Santa Fé, dans le cadre de l'accord de coopération technique sur l'articulation des institutions d'appui au secteur productif de Rafaela et de sa région.

Avec le Ministère de l'agriculture, de l'élevage, de l'industrie et du commerce de la province de Santa Fé, en ce qui concerne le suivi et l'évaluation des programmes de décentralisation de la politique d'appui au secteur productif.

Bolivie

Avec le centre d'études pour le développement de l'emploi et de l'agriculture (CEDLA), en matière de compétitivité industrielle et d'emploi.

Brésil

Avec le Secrétariat de politique industrielle du Ministère de l'industrie, du commerce et du tourisme de Brésil, en ce qui concerne la situation et les perspectives de l'industrie automobile.

Avec le Département d'agriculture de l'Institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE), en ce qui concerne le recensement de l'an 2001.

Chili

Avec le Ministère de l'éducation publique, Programme de renforcement de la formation des enseignants, Division de l'enseignement supérieur, en ce qui concerne la qualité de l'éducation.

Colombie

Avec le Ministère du commerce extérieur, en ce qui concerne les politiques de promotion de clusters.

Avec le gouvernement, en ce qui concerne l'évaluation des dommages provoqués par le séisme à Arménia.

Costa Rica

Avec l'Université nationale du Costa Rica, en vue d'élaborer un Programme de maîtrise en développement rural qui sera dispensé sous la modalité d'éducation à distance pour l'Amérique centrale.

Honduras

Avec le gouvernement, en ce qui concerne l'évaluation des dommages provoqués par le cyclone Mitch dans l'agriculture.

République dominicaine

Avec le gouvernement, en ce qui concerne la gestion rationnelle de la forêt sèche, dans le cadre du projet CEPALC/GTZ FRG/97/S70.

Uruguay

Avec le gouvernement, par le biais du Ministère de l'industrie, de l'énergie et des mines, dans le cadre du projet URU/96/011 "Appui au Ministère de l'industrie, de l'énergie et des mines en vue de l'élaboration des études dans le secteur industriel", avec la réalisation des activités qui ont abouti à la préparation du livre intitulé "La cooperación interempresarial en la industria uruguay" (LC/MVD/R.169), publié conjointement avec le ministère en question et le PNUD en Uruguay.

Venezuela

Avec l'Assemblée de gouverneurs, en matière de politiques de compétitivité.

iv) Formation et bourses

On a dispensé 90 heures de classes sur la politique d'ajustement et de stabilisation en Amérique latine, au cours de postgraduat du Programme de maîtrise en économie de l'Université de la Havane, organisé par l'Université de Carleton du Canada et la CEPALC, à l'intention de 15 étudiants cubains (La Havane, 5 au 25 janvier 1998).

Une conférence sur les enjeux technologiques et le développement agricole, donnée à l'Institut de recherches agricoles du Panama (IDIAP) (Panama, 20 janvier 1998).

Exposé sur le développement agricole et les processus d'innovation, réalisé à l'Université nationale du Costa Rica (San José, 24 janvier 1998).

On a dispensé 4 heures de classes sur le rôle de l'investissement étranger dans le processus de développement, dans le cadre du programme de doctorat concernant l'étude des sociétés latino-américaines de l'Université des arts et sciences sociales (ARCIS), à l'intention de 12 étudiants de différentes nationalités (Santiago du Chili, 12 mai 1998).

On a dispensé 8 heures de classes sur l'innovation et le développement industriel dans le cadre de la Maîtrise en économie et développement industriel, mention petites et moyennes entreprises, au siège Paunero de l'Université Général Sarmiento (Buenos Aires, 15 et 16 mai 1998).

Cours "Le développement technologique et industriel en Amérique latine dans les années 90", dispensé à l'Université Complutense de Madrid, dans le cadre du Magistère en études supérieures ibéro-américaines (Madrid, 27 au 30 mai 1998).

On a dispensé 6 heures de classes dans le cadre du Cours sur le milieu économique : situation des marchés internationaux, programme de postgraduat MBA exécutif de l'Université Diego Portales, avec la participation de 30 étudiants du premier cycle d'études (Santiago du Chili, 18 et 19 juin 1998).

On dispensé des classes sur des thèmes relatifs à la structure et le comportement des marchés de la santé, centrés particulièrement sur le cas argentin, à l'Institut de la santé, de l'environnement, de l'économie et de la société (Fondation ISALUD) (Buenos Aires, 19 au 21 juin 1998).

Cours "L'Amérique latine face à la mondialisation", dans le cadre de la Maîtrise en économie et développement industriel, mention petites et moyennes entreprises, organisé par l'Université nationale Général Sarmiento et l'Université nationale Mar del Plata (Buenos Aires, 11 au 13 août 1998).

Un cours dans le cadre de la Maîtrise "Politiques de compétitivité industrielle", organisé par l'Université nationale du général Sarmiento (Buenos Aires, 22 et 23 octobre 1998).

Cours "Où va la deuxième génération de réformes en Amérique latine ?", dans le cadre de la Maîtrise de développement économique "Théories et modèles de développement économique et social II", organisé par l'Université Mayor San Andrés (UMSA) (La Paz, 16 au 18 novembre 1998).

Trois leçons (chacune de trois heures) sur la mondialisation et la régionalisation, la technologie et les systèmes d'innovation, et les politiques de compétitivité industrielle en Amérique latine et dans les Caraïbes, dans le cadre du cours "Entreprise et processus d'internationalisation" de la Maîtrise de

relations internationales qu'offre le programme des hautes études en sciences du développement (CIDES) de l'Université Mayor de Saint-André (UMSA) (La Paz, 16 au 18 novembre 1998).

On a dispensé 30 heures de classes sur l'Amérique latine face à la mondialisation, dans le cadre du Cours de postgraduat du Programme de maîtrise en économie de l'Université de la Havane, organisé par l'Université de Carleton du Canada et la CEPALC, à l'intention de 20 étudiants cubains (La Havane, 11 au 15 janvier 1999).

On a dispensé 4 heures de classes à l'intention de 12 étudiants de différentes nationalités dans le cadre du Cours "Mondialisation et transnationalisation" du Programme de doctorat de l'Université des arts et science sociales (ARCIS) (Santiago du Chili, 4 mai 1999).

Un cours REDATAM a été organisé conjointement avec le Programme d'études sur l'agriculture et le développement durable (PROGRESA), destiné à la formation des fonctionnaires de l'Institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE) et de l'Université de l'Etat de Rio de Janeiro (UERJ) en ce qui concerne la connaissance et la gestion du RETADAM pour transférer bases de données censitaires à ce programme (Rio de Janeiro, 28 juin-2 juillet 1999).

Un cours a été organisé conjointement avec l'Institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE) sur l'application du Système d'analyse statistique à l'analyse de données d'enquêtes, de recensements, de commerce international et autres informations similaires, destiné au personnel de l'IBGE et de l'Université de l'Etat de Rio de Janeiro (UERJ), avec la présence 25 participants (Rio de Janeiro, 12-23 juillet 1999).

Un cours de postgraduat de 34 heures a été dispensé sur la structure et le comportement de l'appareil productif latino-américain durant la substitution d'importations et l'ouverture et la déréglementation de l'économie, à l'intention de 5 étudiants de postgraduat de l'Université de Boccini, Milan (Santiago du Chili, 2 août-20 septembre 1999).

On a dispensé des cours sur le cadre d'analyse et les politiques de compétitivité en Amérique latine, et sur les leçons des pratiques et l'expérience de la CEPALC, dans le cadre du cours "Laboratoire d'analyse territoriale : information et connaissance pour la gestion (LATIGGER)", organisé par l'ILPES, la CEPALC et le Centre d'études de Buenos Aires (CEB) (La Plata, Argentine, 8-10 septembre 1999).

Leçons sur les politiques de compétitivité en Amérique latine et la dimension locale, dans le cadre du cours de gestion stratégique du développement local, organisé par l'ILPES (Sucre, Bolivie, 21 et 22 septembre 1999).

Leçons sur les politiques de compétitivité en Amérique latine et la dimension locale, dans le cadre du deuxième Cours international de gestion stratégique du développement local, organisé par l'ILPES, la CEPALC et le Conseil régional de planification (Santiago du Chili, 26 et 27 octobre 1999).

Cours sur le logiciel "Analyse de la compétitivité des pays" (CAN) dispensés dans les institutions suivantes: Secrétariat d'Etat de l'agriculture de la République dominicaine (Saint-Domingue, 19-25 avril 1998, 12-17 juillet 1998), Université du Pacifique (Lima, 13-16 mai 1998); Banque mondiale (Washington, D.C., 25, 26 et 29 mai 1998, et septembre 1999); Université autonome de Chapingo (Mexico, 18 et 19 mars 1999); et Ministère du commerce extérieur de Colombie (Santafé de Bogotá, septembre 1999).

SOUS-PROGRAMME 4: ÉQUILIBRE MACRO-ÉCONOMIQUE, INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT

Ce sous-programme comprend les études réalisées par la Division du développement économique, les activités dans le domaine de l'information et de la documentation aux fins du développement économique et social menées par le Centre latino-américain de documentation économique et sociale (CLADES), ainsi que les travaux du Groupe du financement du développement.

Division du développement économique

Les activités menées par la Division du développement économique durant la période biennale 1998-1999 ont été orientées essentiellement dans deux sens: le premier est le suivi de la conjoncture régionale et l'analyse des politiques macro-économiques nationales, dans le but d'offrir périodiquement à la communauté régionale et internationale une vision opportune et analytique de l'état de l'économie des pays de la région, ainsi qu'une évaluation des principales tendances régionales et l'identification des enjeux futurs. Dans une perspective à plus long terme, le deuxième axe de travail se situe sur l'évaluation de l'incidence des changements structurels et des réformes institutionnelles amorcés durant les quinze dernières années sur les modes de croissance économique et l'équité sociale dans les pays de la région. La diffusion des résultats de ces recherches a donné lieu à la publication d'un grand nombre de documents, à l'organisation de nombreux séminaires internationaux et à la prestation d'une assistance technique à plusieurs pays de la région.

Durant la période envisagée, les économies de la région ont traversé une crise qui a mis en évidence la fragilité externe de leurs modes de croissance, en particulier sur le plan des mouvements internationaux de capitaux. Les secousses provoquées par la crise asiatique de 1997 et qui ont dérivé, en 1998, en une crise financière à l'échelon international ont soumis les politiques macro-économiques à rude épreuve, ce qui a permis de détecter les points forts et les points faibles des mesures et des réformes adoptées au cours de ces dernières années. Dans ce contexte, les deux publications annuelles Estudio económico de América Latina y el Caribe et Balance preliminar de las economías de América Latina y el Caribe ont voulu apporter une vision opportune et analytique de la situation de l'économie régionale. En outre, à un niveau plus spécifique, l'examen des effets de la crise internationale sur les économies de la région a fait l'objet de publications de plus vaste diffusion au sein et hors de la région.

L'information et les éléments analytiques contenus dans ces publications ont contribué à alimenter un débat régional qui a été particulièrement animé durant la période biennale quant aux politiques monétaires et de change les plus adéquates pour affronter ce type de situation, ainsi que sur les modalités d'ouverture du compte des opérations en capital. Dans la foulée des efforts amorcés durant la période biennale antérieure, la Division s'est efforcée d'élargir la couverture des indicateurs à court terme et de fournir aux usagers une information actualisée. Elle a, pour ce faire, avancé la date de publication de l'Estudio Económico, ajouté un appendice sur CD-ROM et fait appel aux moyens électroniques par le biais d'Internet pour assurer la diffusion des principaux résultats de l'analyse conjoncturelle.

Dans le même temps, la Division du développement économique a centré son programme d'étude des facteurs déterminants du développement sur l'analyse des rapports entre, d'une part, les résultats observés en matière de croissance et d'équité à l'échelon régional et, d'autre part, les politiques macro-économiques, les réformes structurelles et institutionnelles appliquées dans les pays de la région et le contexte international. Dans la deuxième sphère thématique relative aux stratégies de développement, d'autres thèmes prioritaires ont été l'étude des politiques macro-économiques propres à rétablir ou à

consolider la stabilité macro-économique, le renforcement de la capacité interne d'engendrer les ressources financières nécessaires à l'investissement et le fonctionnement adéquat d'institutions et d'instruments permettant d'acheminer ces ressources aux fins de l'accumulation de capital. D'autres études ont porté sur les tendances de la productivité et la création d'emplois dans les économies de la région, ainsi que sur le rôle des dépenses sociales pour accroître durablement l'équité au sein des sociétés latino-américaines.

Avec le concours d'autres divisions de la CEPALC, la Division du développement économique a participé activement, durant la période biennale, à la mise en œuvre d'un certain nombre de projets visant à promouvoir une approche multidisciplinaire dans l'évaluation des politiques de développement appliquées dans la région au cours des quinze dernières années. Dans le cadre du projet HOL/96/S34 "Croissance, emploi et équité: l'Amérique latine et les Caraïbes dans les années 90", les études ont été centrées sur l'analyse du rapport entre les niveaux macro-économique, méso-économique et micro-économique pour expliquer le degré de réussite du nouveau modèle économique en termes de taux de croissance économique, de création d'emplois et d'équité, et d'amélioration de l'environnement. D'autre part, plusieurs travaux ont été réalisés en matière de politique budgétaire et de décentralisation du secteur public, dans le cadre du projet FRG/98/S111 "Décentralisation et promotion du développement économique en Amérique latine: expériences et leçons de politiques". D'autre part, le projet FRG/98/S24 "Exigences institutionnelles de structures orientées vers le marché en Amérique latine et dans les Caraïbes", destiné à analyser le rapport entre les marchés et les institutions dans le processus de développement, a été amorcé avec le concours financier du Gouvernement allemand.

La mise en œuvre des projets mentionnés plus haut a exigé la préparation de nombreux documents de caractère technique, en particulier des études sur les aspects conceptuels de la décentralisation aux niveaux national et territorial, notamment sur les plans budgétaire et de la couverture des services sociaux. D'autres documents ont été centrés sur l'analyse de l'articulation entre les niveaux méso-économique et macro-économique du processus de réformes structurelles, essentiellement en ce qui concerne l'étude des rapports entre l'investissement sectoriel, la productivité, la croissance et les marchés de l'emploi. Ce dernier thème a également fait l'objet d'une recherche sur les rapports existant entre les réformes structurelles, la répartition du revenu et l'équité.

Sur la base de ces documents et du matériel analytique réuni durant leur élaboration, plusieurs séminaires et ateliers ont été organisés, en particulier dans le domaine de la politique budgétaire et sur le rapport entre la croissance, l'emploi et l'équité. Au cours de la période biennale, la Division a également participé à de nombreux séminaires et cours de formation, et a fourni une assistance technique à plusieurs pays de la région, en particulier en ce qui concerne la politique budgétaire et la décentralisation.

Il faut finalement mentionner que la Division a participé activement aux activités entreprises par la CEPALC pour étayer le processus de négociation d'une zone de libre-échange des Amériques et a cherché à développer et renforcer ses liens de coopération avec divers organismes bilatéraux et multilatéraux, au sein et hors de la région.

i) a) Documents

Síntesis. El pacto fiscal: fortalezas, debilidades, desafíos (LC/G.2024)/Summary. The Fiscal Covenant: Strengths, Weaknesses, Challenges (LC/G.2024).

Impacto de la crisis asiática en América Latina (LC/G.2026(SES.27/23))/Impact of the Asian Crisis on Latin America (LC/G.2026(SES.27/23)).

Estudio económico de América Latina y el Caribe 1997-1998 (LC/G.2032-P). Annexe statistique sur deux disquettes joints en annexe. Publication des Nations Unies, n° de vente: S.98.II.G.2/Economic Survey of Latin America and the Caribbean 1997-1998 (LC/G.2032-P). Statistical Annex on two enclosed diskettes. United Nations publication, Sales No. E.98.II.G.2.

Estudio económico de América Latina y el Caribe 1997-1998. Síntesis (LC/G.2036-P). Publication des Nations Unies, n° de vente: S.98.II.G.9/Economic Survey of Latin America and the Caribbean. Summary 1997-1998 (LC/G.2036-P). United Nations publication, Sales No. E.98.II.G.9.

Balance preliminar de las economías de América Latina y el Caribe, 1998 (LC/G.2051-P). Publication des Nations Unies, n° de vente: S.98.II.G.15/Preliminary overview of the economies of Latin America and the Caribbean, 1998 (LC/G.2051-P). United Nations publication, Sales No. E.98.II.G.15.

Estudio económico de América Latina y el Caribe, 1998-1999 (LC/G.2056). Annexe statistique sur CD-ROM. Publication des Nations Unies, n° de vente: S.99.II.G.2/Economic Survey of Latin America and the Caribbean 1998-1999 (LC/G.2056). United Nations publication, Sales No. E.99.II.G.2.

Balance preliminar de las economías de América Latina y el Caribe, 1999 (LC/G.2088-P). Publication des Nations Unies, n° de vente: S.99.II.G.58. Preliminary overview of the economies of Latin America and the Caribbean, 1999 (LC/G.2088-P). United Nations publication, Sales No. E.99.II.G.58.

Chile: las reformas estructurales y la inversión privada en áreas de infraestructura, série Reformas económicas, N° 2 (LC/L.1083).

Avaliação da descentralização das políticas sociais no Brasil: saúde e educação fundamental, série Reformas de política pública, N° 52 (LC/L.1089).

La descentralización de los servicios de educación en Nicaragua, série Reformas de política pública, N° 53 (LC/L.1090).

La descentralización de la salud en Nicaragua, série Reformas de política pública, N° 54 (LC/L.1091).

Nicaragua: la descentralización de los servicios de la salud, série Reformas de política pública, N° 55 (LC/L.1092).

Descentralización de la atención primaria en salud en América Latina: un análisis comparativo, série Reformas de política pública, N° 56 (LC/L.1093).

Descentralización de la educación en América Latina: un análisis comparativo, série Reformas de política pública, N° 57 (LC/L.1096).

Descentralización fiscal y transferencia de competencias: aproximación general y propuestas para fortalecer los gobiernos regionales en Chile, série Política fiscal, N° 102 (LC/L.1098).

Coordination, cooperation and control within decentralized fiscal systems, série Política fiscal, N° 103 (LC/L.1099).

Coordination of macroeconomic policy and fiscal decentralization, série Política fiscal, N° 104 (LC/L.1104).

Non-tax revenue of subnational governments: theoretical background, experience from an international perspective and recommendations, série Política fiscal, N° 105 (LC/L.1115).

Las inversiones en el sector minero 1980-2000, série Reformas económicas, N° 3 (LC/L.1131).

La descentralización de la educación y la salud: un análisis comparativo de la experiencia latinoamericana (LC/L.1132).

Las reformas del sector de telecomunicaciones en Chile y el comportamiento de la inversión, série Reformas económicas, N° 4 (LC/L.1137).

La descentralización fiscal en México, série Política fiscal, N° 106 (LC/L.1138).

Sistemas tributarios de los gobiernos locales en el Istmo Centroamericano, série Política fiscal, N° 107 (LC/L.1139).

Regulación e inversiones en el sector eléctrico argentino, série Reformas económicas, N° 5 (LC/L.1145).

Inversiones en infraestructura vial: la experiencia argentina, série Reformas económicas, N° 6 (LC/L.1149).

Determinantes de la inversión en el sector petróleo y gas en la Argentina, série Reformas económicas, N° 7 (LC/L.1154).

Algunos determinantes de la inversión en sectores de infraestructura en la Argentina, série Reformas económicas, N° 8 (LC/L.1155).

Determinantes de la inversión en telecomunicaciones en Argentina, série Reformas económicas, N° 9 (LC/L.1157).

Los retos de la institucionalidad laboral en el marco de la transformación de la modalidad de desarrollo en América Latina, série Reformas económicas, N° 10 (LC/L.1158).

Los mercados laborales en América Latina: su evolución en el largo plazo y sus tendencias recientes, série Reformas económicas, N° 11 (LC/L.1160).

Indexes of structural reform in Latin America, série Reformas económicas, N° 12 (LC/L.1166).

Reformas estructurales y comportamiento tecnológico: reflexiones en torno a las fuentes y naturaleza del cambio tecnológico en América Latina en los años noventa, série Reformas económicas, N° 13 (LC/L.1170).

Cambios estructurales y evolución de la productividad laboral en la industria latinoamericana en el período 1970-1996, série Reformas económicas, N° 14 (LC/L.1171).

Inversión y productividad en la industria boliviana de la electricidad, série Reformas económicas, N° 15 (LC/L.1172).

Inversión y productividad en la industria boliviana de telecomunicaciones, série Reformas económicas, N° 16 (LC/L.1173).

El cambio estructural de las telecomunicaciones y la inversión: el caso de México, série Reformas económicas, N° 17 (LC/L.1174).

Impacto de la reforma económica sobre las inversiones de la industria eléctrica en México: el regreso del capital privado como palanca de desarrollo, série Reformas económicas, N° 18 (LC/L.1175).

México: impacto de las reformas estructurales en la formación de capital del sector petrolero, série Reformas económicas, N° 19 (LC/L.1195).

Las carreteras y el sistema portuario frente a las reformas económicas en México, série Reformas económicas, N° 20 (LC/L.1196).

México: inversiones en el sector agua, alcantarillado y saneamiento, série Reformas económicas, N° 21 (LC/L.1197).

La inversión en el sector telecomunicaciones del Perú en el período 1994-2000, série Reformas económicas, N° 22 (LC/L.1206).

La inversión en el sector petrolero peruano en el período 1993-2000, série Reformas económicas, N° 23 (LC/L.1207).

Las reformas estructurales en el sector minero peruano y las características de la inversión 1992-2008, série Reformas económicas, N° 24 (LC/L.1208).

Las reformas estructurales del sector eléctrico peruano y las características de la inversión 1992-2000, série Reformas económicas, N° 25 (LC/L.1209).

Costa Rica: reformas económicas, sectores dinámicos y calidad de los empleos, série Reformas económicas, N° 26 (LC/L.1215).

La dinámica del mercado de trabajo en el Perú antes y después de las reformas estructurales, série Reformas económicas, N° 27 (LC/L.1216).

El mercado de trabajo bajo el nuevo régimen económico en Argentina, série Reformas económicas, N° 28 (LC/L.1217).

Evolución reciente del empleo en México, série Reformas económicas, N° 29 (LC/L.1218).

Emprego e produtividade no Brasil na década de noventa, série Reformas económicas, N° 30 (LC/L.1219).

La capacidad generadora de empleo productivo de la economía chilena, série Reformas económicas, N° 31 (LC/L.1220).

Las reformas laborales y su impacto en el funcionamiento del mercado de trabajo en Chile, série Reformas económicas, N° 32 (LC/L.1221).

Reformas, crecimiento, progreso técnico y empleo en Bolivia, série Reformas económicas, N° 33 (LC/L.1224).

Desigualdad del ingreso y del gasto en el Perú antes y después de las reformas estructurales, série Reformas económicas, N° 34 (LC/L.1225).

Distribución de ingresos y crecimiento económico en Chile, série Reformas económicas, N° 35 (LC/L.1226).

Changes in the distribution of income and the new economic model in Colombia, série Reformas económicas, N° 36 (LC/L.1227).

Reformas económicas y distribución del ingreso en Costa Rica, série Reformas económicas, N° 37 (LC/L.1228).

Reformas, políticas sociales y equidad en Bolivia, série Reformas económicas, N° 38 (LC/L.1274).

Structural reforms, macroeconomic fluctuations and income distribution in Brazil, série Reformas económicas, N° 39 (LC/L.1275).

Distribución del ingreso en Argentina, série Reformas económicas, N° 40 (LC/L.1276).

Las inversiones en la industria argentina en la década de los noventa, série Reformas económicas, N° 41 (LC/L.1286).

Las reformas estructurales bolivianas y su impacto sobre inversiones, série Reformas económicas, N° 42 (LC/L.1287).

Inversión y productividad en el sector agrícola-agroindustrial boliviano: caso de la agricultura comercial en el período 1985-1998, série Reformas económicas, N° 43 (LC/L.1288).

Investimentos na indústria brasileira depois da abertura a do real: o minu-ciclo de modernizações, 1995-1997, série Reformas económicas, N° 44 (LC/L.1289).

Reformas estructurales, inversión y crecimiento en Colombia durante los años noventa, série Reformas económicas, N° 45 (LC/L.1290).

La inversión en el sector agroindustrial: el caso chileno, série Reformas económicas, N° 46 (LC/L.1291).

Reformas macroeconómicas e inversión manufacturera en México, série Reformas económicas, N° 47 (LC/L.1292).

Informe manufacturero: el caso de Perú, série Reformas económicas, N° 48 (LC/L.1293).

México: empresas maquiladoras de exportación en los noventa, série Reformas económicas, N° 49 (LC/L.1326).

Reformas económicas y la inversión en el sector minero argentino, série Reformas económicas, N° 50 (LC/L.1327).

Escritório da CEPAL em Brasília: os primeiros vinte anos, Brasilia, Bureau de la CEPALC à Brasilia/Institut de recherche économique appliquée (IPEA), 1998.

Foreign investment in Brazil and the international financial markets (LC/BRS/DT.014).

Determinantes dos investimentos na transição da economia brasileira dos anos noventa: indústria, mineração, petróleo e infra-estrutura (partes I e II) (LC/BRS/DT.015).

Abertura, barreiras comerciais externas e desempenho exportador brasileiro (LC/BRS/DT.016).

Algunas características de la economía brasileña después del Plan Real (LC/BRS/DT.018).

Brazil in the 1990s: an economy in transition (LC/BRS/DT.019).

Notas sobre la evolución de la economía argentina en 1997, Documento de trabajo, N° 80 (LC/BUE/L.163).

Ensayos sobre la inserción regional de la Argentina, Documento de trabajo, N° 81 (LC/BUE/L.164).

Nota sobre la evolución de la economía argentina en 1998, Documento de trabajo, N° 84 (LC/BUE/L.167).

Economic survey of Puerto Rico, 1997 (LC/WAS/L.50).

Recopilación de series históricas del producto y del ingreso (LC/BUE/R.242).

Indicadores macroeconómicos de la Argentina, enero-marzo 1999 (LC/BUE/R.243); Indicadores económicos de la Argentina, abril-junio de 1999 (LC/BUE/R.243/Rev.1).

b) Livres publiés par contrats d'édition

Latin American economic development. A causal analysis in historical perspective, Monograph Series, N° 3, Groningen, Groningen Growth and Development Centre, 1998.

Modernización del Estado y descentralización fiscal, Gabriel Aghon *et al.*, Valparaíso. Centre d'études et d'assistance législative, Université catholique de Valparaiso, 1998.

La inversión en Chile. ¿El fin de un ciclo de expansión? Graciela Mogueillansky (comp.). Santiago de Chile, Fonds de culture économique, 1999.

The Economic Development of Latin America in the 20th Century, André A. Hofman, Aldershot, United Kingdom, Edward Elgar Publishing Limited, 1999.

c) Articles parus dans des publications externes

“Pacto fiscal, gobiernos locales y descentralización en América Latina y el Caribe”, Diálogo. El gobierno local, ¿puente democrático hacia la utopía?, N° 24, Mexico, Unesco, juillet 1998.

“Ciclo de investimentos no país é insuficiente”, Folha de São Paulo, Ricardo Bielschowsky (comp.), 23 août 1998.

“Descentralización fiscal y financiamiento regional en Chile”, Reflexión y análisis sobre el proceso de descentralización en Chile, Santiago du Chili, Ministère de la planification et de la coopération, Sous-secrétariat du développement régional et administratif (SUBDERE) du Ministère de l'intérieur et le PNUD, septembre 1998.

“Joint privatization of the productive sector and the social security system”, Rosella Cominetti et André Hofman, The Bolivian Experiment: Structural Adjustment and Poverty Alleviation, Pitou van Dijk (comp.), série Latin America Studies N° 84, Amsterdam, Centre d'études et de documentation latino-américaine des Pays-Bas (CEDLA), septembre 1998.

“A CEPAL e as crises externas”, Folha de São Paulo, Renato Baumann, 25 octobre 1998.

“Expansão contida”, Revista Rumos N° 153, Ricardo Bielschowsky, octobre 1998.

“Os 50 Anos da CEPAL”, Jornal do Brasil y O Globo, Renato Baumann, octobre 1998.

“The comparative productivity performance of Brazil and Mexico, 1950-1994”, Latin America and the World Economy since 1800, John H. Coatsworth et Alan M. Taylor (comps.), The David Rockefeller Center Series on Latin American Studies, Harvard University, novembre 1998.

“La pobreza en tiempos de recuperación económica y reforma en América Latina: 1985-1995”, Samuel A. Morley, Política macroeconómica y pobreza en América Latina y el Caribe, Enrique Ganuza, Lance Taylor et Samuel Morley (comps.), PNUD/CEPALC/BID, Madrid, Ediciones Mundi-Prensa, 1998.

“Pobreza y crecimiento dual en Paraguay”, Samuel Morley y Rob Vos, Política macroeconómica y pobreza en América Latina y el Caribe, Enrique Ganuza, Lance Taylor et Samuel Morley (comps.), PNUD/CEPALC/BID, Madrid, Ediciones Mundi-Prensa, 1998.

“Modernisierung industrieller Unternehmen und Beschäftigungssicherung - Zielkonflikt und Lösungswege am Beispiel Lateinamerikas”, Nord-Süd aktuell, vol. 12, N° 3, Tilman Altenburg et Regine Qualmann, Deutsches Übersee-Institut (Institut allemand d'outremer), Hambourg, décembre 1998.

“La evolución del empleo en América Latina en los años noventa”, Papeles de Población, año 4, N° 18, Centre de recherches et d'études avancées de la population, Mexico, Université autonome de l'Etat de Mexico, décembre 1998.

A nova economia internacional: uma perspectiva brasileira, Renato Baumann *et al.*, Rio de Janeiro, Editora Campus, 1998.

“Industrial exports of Brazil”, J. Lord Montague, The handbook of Latin American trade in manufactures, Renato Baumann (comp.), Cheltenham, United Kingdom, Edgard Elgar Publishing Limited, 1998.

“Bancos e meio ambiente: o futuro do protocolo verde”, O Estado de São Paulo, Carlos Mussi, 4 janvier 1999.

“Regime monetário: a nova dieta para o Brasil”, Correio Braziliense, Carlos Mussi, 8 février 1999.

“Capital stocks estimates in Latin America - A 1950-1994 update”, Cambridge Journal of Economics, Oxford, Oxford University Press, décembre 1999.

“Asimetría económica e integración hemisférica de los países pequeños”, Nuevas dimensiones de la integración, Germán A. de la Reza (comp.), Mexico, Université nationale autonome de Mexico (UNAM), 1999.

“Supressão e geração de empregos em uma época de mudanças estruturais”, Emprego e desenvolvimento tecnológico: Brasil e contexto internacional, São Paulo, Département intersyndical de statistique et d'études socio-économiques (DIEESE), 1999.

ii) Réunions, séminaires et conférences

Organisés par le sous-programme

Dixième séminaire régional de politique budgétaire, co-parrainé par le FMI, la Banque mondiale et la BID, sous l'égide du Ministère des finances du Chili (Santiago du Chili, 26-28 janvier 1998).

Atelier sur l'évaluation de la gestion des dépenses publiques, co-parrainé par le Bureau d'évaluation de la BID et l'Institut de recherche économique appliquée (IPEA)/Ministère de la planification et du budget du Brésil (Santiago du Chili, 29 janvier 1998).

Atelier sur la consolidation budgétaire, municipale et de la décentralisation au Chili dans le cadre du projet CEPALC/GTZ/98/S11 “Décentralisation et promotion du développement économique en Amérique latine: expériences et leçons de politiques”(Santiago du Chili, 16 avril 1998).

Les réunions suivantes ont été tenues dans le cadre du projet HOL/96/S34 “Croissance, emploi et équité: l'Amérique latine et les Caraïbes dans les années 90”:

- Atelier sur l'emploi et l'équité (Santiago du Chili, 22-24 avril 1998).
- Atelier sur l'investissement (Santiago du Chili, 27 et 28 avril 1998).
- Atelier sur la croissance, l'emploi et l'équité (Santiago du Chili, 7 mai 1999)
- Atelier sur la croissance, l'emploi et l'équité: coordination et tâches futures (Santiago du Chili, 26 et 27 juillet 1999)

Séminaire international sur les modèles et les politiques de développement – Hommage à Aníbal Pinto, organisé conjointement par le Bureau de la CEPALC à Brasilia et la Banque nationale de développement économique et social (BNDES) (Rio de Janeiro, 22 juin 1998).

Séminaire sur la macro-économie et la pauvreté, organisé conjointement avec le PNUD (Santiago du Chili, 8 septembre 1998).

“Brasilia Economic Forum” (BEF), versions I à IV, organisées par le Bureau de la CEPALC à Brasilia, avec la participation de représentants de 10 ambassades et des fonctionnaires gouvernementaux du Brésil (Brasilia, 23 septembre, 23 novembre et 17 décembre 1998 et 10 juin 1999).

Table ronde CEPALC/Union européenne sur la coordination des politiques macro-économiques nationales: l’expérience européenne et son importance pour l’Amérique latine (Santiago du Chili, 20 octobre 1998).

Ateliers de financement municipal, dans le cadre du projet CEPALC/GTZ FRG/98/S11 “Décentralisation et promotion du développement économique en Amérique latine: expériences et leçons de politiques” (Santiago du Chili, 24 novembre et 18 décembre 1998).

Onzième séminaire régional de politique budgétaire (Brasilia, 25-28 janvier 1999).

Journée d’analyse économique appliquée à l’Argentine, à l’occasion du 25ème anniversaire du Bureau de la CEPALC à Buenos Aires (Buenos Aires, 12 août 1999).

Réunion d’experts visant à analyser les conclusions du document sur l’évolution de l’emploi et des salaires et son incidence sur l’équité au sein des sociétés latino-américaines (Santiago du Chili, 14 et 15 octobre 1999).

Réunion d’experts destinée à analyser les conclusions du document sur les réformes économiques et leur incidence sur les stratégies de transformation du processus de production dans un climat d’équité (Santiago du Chili, 20 octobre 1999).

Participation à d’autres réunions, rencontres d’experts et conférences

Exposé “La pauvreté et les réformes en Amérique latine, 1985-1995”, durant le Séminaire “Eradication de la pauvreté dans le contexte du développement humain durable”, organisé par le PNUD (San Salvador, 25 février 1998).

Présentation du document “Foreign investment in Brazil and the international financial markets”, durant la Conférence “Brazil in the world context”, organisée par l’Ecole des études supérieures de l’Institut des études latino-américaines de l’Université de Londres (Londres, 26 et 27 février 1998).

Exposé “Intraregional investment in Latin America: a contribution to regional integration”, à la Table ronde internationale “Regional Integration and Development Policy”, organisé par l’Université de Tsukuba, Japon (Tsukuba, Japon, 28 février-1er mars 1998).

Exposé sur le thème “Les accords d’intégration en Amérique” à la XXXIe Assemblée générale du Centre interaméricain des administrateurs fiscaux (CIAT) (San Salvador, 10 et 11 mai 1998).

Exposé “The impact of the macroeconomic environment on urban poverty”, durant le Séminaire “Urban poverty in Latin America and the Caribbean”, organisé par la Banque mondiale et l’Association latino-américaine des organisations de promotion (ALOP) (Rio de Janeiro, 14-16 mai 1998).

Présentation de plusieurs exposés durant le Séminaire “A contribuição da CEPAL à teoria do desenvolvimento e suas influências no pensamento econômico brasileiro”, en tant que commémoration du cinquantenaire de la CEPALC, organisé par la Faculté d'économie, d'administration, de comptabilité et d'audit de l'Université catholique de São Paulo (São Paulo, 15-18 juin 1998).

Conférences “Estimating income mobility in Colombia using maximum entropy econometrics” et “Models and policies of development”, organisées par le Centre sur la dynamique sociale et économique de The Brookings Institution et la BID. Débat sur le thème “The politics of adjustment, economic growth and income distribution in Latin America” (Rio de Janeiro, 22 et 23 juin 1998).

Exposé “Réformes économiques et investissement: le cas des secteurs électrique et des télécommunications au Chili”, à la seizième Rencontre latino-américaine de la Société d'économétrie (Lima, 12-14 août 1998).

Exposé sur le financement municipal lors de la Réunion régionale pour le cône sud du Forum ibéroaméricain et des Caraïbes des meilleures pratiques, organisé par le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat), le Ministère du développement d'Espagne et l'Institut brésilien d'administration municipale (Florianópolis, Brésil, 23-26 septembre 1998).

Présentation de l'article “Implications sociales du nouveau modèle de développement en Amérique latine”, préparé par M. Hubert Escaith, en collaboration avec P. Livenais, de l'Office de recherche scientifique et technique d'outremer (ORSTOM)/ Institut de recherche pour le développement (France) (Paris, 7 octobre 1998).

Exposé “Nature et caractéristiques de l'emploi en Amérique latine et dans les Caraïbes”, durant le séminaire sur la mondialisation et l'emploi, organisé par le Secrétariat pro-tempore du Groupe de Rio (Panama, 20-24 octobre 1998).

Présentation de plusieurs exposés lors des réunions de l'Association économique de l'Amérique latine et des Caraïbes (ADEALC) (Buenos Aires, 21-23 octobre 1999).

Séminaires “Balance of payments liberalization: Effects on employment, distribution, poverty and growth”, organisés par le PNUD, dans le cadre du projet régional RLA/97/019 “Équité et politiques macro-économiques” (Rio de Janeiro, 24-28 février 1999, Antigua, Guatemala, 26-28 août 1999).

Deuxième réunion du Groupe de travail sur les économies des petits Etats, organisé par le Comité spécial de la ZLEA. Représentation de la CEPALC en tant qu'organisme principal du Comité tripartite BID/CEPALC/OEA. Présentation de trois documents techniques: implications budgétaires de l'ouverture, incidence de la crise sur les économies des petits Etats, et petites entreprises et ouverture (Miami, 15 et 16 mars 1999).

Exposé “Overview and political origins of decentralization in Latin America and the Caribbean”, à la cinquième Conférence annuelle de la Banque mondiale sur le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes: décentralisation et justification des comptes du secteur public (Valdivia, Chili, 20-22 juin 1999).

Exposé “L'Amérique latine: tendances de l'emploi et productivité de l'emploi dans les années 90”, lors du cinquième Forum Bolivar de l'entreprise latino-américaine, organisé par le Programme

Bolivar et l'Institut de développement des entreprises de Buenos Aires (IDEB) (Mar del Plata, Argentine, 7-9 juillet 1999).

XIIIe Congrès brésilien d'économistes et septième Congrès d'économistes latino-américains et des Caraïbes. Présentation des résultats du projet HOL/96/S34 - Croissance, emploi et équité: l'Amérique latine et les Caraïbes dans les années 90 (Rio de Janeiro, 13-17 septembre 1999).

Exposé sur l'évolution de la crise financière internationale et son impact en Amérique latine et dans les Caraïbes, à la troisième Réunion des Centres universitaires de l'Asie-Pacifique en Amérique latine et dans les Caraïbes, organisée par le SELA/BID-INTAL/Fondation chilienne du Pacifique/ Université du Chili (Santiago du Chili, 30 septembre et 1er octobre 1999).

iii) Coopération technique

Argentine, Brésil, Cuba, Guatemala, Mexique, Porto Rico

Avec les autorités sectorielles pertinentes, en matière de politique budgétaire. Présentation et discussion du document "El Pacto Fiscal. Fortalezas, debilidades, desafíos" (LC/G.2024/Rev.1).

Argentine, Brésil, Colombie, Paraguay

Avec les autorités gouvernementales, en matière de politique et de décentralisation budgétaire.

Argentine

Avec l'Institut national de statistique et de recensement (INDEC) en vue du traitement et de la diffusion de l'Enquête nationale sur les dépenses et les revenus des ménages, et pour la révision méthodologique et l'actualisation de l'année de base de l'indice des prix à la consommation.

Brésil

Avec l'Institut de recherche économique appliquée (IPEA), en matière de planification, moyennant les activités techniques suivantes:

a) Appui à la Présidence et aux directions de politiques publiques et de développement social de l'IPEA, dans la réalisation de recherches spécifiques, l'organisation de séminaires thématiques, les activités de formation des techniciens, ainsi que l'échange d'experts dans les domaines liés à la conjoncture économique nationale et internationale, aux finances publiques, à la gestion des dépenses publiques, et en matière de politique industrielle.

b) Participation aux débats sur certains thèmes spécifiques associés au processus de mondialisation et aux politiques sociales, aux relations commerciales du Brésil avec d'autres pays et aux effets potentiels de la Zone de libre-échange des Amériques (ALCA) au Brésil.

Colombie

Avec les autorités gouvernementales, dans l'évaluation socio-économique des effets du tremblement de terre qui a touché la zone dénommée "axe du café".

Chili

Avec des autorités des gouvernements régionaux de Valparaiso et de Puerto Montt, ainsi qu'avec des chercheurs de l'Université australe, en matière de développement économique local et de décentralisation.

El Salvador, Paraguay

Avec les gouvernements respectifs, en ce qui concerne la pauvreté.

Guatemala

Avec les autorités gouvernementales, en ce qui concerne la prochaine réforme fiscale.

Avec le Ministère des finances publiques, en matière de politique budgétaire.

Mexique

Avec les autorités gouvernementales, en matière de développement économique local et de décentralisation.

Uruguay

Avec le Ministère de l'économie et des finances, dans le cadre du projet URU/93/S73 Accord CEPALC/Gouvernement de l'Uruguay "Coopération économique et sociale (phase II)", dans l'élaboration et la publication de onze études portant sur différents aspects associés à l'emploi et la productivité, au marché de l'emploi, au secteur des services, à l'intégration régionale, au commerce extérieur et à l'investissement étranger.

iv) Formation et bourses

Classes sur la décentralisation budgétaire, les tendances et les principaux enjeux, dans le cadre du Cours "Laboratoires intégrés sur la conception de stratégies régionales (LIDER)", Tolima, 1998 (Ibagué, Colombie, 10-14 mai 1998).

Classes sur la politique budgétaire, dans le cadre du Cours du Programme de maîtrise en économie de l'Université de La Havane, organisé par l'Université de Carleton du Canada et la CEPALC (La Havane, 31 mai–14 juin 1998).

Classes sur la réglementation du secteur électrique au Chili, dans le cadre du Cours international sur les réformes économiques et la gestion publique stratégique, organisé par l'ILPES (Santiago du Chili, 24 novembre 1998).

Classes sur les enjeux et les aspects futurs de la décentralisation budgétaire en Amérique latine, dans le cadre du Programme de Magistère en gestion et politiques publiques, du Département de génie industriel de l'Université du Chili (Santiago du Chili, mai 1999).

Classes sur le financement local: points forts, points faibles et nouveaux enjeux, dans le cadre du Cours international de gestion stratégique de développement local, organisé par l'ILPES (Manizales, Colombie, juillet 1999).

Classes sur l'infrastructure: panorama sectoriel, dans le cadre du premier Cours-séminaire sur la prestation et réglementation de services d'infrastructure, organisé par l'ILPES (Santiago du Chili, 25 août 1999).

Classes sur le marché de l'emploi, dans le cadre du Cours "Pauvreté et politique sociale", Université Alberto Hurtado/Institut latino-américain de la doctrine et des études sociales (ILADES), Magistère "Etudes politiques et sociales de l'Amérique latine" (Santiago du Chili, 9 et 10 septembre 1999).

Classes sur la décentralisation budgétaire: tendances et tâches futures, dans le cadre du "Laboratoire d'analyse territoriale: information et connaissance aux fins de la gestion" (LATICGER) (La Plata, Argentine, 10 septembre 1999).

Durant la période biennale, une assistance a été prêtée aux étudiants de:

- L'Université de Groningen (Pays-Bas), dans l'élaboration d'une étude sur le rôle de l'investissement étranger direct dans la croissance économique de la région, ainsi que dans la préparation d'une base de données sur le capital humain.

- Programme de magistère en études internationales de l'Institut d'études internationales de l'Université du Chili, dans la préparation d'une étude sur les réformes et l'équité.

- L'Université de la Sorbonne (Paris), dans la préparation de deux études, l'une sur les politiques en matière d'emploi en Amérique latine et l'autre sur les implications budgétaires de l'ouverture commerciale.

Centre latino-américain de documentation économique et sociale (CLADES)

Les activités menées par le CLADES dans le cadre du sous-programme 4 sont axées sur la gestion de l'information et des technologies de l'information au service du développement économique et social.

Durant la période 1998-1999, les travaux de fond et opérationnels du CLADES ont eu pour objet d'approfondir la connaissance, la réflexion sur et la diffusion des nouveaux paradigmes qui régissent la gestion de l'information et des technologies de l'information et, partant, conditionnent le comportement et le fonctionnement des sociétés latino-américaines et des Caraïbes. L'accès à l'information et aux connaissances reste inégal, de nouvelles technologies d'information se répandent dans la région et celle-ci accède désormais à des sources d'information sur format numérique (composée essentiellement des produits informatiques d'une qualité et en quantité sans précédent et crée, dès lors, des espaces propices à la réalisation d'autres processus cognitifs, d'information et de communication, dont l'une des manifestations les plus évidentes, bien qu'elle ne soit pas la seule, est le développement d'Internet et des Intranets.

Ces phénomènes, qui lient les connaissances à l'action, sont considérés déterminants dans les nouveaux échanges mondiaux, dans le commerce et les finances à l'échelon international, dans les

relations économiques et politiques, ainsi que dans la création et l'adaptation des résultats provenant de la science et de la technologie. Ils constituent également un élément central dans la modernisation de la gestion publique et dans l'accroissement de la compétitivité du secteur privé.

i) a) Documents

Gestión de la información y de la tecnología de la información en el gobierno central y local, série Información y desarrollo, N° 9 (LC/L.1210-P). Publication des Nations Unies, n° de vente: S.99.II.G.8.

b) Articles parus dans des publications externes

“La universidad en red: nuevo contexto de información y comunicación para una comunidad académica de excelencia”, Revue Calidad de la Educación, Santiago du Chili, Conseil supérieur d'éducation, décembre 1998.

c) Documents instrumentaux sur l'utilisation des technologies de l'information et de la communication

Manuel pratique de HTML pour la création de sites web sur Internet (version préliminaire), Santiago du Chili, 5 mai 1998.

Rapports mensuels sur l'usage externe du site web de la CEPALC moyennant le logiciel Webtrends, janvier-septembre 1998; janvier-décembre 1999.

ii) Réunions, séminaires et conférences

Organisés par le sous-programme

Présentation de l'exposé “Le leadership en tant que dimension essentielle de l'avenir professionnel de l'information, au sein et hors du cyberspace, durant le Séminaire de formation en matière de gestion de l'information réalisé dans le cadre du quatrième Congrès régional d'information sur la santé en Amérique latine, parrainé par l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) et le Centre latino-américain et des Caraïbes d'information dans les sciences de la santé du Brésil (BIREME) (San José, 25-27 mars 1998).

Rencontres sur la situation des recherches en sciences de l'information en Amérique latine, parrainées par la Corporation d'études des sciences de l'information et de bibliotechnologie (CECIB) (Santiago du Chili, 8 et 9 janvier 1998) et par l'Institut Smithsonian de recherches tropicales (Panama, 30 et 31 mars 1998).

Séminaire de formation pour les nouveaux dirigeants en gestion de l'information, organisé conjointement par la Fédération des étudiants de l'École des communications et des arts de l'Université de São Paulo, avec 25 participants (São Paulo, 5 juin 1998).

Séminaire de formation sur la qualité totale dans la gestion du gouvernement local, réalisé à la Municipalité de Cerro Navia, avec 50 participants (Santiago du Chili, 13, 15, 16 et 20 juillet 1998).

Séminaire de formation sur les stratégies de recherche et de téléchargement de l'information sur Internet, réalisé à l'Université nationale de Cuyo, avec 40 participants (Mendoza, Argentine, 29-31 juillet 1998).

Séminaire de formation sur la formulation de projets d'information pour organisations de l'Amérique latine et des Caraïbes, avec la présence de 7 organisations (Santiago du Chili, 11-15 janvier 1999).

Séminaire sur la gestion des connaissances avec des chercheurs en sciences de l'information, réalisé à l'Université d'Antioquia (Medellín, Colombie, 18-21 mars 1999).

Premier Séminaire régional sur la gestion des connaissances par le biais des sites web, avec 21 participants provenant de 6 pays de la région (Argentine, Brésil, Chili, Nicaragua, Uruguay et Venezuela) (Santiago du Chili, 23-27 août 1999).

Deuxième Séminaire régional sur la gestion des connaissances par le biais des sites web (Santiago du Chili, 29 novembre-3 décembre 1999).

Participation à d'autres réunions, rencontres d'experts et conférences

Présentation de l'exposé "Gestion de la technologie de l'information et des contenus informatifs. Echos d'une réunion latino-américaine", lors de la Rencontre latino-américaine sur l'informatique et les industries de l'information, XIe ELAII, parrainée par la Fondation Fontaina Minelli de l'Uruguay (San José, Costa Rica, 27 et 28 avril 1998).

Séminaire international sur le marché de l'information en Amérique latine et dans le Mercosur, réalisé à l'Université de l'Etat de Londrina (Londrina, Brésil, 1-3 juin 1998).

Premier séminaire international sur l'information et l'intelligence à l'échelon mondial: un avantage compétitif pour les entreprises, tenu au Centre de formation en information (CECAPI) du Proctorat de l'Université du Chili (Santiago du Chili, 23 et 24 juin 1998).

Présentation d'un exposé sur l'information économique et les nouvelles technologies de l'information et de la communication lors d'une table ronde du cycle de conférences organisé à l'occasion du soixante-dixième anniversaire de la Bibliothèque Miguel Lerdo de Tejada, parrainé par la Direction de la culture et du patrimoine public du Secrétariat des finances et du crédit public du Mexique (Mexico, 4 novembre 1998).

Séminaire national sur la gestion de l'information dans le secteur santé, tenu à la Fédération panaméricaine des associations de facultés de médecine (Santafé de Bogotá, 22-25 mars 1999).

XXXIII Journées de bibliothécaires diplômés d'Argentine, organisées par l'Association de Bibliothèques de Diplômés (ABGRA) (Buenos Aires, 14 avril 1999).

Séminaire d'un exposé sur la gestion de sites web durant le séminaire préalable aux journées sur la gestion de l'information, lors des XXXe Journées mexicaines de bibliothéconomie, organisées par l'Association mexicaine de bibliothécaires, A.C. (AMBAC) (Morelia, Michoacán, Mexique, 2-5 mai 1999).

Séminaire sur Internet pour le Système intégré de bibliothèques de l'Université nationale de Cuyo (Mendoza, Argentine, 29-31 juin 1999).

Séminaires de formation sur la gestion de l'information au personnel universitaire, réalisés à l'Université de La Serena (La Serena, Chili, 31 août-3 septembre 1999) et à l'Université d'Antofagasta (Antofagasta, Chili, 6-10 septembre 1999).

Présentation de l'exposé "L'université dans le miroir: technologies de l'information et changements organisationnels pour répondre à "l'autre" dimension", à la réunion "Les nouvelles technologies et l'enseignement supérieur", organisée par le Conseil supérieur d'éducation (Santiago du Chili, octobre 1999).

iii) Coopération technique

Organismes régionaux et intergouvernementaux

Avec le Système économique latino-américain (SELA), à Caracas, pour reconstruire son patrimoine informatif détruit par l'incendie de son siège.

Avec la section éducative du Secrétariat administratif du Mercosur, à Buenos Aires, pour mettre sur pied un système d'information éducative pour le Mercosur.

Avec le Centre régional des nouvelles technologies de l'information (CRNTI), à Montevideo, dans la réalisation d'un séminaire sur l'intelligence organisationnelle dans le cadre du Programme Unesco.

Avec le Conseil latino-américain de sciences sociales (CLACSO), à Buenos Aires, afin de transformer le paquet pédagogique méthodologique du CLADES sur la formulation de projets d'information en un cours de formation par Internet.

Argentine

Avec l'Université nationale du sud, dans l'élaboration d'un plan stratégique pour le système de bibliothèques.

Avec l'Université nationale de Cuyo, dans la formulation de projets d'information en vue de la mise sur pied du Système intégré de bibliothèques, quatrième phase.

Brésil

Avec l'Université de São Paulo, pour réaliser une réévaluation de son système intégré de bibliothèques et une évaluation a posteriori du séminaire sur le leadership en gestion de l'information réalisé avec son Ecole de communication et des arts.

Panama

Avec le Ministère de l'économie et des finances, pour la formation de deux fonctionnaires d'un projet de conception et construction d'un site web du Ministère.

Venezuela

Avec l'Université centrale du Venezuela, dans la mise au point et l'analyse d'un postgraduat en information au service du développement.

iv) Formation et bourses

Collaboration avec le Département de journalisme de l'Université Santo Tomás, et le Département des relations publiques bilingues de l'Université des arts, des sciences et de la communication (UNIACC), sur le thème de la gestion de l'information (Santiago du Chili, janvier 1998).

Financement du développement

Dans le cadre de ce thème, la Division a, durant la période biennale comprise dans ce rapport, mené diverses activités dans les principaux domaines suivants: i) projet régional mixte CEPALC/PNUD RLA/92/003 "Politiques financières en vue de la transformation du processus de production dans un climat d'équité"; ii) thèmes relatifs à l'épargne, aux institutions financières et à la formation de capital; iii) les réformes des régimes de retraite; iv) projet mixte CEPALC/Pays-Bas HOL/94/S22 "La distribution du revenu et la pauvreté dans les récentes politiques de stabilisation et d'ajustement dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes"; et v) projet mixte CEPALC/GTZ FRG/98/S24 "Exigences institutionnelles de structures orientées vers le marché en Amérique latine et dans les Caraïbes", v) projet mixte CEPALC/GTZ FRG/98/S41 "Réformes du financement des systèmes de santé en Amérique latine et aux Caraïbes"; vii) projet mixte CEPALC/Pays-Bas HOL/97/S108 "Politiques financières propres à accroître l'épargne et promouvoir l'équité"; viii) Projet mixte CEPALC/Sous-secrétariat de l'économie, du développement et de la reconstruction/Corporation pour le développement de la production/Banque de l'Etat du Chili CHI/98/S42 "Politiques de financement des petites et moyennes entreprises au Chili"; ix) Accord BID/CEPALC BID/99/S120 "Projection de responsabilités budgétaires associées à la réforme du régime des retraites en Amérique latine et dans les Caraïbes"; et projet mixte CEPALC/PNUD de coopération technique avec le Gouvernement de la République dominicaine.

Dans le cadre du projet RLA/92/003, la Division a terminé le résumé des études correspondant à l'Argentine, la Colombie, au Chili, au Mexique et au Venezuela sur la réglementation et la supervision des conglomérats financiers. Elle a également effectué la révision finale des études relatives à l'accès au financement du logement des couches à moyens et faibles revenus pour l'Argentine, le Brésil, la Colombie, le Costa Rica et le Chili, outre l'étude comparative sur les subsides au financement du logement dans plusieurs pays de la région. Le projet se trouve actuellement dans sa phase finale, laquelle comprend la réalisation de séminaires nationaux de divulgation des résultats au niveau des pays, et l'élaboration des analyses comparatives respectives des expériences nationales, qui comprennent des conclusions et des recommandations de politique.

En ce qui a trait à l'épargne, aux institutions financières et à la formation de capital, la Division a élaboré une étude sur l'épargne et une autre sur la réglementation de la banque, la libéralisation et l'instabilité financière en Amérique latine et dans les Caraïbes.

En ce qui concerne les réformes des régimes de retraite, la Division a amorcé le projet "Fonds de pensions et de retraite" financé par l'Office allemand de coopération technique. Elle a amorcé la réalisation des études de cas correspondant au Brésil, au Chili, en Colombie, au Costa Rica, au Mexique

et, éventuellement, au Venezuela. Dans le même temps, elle a collaboré avec plusieurs institutions dans l'organisation de séminaires, de publications et de programmes de recherche portant sur ce sujet.

Dans le cadre du projet HOL/94/S22, la Division a continué de distribuer les documents relatifs aux études de cas analysés (Argentine, Brésil, Colombie, Chili et Mexique) et la publication du deuxième rapport comparatif, en anglais, basé sur les études des enquêtes sur les ménages réalisées dans les cinq pays en question. La Division a en outre préparé une édition spéciale du rapport de synthèse de ce projet qui a été publiée dans la Revista de la CEPAL, et a participé à diverses réunions organisées par d'autres organismes régionaux où elle a présenté les conclusions et les recommandations issues de ce projet.

Six études ont été élaborées dans le cadre du projet CEPALC/GTZ FRG/98/S24, trois dans chacune des deux sphères thématiques: "Facteurs institutionnels dans les réformes des politiques financières et de crédit destinées aux petites entreprises" et "Facteurs institutionnels associés aux réformes des politiques de logement visant les groupes à faibles revenus".

Sur ces deux sujets, des études de cas ont été réalisées au Chili, en Colombie et au Costa Rica. D'autre part, une étude comparative a été élaborée sur les "Políticas de crédito para empresas de menor tamaño con bancos de segundo piso: experiencias recientes en Chile, Colombia y Costa Rica" (LC/L.1259-P), et le séminaire "Politiques de logement à intérêt social" a été tenu en Colombie, le 3 août 1999, avec le concours de la Chambre de commerce de Bogotá.

Dans le cadre du projet CEPALC/GTZ FRG/98/S41, la Division a terminé un document de synthèse contenant des recommandations de politiques en matière de réformes financières des systèmes de santé et a publié un livre contenant les travaux réalisés dans le cadre de ce projet. Elle a également terminé une étude sur les critères de sexospécificité dans la réforme de la sécurité sociale en matière de santé en Colombie, ainsi que trois autres études sur les systèmes de santé au Brésil, au Chili et au Mexique. Celles-ci portent sur l'examen de la structure et du fonctionnement des systèmes de santé et formulent des propositions quant aux programmes éventuels de réforme. En outre, des fonctionnaires de la Division ont participé en tant qu'intervenants dans divers séminaires et cours de vulgarisation afin de présenter les conclusions et les recommandations issues du projet en matière de politique.

Le projet HOL/97/S108 comporte trois phases. Dans le cadre de la première, qui concerne les estimations du déficit de logement dans certains pays de la région sur la base de l'information recueillie dans l'enquête sur les ménages, la Division a terminé les études correspondant à la Bolivie, la Colombie et l'Uruguay. L'étude de cas du Chili est en cours d'édition et une étude comparative a été amorcée.

Pour ce qui est de la seconde phase du projet, consacrée à l'examen des instruments d'épargne destinés aux personnes à moindres revenus, deux études de cas ont été réalisées pour le Pérou et El Salvador. Les études correspondant au Chili et à l'Uruguay devraient être bientôt terminées, ce qui permettrait de passer à la troisième phase du projet.

Dans le cadre du projet CHI/98/S42, quatre études de base ont été élaborées contenant des propositions visant à renforcer l'action de promotion de la Corporation pour le développement de la production (CORFO) en tant que banque de deuxième rang, à élargir l'accès au crédit et au financement des petites entreprises d'exportation de biens et de services non traditionnels, à mettre sur pied un fonds de garantie de vaste envergure, assurant une couverture nationale aux crédits accordés aux plus petites entreprises, et à mettre au point des instruments propres à faciliter l'accès des petites entreprises au crédit et au financement. Un cas d'observation conjointe a également été réalisé afin de disposer d'informations obtenues sur le terrain quant aux facteurs intervenant dans l'accès au crédit et au financement des plus

petites entreprises. Sur la base de ces antécédents, la Division a élaboré un rapport final contenant des conclusions et des recommandations de politiques relatives à "L'accès des petites entreprises au crédit et au financement".

Dans le cadre de l'accord BID/CEPALC BID/99/S120, plusieurs études de cas ont été menées correspondant à l'Argentine, au Brésil et à l'Uruguay, ainsi qu'une étude comparée pour le Costa Rica, El Salvador et le Mexique. Ces travaux sont actuellement en cours d'édition et de publication. En outre, un séminaire international a été organisé à la CEPALC, avec le concours du Ministère des finances du Chili, sur les "Responsabilités budgétaires du régime des pensions".

Dans le cadre du projet CEPALC/PNUD de coopération technique avec le gouvernement de la République dominicaine, la Division a organisé un atelier de formation en analyse macro-économique orientée vers les moyens de communication (Saint-Domingue, 16-23 juillet 1998), ainsi qu'un séminaire-atelier de cinq jours destiné aux membres du Congrès et des partis politiques sur certains aspects de la gestion de la politique macro-économique et sur les expériences de réformes des systèmes de pensions en Amérique latine (Saint-Domingue, 24-28 mai 1999). La Division a également élaboré un rapport sur des recommandations de politique quant aux possibilités d'améliorer la gestion des ressources extérieures et l'endettement.

i) Documents

Rasgos estilizados de la distribución del ingreso en cinco países de América Latina y lineamientos generales para una política redistributiva, série Financiamiento del desarrollo, N° 72 (LC/L.1084)/Stylized facts of income distribution in five countries of Latin America and general guidelines for a redistributive policy, Financiamiento del desarrollo series, No. 72 (LC/L.1084).

Perspectiva de género en la reforma de la seguridad social en salud en Colombia, série Financiamiento del desarrollo, N° 73 (LC/L.1108).

Reformas a la institucionalidad del crédito y el financiamiento a empresas de menor tamaño: la experiencia chilena con sistemas de "segundo piso" 1990-98, série Financiamiento del desarrollo, N° 74 (LC/L.1156).

El factor institucional en reformas a las políticas de crédito y financiamiento de empresas de menor tamaño: la experiencia colombiana reciente, série Financiamiento del desarrollo, N° 75 (LC/L.1163).

Un perfil del déficit de vivienda en Uruguay, 1994, série Financiamiento del desarrollo, N° 76 (LC/L.1165).

El financiamiento de la pequeña y mediana empresa en Costa Rica: análisis del comportamiento reciente y propuestas de reforma, série Financiamiento del desarrollo, N° 77 (LC/L.1178).

El factor institucional en los resultados y desafíos de la política de vivienda de interés social en Chile, série Financiamiento del desarrollo, N° 78 (LC/L.1194).

Un perfil del déficit de vivienda en Bolivia, 1992, série Financiamiento del desarrollo, N° 79 (LC/L.1200).

La política de vivienda de interés social en Colombia en los noventa, série Financiamiento del desarrollo,Nº 80 (LC/L.1211-P). Publication des Nations Unies, nº de vente: S.99.II.G.10.

El factor institucional en reformas a la política de vivienda de interés social: la experiencia reciente de Costa Rica, série Financiamiento del desarrollo,Nº 81 (LC/L.1212-P). Publication des Nations Unies, nº de vente: S.99.II.G.11.

O financiamento do sistema público de saúde brasileiro, serie Financiamiento del desarrollo,Nº 82 (LC/L.1233-P). Publication des Nations Unies, nº de vente: S.99.II.G.14.

Un perfil del déficit de vivienda en Colombia, 1994, série Financiamiento del desarrollo,Nº 83 (LC/L.1234-P). Publication des Nations Unies, nº de vente: S.99.II.G.15.

Price-based capital account regulations: the Colombian experience, serie Financiamiento del desarrollo, Nº 87 (LC/L.1243-P). Publication des Nations Unies, nº de vente: E.99.II.G.41.

Alternativas de política para fortalecer el ahorro de los hogares de menores ingresos: el caso del Perú, série Financiamiento del desarrollo,Nº 85 (LC/L.1245-P). Publication des Nations Unies, nº de vente: S.99.II.G.29.

Políticas para la reducción de costos en los sistemas de pensiones: el caso de Chile, série Financiamiento del desarrollo,Nº 86 (LC/L.1246-P). Publication des Nations Unies, nº de vente: S.99.II.G.36.

Políticas de crédito para empresas de menor tamaño con bancos de segundo piso: experiencias recientes en Chile, Colombia y Costa Rica, série Financiamiento del desarrollo,Nº 84 (LC/L.1259-P). Publication des Nations Unies, nº de vente: S.99.II.G.34.

Transitional fiscal costs and demographic factors in shifting from unfunded to funded pension in Latin America, série Financiamiento del desarrollo,Nº 88 (LC/L.1264-P). Publication des Nations Unies, nº de vente: E.99.II.G.38.

Alternativas de políticas para fortalecer el ahorro de los hogares de menores ingresos: el caso de El Salvador, série Financiamiento del desarrollo,Nº 89 (LC/L.1265-P). Publication des Nations Unies, nº de vente: S.99.II.G.46.

Liberalización financiera, crisis y reforma del sistema bancario chileno: 1974-1999, série Financiamiento del desarrollo,Nº 90 (LC/L.1271-P). Publication des Nations Unies, nº de vente: S.99.II.G.53.

Pension funds, the financing of transition costs and financial markets development: Lessons from the Chilean privatization reform (LC/R.1822).

The retirement outlook for Chile's independently employed workers. A case study of attitudes and saving behavior (LC/R.1840).

ii) Réunions, séminaires et conférences

Organisés par le sous-programme

Séminaire "Réglementation et supervision des conglomérats financiers: expériences récentes en Amérique latine", organisé conjointement avec le Centre d'études monétaires latino-américaines (CEMLA), dans le cadre du projet RLA/92/003 "Politiques financières en vue de la transformation du processus de production dans un climat d'équité" (Mexico, 22 et 23 janvier 1998).

Séminaire "Politiques de logements à intérêt social en Amérique latine", organisé conjointement avec la Chambre de commerce de Bogotá, dans le cadre du projet FRG/98/S24 "Exigences institutionnelles de structures orientées vers le marché en Amérique latine et dans les Caraïbes" (Santafé de Bogotá, 3 août 1999).

Participation à d'autres réunions, rencontres d'experts et conférences

Colloque sur les fonds de pension et les marchés financiers, organisé par l'Université de Paris IX. Présentation d'une conférence sur l'incidence des fonds de pension sur l'investissement et l'épargne nationale dans l'expérience latino-américaine (Paris, 17-31 mars 1998).

Séminaire "Social security reform, mapping the future", organisé par la Colonial Life Insurance Company. Intervention à la séance "Social security reform: evidence and experience. Chile and selected countries" (Port-of-Spain, 22-25 avril 1998).

Exposé sur les banques et les marchés financiers: systèmes financiers solides pour le XXI^e siècle, à la quatrième Conférence annuelle de la Banque mondiale sur le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes (San Salvador, 28-30 juin 1998).

Exposé sur les systèmes financiers, la macro-économie et les courants de capitaux, lors du séminaire international "Conference on social security reforms, pension savings and economic development", tenu à l'occasion du soixante-dixième anniversaire de la Banque centrale de Bolivie (La Paz, 20-22 juillet 1998).

Services consultatifs aux participants au Cours international sur la formulation de politiques de compétitivité et de financement pour la petite et moyenne entreprises en Amérique latine, organisé par la Corporation pour la recherche socio-économique et technologique (CINSET) (Santafé de Bogotá, 4-6 août 1998).

Services consultatifs aux participants au symposium "Reintegration into world society: Cuba in international perspective" sur certains aspects de la politique en matière d'emploi et de sécurité sociale dans le processus de réinsertion de Cuba à l'économie mondiale. Cette réunion fait partie d'un cycle de symposiums internationaux organisés pour le projet "Cuba" du Queens'College et de la City University of New York (New York, 27-29 septembre 1998).

Présentation des exposés "Comparaison entre les réformes des systèmes de sécurité sociale au Chili et en Argentine" et "L'expérience chilienne et celle de huit pays latino-américains en matière de financement du logement, particulièrement en ce qui concerne les logements à intérêt social", lors du Séminaire "Options for pension reform in the Czech Republic", organisé par l'Investment and Posta Bank et l'Institute for East West Studies (Prague, 1er et 2 octobre 1998).

Exposé “Le système de santé en Argentine”, lors du séminaire sur les régimes de santé, organisé par la Fondation argentine pour le développement dans l'équité (FADE) (Buenos Aires, 26 et 27 octobre 1998).

Exposé “L'expérience internationale en matière de réformes financières des régimes de santé et les leçons éventuelles pouvant en dériver dans le contexte de l'économie brésilienne”, lors du séminaire “À Federação em desequilíbrio: novos desafios para as relações intergovernamentais no Brasil”, organisé par la Fondation Konrad Adenauer et l'Institut de recherche économique appliquée (IPEA) (Brasilia, 2-5 novembre 1998).

Commentaires formulés aux exposés de consultants et d'experts de la Banque mondiale sur l'expérience internationale et ses implications pour la réforme de la prévoyance sociale au Brésil, lors du “Séminaire international sur la réforme du système de prévoyance”, organisé par le Ministère de la prévoyance et de l'assistance sociale du Brésil (Brasilia, 1-3 décembre 1998).

Présentation d'un exposé sur les mécanismes de protection des personnes âgées pauvres, lors de la “Conference on Social Protection and Poverty” organisée par la BID (Washington, D.C., 2 et 3 février 1999).

Présentation d'une conférence sur les enjeux des réformes des régimes de pension en Amérique latine, lors du séminaire “La sécurité sociale et les travailleurs”, organisé par la Confédération générale du travail (CGT) d'Argentine et le Bureau de l'OIT pour l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay (Buenos Aires, 5-7 mai 1999).

Présentation du document “Un perfil del déficit de vivienda en Bolivia, 1992” (LC/L.12000), élaboré dans le cadre du projet HOL/97/S108 “Politiques financières propres à accroître l'épargne et promouvoir l'équité”, à l'occasion du séminaire international “Titularisation des hypothèques: développements et perspectives en Amérique latine”, organisé par l'Union interaméricaine pour le logement (UNIAPRAVI) et l'Union bolivienne des entités financières d'épargne et de crédit au logement (UNIVIV) (La Paz, 31 mai-1er juin 1999).

Présentation d'une conférence sur l'universalisation de la sécurité sociale en matière de pensions, lors du “Deuxième Forum international de politique sociale”, tenu à l'Université Javeriana de Colombie (Santafé de Bogotá, 24-26 août 1999).

Présentation de la Conférence “Coûts budgétaires d'une réforme des systèmes de prévoyance au Brésil”, lors du séminaire “Responsabilités budgétaires dans les systèmes de prévoyance”, organisé conjointement par la CEPALC, la BID et le Ministère des finances du Chili (Santiago du Chili, 2 et 3 septembre 1999).

Exposé sur la réforme des régimes de santé en Amérique latine à la Conférence “Réformes des systèmes de santé en Amérique latine: apprenons des succès et des échecs des autres”, organisée par la London School of Economics and Political Science et la Latin American Newsletter (Londres, 14 et 16 septembre 1999).

iii) Coopération technique

Brésil

Avec le Ministère de la prévoyance et de l'assistance sociale, en matière de réformes du système des pensions.

Chili

Avec le Ministère de l'économie, du développement et de la reconstruction, la Corporation pour le développement de la production (CORFO) et la Banque de l'Etat du Chili, dans l'élaboration du rapport "Accès des petites entreprises au crédit et au financement: conclusions et propositions de politiques".

Colombie, Costa Rica, Mexique

Entrevues auprès d'autorités et d'experts nationaux de la Fondation pour l'enseignement supérieur et le développement (FEDESARROLLO) en Colombie, la Surintendance générales des valeurs du Costa Rica et le Secrétariat des finances et du crédit public du Mexique, afin de réaliser des études de cas et réunir l'information requise pour préparer les rapports comparatifs du projet FRG/98/S010 "Fonds de pensions et de retraite".

Colombie

Avec des autorités du secteur santé et des universitaires, afin d'analyser l'élaboration des deux études sur l'évolution de la réforme du régime de santé.

Paraguay

Avec le Secrétariat technique de planification du développement économique et social, en collaboration avec l'Office allemand de coopération technique (GTZ), pour définir le cadre de l'étude sur les réformes de la sécurité sociale dans le secteur santé.

République dominicaine

Avec le gouvernement, par le biais du PNUD, dans la réalisation d'un atelier d'analyse macro-économique orienté vers les moyens de communication et d'un document sur la solvabilité externe de la République dominicaine.

Venezuela

Avec le Ministère de salubrité et d'assistance sociale, pour analyser les propositions de réformes du secteur santé élaborées par ce ministère. Dans le même temps, plusieurs conférences ont été présentées sur les expériences internationales de réformes des systèmes de santé.

iv) Formation et bourses

Classes sur la théorie du commerce international et la macro-économie ouverte, dans le cadre du Programme de maîtrise en économie de l'Université de La Havane, organisé par l'Université de Carleton du Canada (La Havane, 10-31 mai 1998).

Cours pour professionnels des moyens de communication sur les concepts de base de l'analyse macro-économique, en particulier pour la République dominicaine (Saint-Domingue, 16-23 juillet 1998).

Classes sur les expériences régionales en matière de réformes financières dans le secteur santé, dans le cadre du cinquième Cours "Législation en matière de santé: problèmes émergents des processus de changement II. Cadre juridique du financement du secteur de la santé", organisé par l'OPS et le Centre interaméricain d'études de sécurité sociale (CIESS) (Mexico, 30 août-4 septembre 1998).

Classes sur l'accès au financement du logement, la répartition des revenus, les réformes des politiques sociales, et la réglementation et supervision des institutions financières, dans le cadre du cours sur les réformes économiques et la gestion publique stratégique, organisé par l'ILPES (Santiago du Chili, 30 octobre-4 décembre 1998).

Cours de cinq jours sur différents aspects de la gestion de la politique macro-économique, la dette extérieure et la réforme des régimes de pension, destiné aux membres du Congrès et aux cadres techniques des partis politiques de la République dominicaine (Saint-Domingue, 24-28 mai 1999).

Participation à un programme de télévision en République dominicaine destiné à la diffusion des résultats du Projet mixte CEPALC/PNUD de coopération technique avec le Gouvernement de la République dominicaine (DOM/97/005 "Situation macro-économique et dette extérieure en République dominicaine"). Les thèmes envisagés ont été la solvabilité externe, la gestion améliorée des ressources extérieures et l'endettement (Saint-Domingue, 28 mai 1999).

Cours sur la théorie du commerce international et la macro-économie ouverte, dans le cadre de la Maîtrise en économie du programme mixte entre la CEPALC, l'Université de Carleton et l'Université de La Havane (La Havane, 21-28 août 1999 et 4-10 septembre 1999).

Diverses conférences ont été présentées à l'intention d'universitaires et de techniciens concernés par le domaine des politiques sociales du Ministère de la planification et de la coopération, organisées par l'Université du Chili (novembre 1999).

SOUS-PROGRAMME 5: DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET ÉQUITÉ

La mise en œuvre du programme de travail correspondant à la période biennale 1998-1999 s'inscrit dans un contexte de développement caractérisé par l'amélioration de la productivité et de la compétitivité des économies, la prise en compte des aspects sociaux dans le développement économique, d'innovations dans la façon d'appliquer la politique sociale, ainsi que du rôle attribué à l'Etat dans ce domaine. Les changements intervenus sur le plan des objectifs et des mécanismes de la politique sociale, de même que la progression des réformes des services sociaux ont exigé une étude plus approfondie des nouvelles modalités de gestion appliquées dans la région, à la lumière, notamment, des expériences de décentralisation et de déconcentration des services sociaux.

D'autre part, en dépit des progrès enregistrés en termes de réduction de la pauvreté, on observe, dans la plupart des pays de la région, une dégradation sur le plan de la répartition et une forte incidence du chômage, en particulier parmi les jeunes, situation qui s'est aggravée à la suite de la crise asiatique qui s'est traduite par un ralentissement de la croissance des économies de certains pays latino-américains.

Dans ce contexte, la Division du développement social, responsable de ce sous-programme, a mené des activités dans quatre domaines. Le premier est l'assistance prêtée aux pays de la région dans l'élaboration et application des politiques, programmes et projets sociaux. Divers séminaires et réunions ont été organisés à cet effet, dont certains co-parrainés avec d'autres organisations, afin d'examiner la situation actuelle des réformes menées à bien dans les secteurs sociaux, le marché de l'emploi et la gestion des ressources humaines du secteur santé, et la réforme de l'Etat et de l'administration publique. C'est dans ce même domaine que s'inscrit la mise en œuvre du projet de recherche CEPALC/GTZ FRG/97/S19 "Réforme de la gestion de la politique sociale en Amérique latine et aux Caraïbes" qui a permis de dresser le bilan des progrès accomplis en matière de méthodologies de gestion utilisées dans les programmes sociaux de plusieurs pays choisis, et dont les résultats ont fait l'objet du document intitulé "Gestión de programas sociales en América Latina, vol.I" (LC/L.1114). Des activités de formation ont également été menées dans le cadre du Programme commun CEPALC/OEA OEA/98/S35 "Politiques sociales pour l'Amérique latine et les Caraïbes (PROPOSAL)". Durant la période comprise dans ce rapport, plusieurs livres ont été publiés grâce à des contrats d'édition: l'un intitulé "El gran eslabón: educación y desarrollo en el umbral del siglo XXI", avec le Fonds de culture économique; un deuxième intitulé "Institucionalidad social para la superación de la pobreza y promoción de la equidad", avec l'OEA et le gouvernement du Chili; un troisième, "Inequidad y política social", avec le Centre paraguayen d'études sociologiques; un quatrième, "Reforma educacional en Chile", avec la BID, et une compilation en hommage à Aldo Solari, publiée sous le titre "Sociología del desarrollo, políticas sociales y democracia". Vingt numéros de la série Políticas sociales ont également été publiés, sur des thèmes tels que les tendances de l'équité en matière d'éducation et d'emploi, la jeunesse et le développement rural, les expériences comparatives en matière de santé, la gestion des politiques et des programmes sociaux, et la sécurité des citoyens.

Pour ce qui est du thème de la jeunesse, la collaboration interinstitutions a été renforcée en vue des préparatifs et du suivi du Forum mondial de la jeunesse, effectué à Braga, Portugal, en 1998 et diverses réunions ont été tenues pour analyser les meilleures pratiques existant dans les projets autogérés par des jeunes.

Les travaux menés dans la deuxième sphère thématique ont essentiellement visé à peaufiner et à actualiser le diagnostic social des pays de la région. C'est dans ce contexte qu'ont été élaborées les éditions 1998 et 1999 du Panorama social de América Latina, en collaboration avec la Division des

statistiques et des projections économiques de la CEPALC et avec le soutien du FISE. Ces éditions contiennent une analyse de la situation en matière d'emploi, de répartition du revenu, de pauvreté et de dépenses sociales, ainsi que les progrès accomplis par les pays de la région quant aux objectifs quantitatifs, pour les enfants et les adolescents, dans le domaine de l'éducation et d'accès aux services de base. L'édition 1999 comprend en outre une étude des conditions de vie des personnes âgées, en particulier du point de vue de leur situation familiale. Le chapitre correspondant au programme social de la région consiste, dans les deux éditions, en une analyse des aspects relatifs à la sécurité des individus et à la violence, et une révision des succès et des échecs des programmes de prévention et de contrôle de l'abus des drogues.

Sur le plan de la coopération technique, un élément à souligner est l'assistance prêtée au Gouvernement du Honduras, dans le cadre du projet HON/96/002 "Appui à la mise au point de principes directeurs en vue de l'éradication de la pauvreté", dont l'un des résultats a été la publication d'un livre co-édité par le PNUD, Gasto social en servicios sociales básicos en América Latina y el Caribe: análisis desde la perspectiva de la Iniciativa 20/20. Une assistance technique a été accordée au Gouvernement de la République dominicaine, en vue de l'élaboration du rapport national sur le développement humain, en coordination avec le PNUD. D'autre part, le projet HOL/97/103 "Analyse simultanée des objectifs d'atténuation de la pauvreté et d'amélioration de la répartition du revenu dans les pays latino-américains" a été mis en œuvre, avec le soutien des Pays-Bas et en coordination avec la Division des statistiques et des projections économiques de la CEPALC.

Les activités menées dans le cadre de la troisième sphère thématique avaient pour but d'examiner les répercussions des politiques de développement socio-économique sur le bien-être et l'équité sociale. Dans ce contexte, la Division a élaboré un matériel qui a été utilisé dans divers documents du Secrétariat de la CEPALC, et continué à travailler à la préparation du document qui sera présenté à la deuxième réunion sur la suite donnée au Sommet pour le développement social, ainsi qu'à la session extraordinaire de l'Assemblée générale chargée en 2000 de procéder à un examen et à une évaluation d'ensemble de la mise en œuvre des résultats du Sommet pour le développement social, prévue pour juin 2000. Ces activités ont fait l'objet d'un soutien additionnel du projet CEPALC/GTZ FRG/99/S114 "Développement et équité sociale en Amérique latine et dans les Caraïbes (Phase I)".

Dans le cadre de la quatrième sphère thématique consacrée à l'étude des répercussions sociales, économiques et institutionnelles associées à la culture, au trafic et à l'abus des drogues, ainsi qu'aux stratégies employées pour les combattre, la mise en œuvre du projet CHI/98/S33 "Diagnostic, évaluation et projection de la gestion du CONACE (Phase II)" a été amorcée et a conduit à la formulation d'une proposition de politique publique de prévention et de contrôle de l'abus des drogues pour le Conseil national pour le contrôle des stupéfiants (CONACE) du Chili.

Finalement, au cours de cette période, la Division s'est efforcée de renforcer ses liens de coopération avec d'autres institutions internationales telles que l'Unesco, la FAO, l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) et le Centre latino-américain d'administration pour le développement (CLAD), ainsi qu'avec des établissements universitaires de divers pays de la région avec lesquels ont été menées à bien des activités de formation dans les domaines prévus dans le programme de travail.

i) a) Documents

Las dimensiones sociales de la integración regional en América Latina, Libros de la CEPAL, N° 48 (LC/G.2029-P). Publication des Nations Unies, n° de vente: S.99.II.G.6.

Panorama social de América Latina. Edición 1998 (LC/G.2050-P). Publication des Nations Unies, n° de vente: S.99.II.G.4/Social Panorama of Latin America. 1998 Edition (LC/G.2050-P). United Nations publication, Sales No. E.99.II.G.4.

Panorama social de América Latina. Edición 1999 (LC/G.2068-P).

Aspectos sociales de la integración, série Políticas sociales, N° 14, vol. III (LC/L.996/Add.2); vol. IV (LC/L.996/Add.3).

Las encuestas de hogares como fuente de información para el análisis de la educación y sus vínculos con el bienestar y la equidad, série Políticas sociales, N° 22 (LC/L.1111).

Social policies and socioeconomic indicators for transitional economies, série Políticas sociales, N° 23 (LC/L.1112).

Los proyectos sociales: de la certeza omnipotente al comportamiento estratégico, série Políticas sociales, N° 24 (LC/L.1113).

Gestión de programas sociales en América Latina, série Políticas sociales, N° 25, vol. I (LC/L.1114).

Gestión de programas sociales en América Latina. Propuesta metodológica, série Políticas sociales N° 25, vol. II (LC/L.1114/Add.1).

Las reformas sociales en acción: la perspectiva macro, série Políticas sociales, N° 26 (LC/L.1118).

Hacia unas nuevas reglas del juego: los compromisos de gestión en salud de Costa Rica desde una perspectiva comparativa, série Políticas sociales, N° 27 (LC/L.1135).

Juventud y desarrollo rural: marco conceptual y contextual, série Políticas sociales, N° 28 (LC/L.1146).

La inseguridad en el Perú, série Políticas sociales, N° 29 (LC/L.1176).

Construyendo capital social comunitario. Una experiencia de empoderamiento rural en Guatemala, série Políticas sociales, N° 30 (LC/L.1177).

Seguridad ciudadana y violencia en América Latina: diagnóstico y políticas en los años noventa, série Políticas sociales, N° 32 (LC/L.1179-P). Publication des Nations Unies, n° de vente: S.99.II.G.24.

Reforma sectorial y mercado de trabajo. El caso de las enfermeras en Santiago de Chile, série Políticas sociales, N° 31 (LC/L.1190).

Compromisos de gestión en salud, série Políticas sociales, N° 33 (LC/L.1239-P). Publication des Nations Unies, n° de vente: S.00.II.G.03.

Criterios básicos para una política de prevención y control de drogas en Chile, série Políticas sociales, N° 34 (LC/L.1247-P). Publication des Nations Unies, n° de vente: S.99.II.G.49.

Desempeño macroeconómico y su impacto en la pobreza, série Políticas sociales, N°35 (LC/L.1248-P).

Desarrollo social, reforma del Estado y de la seguridad social, al umbral del siglo XXI, série Políticas sociales, N° 36 (LC/L.1249-P). Publication des Nations Unies, n° de vente: S.00.II.G.05.

Participación de la juventud en las actividades laborales y el proceso de toma de decisiones en América Latina y el Caribe: desafíos a las políticas de juventud y a los actores sociales juveniles (LC/R.1777).

Marco de referencia para una agenda educativa en Honduras (LC/R.1793).

Políticas contra la pobreza en Honduras (LC/R.1794).

Violencia en las Américas, una amenaza a la integración social (LC/R.1795).

Sector informal urbano en Honduras: caracterización y sugerencias de políticas (LC/R.1799).

Desempeño macroeconómico y su impacto en la pobreza: análisis de algunos escenarios en el caso de Honduras (LC/R.1801).

Honduras: en pos de la seguridad alimentaria sustentable (LC/R.1803).

Juventud rural en Brasil y México: reduciendo la invisibilidad (LC/R.1819).

La exclusión social de los grupos pobres en Chile (LC/R.1824).

Informe de la reunión regional de jóvenes de América Latina y el Caribe preparatoria del tercer período de sesiones del Foro Mundial de Juventud (Santiago de Chile, 1° al 3 de junio de 1998) (LC/R.1847)/ Report of the Latin American and Caribbean Regional Youth Meeting preparatory to the third session of the World Youth Forum (LC/L.1847).

Informe de la primera reunión interagencial preparatoria del Encuentro de Juventud de América Latina y el Caribe (Santiago de Chile, 13 de enero de 1999) (LC/R.1882).

Gestión comunitaria de la escuela rural: lecciones de seis experiencias internacionales (LC/R.1883).

¿Equidad por movilidad individual o por reducción de distancias? Desafíos de las tendencias recientes en la educación, el empleo y el ingreso en Chile (LC/R.1884).

Aprendiendo de la experiencia: propuestas para avanzar en la política y el Plan Nacional de Prevención y Control de Drogas (LC/R.1885).

Género en el desarrollo de República Dominicana (LC/R.1918).

Políticas sociales: reorganización y coordinación (LC/R.1920).

Gasto público en servicios sociales básicos en América Latina y el Caribe. Análisis desde la perspectiva de la Iniciativa 20/20 (LC/R.1933).

Reforma del Estado, modernización administrativa y evaluación del desempeño de la gestión pública (LC/R.1942).

Modernización y comercio exterior de los servicios de salud (LC/R.1943).

La percepción del Instituto Nacional de la Juventud (INJU) en el imaginario juvenil (LC/MVD/R.150/Rev.1).

Emancipación juvenil: trayectorias y destinos (LC/MVD/R.154/Rev.2).

Vulnerabilidad, activos y recursos de los hogares: una exploración de indicadores (LC/MVD/R.158; LC/MVD/R.158/Rev.1).

Patrones de consumo y gasto en Uruguay: estimaciones de elasticidades de ingresos (LC/MVD/R.161).

Flexibilidad del mercado de trabajo en Uruguay (LC/MVD/R.166/Rev.1).

Los cambios en el empleo y el mercado de trabajo de los años noventa en Uruguay (LC/MVD/R.170/Rev.1).

Los recursos de las familias urbanas de bajos ingresos para enfrentar situaciones críticas (LC/MVD/R.171; LC/MVD/R.171/Rev.1).

Uruguay: envejecimiento demográfico y salud. Características generales de la población adulta mayor. Estudio analítico de datos secundarios (LC/MVD/R.173).

Marco conceptual sobre activos, vulnerabilidad y estructuras de oportunidades (LC/MVD/R.176; LC/MVD/R.176/Rev.1).

Segregación residencial y desigualdades sociales en Montevideo (LC/MVD/R.177; LC/MVD/R.177/Rev.1).

Aportes teórico-metodológicos para la estimación de un índice de capital social comunal (LC/MVD/R.178).

La vivienda como un activo de los hogares (LC/MVD/R.179).

La distribución del ingreso en Uruguay: aspectos metodológicos (LC/MVD/R.182).

La distribución del ingreso en Uruguay, según fuentes de ingreso (LC/MVD/R.183).

Informe sobre el empleo en Uruguay, 1997-1998 (LC/MVD/R.184).

Uruguay: envejecimiento demográfico y salud. Informe final de la ENEVISA (Encuesta sobre estilos de vida y salud de la población adulta) (LC/MVD/R.185).

b) Logiciels

Logiciel pour la formulation, l'évaluation et le monitoring de programmes sociaux, basé sur des méthodologies d'analyse coût-impact (ACI). Langage de programmation: Delphi 3, interfaces avec Win-Redatam et Microsoft Project 4.1.

c) Livres publiés par contrat d'édition

Avaliação de projetos sociais, Ernesto Cohen et Rolando Franco (comps.), quatrième édition, Rio de Janeiro, Editora Vozes Ltda., 1998.

Institucionalidad social para la superación de la pobreza y promoción de la equidad. Séminaire-atelier, OEA/MIDEPLAN/CEPALC, Santiago du Chili, Andros Ltda., 1998.

Equidad en el logro de las metas para la infancia (Volumen II), Santafé de Bogotá, Engagement de Nariño - Accord de Santiago, FISE, 1998.

El gran eslabón: educación y desarrollo en el umbral del siglo XXI, Santiago du Chili, Fondo de Cultura Económica, 1999.

Inequidad y política social, Rolando Franco et Domingo Rivarola (comps.), Asunción, Centre paraguayen d'études sociologiques (CPES)/CEPALC/Institut universitaire pour le développement social (IUDES), Ediciones y Arte SRL, 1998.

Integración regional, desarrollo y equidad, Armando Di Filippo et Rolando Franco, Mexico, Siglo Veintiuno Editores, 1999.

Gasto social en servicios sociales básicos en América Latina y el Caribe: análisis desde la perspectiva de la Iniciativa 20/20, Santiago du Chili, CEPALC/PNUD, Celta Ltda., 1999.

Sociología del desarrollo, políticas sociales y democracia. Estudios en homenaje a Aldo E. Solari, Rolando Franco (comp.), Mexico, Siglo Veintiuno Editores, 1999.

Activos y estructuras de oportunidades: estudios sobre las raíces de la vulnerabilidad social en Uruguay (LC/MVD/R.180); publication conjointe du Bureau de la CEPALC à Montevideo et le Bureau du PNUD en Uruguay, Montevideo, mai 1999.

d) Articles parus dans des publications externes

"Género y pobreza: nuevas dimensiones", Isis Internacional, Ediciones de las Mujeres, N° 26, Irma Arriagada et Carmen Torres (comps.), Santiago du Chili, 1998.

"La institucionalidad del desarrollo humano sostenible", Desarrollo humano sostenible frente a la globalización, Ana Sojo (comp.), commentaire sur le point 2 de la Conférence "Développement humain durable face à la mondialisation", San José de Costa Rica, Ministère de la planification nationale et de la politique économique (MIDEPLAN)/PNUD, 1998.

“Juventud rural en América Latina: reduciendo la invisibilidad”, J.A. Padilla Herrera, La construcción de lo juvenil, John Durston (comp.), Mexico, Causa Joven, Centre de recherche et d'études sur la jeunesse, 1998.

“Desarrollo económico y social y salud para todos”, Ruben Kaztman, Atención a la salud en América Latina y el Caribe en el siglo XXI. Perspectivas para lograr salud para todos, Clement Bezold, Julio Frenk et Shann Mc Carthy (comps.), Mexico, Institute for Alternative Futures (IAF) et Fondation mexicaine pour la santé, 1998.

“La política social en la encrucijada: opciones o disyuntivas”, Ana Sojo, De igual a igual. El desafío del Estado ante los nuevos problemas sociales, Jorge Carpio et Irene Novacovsky (comps.), Buenos Aires, Fonds de culture économique/Système d'information, de monitoring et d'évaluation des programmes sociaux (SIEMPRO)/Faculté latino-américaine de sciences sociales (FLACSO), 1999.

“Género y pobreza: perspectivas y políticas”, Irma Arriagada, (comp.), Santiago du Chili, Université Académie d'humanisme chrétien, Diplôme en études sur les différences entre les sexes et la société, et Isis Internacional, 1999.

ii) Réunions, séminaires et conférences

Organisés par le sous-programme

Réunions du projet CEPALC/GTZ FRG/97/S19 (Santiago du Chili, 8-9 janvier, 1-3 avril, 10-14 août, 5-8 octobre et 1-3 décembre 1998).

Séminaire sur la réforme éducationnelle au Chili: perspectives de cinq ministres, organisé conjointement avec la BID (Santiago du Chili, 18 mai 1998).

Réunion régionale de jeunes d'Amérique latine et des Caraïbes préalable au Forum mondial de la jeunesse, organisée conjointement avec l'Unesco, avec la collaboration de l'Organisation ibéro-américaine de la jeunesse (OIJ) et le Forum latino-américain de la jeunesse (FLAJ), avec le parrainage du Fonds des Nations Unies pour la jeunesse et le FNUAP (Santiago du Chili, 1-3 juin 1998).

Réunion du projet DOM/98/003 “Rapport national sur le développement humain”, organisée conjointement avec la représentation du PNUD à Saint-Domingue (Saint-Domingue, 20-23 juillet 1998).

Atelier “Municipalité et drogue”, organisé dans le cadre du projet CEPALC/Ministre de l'intérieur CHI/98/S33 (Santiago du Chili, 24 juillet 1998).

Présentation de la recherche “Infirmières universitaires d'hôpitaux publics et de cliniques privées: perception de leur situation professionnelle” et de l'étude “Hacia unas nuevas reglas del juego: los compromisos de gestión en salud de Costa Rica desde una perspectiva comparativa” (LC/L.1135), dans le cadre du séminaire “Réformes sectorielles, marché de l'emploi et gestion des ressources humaines dans le secteur de la santé”, organisé conjointement avec le Ministère de la santé publique du Chili (Santiago du Chili, 27 août 1998).

Conférence sur les réformes structurelles et le travail féminin au Brésil: réalités et perspectives, dans le cadre du module sur le “Marché de l'emploi” du Projet FRG/98/S24 “Exigences au niveau

institutionnel de structures orientées vers le marché en Amérique latine et aux Caraïbes (Ile phase)" (Santiago du Chili, 3 septembre 1998).

Intervention sur l'ampleur, les tendances et les caractéristiques des dépenses sociales dans les années 90 à la troisième réunion sur les dépenses sociales et l'Initiative 20/20 du projet régional RLA/97/019 "Équité et politiques macro-économiques", organisée conjointement avec le PNUD et le FISE (Santiago du Chili, 9-11 septembre 1998).

Interventions sur "L'abandon scolaire dans l'enseignement secondaire et son impact sur les possibilités d'insertion au marché de l'emploi et l'obtention du bien-être" et "Évaluation de programmes nutritionnels: leçons de l'expérience", au séminaire international "Abandon et rétention scolaire: progrès et propositions", organisé par le Conseil national d'aide scolaire et de bourses (JUNAEB) du Chili, avec le parrainage du Ministère de l'éducation publique (MINEDUC) du Chili, la CEPALC et l'Unesco (Santiago du Chili, 29-30 octobre 1998).

Atelier de travail "Vulnérabilité, actifs et exclusion sociale", organisé conjointement par le Bureau de la CEPALC à Montevideo, le Bureau régional de l'OIT pour l'Amérique latine et les Caraïbes et la Fondation Ford (Montevideo, 19 et 20 novembre 1998).

Réunion "Mercosur social", organisée conjointement avec le Bureau du PNUD au Chili. Discussion de l'avant-projet "Le développement humain dans le Mercosur: un observatoire social" (Santiago du Chili, 30 novembre 1998).

Séminaire-atelier "Marché de l'emploi et gestion des ressources humaines dans le personnel infirmier: le cas de la région métropolitaine de Santiago", organisé conjointement avec le Ministère de la santé publique du Chili, le Département de sociologie de l'Université catholique du Chili et l'OPS/OMS (Santiago du Chili, 6 janvier 1999).

Réunions interinstitutions préparatoires de la Rencontre de la jeunesse d'Amérique latine et des Caraïbes (Santiago du Chili, 13 janvier, 7 juillet, 5 août, 18 août 30 août, 30 septembre et 30 octobre 1999).

Atelier "L'Amérique latine: au seuil d'une nouvelle crise?", organisé conjointement avec le PNUD, la BID et la Faculté latino-américaine de sciences sociales (FLACSO) (Santiago du Chili, 30 mars 1999).

Présentation du Panorama social de América Latina. Edición 1998, lors du séminaire "Le développement de l'Amérique latine et des Caraïbes de la perspective de la CEPALC", destiné aux éditeurs économiques des principaux médias présents en Amérique latine et dans les Caraïbes (Santiago du Chili, 3 mai 1999).

Atelier de constitution de l'Observatoire national des ressources humaines du secteur santé au Chili, organisé conjointement avec le Département des ressources humaines du Ministère de la santé publique et l'OPS (Santiago du Chili, 13 et 14 mai 1999).

Réunion interministérielle de discussion et de diffusion du rapport final du projet CEPALC-Ministère de l'intérieur du Chili CHI/98/S33 (Santiago du Chili, 19 mai 1999).

Atelier “Réforme, modernisation et commerce extérieur des services de santé”, organisé conjointement avec l’OPS/OMS (Santiago du Chili, 3 août 1999).

Rencontre “Vers un développement accompagné par la citoyenneté”, organisé conjointement avec Action/ Association d’organisations non gouvernementales (ASONG)/ Université bolivarienne et la Société internationale de recherche sur le tiers secteur (ISTR) (Santiago du Chili, 23-24 septembre 1999).

Table ronde pour examiner la situation actuelle des réformes dans les secteurs sociaux, organisée dans le cadre du quatrième Congrès international du CLAD sur la Réforme de l’Etat et de l’administration publiques, co-parrainé par la CEPALC, l’Institut national d’administration publique du Mexique (INAP), l’Agence espagnole de coopération internationale (AECI), la BID, la Banque mondiale, la SAD, le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DESA) et l’OPS/OMS (Mexico, 19-22 octobre 1999).

Rencontre “Meilleures pratiques dans les projets intéressants des jeunes du cône sud” (Santiago du Chili, 8-11 novembre 1999).

Séminaire “Crise dans les réformes économiques de l’Amérique latine”, organisé conjointement avec la BID, l’Université de Pittsburgh et le Dialogue interaméricain (Washington, D.C., 18 et 19 novembre 1999).

Réunion internationale “Prévention de l’abus des drogues: concepts normatifs et propositions de meilleures pratiques” (Santiago du Chili, 25 et 26 novembre 1999).

Participation à d’autres réunions, rencontres d’experts et conférences

XXXVIe session de la Commission du développement social des Nations Unies. Présentation d’une conférence sur le capital social et d’un exposé sur la contribution de la Division du développement social de la CEPALC à la rationalisation des politiques sociales en Amérique latine et dans les Caraïbes (New York, 11 février 1998).

Premier Colloque des Amériques, organisé par l’Institut de recherche en sciences économiques (IICE) de l’Université du Costa Rica et l’Institut pour l’intégration de l’Amérique latine et des Caraïbes (INTAL/BID). Présentation d’une conférence sur les politiques d’ajustement et d’intégration régionale: leur impact sur l’équité sociale (San José, 10-12 mars 1998).

Exposé “Identité dans le village planétaire entre la mass-médiatisation et le mass-métissage” lors de la Conférence internationale “Au seuil du millénaire”, organisée conjointement par l’Unesco et l’International Psychoanalytic Association (Lima, 15-18 avril 1998).

XXIe Congrès international de l’Association des études latino-américaines (LASA). Coordinación du panel sur la démocratie et la souveraineté à la séance sur le thème “Labor and social policy in the 1990s: new models of State intervention” et Présidence du bureau à la séance sur le thème “Empowerment, peasant organizations and movements” (Chicago, Illinois, Etats-Unis, 24-26 septembre 1998).

Exposé sur les indicateurs d’équité et d’efficience externe des systèmes éducatifs des pays de la région, lors du séminaire sur les statistiques éducatives dans les pays signataires de l’accord Andrés Bello

et le Bureau régional de l'Unesco d'éducation pour l'Amérique latine et la région des Caraïbes (OREALC) (Carthagène, 28 septembre-2 octobre 1998).

Séminaire sur les "Fonds d'investissement social: décentralisation et articulation entre l'Etat, le secteur privé et la société civile organisée", organisé par le Fonds vénézuélien d'investissement social (FONVIS) et le Secrétariat du développement social (SEDESOL) du Mexique, ce dernier en sa qualité de Président du Comité de coordination du Réseau social de l'Amérique latine et des Caraïbes. Présentation d'une conférence sur le panorama socio-économique de l'Amérique latine (Caracas, 8 et 9 octobre 1998).

Présentation de la recherche sur la "Gestion sociale dans cinq pays d'Amérique latine", au troisième Congrès international du CLAD sur la réforme de l'Etat et de l'administration publique, organisé par le Centre latino-américain d'administration pour le développement (CLAD), sous le parrainage de la BID, de la Banque mondiale, des Nations Unies (DESA et OPS), de l'Agence espagnole de coopération internationale (AECI), la SAD et le Ministère des administrations publiques (MAP) d'Espagne (Madrid, 14-17 octobre 1998).

Présentation d'exposés sur les fonds d'investissement social face à la crise mondiale et aux enjeux futurs, ainsi que sur le système intégré de formulation, d'évaluation et de monitoring de projets sociaux, lors de la cinquième Conférence annuelle du Réseau social de l'Amérique latine et des Caraïbes, organisée par le Fonds d'investissement social de la Jamaïque (Kingston, 5 et 6 novembre 1998).

Présentation de la conférence "Santé professionnelle: action législative à prendre au seuil du millénaire", à la XIIIe Réunion de la Commission sur la santé du Parlement latino-américain (São Paulo, 27 et 28 novembre 1998).

Exposé sur la situation de l'emploi en Amérique latine et participation aux débats sur les politiques sociales, lors du Séminaire "Mondialisation et politiques de welfare", organisé par l'Institut de recherche économique appliquée (IPEA) (Brasilia, 20-22 janvier 1999).

Participation à la réunion interinstitutions sur la jeunesse, organisée par l'unité Jeunesse des Nations Unies, en tant que centre de coordination régional du système des Nations Unies pour ce qui est de la jeunesse afin de donner suite aux Conférences sur la jeunesse (New York, 3-9 février 1999).

Présentation d'un exposé "Politiques sociales: réorganisation et coordination" (LC/R.1920) lors du séminaire ibéro-américain sur l'organisation et les procédures de travail gouvernemental, organisé par le Gouvernement du Portugal avec la collaboration de l'Institut national d'administration (INA) (Oeiras, Lisbonne, 18-20 mai 1999).

Premier séminaire sous-régional avant la réalisation de l'Evaluation EFA (Education pour tous), organisé par le Groupe technique consultatif régional d'éducation (RTAG). Présentation du Panorama social de América Latina (Santiago du Chili, 17 juin 1999).

Présentation de l'exposé "Les politiques transversales en matière de sexospécificité: difficultés et possibilités", lors du séminaire "Femme rurale et durabilité des projets sociaux et productifs", organisé par le Fonds national de compensation et de développement social (FONCODES) du Pérou en tant que membre du Réseau social de l'Amérique latine et des Caraïbes (Lima, 23-25 juin 1999).

Exposé sur les politiques sociales et la décentralisation, lors du séminaire ibéro-américain sur la coopération en matière de décentralisation et de politiques sociales, organisé par le Réseau de ministères de la Présidence d'Amérique latine et équivalents (Mexico, 2-3 août 1999).

iii) Coopération technique

Organismes régionaux et intergouvernementaux

Avec l'OPS/OMS et l'OIT, dans le cadre du projet commun "Observatoire des ressources humaines dans les réformes sectorielles", afin de rectifier le plan d'action du projet et définir les stratégies d'insertion et de coopération avec les pays, y compris la programmation de la réunion de lancement du projet.

Avec le PNUD en Argentine, pour discuter deux nouveaux projets "Rapport sur le développement humain dans les pays du Mercosur" et "Mise en place d'un système d'évaluation et de monitoring des projets sociaux".

Avec le PNUD au Guatemala, pour effectuer le suivi de la recherche sur le capital social dans le développement rural à Chiquimula.

Avec le FISE, pour évaluer les progrès accomplis par les pays dans l'accomplissement des objectifs pour l'enfance en l'an 2000 et analyser l'évolution des dépenses sociales dans les services de base.

Avec l'Unesco et l'accord Andrés Bello, en ce qui concerne les indicateurs éducationnels.

Avec le Réseau social de l'Amérique latine et des Caraïbes de l'OEA, sur les fonds d'investissement social et les systèmes intégrés de formulation, d'évaluation et de monitoring des programmes.

Avec le Centre latino-américain d'administration pour le développement (CLAD), en matière de réforme de l'Etat et de l'administration publique.

Avec le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), pour intégrer le comité international consultatif à la préparation du rapport "Progress of the World's Women".

Avec l'OCDE (Paris), pour établir des contacts avec les fonctionnaires concernés par l'analyse socio-économique quantitative.

Avec le Bureau régional du PNUD pour l'Europe et la Communauté d'Etats indépendants (MEI), à Bratislava, pour tenir des réunions techniques et coordonner des activités consultatives futures.

Avec la Conférence des ministres de la présidence d'Amérique latine, par le biais du PNUD qui lui sert de secrétariat technique, pour participer à la réunion préparatoire d'élaboration du document sur la mise sur pied de l'Ecole de gouvernement et de politiques publiques.

Argentine

Avec le Programme d'appui à la reconversion productive (PARP) du Ministère du travail et de la sécurité sociale, dans le cadre du projet FRG/97/S19, afin de superviser et orienter les activités de recherche de ce projet.

Avec le Programme d'appui à la productivité et à l'emploi des jeunes (PAPEJ) du Ministère du travail et de la sécurité sociale, afin d'assurer le suivi du projet ARG/99/002 "Accord en vue de l'élaboration et application d'un système intégré de formulation, d'évaluation et de monitoring des projets (SIFEM)".

Avec l'Institut provincial de statistiques et de recensements de San Luis, moyennant des services consultatifs fournis à l'équipe technique de l'Institut dans la mise au point et l'interprétation analytique d'indicateurs socio-économiques élaborés sur la base des enquêtes sur les ménages.

Avec le Projet SIEMPRO (Système d'information, de monitoring et d'évaluation de programmes sociaux) du Secrétariat du développement social d'Argentine, moyennant la participation au lancement du livre "De igual a igual: el desafío del Estado ante los nuevos problemas sociales" et la présentation de l'exposé "En faveur d'un nouveau type de rapport entre les citoyens et l'Etat face aux enjeux de la politique sociale".

Brésil

Avec le Programme DST/SIDA du Secrétariat des projets spéciaux du Ministère de la santé, dans le cadre du projet FRG/97/S19.

Chili

Avec le Conseil national pour le contrôle des stupéfiants (CONACE), en ce qui concerne le diagnostic, l'évaluation et la projection de sa gestion et dans la mise en œuvre de la politique et du plan national de prévention et de contrôle de l'abus des drogues (Phase II du projet CHI/98/S33).

Avec le Programme d'appui à la micro-entreprise du Fonds de solidarité et d'investissement social (FOSIS) du Chili, dans le cadre du projet FRG/97/S19, en ce qui concerne la structure organisationnelle et l'utilisation d'instruments propres à améliorer le recueil d'information et d'analyse de la recherche sur le terrain.

Avec l'Institut de développement agricole (INDAP) et le Service national de formation et d'emploi (SENCE), afin de préparer des études de formation professionnelle pour les jeunes et les zones rurales dans le cadre du projet de l'Unesco et de l'Institut international de planification de l'éducation (IIPE) "Stratégies d'éducation et de formation pour les enfants et les jeunes défavorisés" et de l'accord CEPALC/IIPE.

Avec le Service national de la femme (SERNAM) et la Commission d'experts externes en matière de famille, afin de prêter des services consultatifs pour ce qui est des politiques orientées vers la famille.

Colombie

Avec le Secrétariat du bien-être social de la Municipalité de Medellín, dans le cadre du projet FRG/97/S19, en matière d'utilisation d'instruments propres à améliorer le recueil d'information et l'analyse de la recherche sur le terrain sur la gestion des programmes sociaux.

Costa Rica

Avec la Caisse costaricaine de la sécurité sociale (CCSS), afin d'effectuer des entrevues et réunir de la documentation sur les engagements en matière de gestion de la CCSS, en vue de la réalisation d'une analyse comparative avec l'expérience chilienne.

Avec le Ministère de la santé, afin de réunir la documentation sur les engagements en matière de gestion de la santé au Costa Rica.

Guatemala

Avec les Gouvernements du Guatemala et des Pays-Bas, et l'Université libre d'Amsterdam, en ce qui concerne la participation des paysans au développement rural régional, dans le cadre du projet PROZACHI 2, Zacapa et Chiquimula.

Honduras

Avec le Programme d'allocations familiales (PRAF) du Gouvernement, par le biais du PNUD, pour définir les grandes lignes stratégiques dans le cadre du projet HON/96/002.

Avec le Gouvernement et avec le PNUD, pour collaborer à la mise sur pied d'une base de données sur les dépenses sociales et une analyse des dépenses sociales en éducation, dans le cadre du projet HON/96/002.

Avec le Secrétariat d'éducation et le PNUD, pour élaborer et présenter un document conceptuel sur la participation communautaire à l'éducation pouvant servir de base au Programme hondurien d'éducation communautaire (PROHECO).

Paraguay

Avec le Secrétariat d'action sociale de la Présidence de la République, par l'intermédiaire du Programme d'investissement social (PROPAIS/BID), afin de superviser et orienter les activités de recherche sur le terrain et améliorer les instruments de recueil de l'information relative au projet FRG/97/S19.

Avec le Secrétariat d'action sociale, afin de contribuer à l'élaboration et l'application d'un système intégré de formulation, d'évaluation et de monitoring (SIFEM) pour le Fonds d'investissement social.

Avec le Centre paraguayen d'études sociologiques (CPES) et l'Institut universitaire de développement social, afin d'aborder le thème de l'enseignement en politique sociale et les principaux domaines de recherche à développer pour répondre aux besoins de la réalité paraguayenne, ainsi que

pour participer au lancement du livre "Inequidad y política social", élaboré par la CEPALC et ces deux institutions.

République dominicaine

Avec le Gouvernement et le PNUD, dans le cadre du projet DOM/98/003 pour préciser le mandat des consultants nationaux et discuter du contenu du Rapport national sur le développement humain, 1998.

Uruguay

Avec le Bureau de la planification et du budget (OPP) et l'administration nationale d'éducation publique (ANEP), afin d'analyser la faisabilité d'une deuxième phase de l'évaluation du Programme d'alimentation scolaire.

Avec le Ministère de l'éducation et de la culture, dans le cadre du projet URU/96/S50- Accord CEPALC/Ministère de l'éducation et de la culture (INJU) "Etude des comportements et des attitudes des jeunes dans l'étape de transition vers l'âge adulte".

Avec le Gouvernement, dans le cadre du projet URU/97/017017 "Appui à la mise en œuvre du Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social", dans la réalisation d'activités qui ont mené à la publication du livre "Activos y estructuras de oportunidades. Estudios sobre las raíces de la vulnerabilidad social en Uruguay". Ce livre comprend pratiquement toutes les études réalisées dans le cadre du projet.

Avec le Gouvernement, par l'intermédiaire du Ministère de la santé publique, dans le cadre du projet URU/96/006 "Consolidation institutionnelle du secteur de la santé", afin d'élaborer des études et des enquêtes sur les styles de vie et la santé de l'adulte du troisième âge.

iv) Formation et bourses

Présentation d'une recherche sur le capital social paysan, lors d'un atelier portant sur ce thème organisé par l'Université autonome métropolitaine (UAM) (Mexico, 1-3 avril 1998).

Présentation des conférences "Pauvreté en Amérique latine, rapports hommes-femmes et générations" et "Paradigme de la politique sociale en Amérique latine", dans le cadre du Programme de magistère en politiques sociales et gestion locale de l'Université des arts et des sciences sociales (ARCIS) (Santiago du Chili, 17 et 18 avril 1998).

Présentation de la conférence "Intégration et désintégration sociale en Amérique latine: une lecture de fin de siècle", lors des Journées sur l'intégration ou la désintégration sociale dans le monde du XXI^e siècle, organisées par la Direction du travail social de l'Université de Lanus (Buenos Aires, 21-23 avril 1998).

Présentation de la conférence "Antécédents sur le contexte, la gestion de politiques publiques et le développement de la stratégie de promotion de la santé", à la Faculté de médecine de l'Université de Concepción (Concepción, Chili, 27 avril 1998).

Présentation d'une conférence sur le capital social, organisée par le Programme de postgraduat en économie de l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM) (Mexico, 6 juin 1998).

Collaboration avec le cours “Négociation de conflits sociaux”, dans certains thèmes associés aux réformes du système de santé et la sécurité des citoyens. Le cours a été organisé dans le cadre du programme de Magistère en études sociales et politiques latino-américaines de l’Université Alberto Hurtado (Santiago du Chili, 23 juin-15 septembre 1998) (13 séances).

Présentation des conférences “Possibilités de bien-être et de mobilité sociale en Amérique latine: perceptions et réalités” et “Réformes économiques et équité sociale en Amérique latine”, durant le cours d’été “L’Amérique latine au seuil du XXI^e siècle”, organisé par le Centre d’études supérieures Ramón Carande, Université de Grenade et la Fondation Unicaja (Ronda, Espagne, 29 juin-3 juillet 1998).

Classes durant le cours “Jeunes dirigeants de partis politiques”, module I: tendances et scénarios futurs de la réalité: répercussions politiques, et module II: comportement et fonctionnement des institutions politiques, organisé par le Programa de Desarrollo de Liderazgos Políticos du PNUD/Chili, l’Institut interaméricain de droits de l’homme (IIDH), la CEPALC et la Faculté latino-américaine de sciences sociales (FLACSO)/Chili, destiné aux représentants de partis politiques des pays de la région à plus forte représentation parlementaire (Santiago du Chili, 20-29 juillet 1998).

Présentation d’une conférence sur les réformes sectorielles, le marché de l’emploi et la gestion des ressources humaines au Chili, durant le séminaire “Développement, gestion et emploi dans le secteur de la santé: défis émergents”, organisé par le Programme de Magistère en santé familiale de la Faculté de médecine de l’Université de Concepción (Concepción, Chili, 5 août 1998).

Présentation de la conférence “Adulte du troisième âge: impact socio-démographique et tendances principales en Amérique latine”, lors de la journée interdisciplinaire “L’adulte du troisième âge: famille et société”, organisée par la Faculté des sciences sociales de l’Université de Concepción (Concepción, Chili, 10 et 11 août 1998).

Présentation d’une conférence sur la mondialisation et la culture, aux étudiants et professeurs de l’Université nationale de Cuyo (Mendoza, Argentine, 31 août 1998).

Présentation d’un exposé sur les réformes de gestion en tant que condition requise pour accroître la productivité de la politique sociale, lors de la conférence internationale “La politique sociale centraméricaine dans le nouveau contexte historique”, organisée par la Maîtrise centraméricaine en sociologie de l’Université de Costa Rica et le Réseau d’études sociales Amérique centrale-Caraïbes-Europe (San José, 8-10 septembre 1998).

Présentation d’une conférence sur la mondialisation et la culture à l’Université nationale de Colombie et l’accord Andrés Bello, dans le cadre de la Rencontre internationale d’études culturelles en Amérique latine (Bogotá, 14-18 septembre 1998).

Présentation des conférences “International Actors and the Continuing Crises with Cuba” et “Market Reforms, the Labor Market and Women’s Participation/Exclusion”, pour les étudiants et professeurs de l’Université de Pittsburgh (Pittsburgh, Pennsylvanie, Etats-Unis, 21-22 septembre 1998).

Présentation d’une conférence sur la mondialisation et la culture à l’Université du Bio-Bio, dans le contexte de la saison “Culture et pensée dans le Chili actuel” (Concepción, Chili, 28 et 29 septembre 1998).

Exposé d’une conférence sur la mondialisation et ses répercussions sur le développement économique et social latino-américain, dans le cadre du cours de formation pour jeunes guatémaltèques

“Solution de conflits et gestation de consensus aux fins de la consolidation de la démocratie”, organisé par la Faculté latino-américaine de sciences sociales (FLACSO-Chili), conjointement avec la FLACSO-Guatemala et l’Université de Leiden, Pays-Bas (Santiago du Chili, 30 novembre-14 décembre 1998).

Cours “Formulation, monitoring et évaluation de programmes et de projets sociaux”, au sous-secrétariat de l’investissement public et des dépenses sociales, Ministère de l’économie et des travaux et services publics (MECON), Argentine (Buenos Aires, 9-19 décembre 1998).

Présentation d’une partie du cours “Égalité entre les sexes et développement”, dans le cadre du Diplôme “Égalité entre les sexes et développement” du Centre interaméricain pour le développement social intégré (CIDES) (La Paz, 5-10 avril 1999).

Présentation de la conférence “Enfance et adolescence: du contexte régional à la perspective familiale et de santé”, dans le cadre du séminaire “Enfance, adolescence et famille: réalité, contextes et défis émergents en matière de santé et de médecine familiale”, organisé par la Faculté de médecine de l’Université de Concepción et les principales institutions du secteur de la santé de la huitième région (Concepción, Chili, 19-21 avril 1999).

Présentation de classes et direction des travaux d’atelier durant le cours sur l’évaluation des programmes et des projets sociaux, à la Caisse de compensation familiale d’Antioquia (CONFAMA), pour trente participants (Medellín, Colombie, 11-23 mai 1999).

Présentation du cours sur la formulation, l’évaluation et le monitoring de programmes et de projets d’investissement en infrastructure, pour le Plan social éducatif du Ministère de la culture et de l’éducation de la République argentine (Buenos Aires, 12-30 juillet 1999).

Présentation de classes durant le cours “Formulation, monitoring et évaluation de projets sociaux”, organisé par la Fondation ISALUD, pour 30 participants (Buenos Aires, 12-16 et 26-30 juillet 1999).

Présentation des conférences “Panorama de la sécurité des citoyens en Amérique latine et aux Caraïbes” et “Abus des drogues et sécurité des citoyens”, lors du troisième cours international de mise au point de politiques et d’évaluation de projets en matière de sécurité des citoyens, organisé par la CEPALC et l’ILPES (Santiago du Chili, 6 août-3 septembre 1999).

Présentation de la conférence “Tendances macrosociales de la famille en Amérique latine”, dans le cadre de la “Troisième Conférence de commémoration du travail social en Amérique latine: la famille dans le troisième millénaire”, organisée par le Département de service social de la Faculté des sciences sociales, Université de Concepción (Concepción, Chili, 23-25 août 1999).

Participation au panel “Repensando o trabalho na América Latina”, au Séminaire international “Brasil 500 Anos: desafios para o próximo milênio”, organisé par l’Université catholique de São Paulo (São Paulo, Brésil, 23-26 août 1999).

Présentation de l’exposé “Ressources humaines et emploi: que faire après la Période spéciale?”, lors du Symposium international “L’économie cubaine: problèmes, politiques et perspectives”, organisé par l’Université de Carleton du Canada, l’Université de La Havane et l’Agence canadienne de développement international (ACDI) (Ottawa, 28-30 septembre 1999).

INTÉGRATION DES FEMMES AU DÉVELOPPEMENT

Les activités menées par le Groupe de la femme et du développement durant la période biennale 1998-1999 présentent quatre volets. Un premier groupe d'activités concerne le suivi du Programme d'action régional en faveur des femmes d'Amérique latine et des Caraïbes, 1995-2001, du Programme d'action de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes: lutte pour l'égalité, le développement et la paix et du Consensus de Santiago. En deuxième lieu, et conformément aux mandats du Conseil économique et social des Nations Unies, le Groupe a favorisé un processus d'institutionnalisation de la perspective sexospécifique dans le travail organique de la CEPALC. En troisième lieu, des progrès ont été accomplis dans la mise sur pied d'indicateurs sexospécifiques, particulièrement dans les domaines stratégiques du Programme d'action régional et du Programme d'action, afin d'aider les gouvernements de la région à formuler des politiques publiques fondées sur des critères sexospécifiques, ainsi que dans leurs activités d'évaluation des engagements et des accords internationaux souscrits en la matière. En quatrième lieu, le Groupe a réalisé les travaux préparatoires, tant de fond que sur le plan opérationnel, de la huitième Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes tenue à Lima, Pérou, en février 2000.

Un fait à signaler dans la période envisagée est l'approbation, par les Etats membres de la CEPALC à sa vingt-septième session (Aruba, 11-16 mai 1998) de l'inclusion dans le programme de travail pour la période biennale 2000-2001, d'un nouveau sous-programme intitulé "Prise en compte des critères de sexospécificité dans le développement régional".

Quatre réunions du Bureau de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes ont été tenues au cours de la période comprise dans ce rapport. A la vingt-sixième réunion du Bureau (Santiago du Chili, 13 et 14 juillet 1998), il a été convenu de mener certaines activités visant à la mise en œuvre du Programme d'action régional, du Consensus de Santiago et du Programme d'action, essentiellement en vue de l'examen quinquennal de la mise en œuvre des accords issus de la quatrième Conférence mondiale et de la prochaine Conférence régionale. Cette orientation a également été celle de la vingt-septième réunion (San Salvador, El Salvador, 2-4 décembre 1998) et de la vingt-huitième réunion (Curaçao, Antilles néerlandaises, 3-4 juin 1999), durant lesquelles il a en outre été convenu d'amorcer des tâches spécifiques de préparation de la huitième Conférence régionale. A la vingt-neuvième réunion (Santiago du Chili, 11 et 12 novembre 1999), les membres du Bureau ont adopté les documents de référence élaborés par le Secrétariat en vue de leur présentation à la Conférence régionale et a mis au point l'ordre du jour de cette dernière.

Dans ce même ordre d'idées, le Groupe a prêté une assistance technique en vue de la réalisation de deux réunions sous-régionales préparatoires de la huitième Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes. La troisième Conférence ministérielle des Caraïbes sur les femmes (Port-of-Spain, Trinité-et-Tobago, 5-7 octobre 1999), dont l'objectif était d'évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme d'action et fixer les orientations futures, a adopté le Consensus de Port-of-Spain. D'autre part, la Réunion centraméricaine préparatoire de la huitième Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes (San Salvador, El Salvador, 11 et 12 octobre 1999) a permis aux représentants des pays d'avoir une vision plus complète des mesures adoptées par les gouvernements pour mettre en œuvre le Programme d'action et le Programme d'action régional. Les participants ont également formulé, au nom de l'Amérique centrale, une proposition contenant 19 points en vue de sa présentation à la Conférence régionale en tant que contribution de la sous-région aux tâches qui devront être menées à bien dans l'avenir.

Trois réunions des institutions spécialisées et d'autres organismes du système des Nations Unies ont également été tenues pour analyser les activités à réaliser pour promouvoir l'intégration de la femme au développement de l'Amérique latine et des Caraïbes. Lors de la sixième Réunion des institutions spécialisées et d'autres organismes du système des Nations Unies sur la promotion des femmes en Amérique latine et des Caraïbes (Santiago du Chili, 15 juillet 1998), les participants ont analysé les possibilités d'échange et de coordination dans le cadre du suivi du Programme d'action et du Programme d'action régional, ainsi que l'appui que peuvent prêter ces institutions à la préparation et à la diffusion des indicateurs propres à permettre l'évaluation de la mise en œuvre de ces accords. Ce thème a également été abordé à la septième réunion des institutions (Curaçao, Antilles néerlandaises, 2 juin 1999) où l'accent a été mis sur l'engagement des organisations présentes à collaborer aux préparatifs de la huitième Conférence régionale. Outre les activités réalisées dans le cadre de ces préparatifs, les institutions présentes à la huitième réunion (Santiago du Chili, 9 et 10 novembre 1999) ont dressé le bilan des activités qu'elles mènent en faveur de la promotion des femmes en Amérique latine et dans les Caraïbes, afin de favoriser la coordination au sein du système des Nations Unies. Elles se sont engagées, à cet égard, à prêter leur concours à deux grands projets: l'un consistant à mettre sur pied un système intégré d'indicateurs de sexospécificité, et l'autre, sur l'institutionnalisation des critères sexospécifiques dans les politiques publiques.

Afin de forger et consolider une modalité institutionnelle de prise en compte des critères de sexospécificité dans les activités de fond de la CEPALC et renforcer les travaux amorcés durant la période antérieure, le Groupe a canalisé les efforts des divisions et d'autres groupes organiques de l'institution pour intégrer les critères de sexospécificité à tous leurs programmes et projets. Les activités réalisées sont, entre autres, la prestation de services de coopération technique à un organisme intergouvernemental en vue de la prise en compte des critères de sexospécificité et l'élaboration d'une étude sur le rapport entre la macro-économie et l'inégalité entre les sexes, ainsi que la collaboration avec toutes les divisions de la CEPALC afin qu'elles réalisent une évaluation préalable, dans tous les projets de coopération technique, de la contribution des femmes à ces derniers et de leurs effets sur les rapports hommes-femmes. Finalement, à la mi-1999, le Groupe a amorcé la mise en œuvre du projet FRG/99/S64 "Institutionnalisation des critères de sexospécificité à la CEPALC et dans les ministères sectoriels de la région", dont les activités sont centrées sur la coopération aux fins du développement qu'offre la CEPALC aux ministères sectoriels dans certains pays.

Conformément aux directives émanées du Bureau de la Conférence régionale, deux initiatives ont été entreprises pour mettre sur pied un système statistique tenant compte des sexes afin d'effectuer un suivi de l'évolution de la situation des femmes par rapport à celle des hommes. En exécution des accords de la vingt-deuxième réunion du Bureau, et avec la collaboration de la Faculté latino-américaine de sciences sociales (FLACSO), des indicateurs ont été mis au point qui permettent d'évaluer la situation actuelle des femmes en termes de leur participation socio-politique et de leur capacité de direction. Des données en la matière ont été recueillies dans tous les pays de la région. Des rapports sur l'état des travaux ont été présentés à la vingt-sixième et la vingt-septième réunions du Bureau et le document final sera distribué à la huitième Conférence régionale. Dans ce même ordre d'idées, la vingt-sixième réunion du Bureau a demandé au Secrétariat de la CEPALC d'élaborer une proposition d'indicateurs fondés sur des critères de sexospécificité qui permettent de réunir l'information relative à la situation des femmes par rapport à celle des hommes, facilitant de la sorte les activités de suivi de la mise en œuvre des accords issus du Programme d'action et du Programme d'action régional en faveur des femmes d'Amérique latine et des Caraïbes, 1995-2001, en vue de la huitième Conférence régionale sur les femmes d'Amérique latine et des Caraïbes qui se tiendra à Lima, Pérou, en février 2000, ainsi que la session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée "Les femmes en l'an 2000: égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXIe siècle", qui sera tenue à New York, en juin 2000. Le document "Indicadores de género para

el seguimiento y la evaluación del Programa de Acción Regional para las Mujeres de América Latina y el Caribe, 1995-2001, y la Plataforma de Acción de Beijing (LC/L.1186) a été présenté à la vingt-huitième réunion du Bureau et distribué à tous les pays de la région, dont plusieurs l'ont déjà mis en pratique avec succès pour actualiser le diagnostic de leur situation en matière d'égalité entre les sexes. Dans ce même domaine, s'est tenue la Réunion d'expertes en indicateurs de critères de sexospécificité et politiques publiques en Amérique latine (Santiago du Chili, 21 et 22 octobre 1999) qui a été l'occasion d'identifier une série d'enjeux et de formuler des propositions qui vont de l'étude plus approfondie d'aspects conceptuels et méthodologiques à la diffusion des données statistiques, en passant par la production de l'information pertinente à la prise de décisions.

Le Groupe a également actualisé le "Directorio de organismos nacionales a cargo de las políticas y programas para las mujeres de América Latina y el Caribe" (LC/L.1065/Rev.1). Cette publication est devenue la pierre angulaire de la nouvelle stratégie de communication du Groupe, qui a été essentiellement consacrée à l'élaboration d'une page électronique sur le site Web de la CEPALC. Cette initiative a permis à tous les gouvernements de la région ainsi qu'à d'autres usagers des services de la CEPALC d'avoir un accès direct à l'information publiée dans le Directoire des organismes nationaux et à la version intégrale des documents publiés par le Groupe depuis le début de la période biennale, dont les plus importants sont des études sur les processus associés à l'eau en Amérique latine, le système juridique et les institutions concernées par l'égalité entre les sexes dans l'appareil de l'Etat.

i) a) Documents

Informe de la séptima Conferencia Regional para la Integración de la Mujer en el Desarrollo Económico y Social de América Latina y el Caribe (LC/G.2016(CRM.7/7))/ Report of the seventh Session of the Regional Conference on the Integration of Women into the Economic and Social Development of Latin America and the Caribbean (LC/G.2016(CRM.7/7))/ Rapport de la septième Conférence sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes (LC/G.2016(CRM.7/7)).

Reflexiones sobre los indicadores del mercado de trabajo para el diseño de políticas con un enfoque basado en el género, série Mujer y desarrollo, N° 19 (LC/L.1016)/ Reflections on the use of labour market indicators in designing policies with a gender-based approach, Mujer y desarrollo series, No. 19 (LC/L.1016).

Directorio de organismos nacionales a cargo de las políticas y programas para las mujeres de América Latina y el Caribe (LC/L.1065/Rev.1)/ Directory of national organizations dealing with programmes and policies on women in Latin America and the Caribbean (LC/L.1065/Rev.1).

Informe de la quinta Reunión de los Organismos Especializados y otras Organizaciones del Sistema de las Naciones Unidas sobre las Actividades Futuras para Promover la Integración de la Mujer en el Desarrollo de América Latina y el Caribe (Santiago de Chile, 18-21 de noviembre de 1997) (LC/L.1100)/ Report of the fifth Meeting of Specialized Agencies and other Bodies of the United Nations System on Future Activities to Promote the Integration of Women into Latin American and Caribbean Development (Santiago, Chile, 18-21 November 1997) (LC/L.1100).

La educación de las mujeres: de la marginalidad a la coeducación. Propuestas para una metodología de cambio educativo, série Mujer y desarrollo, N° 22 (LC/L.1120)/ The education of women: from marginality to coeducation. Proposals for a methodology to achieve educational change Mujer y desarrollo series, No. 19 (LC/L.1120).

Informe de la vigésimo quinta Reunión de la Mesa Directiva de la Conferencia Regional sobre la Integración de la Mujer en el Desarrollo Económico y Social de América Latina y el Caribe (Santiago de Chile, 17 de noviembre de 1997) (LC/L.1122(MDM.25/2))/ Report of the twenty-fifth Meeting of the Presiding Officers of the Regional Conference on the Integration of Women into the Economic and Social Development of Latin America and the Caribbean (Santiago, Chile, 17 November 1997) (LC/L.1122(MDM.25/2)).

Violencia en la pareja: tratamiento legal; evolución y balance, série Mujer y desarrollo, N° 23 (LC/L.1123)/ Violence within couples: legal treatment; review of progress and results, Mujer y desarrollo series, No. 23 (LC/L.1123).

Hacia la igualdad de la mujer: avances legales desde la aprobación de la Convención sobre la eliminación de todas las formas de discriminación contra la mujer, série Mujer y desarrollo, N° 24 (LC/L.1126)/ Towards equality for women: progress in legislation since the adoption of the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women, Mujer y desarrollo series, No. 24 (LC/L.1126).

Informe de la vigesimosexta Reunión de la Mesa Directiva de la Conferencia Regional sobre la Integración de la Mujer en el Desarrollo Económico y Social de América Latina y el Caribe (Santiago de Chile, 13-14 de julio de 1998) (LC/L.1133(MDM.26/3)/Rev.1)/ Report of the twenty-sixth Meeting of the Presiding Officers of the Regional Conference on Women in Latin America and the Caribbean (Santiago, Chile, 13-14 July 1998) (LC/L.1133(MDM.26/3)/Rev.1).

Informe de la sexta Reunión de los Organismos Especializados y otras Organizaciones del Sistema de las Naciones Unidas sobre Actividades Futuras para Promover la Integración de la Mujer en el Desarrollo de América Latina y el Caribe (Santiago de Chile, 15 de julio de 1998 (LC/L.1134)/ Report of the sixth Meeting of Specialized Agencies and other Bodies of the United Nations System on Future Activities to Promote the Integration of Women into Latin American and Caribbean Development (Santiago, Chile, 15 July 1998) (LC/L.1134).

Género, medio ambiente y sustentabilidad del desarrollo, série Mujer y desarrollo, N° 25 (LC/L.1144)/ Gender, the environment and the sustainability of development, Mujer y desarrollo series, No. 25 (LC/L.1144).

Institucionalidad de la equidad de género en el Estado: un diagnóstico para América Latina y el Caribe (LC/L.1150)/ The institutionalization of gender equity in the State: a diagnosis for Latin America and the Caribbean (LC/L.1150).

Actividades de la Secretaría de la CEPAL con relación a la integración de la mujer en el desarrollo económico y social de América Latina y el Caribe (1° de septiembre de 1997 a 30 de septiembre de 1998) (LC/L.1151(MDM.27/3))/ Activities of the ECLAC Secretariat with respect to the integration of women into the economic and social development of Latin America and the Caribbean (From 1 September 1997 to 30 September 1998) (LC/L.1151(MDM.27/3)).

Indicadores de género para el seguimiento y la evaluación del Programa de Acción Regional para las Mujeres de América Latina y el Caribe, 1995-2001 y la Plataforma de Acción de Beijing (LC/L.1186)/ Gender indicators for follow-up and evaluation of the Regional Programme of Action for the Women of Latin America and the Caribbean, 1995-2001 and the Beijing Platform for Action (LC/L.1186).

Informe de la vigesimoséptima Reunión de la Mesa Directiva de la Conferencia Regional sobre la Mujer de América Latina y el Caribe (San Salvador, El Salvador, 2-4 de diciembre de 1998) (LC/L.1188(MDM.27/4))/ Report of the twenty-seventh Meeting of the Presiding Officers of the Regional Conference on Women in Latin America and the Caribbean (San Salvador, 2-4 December 1998) (LC/L.1188(MDM.27/4)).

Informe de la vigesimoctava Reunión de la Mesa Directiva de la Conferencia Regional sobre la Mujer de América Latina y el Caribe (Curaçao, Antillas neerlandesas, 3-4 de junio de 1999) (LC/L.1235(MDM.28/3))/ Report of the twenty-eighth Meeting of the Presiding Officers of the Regional Conference on Women in Latin America and the Caribbean (Curaçao, Netherlands Antilles, 3-4 June 1999) (LC/L.1235 (MDM.28/3)).

Informe de la séptima Reunión de los organismos especializados y otras organizaciones del sistema de las Naciones Unidas sobre las actividades futuras para promover la integración de la mujer en el desarrollo de América Latina y el Caribe (Curazao, Antillas neerlandesas, 2 de junio de 1999) (LC/L.1236)/ Report of the seventh Meeting of Specialized Agencies and other Bodies of the United Nations System on Future Activities to Promote the Integration of Women into Latin American and Caribbean Development (Curaçao, Netherlands Antilles, 2 June 1999) (LC/L.1236).

Actividades de la Secretaría de la CEPAL relacionadas con la integración de la mujer en el desarrollo económico y social de América Latina y el Caribe (1º de septiembre de 1997 al 30 de agosto de 1999) (LC/L.1261(CRM.8/5))/ Activities of the ECLAC Secretariat relating to the integration of women into the economic and social development of Latin America and the Caribbean from 1 September 1997 to 30 August 1999 (LC/L.1261(CRM.8/5)).

Estudio-consulta para el desarrollo de una estrategia de institucionalización del enfoque de género en el trabajo sustantivo de la CEPAL (LC/R.1813)/Consultancy study for the development of a strategy for institutionalizing the gender perspective in the substantive work of ECLAC (LC/R.1813).

La situación de la mujer en zonas rurales en Chile: un diagnóstico sobre campesinas y asalariadas agrícolas en situación económica precaria (LC/R.1821).

Incorporación de la perspectiva de género en proyectos productivos de la CEPAL (LC/R.1851).

Democratic theory and women's participation in politics: the Chilean case (LC/R.1859).

Las mujeres en los procesos asociados al agua en América Latina: estado de situación, propuestas de investigación y de políticas (LC/R.1864)/Women in water-related processes in Latin America: current situation and research and policy proposals (LC/R.1864).

Participación y liderazgo en América Latina y el Caribe: indicadores de género (LC/L.1302)/Participation and leadership in Latin America and the Caribbean: gender indicators (LC/L.1302).

Informe de la reunión de expertas sobre indicadores de género y políticas públicas en América Latina (Santiago de Chile, 21-22 de octubre de 1999) (LCL.1285)/ Report of the Meeting of experts on gender indicators and public policies in Latin America (Santiago, Chile, 21-22 October 1999) (LC/L.1285).

Informe de la vigesimonovena Reunión de la Mesa Directiva de la Conferencia Regional sobre la Mujer de América Latina y el Caribe (Santiago de Chile, 11-12 de noviembre de 1999) (LC/L.1298(MDM.29/3))/ Report of the twenty-ninth Meeting of the Presiding Officers of the Regional Conference on Women in Latin America and the Caribbean (Santiago, Chile, 11-12 November 1999) (LC/L.1298(MDM.29/3)).

Informe de la octava reunión de los organismos especializados y otras organizaciones del sistema de las Naciones Unidas sobre el adelanto de las mujeres en América Latina y el Caribe (Santiago de Chile, 9-10 de noviembre de 1999) (LC/L.1313)/ Report of the eighth Meeting of Specialized Agencies and other Bodies of the United Nations System on the Advancement of Women in Latin America and the Caribbean (Santiago, Chile, 9-10 November 1999) (LC/L.1313).

El trabajo a tiempo parcial en Chile, série Mujer y desarrollo, N° 26 (LC/L.1301-P). Publication des Nations Unies. N° de vente: S.00.II.G.9/ Part-time work in Chile, Mujer y desarrollo series, No. 26 (LC/L.1301-P). United Nations publication, Sales No. E.00.II.G.9.

El desafío de la equidad de género y de los derechos humanos en los albores del siglo XXI (LC/L.1295(CRM.8/3))/ The challenge of gender equity and human rights on the threshold of the twenty-first century (LC/L.1295(CRM.8/3)).

b) Articles parus dans des publications externes

“Women in water-related processes in Latin America: current situation and research and policy proposals”, Water Resources Development, vol. 14, N° 4, Nieves Rico, 1998.

“Tiempos y espacios de mujeres”, Género y pobreza: nuevas dimensiones, Irma Arriagada et Carmen Torres (comps.), Isis Internacional, Ediciones de las Mujeres, N° 26, Santiago du Chili, juillet 1998.

“Institucionalización del enfoque de género en la CEPAL”, Macroeconomía, género y estado, Santafé de Bogotá, Département national de planification (DNP), Ministère allemand de coopération économique et développement (BMZ)/Office allemand de coopération technique (GTZ)/TM Editores, octobre 1998.

ii) Réunions, séminaires et conférences

Organisés par le Groupe de la femme et du développement

Séminaire sur la théorie démocratique et la participation des femmes à la politique: le cas du Chili (Santiago du Chili, 21 janvier 1998).

Séminaire sur “Les hommes et leurs histoires: restructuration et masculinité au Mexique”, organisé conjointement avec l’ILPES (Santiago du Chili, 11 mars 1998).

Vingt-sixième Réunion du Bureau de la Conférence régionale sur les femmes de l’Amérique latine et des Caraïbes (voir la section concernant les activités des organes subsidiaires et les comités spéciaux) (Santiago du Chili, 13 et 14 juillet 1998).

Sixième Réunion des institutions spécialisées et d'autres organismes du système des Nations Unies sur la promotion des femmes en Amérique latine et des Caraïbes (Santiago du Chili, 15 juillet 1998).

Réunion du Groupe d'expertes sur les mécanismes nationaux propres à favoriser l'égalité entre les sexes et la promotion de la femme, organisée par le Groupe de la femme et du développement, conjointement avec la Division de la promotion de la femme des Nations Unies, où a été présenté le document "Institucionalidad de la equidad de género en el Estado: un diagnóstico para América Latina y el Caribe" (LC/R.1837) (Santiago du Chili, 31 août-4 septembre 1998).

Vingt-septième Réunion du Bureau de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes (voir la section concernant les activités des organes subsidiaires et les comités spéciaux) (San Salvador, El Salvador, 2-4 décembre 1998).

Séminaire "Femme, système juridique et égalité. Guide de monitoring" (Santiago du Chili, 25 janvier 1999).

Séminaire sur les indicateurs de sexospécificité permettant le suivi et l'évaluation du Programme d'action régional en faveur des femmes d'Amérique latine et des Caraïbes, 1995-2001, et du Programme d'action de Beijing (Santiago du Chili, 28 janvier 1999).

Séminaire "Travail, égalité entre les sexes: l'OIT à l'horizon 2000. Politiques et stratégies actuelles de l'intégration de la dimension femmes", organisé conjointement avec l'OIT) (Santiago du Chili, 29 avril 1999).

Septième Réunion des institutions spécialisées et d'autres organismes du système des Nations Unies sur la promotion des femmes en Amérique latine et des Caraïbes (Curaçao, Antilles néerlandaises, 2 juin 1999).

Vingt-huitième Réunion du Bureau de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes (voir la section concernant les activités des organes subsidiaires et les comités spéciaux) (Curaçao, Antilles néerlandaises, 3 et 4 juin 1999).

Séminaire sur la participation et l'égalité entre les sexes en Amérique latine et dans les Caraïbes: indicateurs de suivi (Santiago du Chili, 19 juillet 1999).

Réunion d'expertes sur les indicateurs de sexospécificité et les politiques publiques en Amérique latine (Santiago du Chili, 21 et 22 octobre 1999).

Huitième Réunion des institutions spécialisées et d'autres organismes du système des Nations Unies sur la promotion des femmes en Amérique latine et des Caraïbes (Santiago du Chili, 9 et 10 novembre 1999).

Vingt-neuvième Réunion du Bureau de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes (voir la section concernant les activités des organes subsidiaires et les comités spéciaux) (Santiago du Chili, 11 et 12 novembre 1999).

Participation à d'autres réunions, rencontres d'experts et conférences

Lancement de la Campagne mondiale "Violence à l'égard des femmes à l'encontre des droits de la personne", réalisée à l'échelon régional par l'UNIFEM, le PNUD, le FNUAP, le FISE, la FAO, l'OIT, le Programme commun des Nations Unies sur le VIH et le sida (ONUSIDA) et la CEPALC. Le Groupe de la femme et du développement a participé à la conférence de presse qui a marqué le lancement de cette campagne au Chili et présenté une communication intitulée "Violence à l'égard des femmes: panorama régional" (Santiago du Chili, 20 mars 1998).

Vingt-et-unième session de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW). La CEPALC a participé, en qualité de membre ex-officio et en représentation de toutes les commissions régionales, aux délibérations du Conseil d'administration de l'INSTRAW (Saint-Domingue, République dominicaine, avril 1998).

Séminaire "Contribution des femmes à la planification et à la gestion des ressources hydriques", organisé par l'Association Internationale des ressources en eau (AIRE), le Partenariat mondial pour l'eau, l'Institut international pour la gestion de l'eau (IWMI) et l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) (Mexico, 21-22 mai 1998).

Exposé "Processus d'institutionnalisation de la perspective sexospécifique au sein de la CEPALC. Expériences sectorielles", au Séminaire international de macro-économie, égalité entre les sexes et Etat, organisé par le Département national de planification (DNP) de Colombie, avec la collaboration du Ministère fédéral de planification (BMZ)/Office allemand de coopération technique (GTZ) (Carthagène, 3-5 juin 1998).

Conférence régionale "L'égalité entre les sexes en Amérique latine et les Caraïbes: enjeux du point de vue des identités masculines", organisée par le FNUAP, la FLACSO et la Fondation Ford. Le Groupe de la femme et du développement a participé activement aux groupes de travail sur la masculinité et la violence, et la masculinité et le changement culturel (Santiago du Chili, 8-10 juin 1998).

Premier atelier de préparation de l'Etude mondiale sur le rôle de la femme dans le développement 1999, organisé par la Division de la promotion de la femme des Nations Unies. La contribution de la CEPALC a été présentée sur la base d'études réalisées au sein de ses différentes divisions sur la situation des femmes en Amérique latine et dans les Caraïbes (Genève, 1-3 juillet 1998).

Huitième symposium sur l'eau, organisée par la Société des ressources hydriques et l'Institut international de l'eau de Stockholm. Présentation du document "Las mujeres en los procesos asociados al agua en América Latina: estado de situación, propuestas de investigación y de políticas" (LC/R.1864) (Stockholm, 10-14 août 1998).

Participation en qualité de rapporteur au panel "Innovation technologique, dans quelle direction? Passerelles entre femmes chefs d'entreprises et chercheuses", ainsi qu'aux groupes de travail chargés de la rédaction du rapport final du Forum régional de l'Unesco "Les femmes, la science et la technologie en Amérique latine: diagnostics et stratégies" (Bariloche, Argentine, 21-23 octobre 1998).

Présentation d'un rapport sur les activités menées par le Groupe de la femme et du développement, sur une requête des Chefs d'Etat dans le cadre du Plan d'action du deuxième Sommet des Amériques, lors des première et deuxième séances ordinaires du Comité directeur de la Commission

interaméricaine des femmes (CIM) de l'OEA pour la période 1998-2000 (Washington, D.C., 10 et 11 février 1999, 30 juin-2 juillet 1999, respectivement).

Commentaire sur l'exposé "Pactes entre les sexes et intersubjectivité familiale en Bolivie", lors de l'atelier international de présentation des résultats à moyen terme du Rapport sur le développement humain de la Bolivie-2000 "En transition vers le XXIe siècle", organisé par le bureau du PNUD en Bolivie (La Paz, 22 et 23 juillet 1999).

Présentation de la communication "Pratiques sociales équitables et histoire personnelle des hommes: une étude à Santiago du Chili", lors du troisième atelier de la série de séminaires "Hommes, masculinité et rapports entre les sexes dans le développement", "Vies productives, hommes et développement", organisés par la School of Development Studies de l'Université de East Anglia, Norwich, Angleterre (Norwich, Angleterre, 8 et 9 septembre 1999).

Présentation de l'exposé "Transformations dans le secteur public et prise en compte des critères de sexospécificité", lors du forum d'analyse "Réflexions pour une nouvelle société", organisé par le Secrétariat des relations extérieures d'Argentine (Buenos Aires, 20 septembre 1999).

Présentation de l'exposé "The Bolivian experience": à la réunion d'experts "North-South Research Partnership. Issues and Challenges", organisée par le Conseil consultatif des Pays-Bas en recherche pour le développement (RAWOO) (Trivandrum, Inde, 27 septembre-1er octobre 1999).

Présentation de la communication "Institutionnalisation des critères de sexospécificité en Amérique latine", lors du séminaire "Restructuration politique et transformation sociale", organisé par Femmes pour un nouveau mode de développement (DAWN) (Rio de Janeiro, 22-24 octobre 1999).

Présentation de l'exposé "Processus de changement dans la vision masculine des responsabilités familiales", à la table ronde "Paternité et responsabilités familiales", lors de la première Rencontre d'études sur la masculinité, organisé par la FLACSO (Santiago du Chili, 18 novembre 1999).

iii) Coopération technique

Organismes régionaux et intergouvernementaux

Avec l'OLADE et l'Office allemand de coopération technique (GTZ), en matière de stratégies d'institutionnalisation des critères de sexospécificité dans la coopération aux fins du développement et leurs potentialités dans le secteur énergétique.

Chili

Avec le Service national de la femme (SERNAM) du Chili, dans le cadre de l'accord CEPALC/SERNAM CHI/99/S68 "Situation des femmes au Chili 1990-1998", dans l'élaboration de l'étude "Analyse comparative de la situation des femmes au Chili 1990-1998" dont l'objectif est d'actualiser les connaissances quant à la situation des femmes dans différents domaines et de renforcer les instruments de politique propres à promouvoir l'égalité des chances.

Avec l'Université du Chili, dans le contexte du programme interdisciplinaire d'études sur l'égalité entre les sexes de cette Université, afin de coordonner le module "Planification fondée sur des

critères sexospécifiques” du cours “Egalité entre les sexes à distance”, destiné au personnel des municipalités, des ministères et des universités de province au Chili.

Equateur

Avec le Conseil national des femmes (CONAMU) et le projet Infoplan du Programme national de modernisation (PRONAM) d'Equateur, afin de mettre au point des indicateurs de sexospécificité pour la base de données “Si Mujer” compte tenu des sources d'information disponibles à l'échelon national. Cette activité a été réalisée conjointement avec la Division des statistiques et des projections économiques.

Mexique

Avec le Groupe des affaires internationales de la femme du Ministère des affaires étrangères du Mexique, dans l'organisation d'un atelier de formation sur les critères de sexospécificité destiné au personnel de ce Ministère.

iv) Formation et bourses

Classes sur l'égalité entre les sexes et le développement, dans le cours “Paradigmes du changement social et du développement” du Magistère en anthropologie sociale et développement de l'Université du Chili, pour 20 étudiants du Chili, d'Equateur et de Bolivie (Santiago du Chili, juin 1998).

Premières journées policières de perfectionnement en affaires de la famille, organisées par la police du Chili (Carabineros de Chile). Présentation dans le panel “Violence dans la famille: un phénomène qui dépasse les frontières”, devant 100 élèves de Carabineros de Chile (Santiago du Chili, 17 juin 1998).

Classes sur l'égalité entre les sexes et la santé, dans le cadre du postgraduat sur l'égalité entre les sexes et les politiques publiques, Faculté des sciences sociales de l'Université du Chili, pour 25 étudiants du Chili, du Paraguay, du Pérou et des Pays-Bas (Santiago du Chili, 15-22 septembre 1998).

Classe sur la négociation et la défense des droits dans le domaine de la santé et des droits de procréation, lors de l'Atelier national du Chili tenu dans le cadre du projet régional “Au-delà du Caire et de Beijing, consolidation des compétences des ONG d'Amérique latine et des Caraïbes” (Santiago du Chili, 26 mars 1999).

SOUS-PROGRAMME 6: GESTION ADMINISTRATIVE

Au cours de la période biennale 1998-1999, l'Institut latino-américain et des Caraïbes de planification économique et sociale (ILPES), responsable de ce sous-programme a cherché, en vertu des principes directeurs émanés des instances intergouvernementales qui orientent ses travaux et sur la base des contacts permanents qu'il entretient avec les autorités nationales en matière de planification, à répondre aux soucis et aux priorités exprimés par les gouvernements des Etats membres dans le domaine principal de la gestion stratégique et de la réforme de l'Etat. Les activités consignées dans ce rapport ont pour but, en premier lieu, de satisfaire les besoins formulés par les gouvernements et, en deuxième lieu, les nécessités identifiées par l'Institut dans le cadre de ses travaux de suivi des processus économiques, sociaux et politiques actuels de la région.

Le premier élément à souligner est la réalisation de la Xe Conférence des ministres et des responsables de la planification d'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que de la Xe Réunion du Conseil régional de planification (XI CRP) (Santiago du Chili, 26 et 27 novembre 1998). Le thème de fond de la Conférence a été l'évaluation du fonctionnement de l'économie de marché et ses perspectives dans chaque pays de la région. A cet effet, l'Institut a élaboré un document qui a ensuite été publié comme livre, sous le titre "Reflexiones sobre el desarrollo y la responsabilidad del Estado" (LC/IP/L.154). D'autre part, les représentants des gouvernements présents à la XIe Réunion du Conseil se sont penchés sur les activités menées à bien par l'Institut durant la période juin 1997-juillet 1998 et se sont prononcés sur son programme de travail pour 1999, ainsi que sur son financement.

Par ailleurs, l'ILPES a organisé un séminaire de haut niveau sur les fonctions fondamentales de la planification (Santiago du Chili, 7 et 8 octobre 1999) auquel ont participé des professionnels spécialisés en théorie et pratique de la planification économique et sociale. De leurs analyses et débats sont émanés des orientations de base et des principes directeurs qui guideront le travail futur de l'ILPES et son interaction avec les gouvernements de la région.

En matière de formation, l'ILPES a organisé onze cours internationaux, quatre cours sous-régionaux et trois cours nationaux, dont la durée représente 2.300 heures pédagogiques et qui ont réuni près de 500 participants provenant de différents pays de la région. L'Institut a également organisé le premier cours international d'enseignement à distance par Internet sur le thème "Gestion locale de déchets ménagers solides et incidence sur l'environnement". De même, un cycle de conférences a été tenu sur le savoir, la mondialisation et le territoire en Argentine et, dans le cadre d'un Accord de coopération avec le Ministère de la planification et de la coopération (MIDEPLAN) du Chili (CHI/95/S89) intitulé "Programme de consolidation institutionnelle du système national d'investissements", l'Institut a réalisé, entre autres, 28 cours sur la préparation et l'évaluation de projets qui ont permis de former près de 800 fonctionnaires. Comme il en a l'habitude, l'Institut a prêté son assistance à d'autres activités pédagogiques réalisées par divers établissements d'enseignement.

Il faut également mentionner l'adoption, mi-1999, d'une deuxième phase du projet Accord SAD/ILPES-CEPALC "Cadre réglementaire, privatisation et modernisation de l'Etat, des secteurs énergétique, des télécommunications, des travaux d'assainissement et de l'infrastructure du transport terrestre" (CAF/99S), financé par la Société andine de développement (SAD).

Des fonctionnaires de l'ILPES ont participé à plus de trente séminaires, ateliers ou conférences, aussi bien internationales que nationales, durant lesquels ils ont, dans la plupart des cas, présenté des communications.

Sur le plan de la coopération technique, l'Institut a également prêté des services consultatifs à plusieurs pays de la région, notamment à la vice-présidence du Gouvernement d'El Salvador et au Conseil national sur le développement durable dans des domaines divers.

Parmi les travaux réalisés dans le cadre des différentes sphères thématiques de l'ILPES, il faut mentionner l'élaboration, durant la période comprise dans ce rapport, de plus de 40 documents, dont deux livres: l'un, mentionné plus haut, intitulé "Reflexiones sobre el desarrollo y la responsabilidad del Estado" (LC/IP/L.154), et le deuxième intitulé "Diseño estratégico e infraestructura básica" (LC/IP/L.165); ainsi que les Cuadernos del ILPES N° 44, "Perfeccionamiento de la gestión regulatoria. Lecciones de la experiencia chilena", y N° 45, "El uso de reglas e indicadores en el diseño y la conducción de las políticas económicas"; les bulletins N° 4, 5 et 6, ainsi que la version commune en anglais des bulletins 3 et 4.

i) a) Documents

Perfeccionamiento de la gestión regulatoria. Lecciones de la experiencia chilena, série Cuaderno del ILPES, N° 44 (LC/IP/G.116-P). Publication des Nations Unies, n° de vente: S.99.III.F.1.

Post-scriptum sobre desarrollo territorial: modelos reales y modelos mentales, série Ensayos-ILPES, N° 45 (LC/IP/G.117).

Theories and metaphors on territorial development (LC/IP/G.118).

Boletín del Instituto, N° 4 (LC/IP/G.119).

Aterrizando una cometa: indicadores territoriales de sustentabilidad, série Investigación-ILPES, N° 18 (LC/IP/G.120).

ILPES Bulletin N° 3 & 4 (LC/IP/G.121).

Boletín del Instituto, N° 5 (LC/IP/G.122).

El uso de reglas e indicadores en el diseño y la conducción de las políticas económicas, série Cuaderno del ILPES, N° 45 (LC/IP/G.123-P). Publication des Nations Unies, n° de vente: S.00.III.F.1.

Boletín del Instituto, N° 6 (LC/IP/G.124).

Informe final: Seminario de Alto Nivel sobre Funciones Básicas de la Planificación (LC/IP/G.125).

Guía para la identificación, preparación y evaluación de programas sociales (LC/IP/L.143).

Licitación de proyectos de infraestructura: pautas metodológicas (LC/IP/L.144).

Más allá de la tasa de rendimiento: un nuevo enfoque en la evaluación de proyectos/¿Nuevas fronteras en la evaluación de proyectos?/Análisis económico de proyectos de salud (LC/IP/L.145).

Catálogo de publicaciones/Publications catalogue 1988-1998 (LC/IP/L.146).

Guía para la preparación, formulación y evaluación de proyectos de electrificación rural (LC/IP/L.147).

Guías para la evaluación del impacto ambiental de proyectos de desarrollo local; segunda versión ampliada (LC/IP/L.148).

Guía para la identificación, preparación y evaluación de proyectos de seguridad ciudadana: con énfasis en vigilancia policial; versión preliminar (LC/IP/L.149).

El modelo italiano: la especialización flexible y los distritos industriales (LC/IP/L.150).

La reforma del sector público en Nueva Zelanda y su interés para los países en desarrollo (LC/IP/L.151).

El municipio en América Latina y el Caribe: estructura, funcionamiento y estadísticas básicas (LC/IP/L.152).

Guía para la preparación, evaluación y gestión de proyectos de residuos sólidos domiciliarios (LC/IP/L.153).

Manual de desarrollo local (LC/IP/L.155).

Sistemas integrados de administración financiera pública en América Latina, série Políticas presupuestarias y tributarias, N° 1 (LC/IP/L.156).

La experiencia chilena en el combate a la evasión, série Políticas presupuestarias y tributarias, N° 2 (LC/IP/L.157).

Estructuras participativas y descentralización: el caso de los consejos regionales en Chile (LC/IP/L.158).

Las corporaciones de desarrollo en Chile (LC/IP/L.159).

El papel de los estabilizadores automáticos en la política fiscal en América Latina (LC/IP/L.160).

El control de la evasión tributaria en Francia, série Políticas presupuestarias y tributarias, N° 3 (LC/IP/L.161).

El proceso de licitaciones en Bolivia (LC/IP/L.162).

Manual de identificación, formulación y evaluación de proyectos de desarrollo local, série Manuales, N° 2 (LC/IP/L.163).

Manual sobre control de gestión y evaluación de resultados de la gerencia pública: metaevaluación-mesoevaluación, série Manuales, N° 3 (LC/IP/L.164).

Metodología de evaluación de proyectos de viviendas sociales, série Manuales, N° 4 (LC/IP/L.166).

Política fiscal y entorno macroeconómico; el modelo MAPPa, un instrumento para la toma de decisiones, série Manuales, N° 5 (LC/IP/L.168).

Elementos para impulsar una nueva gestión municipal (LC/IP/R.202).

Informe del Curso-taller sobre gobierno municipal y desarrollo local (LC/IP/R.203).

Elementos para definir un perfil de agencia de desarrollo local (LC/IP/R.204).

Lineamientos metodológicos para la formulación de planes comunales o municipales: recomendaciones prácticas para la planeación del desarrollo local (LC/IP/R.205).

Descentralización del Estado y participación ciudadana en América Latina: un enfoque crítico (LC/IP/R.206).

Elementos para una reorientación de las políticas de descentralización de la gestión pública en América Latina (LC/IP/R.207).

El asociativismo municipal: un instrumento para el fortalecimiento institucional (LC/IP/R.209).

Proceso de concertación público-privado: una oportunidad para el desarrollo económico local. Estudios de casos de Bolivia, Chile y Perú (LC/IP/R.210).

Proceso de actualización de la estrategia de desarrollo regional metropolitana: evaluación del impacto de los planes de desarrollo comunal en la gestión municipal. Informe final del taller (LC/IP/R.211).

b) Documents publiés comme livres

Reflexiones sobre el desarrollo y la responsabilidad del Estado (LC/IP/L.154).

Diseño estratégico e infraestructura básica (LC/IP/L.165).

Instituciones y actores del desarrollo territorial en el marco de la globalización (LC/IP/L.167).

c) Logiciels

Modèle global de programmation pluriannuelle (MAPPa), version 2.0 pour Excel 97.

Gestion Fonds d'investissement: simulation de politiques et jeu de rôles, version 2.0 pour Excel 97.

CD-ROM du cycle de conférences sur les connaissances, la mondialisation et le territoire, avec 50 minutes de vidéo, 900 pages de documents de l'ILPES et les logiciels TAREA et ELITE (techniques d'analyse d'agents et d'institutions du développement régional).

d) Articles parus dans des publications extérieures

“Descentralización en América Latina: ¿Cómo conciliar eficiencia con equidad?”, *Reforma y democracia*, N° 10, Caracas, Centre latino-américain d’administration pour le développement (CLAD), février 1998.

“A situação da mulher no mercado de trabalho latinoamericano”, Ação sindical e as relações de gênero, collection Textos para debate internacional, Centrale unique des travailleurs (CUT)/Confédération française démocratique du travail (CFDT), São Paulo, avril 1998.

“Critères de sexospécificité et travail dans les décisions d’entreprises”, Revista Latinoamericana de Estudios del Trabajo, año 4, N° 7, São Paulo, Association latino-américaine de sociologie du travail (ALAST), juin 1998.

“Descentralización del Estado y participación en América Latina”, Revista Umbrales, N° 5, Caracas, Centre interaméricain pour le développement social intégré (CIDES), juin 1999.

“Elementos para una reorientación de las políticas de descentralización y participación en América Latina”, Reforma y democracia, N° 15, Caracas, Centre latino-américain d’administration pour le développement (CLAD), octobre 1999.

ii) Réunions, séminaires et conférencesOrganisés par le sous-programme

Séminaire sur les systèmes nationaux d’investissement publics et les banques de projets, organisé conjointement avec le Bureau central de coordination et de planification (CORDIPLAN) du Venezuela, avec la participation de 35 fonctionnaires nationaux (Caracas, 13 et 14 mai 1998).

Onzième réunion du Conseil régional de planification de l’ILPES (voir la section A concernant les activités des organes subsidiaires et les comités spéciaux) (Santiago du Chili, 26 novembre 1998).

Dixième Conférence des ministres et des responsables de la planification d’Amérique latine et des Caraïbes. Présentation du livre intitulé *Reflexiones sobre el desarrollo y la responsabilidad del Estado* (LC/IP/L.154) (voir la section A concernant les activités des organes subsidiaires et les comités spéciaux) (Santiago du Chili, 26 et 27 novembre 1998).

Séminaire de haut niveau sur les fonctions de base de la planification. Examen de trois thèmes: l’évaluation de stratégies, de plans, de programmes et de projets; la coordination de politiques aux niveaux sectoriel et territorial; et la prospective et la gestion stratégique à long terme, avec la présentation, dans chaque cas, d’un document technique (Santiago du Chili, 7 et 8 octobre 1999).

Participation à d’autres réunions, rencontres d’experts et conférences

Séminaire international sur les institutions et les agents du développement territorial dans le cadre de la mondialisation, organisé par l’Université du Bio-Bio (Concepción, Chili, 14 et 15 janvier 1998).

Présentation de la communication sur l'importance de la participation des citoyens au processus d'achats publics afin de lutter contre la corruption, durant le séminaire sur l'efficacité et la transparence des achats du secteur public, organisé par la BID (Washington, D.C., 24-28 février 1998).

Présentation de la communication "Les femmes et le secteur non-structuré en Amérique latine", lors du premier séminaire international du projet Mercosur, sur le thème du travail au noir dans les pays du Mercosur: analyse et action du point de vue syndical, organisé par les Secrétariats professionnels internationaux, la Fondation Friedrich Ebert, la Confédération internationale des syndicats libres/Organisation régionale interaméricaine des travailleurs (CISL/ORIT) et le Collectif des centrales syndicales du cône sud (Asunción, 2 et 3 avril 1998).

Présentation de l'exposé "Difusão das qualificações e competitividade sistêmica: equidade de gênero", au séminaire CEPALC/ILPES/GTZ/Centre brésilien d'analyse et de planification (CEBRAP)/Département intersyndical de statistique et d'études socio-économiques(DIEESE)/Service national d'apprentissage industriel (SENAI), "Qualificação e formação profissional: chaves para uma reestruturação produtiva eficiente e equitativa" (São Paulo et Rio de Janeiro, Brésil, 27-28 et 29 mai 1998, respectivement).

Présentation d'un exposé sur la gouvernabilité et l'économie de marché, lors du séminaire international sur la gouvernabilité organisé par l'Institut latino-américain de recherche sociale (ILDIS) et la Commission sud-américaine de la paix (Cochabamba, Bolivie, 26 et 27 juin 1998).

XXVe Séminaire international et Réunion du Conseil de l'Association internationale pour le budget public (ASIP). Coordination des groupes de travail (San Juan, Porto Rico, 3-7 août 1998).

Exposé sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans les projets d'investissement public, lors de l'Assemblée du Réseau latino-américain d'organismes de protection de l'environnement, organisée par l'Université de la Sabana (Santafé de Bogotá, 5-9 août 1998).

Exposé sur l'articulation des agents territoriaux, lors du séminaire sur les innovations en matière de gestion municipale parrainé par l'Université nationale de Rosario et la Municipalité de Rosario (Rosario, Argentine, 3 et 4 septembre 1998).

Exposé sur la gestion régionale, lors du séminaire "Développement territorial: un défi pour le XXIe siècle", organisé par la Présidence de la Nation, Argentine (Buenos Aires, 7-11 septembre 1998).

Coordination de la table ronde sur les perspectives et la décentralisation, et présentation d'une communication sur les éléments propres à favoriser la réorientation des politiques de décentralisation de la gestion publique en Amérique latine au IIIe Congrès international sur la réforme de l'Etat et de l'administration publique, organisé par le Centre latino-américain d'administration pour le développement (CLAD) (Madrid, 14-17 octobre 1998).

Présentation des exposés "Reconsidering and redefining regional development: a Latin American view" et "Theories and metaphors on territorial development en el Global Forum on Regional Development", organisé par le Centre des Nations Unies pour le développement régional (UNCRD) (Nagoya, Japon, 20 novembre-4 décembre 1998).

Présentation d'un exposé sur la décentralisation de l'Etat et la gouvernance démocratique, à la Réunion d'experts sur la gouvernance et la gestion de la santé, organisée par l'OPS (Washington, D.C., 8 et 9 décembre 1998).

Présentation de conférences sur les réformes économiques et la gestion publique stratégique, dans le cadre du Diplôme en planification stratégique, Institut des sciences politiques de l'Université du Chili (Santiago du Chili, avril-décembre 1999).

Animation d'un panel sur le budget par programmes et présentation du programme de coopération avec l'Association internationale pour le budget public (ASIP) et avec l'Association argentine pour le budget et l'administration financière (ASAP), lors du XXVI^e séminaire international sur le budget public et Réunion annuelle de l'ASIP (Panama, 12-16 juillet 1999).

Présentation d'un exposé sur la décentralisation, l'équité et le développement territorial, lors du quatrième Congrès international du Centre latino-américain d'administration pour le développement (CLAD) sur la réforme de l'Etat et de l'administration publique (Mexico, 19-22 octobre 1999).

iii) Coopération technique

Organismes régionaux et intergouvernementaux

Avec le Centre panaméricain de l'ingénierie sanitaire et des sciences de l'environnement (CEPIS)/OPS/BID/Banque mondiale, moyennant la participation à la programmation et à la négociation de l'accord entre ces organismes et l'ILPES, en ce qui concerne un projet régional de formation à la préparation et évaluation de projets sur la gestion des problèmes environnementaux.

Avec l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), la FAO, le Fonds international de développement agricole (FIDA), la BID et la Banque mondiale, à propos du projet "Unité régionale d'assistance technique". Collaboration avec ces organismes dans la formulation du Programme de développement durable d'El Darién, dans le diagnostic des agents productifs et dans l'élaboration d'un règlement opérationnel pour le Fonds pour le développement durable d'El Darién (FONDARIEN).

Argentine

Avec l'Université nationale de Córdoba, pour définir et réviser la documentation à présenter au cours régional sur les déchets ménagers solides et l'incidence sur l'environnement, moyennant la modalité d'enseignement à distance.

Bolivie

Avec le Secrétariat de la participation populaire et du renforcement municipal, pour définir un programme de coopération en matière de décentralisation, de participation populaire et de gestion locale.

Avec le Centre de recherches pour le développement de l'Université Mayor de San Andrés, dans la mise au point d'un cours de maîtrise en décentralisation et gestion locale.

Chili

Avec le Gouvernement régional du Maule et le Sous-secrétariat du développement régional et administratif du Ministère de l'intérieur (SUBDERE), afin de promouvoir l'articulation du secteur public et son rapport avec le secteur des entreprises.

Avec le Gouvernement régional de la IXe Région, pour analyser le document proposant un organisme de développement local et remettre un document final sur les réflexions et l'analyse d'une proposition sur les potentialités du développement rural dans trois communes de la pré-cordillère de la région araucane, dans le cadre de l'accord Gouvernement régional IXe Région/Société de développement paysan et mapuche (SODECAM)/ILPES.

Avec la Municipalité de Rancagua, pour mettre au point des méthodologies d'information à références géographiques en vue de la prise de décision locale.

Avec les municipalités de la zone sud de Santiago, pour mettre en oeuvre des plans de développement local endogène.

Avec l'Institut national de développement agricole (INDAP) pour évaluer la modernisation de la gestion de cette institution durant la période 1994-1999.

Colombie

Avec les Ministères de l'intérieur, des finances et du crédit public, ainsi qu'avec le Département national de planification, durant les journées de réflexion sur l'évolution de la réforme de l'Etat, organisées sous le parrainage de l'Agence pour le développement international des Etats-Unis d'Amérique (USAID) y du PNUD, en ce qui concerne l'évaluation des résultats des organismes publics.

Avec l'Université à distance UNISUR, en ce qui concerne la coordination du programme de formation à distance.

Avec l'Université d'Antioquía, dans l'étude de l'accord d'appui à l'enseignement de cette université en vue de sa mise en oeuvre.

El Salvador

Avec la Vice-présidence de la République et le Conseil national pour le développement durable, dans la préparation du Système national pour le développement durable (SINADES), dans l'élaboration d'un article sur les réformes clés nécessaires à la consolidation des institutions liées au développement durable, ainsi que dans le domaine des ressources hydriques et des institutions chargées de la gestion des bassins.

Avec le gouvernement, pour ce qui est de la micro- et de la petite entreprise.

Avec l'Université d'El Salvador, en coordination avec le Ministère de l'éducation et dans le cadre de la réforme de l'enseignement supérieur, dans la formulation d'un projet de restructuration de cette université, en tant que projet pilote qui sera ensuite appliqué à toute la région de l'Amérique centrale par le biais du Conseil supérieur universitaire d'Amérique centrale.

Venezuela

Avec les autorités de l'Etat de Mérida, pour définir et mettre en oeuvre un programme de coopération en matière de développement régional et de décentralisation.

iv) Formation et boursesCours internationaux

Cours-séminaire sur les Politiques publiques: transparence au niveau de leur gestion, organisé avec l'Ecole nationale d'administration (ENA) de France, pour 26 participants provenant de 12 pays de la région (Santiago du Chili, 18-29 mai 1998).

Deuxième Cours international sur la conception de politiques et l'évaluation de projets de sécurité des citoyens, organisé avec la collaboration technique, statistique et professionnelle de la police chilienne (Carabineros de Chile), pour 19 participants provenant de 7 pays de la région (Santiago du Chili, 7 août-4 septembre 1998).

Cinquième Cours international de préparation et d'évaluation de projets de développement local, pour 20 participants provenant de 11 pays de la région (Santiago du Chili, 25 septembre-30 octobre 1998).

Sixième Cours international sur les réformes économiques et la gestion publique stratégique, organisé avec l'Institut international d'administration publique (IIAP) du gouvernement français, avec la collaboration technique du secrétariat de la CEPALC, du Ministère de l'économie et des finances du gouvernement espagnol et sous le parrainage de l'Association internationale pour le budget public (ASIP), pour 23 participants provenant de 13 pays de la région (Santiago du Chili, 30 octobre-4 décembre 1998).

Premier cours international sur la gestion stratégique du développement local, pour 19 participants provenant de 6 pays de la région (Santiago du Chili, 30 octobre-4 décembre 1998).

Troisième Cours international sur la conception de politiques et l'évaluation de projets de sécurité des citoyens, organisé avec la collaboration technique, statistique et professionnelle de la police chilienne (Carabineros de Chile), pour 25 participants provenant de 6 pays de la région (Santiago du Chili, 6 août-3 septembre 1999).

Cours-séminaire sur la prestation et la réglementation des services d'infrastructure, organisé avec la collaboration de la Division des ressources naturelles et de l'infrastructure de la CEPALC, pour 36 participants provenant de 12 pays de la région (Santiago du Chili, 23 août-3 septembre 1999).

Deuxième cours-séminaire sur les Politiques publiques: transparence au niveau de leur gestion, organisé avec l'Association argentine pour le budget et l'administration financière (ASAP) sous le parrainage de l'Association internationale pour le budget public (ASIP), pour 36 participants provenant de 12 pays de la région (Buenos Aires, 20 septembre-1 octobre 1999).

Sixième Cours international de préparation et d'évaluation de projets de développement local, pour 19 participants provenant de 9 pays de la région (Santiago du Chili, 1 octobre-12 novembre 1999).

Deuxième cours international sur la gestion stratégique du développement local, pour 34 participants provenant de 11 pays de la région (Santiago du Chili, 22 octobre-26 novembre 1998).

Septième Cours international sur les réformes économiques et la gestion publique stratégique, organisé avec la collaboration du secrétariat exécutif de la CEPALC, de l'Institut international d'administration publique (IIAP) du gouvernement français, du Ministère de l'économie et des finances du gouvernement espagnol et sous le parrainage de l'Association internationale pour le budget public (ASIP), pour 24 participants provenant de 10 pays de la région (Santiago du Chili, 5 novembre-10 décembre 1998).

Cours sous-régionaux

Cours sur la préparation et l'évaluation de projets de développement local pour la sous-région andine, organisé avec le concours financier de l'Institut de coopération ibéro-américaine (ICI) d'Espagne et de l'Agence espagnole de coopération internationale (AECI), pour 32 participants provenant de 4 pays (Carthagène, Colombie, 24 août-4 septembre 1998).

Cours sur la préparation et l'évaluation de projets de développement local, organisé avec l'Agence espagnole de coopération internationale (AECI), par le biais du Centre ibéro-américain de formation, le premier avec 25 participants provenant de plusieurs pays de la région (Santa Cruz de la Sierra, Bolivie, 21 juin-2 juillet 1999), le deuxième avec 27 participants provenant de 5 pays de la région (Carthagène, Colombie, 30 août-10 septembre 1999), et le dernier avec 20 participants provenant de 7 pays de la région (Antigua, Guatemala, 29 novembre-10 décembre 1999).

Cours nationaux

Cours national LIDER Tolima 1998 - Laboratoire intégré sur la conception de stratégies régionales, avec 24 participants (Ibagué, Tolima, Colombie, 4 mai-5 juin 1998).

Cours de gestion stratégique du développement local, réalisé dans le cadre de l'accord de coopération technique CEPALC/ILPES/Chambre de commerce de Manizales (COL/99/S116), avec l'assistance de 48 participants (Manizales, Colombie, 28 juin-16 juillet 1999).

Cours de gestion stratégique du développement local, organisé avec l'Université andine Simón Bolívar, le Collectif national de réseaux et la Municipalité de Sucre, avec l'assistance de 30 participants (Sucre, Bolivie, 20 septembre-8 octobre 1999).

Cours dans des domaines spécifiques

16 cours de préparation et d'évaluation de projets dans différentes régions du pays ont été effectués en 1998 dans le cadre de l'accord souscrit avec le Ministère de la planification et de la coopération (MIDEPLAN) du Chili, sur le projet CHI/95/S89 "Programme de consolidation institutionnelle du système national d'investissements". Trois autres cours macro-régionaux en administration et contrôle de projets ont également été organisés pour 83 participants, ainsi qu'un cours de formation pour 15 professionnels de MIDEPLAN. En 1999, douze cours sur la préparation et l'évaluation de projets ont été effectués avec 315 participants, ainsi que trois cours sur l'administration et le contrôle de projets avec 64 participants. Finalement, au cours de cette même année, deux cours d'identification et de formulation de projets ont été tenus avec 34 participants, ainsi que 7 ateliers de méthodologies sectorielles avec 91 participants provenant de MIDEPLAN et des secrétariats régionaux de planification et de coordination.

Cycle de conférences sur les connaissances, la mondialisation et le territoire, organisé avec le Centre d'études de Buenos Aires (CEB), pour 30 participants des provinces argentines (La Plata, Argentine, 27-31 juillet 1998).

Séminaire "Laboratoire d'analyse régionale: information et connaissances aux fins de la gestion", réalisé conjointement avec le CEB pour 30 participants des provinces argentines (La Plata, Argentine, 6-10 septembre 1999).

Premier Cours international d'enseignement à distance par Internet "Gestion locale de déchets ménagers solides et incidence sur l'environnement", organisé avec l'Université nationale autonome du Mexique (Faculté d'ingénierie, Division de l'éducation permanente), l'Organisation panaméricaine de la santé et l'Organisation mondiale de la santé (OPS/OMS), le Centre panaméricain de génie sanitaire et de sciences de l'environnement (CEPIS), l'Université catholique du nord (Chili), l'Université catholique de Valparaiso (Chili), l'Université de la Sabana (Colombie), l'Université nationale ouverte et à distance (Colombie), l'Université de l'Etat à distance (Costa Rica), l'Université nationale de Córdoba (Argentine) et la Banque nationale des travaux et des services publics, SNC (Mexique) (29 mars-30 novembre 1999).

Dix cours sur la gestion de projets dans plusieurs pays de la région (Bolivie, Equateur, El Salvador, République dominicaine, Panama et Uruguay, entre autres), dans le cadre de l'accord BID/99/S52 "Cours de gestion et d'administration des projets", 1999.

Appui à divers programmes d'universités nationales et collaboration avec d'autres institutions en matière d'enseignement

Présentation de classes sur l'évaluation de projets de développement local et régional dans le cadre du postgraduat sur la gestion du développement régional de la Faculté des sciences sociales de l'Université de la République de l'Uruguay à Salto (Salto, Uruguay, 11-17 mai 1998).

Présentation d'une conférence pour PROANTIOQUIA et un groupe d'invités des secteurs public et privé, à l'occasion de la présentation du document "Del desarrollo en el espacio macroeconómico abstracto al desarrollo en el espacio de las personas" (Medellín, Colombie, 8 juin 1998).

Classes sur la gestion régionale du programme de formation de l'Atelier pour la fondation social de Colombie (Santafé de Bogotá, Colombie, 8 et 9 juin 1998).

Participation en tant que rapporteur au cours sur la planification régionale, organisé par les autorités du Maule (Talca, Chili, 9 juillet 1998).

Collaboration au cours de spécialisation en décentralisation et gestion publique du Programme de postgraduat en sciences du développement de l'Université Mayor de San Andrés de Bolivie (La Paz, 28 juillet-10 août 1998).

Classes sur les politiques économiques durant le Magistère en gestion et politiques publiques du Département de génie industriel de l'Université du Chili (Santiago du Chili, août 1998, juillet 1999).

Classes sur le développement local durant le cours "Desenvolvimento econômico e gestão local", organisé par la Préfecture municipale de Santo André (São Paulo, Brasil, 10-20 août 1998).

Classes sur les méthodes quantitatives et les modèles d'analyse (II), durant la Maîtrise en économie et gestion régionale de l'Université australe du Chili (Valdivia, Chili, 30 août- 4 septembre 1998).

Classes sur le développement régional dans le Magistère en développement urbain et local, organisé par Ciudad 2000 (Córdoba, Argentine, 3 septembre 1998).

Cours sur la gestion régionale dans le cadre du Magistère en économie et gestion régionale de l'Université australe du Chili (Valdivia, Chili, 1-7 novembre et 22-25 novembre 1998).

Classes sur la préparation et l'évaluation de projets dans le cadre du Diplôme en gestion publique de l'Institut de sciences politiques de l'Université du Chili (Santiago du Chili, 28 novembre 1998).

Classes sur la préparation et l'évaluation de projets de développement local dans le cadre de la Maîtrise en études du développement du Centre d'études supérieures universitaires (CESU) de l'Université Mayor de San Simon (Sucre et Cochabamba, Bolivie, 16-27 mars 1999).

Cours "Théorie du développement régional" dans le cadre du Postgraduat en gestion du développement régional de la Faculté des sciences sociales, Université de la République d'Uruguay (Montevideo, 22-25 avril 1999).

Cours "Critères de base pour le développement d'un processus de décentralisation", dans le cadre du cours théorique et pratique sur la décentralisation et les gouvernements locaux, en particulier sur la participation des citoyens, de la Faculté des sciences politiques de l'Université Javierana (Santafé de Bogotá, 23-26 juin 1999).

Cours "Théories de la démocratie et de la décentralisation" et "Critères de base pour le développement d'un processus de décentralisation", dans le cadre du cours théorique et pratique sur la décentralisation et les gouvernements locaux, en particulier sur la participation des citoyens, organisé par l'OEA et l'Université d'El Salvador pour les pays du Mercosur (Buenos Aires, 9-13 août 1999).

Classes sur le développement local et la programmation des investissements dans le cadre du cours de formation en gestion publique de la Municipalité de Rafaela (Córdoba, Argentine, 10 et 11 septembre 1999).

SOUS-PROGRAMME 7: LA PÉRENNITÉ DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RESSOURCES FONCIÈRES

Durant la première année de la période biennale en question, la mise en application du présent sous-programme a été confiée à la Division de l'environnement et du développement. Cette Division a fait l'objet d'une restructuration au début de l'année 1999. Elle a été divisée en deux sous-divisions plus petites et plus spécialisées, ce qui a conduit à un transfert de la responsabilité de la mise en application du sous-programme à la Division de l'environnement et des établissements humains, ainsi qu'à la Division des ressources naturelles et de l'infrastructure, selon les thèmes à traiter. Cependant, pour des raisons d'ordre pratique, l'énumération des activités réalisées au cours de la période biennale est présentée ici de façon conjointe.

Quelques-unes des principales activités réalisées dans le cadre du présent sous-programme durant la période biennale 1998-1999 sont présentées ci-après:

i) En matière de politiques publiques et d'aspects institutionnels liés au comportement et à la pérennité de l'environnement, plusieurs études ont été élaborées, parmi lesquelles on peut citer: "Politiques et institutions pour un développement durable en Amérique latine et dans les Caraïbes" et "Atterrissage d'une comète: indicateurs territoriaux de pérennité". De même, dans le cadre du projet CEPALC/PNUD RLA/98/015, les défis ainsi que les diverses propositions pour la mise en place d'instruments économiques dans la gestion de l'environnement en Amérique latine et aux Caraïbes ont été analysés. La perception des citoyens en matière de problèmes environnementaux comme moteur de mise en place de politiques publiques et de participation sociale a commencé à être analysée dans le cadre du projet "Renforcement de la conscience environnementale des citoyens moyennant la formulation de politiques de contrôle de la pollution dans les zones métropolitaines à Mexico, São Paulo et Santiago du Chili", financé par le gouvernement du Japon, suite à la publication du document "Role of environmental awareness in achieving sustainable development" (LC/R.1962).

ii) L'essor des processus de libéralisation du commerce et d'intégration ayant eu lieu dans la région, ainsi que leurs répercussions sur l'environnement et le développement durable, constituent un autre thème auquel une attention particulière a été accordée durant la période biennale. Dans le cadre du projet HOL/96/S34 "Croissance, emploi et équité: L'Amérique latine et les Caraïbes dans les années quatre-vingt dix", des analyses ont été effectuées, comprenant neuf pays de la région (Argentine, Bolivie, Brésil, Colombie, Costa Rica, Chili, Jamaïque, Mexique et Pérou). Ces analyses figurent dans l'étude "Impactos ambientales de los cambios en la estructura exportadora en nueve países de América Latina y el Caribe: 1980-1995" (LC/L.1241-P), ainsi que dans cinq autres études sectorielles nationales. En ce qui concerne les neuf mêmes pays, les effets des réformes sur les cadres régulateurs et institutionnels de l'environnement ont également été analysés. De plus, des activités de suivi et d'analyse des aspects environnementaux dans le domaine des processus d'intégration, en particulier en ce qui concerne le Mercosur, et de libéralisation du commerce dans le cadre de la ZLEA et de l'OMC ont été réalisées, ainsi que par rapport à l'application des décisions comprises dans les chapitres d'Action 21 qui met en relation le développement durable et le commerce international.

iii) Dans le domaine des établissements humains, une partie des activités a été centrée sur l'appui à la Réunion régionale des ministres et des responsables du logement et de l'urbanisme de l'Amérique latine et des Caraïbes en ce qui concerne l'application du programme d'Habitat ainsi que du Plan d'action régional. Dans ce but, plusieurs documents liés à l'aménagement du territoire, la participation sociale ainsi qu'à la mitigation et prévention des catastrophes naturelles, parmi lesquels on peut citer "Développement

durable des établissements humains: Réussites et défis des politiques de logements et urbaines d'Amérique latine et des Caraïbes” et “Consensus urbains: Apports du Plan d'action régional d'Amérique latine et des Caraïbes en matière d'établissements humains”. Une autre part importante des activités s'est articulée autour du projet ITA/95/S71 “Gestion urbaine dans certaines villes moyennes d'Amérique latine et des Caraïbes”. C'est dans le cadre de ce projet qu'ont été accomplies d'importantes tâches de recherche et d'assistance technique en matière de politiques, instruments et techniques de gestion urbaine dans six villes moyennes de pays de la région: Córdoba (Argentine), Cuzco (Pérou), Manizales (Colombie), Port-of-Spain (Trinité-et-Tobago), Ouro Preto (Brésil) et Valdivia (Chili). Sur ce thème, durant la période biennale 10 études particulièrement liées à ces villes ont été élaborées et le livre “Ciudades intermedias en América Latina y el Caribe: propuesta para la gestión urbana” (LC/L.1117) a été publié. De même, il faut faire remarquer que lors du deuxième semestre de 1999, les activités du projet ITA/99/S118 “Stratégies de gestion urbaine et mécanismes de développement durable en Amérique latine et aux Caraïbes” ont débuté, ce qui a permis de poursuivre l'appui à la gestion urbaine dans les pays de la région, en particulier dans les aspects liés à la lutte contre la pauvreté et la recherche de l'équité, de l'efficacité des services publics ainsi que la récupération des centres urbains.

iv) Dans le cadre des activités de suivi des accords multilatéraux en matière d'environnement et d'Action 21, les efforts se sont centrés sur l'analyse, depuis une perspective régionale, de certains aspects juridiques, institutionnels et économiques qui découlent de l'accord sur la diversité biologique. Pour ce faire, un atelier d'experts en politique, droit et administration de la sécurité de la biotechnologie dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes a été réalisé conjointement avec le PNUE, dont les résultats comprennent des actions prioritaires afin de renforcer la capacité institutionnelle des pays.

v) Dans le cadre des activités structurées par la CEPALC pour répondre aux situations émergentes provoquées par diverses catastrophes naturelles dans certains pays de la région, l'organisation a participé à l'évaluation des dommages causés par le cyclone Mitch au Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua, par l'Ouragan Georges en République dominicaine, et par les tremblements de terre à Arménie, en Colombie. En dehors de ces évaluations, le thème des catastrophes naturelles dans la région a été abordé dans les documents “Panorama de l'impact sur l'environnement des récentes catastrophes naturelles en Amérique latine et aux Caraïbes” (LC/L.1333-P) et “Fenómenos climáticos y vulnerabilidad: la ecuación determinante de los desastres. El caso de los pequeños estados insulares en desarrollo” (LC/R.1935). Dans le même temps, les activités du projet HOL/99/S117 “Amélioration de la méthodologie pour évaluer les dommages afin de promouvoir des façons de mitiger les catastrophes naturelles et la compréhension et préparation en matière de réduction des risques en Amérique latine et dans les Caraïbes” ont débuté.

vi) Dans le domaine des ressources naturelles, les activités se sont centrées sur l'élaboration d'études ainsi que la prestation d'assistance technique, de formation et d'appui aux gouvernements et organismes internationaux, en particulier en matière de gestion des ressources mentionnées, de formulation de politiques destinées à accroître l'utilisation rationnelle de l'énergie, l'amélioration de la législation des eaux et la gestion de l'utilisation multiple de l'eau et des bassins hydrographiques, l'appui à la formulation de cadres régulateurs et l'analyse d'options de participation privée dans les services publics liés à l'eau et à l'énergie, la promotion du développement minier, la gestion des cordons côtiers et les aspects liés à l'océan et la pêche.

En matière de législation des eaux et politiques hydriques, plusieurs études ont été préparées et le troisième Atelier d'administrateurs d'organismes de bassins d'Amérique latine et des Caraïbes a eu lieu, conjointement avec la Commission des ressources hydriques et la Commission d'écologie et développement humain du Sénat de l'Argentine et l'appui de la Délégation régionale pour le cône sud du

Ministère des affaires étrangères de la France, ainsi que la première séance parlementaire latino-américaine de politiques hydriques organisée avec le Sénat et le Conseil fédéral d'investissements de l'Argentine, sous les auspices du Parlement latino-américain et du secrétariat des ressources naturelles et du développement durable de l'Argentine. En ce qui concerne la réglementation et l'analyse de la participation privée dans des entreprises de services publics liés à l'eau potable et à l'assainissement, le deuxième atelier a eu lieu sur la participation privée d'institutions d'eau potable et d'assainissement des Amériques, conjointement avec l'Association des Ingénieurs civils des Etats-Unis. En ce qui concerne la politique hydrique et l'équité, un Atelier visant à identifier des activités internationales de recherche sur l'eau dans l'Altiplano a eu lieu, conjointement avec le Centre de recherches pour le développement international (CRDI). La Division a également participé à de nombreuses rencontres à l'échelon d'états et provinces dans plusieurs pays de la région, notamment sur le thème de la gestion des bassins en Amérique latine, lors de l'atelier de *Gestão de Bacias Hidrográficas no Brasil – Reflexões e Propostas*, organisé par le consortium Piracicaba-Capivari et la Rede Brasil de Organizações de Bacia Hidrográfica, avec l'appui de l'Ambassade de France au Brésil, l'agence technique do Paraíba do Sul.

vii) En ce qui concerne l'énergie, l'attention s'est centrée sur plusieurs aspects liés à l'utilisation rationnelle de l'énergie. Dans cette matière, l'appui aux tâches menées à bien par l'OLADE s'est poursuivi sur des aspects liés à l'application du projet OLADE/CEPAL/GTZ portant sur "L'énergie et le développement durable en Amérique latine et aux Caraïbes". L'appui à l'organisation des vingt-neuvième et trentième Conférences de ministres de l'OLADE s'est également maintenu. Dans le cadre du projet financé par l'Union européenne CEC/98/S08 "Promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie en Amérique latine", des études ont été élaborées et on a participé au "Forum régional sur l'Amérique latine et les Caraïbes: Perspectives énergétiques à l'horizon du XXIème siècle". Ce Forum a été organisé par le Conseil mondial de l'énergie, chapitre du Venezuela, sous les auspices du Ministère de l'énergie et des mines du Venezuela. De même, des activités ont été réalisées dans le cadre du projet CEC/98/S17 "Développement des ressources géothermiques en Amérique latine et aux Caraïbes".

Les résultats provenant de l'ensemble de ces activités, qui ont permis d'accumuler une expérience considérable en matière de réglementation et de l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les pays de la région, ont été présentés lors de la deuxième Conférence inter-parlementaire des mines et de l'énergie pour l'Amérique latine (CIME 98), organisée par le Sénat de la Colombie et lors de la troisième Conférence sur le même thème, organisée par le Sénat de l'Argentine (CIME 99). Dans ce domaine d'activités, la Division a encouragé non seulement la relation entre les Parlements latino-américains, mais également entre ceux-ci et le Parlement européen. C'est dans ce but qu'ont été élaborés les deux documents suivants: "El estado del debate parlamentario sobre regulación y uso eficiente de la energía en América Latina" et "Guía para la elaboración de marcos regulatorios" (LC/L.1142). Ces deux documents ont été présentés au premier dialogue Europe-Amérique latine pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, organisé par la Communauté européenne.

viii) En matière de mines, plusieurs documents ont été élaborés, parmi lesquels on peut citer: "Panorama minier de l'Amérique latine à la fin des années quatre-vingt dix", "Le développement des mines de cuivre dans la deuxième moitié du XXème siècle", et "Panorama minier de l'Amérique latine: L'investissement durant les années quatre-vingt dix". Ce dernier document a été présenté à la troisième Conférence des ministres des mines des Amériques et lors du Congrès mondial de géologie.

ix) En matière de coopération et d'assistance technique, de nombreuses activités ont été réalisées durant la période biennale. En dehors de celles déjà mentionnées, il faut remarquer l'appui considérable prêté aux tâches de la Réunion du comité technique interinstitutions du Forum de ministres de l'environnement d'Amérique latine et des Caraïbes, dont la CEPALC fait partie, ainsi que l'assistance

technique fournie à plusieurs pays en matière de législation minière, d'utilisation rationnelle de l'énergie et des eaux. Une coopération technique particulière a été prêtée en matière de législation sur les eaux y compris à des pays d'autres régions telles que la Namibie, la République populaire de Chine et le Yémen.

Diverses mesures ont été prises sur le plan de la coopération technique et de formation à des entités telles que le Sous-secrétariat des mines du Ministère de l'économie et des travaux et services publics d'Argentine, la Commission colombienne d'océanographie, la Corporation autonome régionale de Cundinamarca, l'Institut costaricain d'électricité (ICE), l'Université nationale de Barranquilla, le gouvernement du Salvador, le Conseil national des ressources hydriques d'Equateur, le Service autonome national d'aqueducs et d'égouts du Honduras, la Commission nationale de l'eau du Mexique et l'Institut national du développement du Pérou, parmi d'autres.

i) a) Documents

El régimen de contratación petrolera de América Latina en la década de los noventa, série Cuadernos de la CEPAL, N° 84 (LC/G.2025-P). Publication des Nations Unies, N° de vente: S.98.II.G.12.

Litigios pesqueros en América Latina, série Medio ambiente y desarrollo, N° 5 (LC/L.1094)/Fisheries Disputes in Latin America, Medio ambiente y desarrollo series, No. 5 (LC/L.1094).

Gestión ambientalmente adecuada de residuos sólidos: un enfoque de política integral (LC/L.1095).

Los precios, la propiedad y los mercados en la asignación del agua, série Medio ambiente y desarrollo, N° 6 (LC/L.1097)/Prices, property and markets in water allocation, Medio ambiente y desarrollo series, No. 6 (LC/L.1097).

Desarrollo sustentable de los asentamientos humanos: logros y desafíos de las políticas habitacionales y urbanas de América Latina y el Caribe, série Medio ambiente y desarrollo, N° 7 (LC/L.1106)/Sustainable development of human settlements: achievements and challenges in housing and urban policy in Latin America and the Caribbean, Medio ambiente y desarrollo series, No. 7 (LC/L.1106).

Hacia un cambio en los patrones de producción: Segunda Reunión Regional para la Aplicación del Convenio de Basilea en América Latina y el Caribe, série Medio ambiente y desarrollo, N° 8, vol. 1 (LC/L.1116); vol. 2 (LC/L.1116/Add.1).

Ciudades intermedias en América Latina y el Caribe: propuesta para la gestión urbana (LC/L.1117).

La industria del gas natural y las modalidades de regulación en América Latina, série Medio ambiente y desarrollo, N° 9 (LC/L.1121).

Guía para la formulación de los marcos regulatorios, série Medio ambiente y desarrollo, N° 10 (LC/L.1142).

Panorama minero de América Latina: la inversión en la década de los noventa, série Medio ambiente y desarrollo, N° 11 (LC/L.1148).

Las reformas energéticas y el uso eficiente de la energía en el Perú, série Medio ambiente y desarrollo, N° 12 (LC/L.1159).

Financiamiento y regulación de las fuentes de energía nuevas y renovables: el caso de la geotermia, série Medio ambiente y desarrollo, N° 13 (LC/L.1162).

Las debilidades del marco regulatorio eléctrico en materia de los derechos del consumidor. Identificación de problemas y recomendaciones de política, série Medio ambiente y desarrollo, N° 14 (LC/L.1164).

Primer diálogo Europa-América Latina para la promoción del uso eficiente de la energía. Diálogo Parlamentario y Taller de Trabajo (Bruselas, Bélgica, 28-30 de octubre de 1998), série Medio ambiente y desarrollo, N° 15 (LC/L.1187).

Lineamientos para la regulación del uso eficiente de la energía en Argentina, série Medio ambiente y desarrollo, N° 16 (LC/L.1189).

Marco legal e institucional para promover el uso eficiente de la energía en Venezuela, série Medio ambiente y desarrollo, N° 17 (LC/L.1202).

Impactos ambientales de los cambios en la estructura exportadora en nueve países de América Latina y el Caribe: 1980-1995, série Medio ambiente y desarrollo, N° 19 (LC/L.1241-P). Publication des Nations Unies, N° de vente: S.99.II.G.44.

Servicios públicos y regulación. Consecuencias legales de las fallas de mercado, série Recursos naturales e infraestructura, N° 2 (LC/L.1252-P). Publication des Nations Unies, N° de vente: S.99.II.G.35.

Panorama minero de América Latina a fines de los años noventa, série Recursos naturales e infraestructura, N° 1 (LC/L.1253-P). Publication des Nations Unies, N° de vente: S.99.II.G.33.

Políticas e instituciones para el desarrollo sostenible en América Latina y el Caribe, série Medio ambiente y desarrollo, N° 18 (LC/L.1260-P). Publication des Nations Unies, N° de vente: S.99.II.G.37.

El Código de Aguas de Chile: entre la ideología y la realidad, N° 3 (LC/L.1263-P). Publication des Nations Unies, N° de vente: S.99.II.G.43.

El desarrollo de la minería del cobre en la segunda mitad del Siglo XX, série Recursos naturales e infraestructura, N° 4 (LC/L.1282-P). Publication des Nations Unies, N° de vente: S.99.II.G.54.

La crisis eléctrica en Chile: antecedentes para una evaluación de la institucionalidad regulatoria, série Recursos naturales e Infraestructura, N° 5 (LC/L.1284-P). Publication des Nations Unies, N° de vente: S. 99.II.G.55.

Reformas macroeconómicas en América Latina y el Caribe: su impacto en los marcos regulatorios e institucionales ambientales en nueve estudios de caso, série Medio ambiente y desarrollo, N° 20 (LC/L.1311-P).

El impacto de las reformas económicas y ambientales sobre el desempeño de la minería del cobre en Chile, série Medio ambiente y desarrollo, N° 21 (LC/L.1334-P).

El impacto del programa de estabilización y las reformas estructurales sobre el desempeño ambiental de la minería del cobre en Perú: 1990-1997, série Medio ambiente y desarrollo, N° 22 (LC/L.1333-P).

Contaminación industrial en los países latinoamericanos pre y post reformas económicas, série Medio ambiente y desarrollo, N° 23 (LC/L.1330-P).

Reformas estructurales y composición de las emisiones contaminantes industriales, série Medio ambiente y desarrollo, N° 24 (LC/L.1332-P).

Trade liberalization and industrial pollution in Brazil, série Medio ambiente y desarrollo, N° 25 (LC/L.1331-P).

Consensos urbanos: aportes del Plan de Acción Regional de América Latina y el Caribe sobre asentamientos humanos, série Medio ambiente y desarrollo, N° 26 (LC/L.1320-P).

Role of environmental awareness in achieving sustainable development (LC/R.1962).

Informe del Taller regional sobre los aspectos económicos de la biodiversidad costera y marina (Santiago de Chile, 1^o al 3 de diciembre de 1997) (LC/R.1781)/Report of the regional Workshop on economic aspects of coastal and marine biodiversity (Santiago, Chile, 1-3 December 1997) (LC/R.1781).

Informe d'El segundo Sentirai técnico regional del proyecto ITA/95/S71 "Gestión urbana en ciudades intermedias seleccionadas de América Latina y el Caribe" (Cuzco, Perú, 4 y 5 de diciembre de 1997) (LC/R.1783).

Plan de City Marketing: Córdoba. Argentina (LC/R.1784).

Agenda para el desarrollo económico municipal: Córdoba, Argentina (LC/R.1785).

La promoción de la ciudad: municipalidad de Córdoba, Argentina (LC/R.1786).

La participación del sector privado en el desarrollo comunal: Valdivia, Chile (LC/R.1787).

A municipal information system for Port of Spain, Trinidad and Tobago (LC/R.1789).

Monitoreo del plan de desarrollo: Manizales, Colombia (LC/R.1790).

La descentralización en Córdoba: los centros de participación comunal (LC/R.1791).

Sistema integrado de combate a pobreza em Ouro Preto, Brasil (LC/R.1792).

Una propuesta para el servicio de limpieza: Cuzco, Perú (LC/R.1797).

Sistema de toma de decisiones para la gestión urbana en Valdivia, Chile (LC/R.1798).

Informe del segundo Taller para gerentes de organismos de cuencas de América Latina y el Caribe (Santiago de Chile, 11-13 de noviembre de 1997) (LC/R.1802)/Report on the second Workshop for managers of river basin authorities in Latin America and the Caribbean (Santiago, Chile, 11-13 November 1997) (LC/R.1802).

Sistema de planificación estratégica: municipalidad del Cuzco, Perú (LC/R.1807).

La experiencia de la República Federal de Alemania en materia de gestión de los residuos sólidos; notas de viaje (LC/R.1812).

Informe del Seminario regional del proyecto sobre desarrollo de los recursos geotérmicos en América Latina y el Caribe (Santiago de Chile, 10-12 de noviembre de 1997) (LC/R.1815).

Energía y desarrollo sustentable en América Latina y el Caribe: estudio de caso de Bolivia. Proyecto OLADE/CEPAL/GTZ (LC/R.1830).

Análisis y propuestas para las tarifas de los residuos sólidos domésticos en América Latina (LC/R.1832).

Recomendaciones de las reuniones internacionales sobre el agua: de Mar del Plata a París (LC/R.1865).

Report of the second Workshop on private participation in water supply and sanitation utilities in the Americas (San José, Costa Rica, 3-6 February 1998) (LC/R.1868).

La participación privada en el desarrollo de la geotermia en América Latina (LC/R.1872).

Informe de la primera Sesión Parlamentaria Latinoamericana de Políticas Hídricas (Buenos Aires, Argentina, 18 y 19 de noviembre de 1998) (LC/R.1876).

Una visión regional del desarrollo del capítulo 17 del Programa 21 en América Latina y el Caribe: 1992-1998 (LC/R.1881).

Los usos pacíficos del espacio exterior en los desafíos del desarrollo sostenible: algunas aproximaciones en el ámbito de la conservación y uso sostenible de la biodiversidad (LC/R.1898).

Informe de la reunión regional sobre la contribución de los océanos al desarrollo sostenible de la región (Santiago de Chile, 30 de noviembre-3 de diciembre de 1998) (LC/R.1899).

Los parques marinos en las estrategias internacionales de conservación de la biodiversidad (LC/R.1901).

La prevención del tráfico internacional ilícito de desechos peligrosos: algunos enfoques sobre la contribución de las aduanas (LC/R.1910).

Debate sobre el Código de Aguas de Chile (LC/R.1924).

La dinámica del desarrollo sustentable y sostenible (LC/R.1925).

Informe del tercer Taller de gerentes de organismos de cuenca en América Latina y el Caribe (Buenos Aires, Argentina, 16-18 de noviembre de 1998) (LC/R.1926).

Fenómenos climáticos y vulnerabilidad: la ecuación determinante de los desastres. El caso de los pequeños estados insulares en desarrollo (LC/R.1935).

América Latina y el acuerdo de las Naciones Unidas sobre peces transzonales y altamente migratorios: una relación cautelosa (LC/R.1940).

Gestión de cuencas y ríos vinculados con centros urbanos (LC/R.1948).

The Dublin Principles for Water as Reflected in a Comparative Assessment of Institutional and Legal Arrangements for Integrated Water Resources Management, Miguel Solanes et Fernando González Villarreal, Stockholm, Partenariat mondial pour l'eau/Agence suédoise de développement international, juin 1999.

Prácticas recomendables para la elaboración de leyes y regulaciones relacionadas con el recurso hídrico. Informe de Buenas Prácticas, Miguel Solanes et David Getches, Washington, D.C., Division de l'environnement, Département des programmes sociaux et du développement durable, BID, février 1998.

b) Chapitres de livres

"The role of civil society in twenty-first century diplomacy", Multilateral Diplomacy and the United Nations Today, J.P. Muldoon et J. Fagot Aviel (comps.), Westview Press, 1999.

"Desafíos de la cooperación internacional en el marco del desarrollo sustentable", Primer Seminario sobre política exterior y medio ambiente, Santiago du Chili, Ministère des relations extérieures, gouvernement chilien, 1999.

"Brazil and global environmental politics: same wine in new bottles?", Globalization, State Power and International Institutions: Brazil in a New Age of Dependency?, Andrew A. Hurrell et Leslie Bethell (comps.), 1999.

"The bureaucratic politics of environmental policy formation in Brazil", Environmental Policy and Developing Nations, Policy Studies Organization (comp.), 1999.

"The environment, population, and urbanization", Understanding Contemporary Latin America, Richard S. Hillman (comp.), Boulder Lynne Rienner Publishers, deuxième édition, 1999.

c) Articles parus dans des publications externes

"Modernidad, medio ambiente y ética: un nuevo paradigma de desarrollo", Roberto Guimarães, Del desarrollo humano a la economía ecológica, Carlos Crespo Flores et Tania Ricaldi Arévalo (comps.), Cochabamba, Diplôme en développement humain du Centre d'études supérieures universitaires de l'Université Mayor de Saint-Simon/Bureau du PNUD en Bolivie, 1998, publié également en Ambiente et Sociedade (Campinas, Brésil), N° 2, premier semestre, 1998 et dans la Revista Interamericana de Planificación (Cuenca, Equateur), N° 117-118, janvier-juin 1998.

“Competitividad de la legislación minera”, Fernando Sánchez Albavera, Panorama minero, N° 221, février 1998.

“Globalización, reformas y competitividad en la minería de América Latina y el Caribe”, Fernando Sánchez Albavera, DIRECMIN. Directorio minero de Chile, 1998, quatrième édition, 29 avril 1998.

“Aterrizando una cometa: indicadores territoriales de sustentabilidad”, Revista interamericana de planificación, N° 119-120, Cuenca, juillet-décembre 1998.

“Los parques marinos en las estrategias internacionales de conservación de la biodiversidad”, Carmen Artigas, Seminario “Parques marinos: un desafío de administración”, trabajos y resúmenes de ponencias (Santiago du Chili, 6 et 7 août 1998), Santiago du Chili, Service national de la pêche, Ministère de l'économie, du développement et de la reconstruction.

“Comments to Ramón Martínez-Guarino's ‘Neuquén 2020 and micro-regional planning for the twenty-first century’”, Regional Development Dialogue, vol. 19, N° 3, Nagoya, automne, 1998.

“El discurso ambiental va por un lado y la realidad por otro”, La voz del interior, Córdoba, 24 octobre 1998.

“Los efectos fiscales de las reformas en el subsector eléctrico”, Hugo Altomonte, Séminaire BID/OLADE “Modernización del subsector eléctrico de América Latina y el Caribe”, quatrième Conférence énergétique de l'Amérique latine et les Caraïbes: énergie et développement dans un monde interdépendant, Saint-Domingue, République dominicaine, 16-19 novembre 1998.

“Santiago no shutoken kakudai to taikiosen” (“Expansion of Metropolitan Santiago as a cause for Air Pollution”), Michiko Iizuka, Latin America Report, vol. 15, N° 3, Tokyo, Institut des économies en développement, 1998.

“Agenda 21 e desenvolvimento sustentável”, Debates Socio-Ambientais, N° 11, São Paulo, novembre 1998-février 1999.

“Política ambiental y gestión de recursos”, Axel Dourojeanni, “Bienes nacionales, una oportunidad para el desarrollo humano”, Carmen Artigas, “El agua, un bien de dominio público”, Miguel Solanes, Los bienes de la nación: una oportunidad para el desarrollo y calidad de vida de la ciudadanía, exposés au séminaire réalisé par le Ministère des biens nationaux et la Chambre des députés du Chili, Valparaíso, Chili, 7 janvier 1999.

“La modernización del sector energético en América Latina y el Caribe. Marco regulatorio, desincorporación de activos y libre comercio”, Hugo Altomonte et autres, OLADE.

“Aspects políticos y éticos de la sustentabilidad y su significado para la formulación de políticas de desarrollo”. Persona y sociedad, Santiago du Chili, vol. 13, N° 1, avril 1999.

“Las tendencias en la gestión del agua en la región de América Latina y el Caribe”, Axel Dourojeanni, Agua y riego, année 4, N° 12, Lima, Institut de promotion pour la gestion de l'eau, juin 1999.

“Fiscal impacts of electric power subsector reforms”, Hugo Altomonte, Energy Magazine, año 23, N° 3, OLADE, juillet-août-septembre 1999.

“A comparative assessment of institutional and legal arrangements for integrated water resources management”, Miguel Solanes y Fernando González Villarreal, Water Sector Capacity Building: Concepts and Instruments, Proceedings of the Second UNDP Symposium on Water Sector Capacity Building, Delft, 1996, Pays-Bas, PNUD/International Hydraulics Institute (IHE-DELFT)/Institut de développement économique (IDE), 1999.

“La lucha contra el cambio climático: el compromiso del Parlamento Latinoamericano”, Alicia Bárcena, série de Ciudadanía ambiental, PNUME et PNUD (comps.), 1999.

“Institutional and legal issues relevant to the implementation of water markets”, Miguel Solanes, Groundwater, Legal and Policy Perspectives, Proceedings of a World Bank Seminar, World Bank Technical Paper, N° 456, capítulo 4, Salman M.A. Salman (comp.), Washington, D.C, Banque mondiale, novembre 1999.

“Latin America”, Carmen Artigas et autres, Climate Change: Impacts, Adaptation and Vulnerability. The IPCC Third Assesment Report. Working Group II, Genève, 1999.

ii) Réunions, séminaires et conférences

Organisés par le sous-programme

Deuxième atelier sur la participation privée d'institutions d'eau potable et d'assainissement des Amériques, organisé conjointement avec l'Association d'ingénieurs civils des Etats Unis (San José, 3-7 février 1998).

Lancement du livre “Gestión ambientalmente adecuada de residuos sólidos: un enfoque de política integral” (LC/L.1095), Santiago du Chili, 25 mai 1998.

Lancement du livre “Ciudades intermedias de América Latina y el Caribe: propuesta para la gestión urbana” (LC/L.1117), activité réalisée conjointement avec le Ministère des affaires étrangères de l'Italie, dans le cadre du projet ITA/95/S71 “Gestion urbaine dans certaines villes moyennes d'Amérique latine” (Rome, 25 juin 1998).

Troisième atelier d'administrateurs d'organismes de bassins d'Amérique latine et des Caraïbes, organisé par la Commission des ressources hydriques et la Commission d'écologie et développement humain du Sénat de la nation Argentine, avec l'appui de la CEPALC ainsi que de la délégation régionale pour cône sud du Ministère des affaires étrangères de la France (Buenos Aires, 16-8 novembre 1998).

Première séance parlementaire latino-américaine en matière de politiques hydriques, organisée conjointement avec le Sénat et le Conseil fédéral d'investissements (CFI) d'Argentine, sous les auspices du Parlement latino-américain et du Secrétariat des ressources naturelles et du développement durable d'Argentine (Buenos Aires, 18 et 19 novembre 1998).

Réunion régionale sur la contribution des océans au développement durable de la région, organisée sous les auspices du Sous-secrétariat de la marine du Chili (Santiago du Chili, 30 novembre-3 décembre 1998).

Deuxième réunion du comité technique interinstitutions du Forum de ministres de l'environnement d'Amérique latine et des Caraïbes (Santiago du Chili, 7 et 8 avril 1999).

Atelier pour l'identification d'un agenda international de recherches sur l'eau dans l'Altiplano, organisé conjointement avec le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) (Arica, Chili, 26-28 mai 1999).

Séminaire “La concession de services publics et la protection et promotion des investissements étrangers”, organisé conjointement avec le Conseil argentin des relations internationales (CARI) (Buenos Aires, 1 et 2 juillet 1999).

Séminaire sur certains cas innovateurs de gestion locale pour la protection de l'air et du climat en Amérique latine, organisé conjointement avec le Conseil international pour les initiatives locales en matière d'environnement et la Banque mondiale (Santiago du Chili, 4-6 novembre 1999).

Atelier d'experts en matière de politique, droit et administration de la sécurité de la biotechnologie dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, organisé conjointement avec le PNUE en réponse à la décision du Forum des ministres de l'environnement d'Amérique latine et des Caraïbes (Santiago du Chili, 29 et 30 novembre 1999).

Premier séminaire régional du projet ITA/99/S118 “Stratégies de gestion urbaine et mécanismes de développement durable en Amérique latine”, organisé conjointement avec la coopération du gouvernement de l'Italie (Santiago du Chili, 6 et 7 décembre 1999).

Participation à d'autres réunions, rencontres d'experts et conférences

Présentation d'un exposé sur le projet CEPALC/Union européenne CEC/98/S08 “Promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie en Amérique latine” et participation au Forum sur le thème “Perspectives de la croissance économique de l'Amérique latine”, lors du Forum régional sur l'Amérique latine et les Caraïbes: Perspectives énergétiques vers le XXIème siècle, organisé par le Conseil mondial de l'énergie, sous les auspices du Ministère de l'énergie et des mines du Venezuela (Caracas, 9-11 février 1998).

Exposés “Le secteur minier de l'Amérique latine dans le contexte international”, “Expériences de régulation de l'efficacité énergétique dans les pays de l'Union européenne, le Japon et les Etats-Unis”, et “Résultats du projet CEPALC/Commission européenne CEC/98/S17 sur le renforcement de la gestion des ressources géothermiques”, lors de la deuxième Conférence interparlementaire des mines et de l'énergie pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CIME 98), organisé par le Sénat de la Colombie. De plus, des services de secrétariat technique ont été prêtés à la conférence (Carthagène, Colombie, 18-21 mai 1998).

Présentation du document “An institutional capacity building approach to urban environmental governance in medium sized cities in Latin America and the Caribbean”, lors de la Conférence mondiale sur la coopération internationale entre villes et citoyens en vue d'une société ayant une conscience écologique, organisée par le gouvernement métropolitain de Tokyo et les Nations Unies (Tokyo, 26-29 mai 1998).

Présentation d'un exposé sur la gestion des bassins en Amérique latine, et participation à la table ronde sur la coopération internationale et nationale en matière de gestion des bassins, lors de l'Atelier de Gestão de Bacias Hidrográficas no Brasil – Reflexões e Propostas, organisé par le Consorcium Piracicaba-

Capivari et le Rede Brasil de Organizações de Bacia Hidrográfica, avec l'appui de l'Ambassade de France au Brésil, Agence technique do Paraíba do Sul (Piracicaba, Brésil, 29 juin-1er juillet 1998).

Exposé sur les parcs marins dans les stratégies internationales de conservation de la biodiversité, lors de l'atelier sur les parcs marins: Un outil pour la conservation de la biodiversité, organisé par le Service national de pêche du Chili (Santiago du Chili, 6 et 7 août 1998).

Exposé portant sur l'introduction aux économies de l'Amérique latine en matière de commerce et environnement, avec des représentants de certains gouvernements latino-américains et d'organisations de la société civile, organisé par la Corporación Participa (Santiago du Chili, 2-4 septembre 1998).

Exposé sur la privatisation des services publics, lors de la réunion régionale du cône sud et du Brésil du Forum ibéro-américain et des Caraïbes pour les meilleures pratiques: Etablissements humains pour un avenir plus durable, organisé par le Centre des Nations Unies pour les Etablissements humains (HABITAT), avec l'appui du Ministère du développement de l'Espagne et l'Institut brésilien d'administration municipale (IBAM) (Florianópolis, Brésil, 23-26 septembre 1998).

Exposés sur l'état du débat parlementaire en matière de régulation de l'utilisation rationnelle de l'énergie en Amérique latine et "Guide pour l'élaboration de cadres régulateurs", lors du premier dialogue Europe-Amérique latine pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, organisé par la Communauté européenne (Bruxelles, 24-30 octobre 1998).

Présentation du document "Panorama minier de l'Amérique latine: L'investissement durant les années quatre-vingt dix" (LC/L.1148), lors de la troisième Conférence des Ministères de l'industrie minière des Amériques et lors du Congrès mondial de géologie (Buenos Aires, 8-11 novembre 1998).

Exposé sur l'aménagement du territoire comme option de politiques urbaines et de régions en Amérique latine et aux Caraïbes, lors de la septième réunion régionale des ministres et des responsables du logement et de l'urbanisme de l'Amérique latine et des Caraïbes (Saint-Domingue, 9, 10 et 11 décembre 1998).

Présentation sur le rôle du contrôle des mouvements transfrontaliers de résidus dangereux dans les stratégies de la région en vue du développement durable. Quelques considérations sur la contribution des douanes lors de la Réunion régionale de l'Amérique latine et des Caraïbes pour la mise en place du contrôle des mouvements transfrontaliers de résidus sujets à l'Accord, organisé par le Centre régional de coordination de la Convention de Bâle pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Montevideo, 22-27 mars 1999).

Exposé sur la décentralisation et l'environnement, lors du Séminaire "Décentralisation et gestion responsable dans le secteur public", organisé par la Banque mondiale et le Ministère des finances du gouvernement chilien (Valdivia, Chili, 20-22 juin 1999).

Présentation du document "Etat actuel des négociations en ce qui concerne le Protocole de biosécurité dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique" lors de la treizième réunion de la Commission de l'environnement du Parlement latino-américain (Mexico, 12-14 septembre 1999).

Exposé "What are the next steps?", lors du séminaire "Ouverture, pérennité et l'ALCA", organisé par l'Institute for Sustainable Development (Ottawa, Canada, 4 et 5 octobre 1999).

Réunion du quatrième Forum des ministres du logement et de l'urbanisme (MINURVI) et huitième réunion du MINURVI en appui au Secrétariat technique avec la présentation du document "Aménagement du territoire, développement de l'habitat e désastres naturels" (La Havane, 10-17 octobre 1999).

Exposé "Institutional cooperation on trade and the environment", lors du dialogue hémisphérique de spécialistes techniques et experts en matière de politiques sur une expansion écologiquement rationnelle du commerce dans les Amériques, organisé par le North-South Center de l'Université de Miami et l'OEA (Miami, Etats-Unis, 28 et 29 octobre 1999).

Présentation du document "Changement climatique: Etat actuel des négociations en ce qui concerne le Protocole de Kyoto" lors du Séminaire portant sur le changement climatique en rapport avec l'industrie pétrolière, organisé par Petróleos Mexicanos, le PNUD et le Secrétariat de l'environnement, des ressources naturelles et de la pêche du Mexique (Mexico, 6 et 7 décembre 1999).

Participation à l'atelier international "Indicators of sustainable development in Latin America and the Caribbean", organisé par le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DESA) (Barbade, 7-9 décembre 1999).

iii) Coopération technique

Organismes régionaux et intergouvernementaux

Agence pour le développement international des Etats-Unis d'Amérique (USAID)

Avec le Bureau régional d'assistance en matière de catastrophes de l'USAID, contribuer au renforcement d'un système hémisphérique intégral d'information sur le phénomène d'El Niño ainsi qu'en matière de développement durable.

Banque interaméricaine de développement (BID)

Avec la BID, dans des aspects juridiques liés à la gestion des ressources hydriques et dans l'organisation d'un séminaire portant sur la réglementation des eaux souterraines.

Banque mondiale

Avec la Banque mondiale, en matière de mines et de développement durable et dans certains aspects juridiques des marchés d'eau; et dans la préparation d'une étude sur les avantages de l'intégration en Amérique centrale en vue de réduire la vulnérabilité face aux catastrophes naturelles dans le cadre du développement durable.

Centre interaméricain pour le développement et la recherche environnementale et territoriale (CIDIAT)

Avec le CIDIAT, dans certains aspects juridiques et institutionnels de la gestion des ressources hydriques.

Etats-Unis

Avec la Colorado School of Mines, en matière de réglementation des régimes de concessions dans le secteur des mines de l'Amérique latine et pour l'organisation d'un séminaire portant sur la réglementation minière.

Commission européenne

Avec la Commission européenne, en matière de régulation de l'utilisation rationnelle de l'énergie et d'évaluation de projets pour le Programme "Amérique latine pour l'utilisation rationnelle de l'énergie" (ALURE).

Comité technique interinstitutions d'appui au Forum des ministres de l'environnement de l'Amérique latine et des Caraïbes.

Avec le Comité technique interinstitutions d'appui au Forum de ministres de l'environnement de l'Amérique latine et des Caraïbes (formé par le PNUE, le PNUD, la CEPALC, la BID et la Banque mondiale), dans l'élaboration du rapport pour le Comité technique interinstitutions (CTI) en matière de planification biorégionale. De même, une collaboration a été prêtée à cette entité dans la réalisation d'une réunion d'experts gouvernementaux portant sur le changement climatique, tenue au Brésil les 11 et 12 octobre 1999.

International Hydraulics Institute (IHE)

Avec l'International Hydraulics Institute (IHE), des Pays-Bas, dans certains aspects juridiques et institutionnels de la gestion des ressources hydriques, et la préparation d'un rapport méthodologique pour l'évaluation des lois en matière d'eau.

Partenariat mondial pour l'eau

Avec le Partenariat mondial pour l'eau, dans certains aspects juridiques et institutionnels de la gestion intégrée des ressources hydriques et des services publics connexes, et en ce qui concerne la privatisation de certains services publics basés sur l'eau dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi qu'au Sri Lanka, en Inde et en Chine.

Organisation latino-américaine de l'énergie (OLADE)

Avec l'OLADE, dans certains aspects liés au projet FRG/98/S20 OLADE/CEPALC/GTZ sur l'énergie et le développement durable en Amérique latine et aux Caraïbes, et dans l'organisation des vingt-neuvième et trentième réunions de ministres de l'OLADE.

Organisation latino-américaine des mines (OLAMI)

Avec l'OLAMI, en matière de législation minière.

Programme LEAD International – Fondation Rockefeller

Avec le Programme LEAD, moyennant l'élaboration de documents portant sur les thèmes "Modernité, environnement et éthique" et "Biodiversité et intégration régionale", présentés lors du

Séminaire international sur le leadership pour le développement durable: Le cas de la biodiversité, tenu à Embú, São Paulo, Brésil, 14-16 août 1999.

Argentine

Avec le Sous-secrétariat des mines du Ministère de l'économie, dans l'organisation de la réunion de ministres des mines des Amériques, et avec le Sous-secrétariat de l'énergie du même Ministère, en matière de régulation de l'utilisation rationnelle de l'énergie.

Avec la Commission de l'énergie et de l'industrie minière du Sénat de l'Argentine, dans la révision du projet de loi sur l'utilisation rationnelle de l'énergie, la régulation des services publics et l'organisation de la troisième Conférence interparlementaire des mines et de l'énergie pour l'Amérique latine (CIME 99).

Avec le Centre sur l'économie, la législation des eaux et l'environnement (CELAA) et avec le Conseil national de recherches scientifiques et techniques, dans certains aspects juridiques liés à la gestion des ressources hydriques et la privatisation de certains services publics.

Avec l'Université d'Aconcagua, le Centre argentin de relations internationales, le Congrès de l'Argentine et le Conseil national de recherches scientifiques et techniques, en matière de régulation des services publics basés sur l'eau.

Avec le gouvernement de Mendoza et avec la Commission de ressources hydriques du Sénat de l'Argentine, dans certains aspects juridiques et de planification des ressources hydriques.

Avec l'Université de Buenos Aires, par le biais du Centre d'études avancées, en matière de recherche sur le développement écologiquement rationnel. Avec l'organisme de supervision de l'état de la province de Terre de Feu, dans les tâches d'évaluation de l'impact sur l'environnement du projet Río Grande.

Avec les Ministères de la santé et de l'environnement, dans l'application du Programme d'action nationale pour la gestion intégrale de certains produits chimiques.

Bolivie

Avec le Service d'acheminement des eaux et de régularisation du Río Piraí (SEARPI), dans certains aspects relatifs aux lignes directrices pour la création et le fonctionnement d'une autorité des bassins. Avec le Sénat de la Bolivie, dans la fourniture d'information pertinente pour la formulation de politiques et lois sur l'eau.

Avec le Vice-ministre de la planification et de l'aménagement du territoire, dans la formulation d'un diagnostic et de propositions en vue du développement économique de la région de Caranavi, en tirant parti des conditions compétitives du territoire.

Avec le Ministère du développement durable et de l'environnement, conjointement avec l'Unesco, dans la préparation de l'avant-projet de loi en matière de ressources hydriques.

Brésil

Avec le Secrétariat des ressources hydriques, en matière de législation des eaux et dans la réalisation d'une conférence portant sur les politiques hydriques.

Avec le gouvernement de l'état de Ceará, dans certains aspects juridiques liés au transfert des eaux entre bassins. Avec l'Association brésilienne de génie sanitaire et de sciences de l'environnement (ABES), en matière de régulation de certains services publics.

Avec l'Université de Sao Paulo (USP), dans l'examen des activités réalisées dans le cadre du programme international de la Fondation Rockefeller pour la formation de leadership dans le développement durable, et afin de définir de nouvelles lignes directrices en matière de coopération interinstitutions.

Chili

Avec la Commission nationale de l'environnement, en matière de recyclage, systèmes de tarifs, législation et formulation de politiques pour la gestion écologiquement rationnelle de résidus solides urbains et industriels.

Avec la Commission de l'industrie minière et de l'énergie de la Chambre des Députés, en matière de régulation de l'utilisation rationnelle de l'énergie.

Avec le Congrès, dans certains aspects juridiques liés à la gestion et à l'utilisation durable des ressources hydriques.

Avec la Municipalité d'Antofagasta, dans certains aspects liés à la gestion de la frange côtière afin de créer une instance permanente de conseil en matière d'environnement.

Avec le Ministère des biens nationaux, pour renforcer l'équité dans l'accès aux biens publics et la récupération des espaces communautaires.

Avec les autorités provinciales de Huasco et avec la Direction régionale de la Corporation pour le développement de la production (CORFO), dans certains aspects relatifs aux lignes directrices d'un document présentant des propositions en vue du développement rural dans la vallée d'Alto del Carmen.

Avec le Secrétariat régional des biens nationaux de la troisième région et avec les autorités de la Provincia de Huasco, dans la création de modalités de gestion de la zone côtière, en particulier en matière de conservation et de mise en valeur durable des écosystèmes protégés des Parcs Pan de Azúcar et Llanos de Chaille; l'élaboration de propositions de projets de coopération en gestion environnementale locale en vue de l'assistance financière canadienne; et dans la préparation du rapport portant sur la Declaración del Humedal de l'embouchure du fleuve Copiapó en tant que site RAMSAR.

Avec l'Université Arturo Prat de la ville d'Iquique, dans certains aspects liés au développement des ressources géothermiques.

Avec l'Université du Chili, le Centre de politiques publiques, le Programme de développement durable, dans la préparation de la cinquième Conférence biennale de la Société internationale d'économie écologique.

Avec l'Université d'Atacama, en matière de stratégies locales en vue de la mise en place du Programme d'action de Washington sur la pollution marine d'origine terrestre, ainsi que de stratégies en vue du développement durable et l'application d'accords en matière d'environnement.

Colombie

Avec la Commission colombienne d'océanographie (Section des affaires internationales et de l'environnement), sur les lignes directrices en matière d'océans et zones côtières du plan de mise en place et de suivi d'Action 21.

Avec la Corporation autonome régionale de Cundinamarca (CAR) et avec l'Association nationale d'entreprises de services publics domestiques et activités complémentaires de la Colombie (ANDESCO), sur les aspects juridiques et institutionnels de la gestion des ressources hydriques.

Avec le gouvernement, dans l'évaluation socio-économique des conséquences du tremblement de terre dans la ville d'Armenia.

Avec le Sénat, dans l'organisation de la deuxième Conférence interparlementaire en matière de mines et d'énergie (CIME 98).

Avec la cinquième Commission du Sénat de la Colombie et avec la Commission de l'énergie du Congrès, dans la révision du projet de loi en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie et avec l'Université de l'Externado, en matière de régulation du pétrole et du gaz et de l'utilisation rationnelle de l'énergie.

Avec le Ministère de l'énergie et des mines, en matière de régulation de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la formulation d'un cadre réglementaire et institutionnel portant sur la géothermie; préparation d'un projet de loi de réforme de la législation minière; législation minière comparée; et le développement des ressources géothermiques.

Avec le Ministère de l'environnement, dans la préparation d'une stratégie relative au Protocole de Biosécurité dans le cadre de la Convention sur la biodiversité.

Avec l'Université del Valle, Cali, en matière de gestion intégrée des ressources hydriques et de régulation de certains services publics.

Avec l'Université nationale de Barranquilla, dans l'élaboration de propositions en vue d'un programme sur la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

Costa Rica

Avec le gouvernement, en matière de droit des eaux et des services publics.

Avec l'Institut costaricain d'électricité (ICE), dans la promotion, l'élaboration, le renforcement institutionnel et l'élaboration de cadres réglementaires liés la mise en valeur des ressources géothermiques.

Dominique

Avec le gouvernement, dans le développement des ressources géothermiques.

Equateur

Avec le Ministère des mines et de l'énergie, en matière de législation minière, d'élaboration d'un plan de développement minier, et de régulation et développement des ressources géothermiques.

Avec le Congrès, dans la révision du projet de réforme du code des mines.

Avec le Conseil national de ressources hydriques, dans la révision de l'avant-projet de loi des eaux de l'Equateur.

Avec le Ministère de l'environnement, dans l'élaboration de la stratégie environnementale en vue du développement durable de l'Equateur.

Avec le gouvernement, conjointement avec l'ILPES, dans la réalisation d'une mission d'étude en vue du développement durable de la vallée du fleuve Guayas.

El Salvador

Avec le gouvernement, dans certains aspects juridiques liés à la gestion des ressources hydriques, en particulier la révision du projet de loi de création d'autorités en matière d'eau.

Guatemala

Avec le Ministère des mines et de l'énergie, en matière d'économie énergétique.

Guatemala, Nicaragua, République dominicaine

Avec les gouvernements, dans l'évaluation des dommages provoqués par l'Ouragan Georges.

Honduras

Avec le Service autonome national d'aqueducs et d'égouts (SANAA), dans certains aspects juridiques liés aux services d'approvisionnement en eau potable et assainissement.

Avec le Secrétariat des ressources naturelles et environnement, dans la révision d'un projet de loi des eaux.

Avec l'organisme national chargé de l'énergie, dans l'identification et l'élaboration de projets géothermiques. Avec la Commission de l'énergie et des carburants du Congrès, dans la formulation d'un cadre réglementaire pour les sources d'énergie renouvelables.

Avec le gouvernement, dans la promotion, la création et le renforcement institutionnel et l'élaboration de cadres réglementaires liés au développement des ressources géothermiques.

Honduras, Salvador, Guatemala et Nicaragua

Avec les gouvernements, dans l'évaluation des dommages provoqués par le cyclone Mitch.

Mexique

Avec la Direction de promotion minière du Secrétariat au commerce et au développement industriel (SECOFI), dans la promotion de la petite industrie minière.

Avec le Secrétariat de l'environnement, des ressources naturelles et de la pêche, en matière de formulation de stratégies environnementales et l'approvisionnement en information en vue de la préparation d'une stratégie nationale sur le changement climatique, en particulier en ce qui concerne le secteur pétrolier.

Namibie

Avec le gouvernement, conjointement avec la FAO, en matière de droit des eaux et de réglementation des services publics.

Nicaragua

Avec le gouvernement, en matière de législation sur les ressources hydriques.

Avec le Ministère des relations extérieures, dans l'élaboration d'une proposition en vue du développement durable des zones côtières et marines du Nicaragua.

Paraguay

Avec le Programme d'action national pour la gestion intégrale de certains produits chimiques, réalisé par les Ministères de la santé et de l'environnement de l'Argentine.

Pérou

Avec le Centre de conservation de l'énergie et de l'environnement (CENERGIA), en matière de régulation de l'utilisation rationnelle de l'énergie et de politiques énergétiques environnementales.

Avec la Commission du Congrès, dans la révision du projet de loi portant sur l'utilisation rationnelle de l'énergie.

Ave l'Institut national de développement (INADE), dans la formulation du Programme de gestion environnementale de la vallée du fleuve Rimac.

Avec l'Institut national des ressources naturelles (INRENA) du Ministère de l'agriculture, dans la gestion de la vallée du fleuve Santa.

Sainte-Lucie

Avec le Ministère des finances et de la planification, dans le développement des ressources géothermiques.

Uruguay

Avec le Ministère du logement, de l'aménagement du territoire et de l'environnement, dans l'organisation de la réunion régionale conjointe des responsables de la Convention de Bâle et des responsables de douanes pour le contrôle transfrontalier de certains résidus dangereux, y compris la préparation de documents pour la réunion.

Avec l'Intendance municipale de Montevideo, dans certains aspects relatifs à l'établissement de zones naturelles protégées dans la rédaction de la Charte environnementale de Montevideo.

Avec le Centre régional de coordination de la Convention de Bâle pour l'Amérique latine et les Caraïbes, dans l'application de plusieurs instruments internationaux dans le domaine de la Convention.

Avec la Direction nationale de l'environnement, dans l'application de la Convention sur la diversité biologique dans les espaces côtiers et marins.

Venezuela

Avec le Ministère de l'énergie et des mines, dans la régulation de l'utilisation rationnelle de l'énergie.

Avec la Société andine de développement (SAD), dans des matières liées aux sources renouvelables d'énergie.

Avec Hidrológica Venezolana (HIDROVEN), dans la privatisation et la régulation des services publics basés sur l'eau.

Avec la Commission pour la formulation d'une loi des bassins de l'Assemblée législative de l'état de Zulia, dans l'élaboration d'un projet de loi en matière de gestion des bassins pour l'état de Zulia, et avec HIDROCARACAS, sur certains aspects juridiques liés à la gestion des ressources hydriques et la régulation de certains services publics.

Avec le gouvernement, en matière de cadres réglementaires pour la gestion des ressources hydriques et, en particulier, avec la Direction de planification énergétique du Ministère de l'énergie et des mines dans certains aspects liés au cadre régulateur en vue de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la révision du projet de loi portant sur les mines et l'électricité.

Avec le Ministère de l'environnement et Fedecámaras (Association d'industriels), dans la préparation d'un document de "Proposition en vue d'une initiative nationale de production propre".

ii) Formation et bourses

Atelier de planification stratégique pour la gestion environnementale urbaine, réalisé avec l'appui de la Municipalité de Cuzco, avec la participation de 26 représentants de la Municipalité provinciale, municipalités par districts et entreprises d'eau (SEDA) et nettoyage (ILIMPUQ) de Cuzco (Cuzco, Pérou, mars-août 1998).

Réalisation de cours en matière de gestion des bassins et zones côtières dans le Programme de magistère en développement urbain et en établissements humains et environnement de la Faculté

d'architecture et des beaux-arts de l'Université catholique du Chili, destiné à des participants d'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, du Chili, de Cuba et du Nicaragua (Santiago du Chili, avril-décembre 1998).

Présentation d'une conférence portant sur les politiques publiques de gestion de l'environnement dans le cadre du Cours scientifique de recherche en développement durable, organisé par le Programme de Doctorat en sciences de l'environnement de l'Université de Concepción, destinée à des participants d'Argentine, du Chili, de la Bolivie, de la Colombie, d'Equateur, et du Pérou (Concepción, Chili, 12 août 1998).

Réalisation de cours en matière d'environnement et développement durable en Amérique latine dans la Maîtrise en études sociales et politiques latino-américaines, organisée par l'Université Alberto Hurtado, avec la participation de 15 professionnels de la Bolivie, du Brésil, du Chili, du Costa Rica, d'El Salvador, du Honduras et du Pérou (Santiago du Chili, 24-28 août 1998).

Classes dans le cadre du Cours régional de "Gestion intégrée des ressources hydriques à l'échelon des bassins", organisé par le Centre interaméricain pour le développement et la recherche environnementale et territoriale (CIDIAT), Projet de la coopération technique Venezuela-Allemagne, pour 42 fonctionnaires et spécialistes dans le domaine des eaux et bassins du Venezuela (Mérida, Venezuela, 28 septembre-1er octobre 1998).

Réalisation d'un séminaire portant sur le développement durable et la gestion publique locale dans la Maîtrise en direction et gestion publique locale, organisée par la Fondation Ciudad 2000 et l'Union ibéro-américaine de municipalités, avec la participation d'environ 30 architectes, sociologues, biologistes, médecins, administrateurs et économistes d'Argentine (Córdoba, Argentine, 21-23 octobre 1998).

Réalisation de classes en matière de politiques de gestion des bassins hydrographiques dans le cadre du Programme de magistère en ingénierie agricole avec mention en irrigation et drainage de la Faculté d'ingénierie agricole de l'Université de Concepción, destinées à des participants d'Argentine, de la Bolivie, du Chili, de la Colombie et du Pérou (Chillán, Chili, 22-23 octobre 1998).

Réalisation de classes en procédures de gestion et prise de décision dans l'aménagement du territoire dans le cadre du séminaire portant sur l'Aménagement du territoire. L'incorporation de critères et priorités environnementales, organisé par l'Institut d'études urbaines de l'Université du Chili, destiné à des participants d'Argentine, de la Bolivie, du Chili, de la Colombie, du Guatemala, du Nicaragua et du Pérou (Santiago du Chili, 30 octobre 1998).

Réalisation de classes sur les concepts de gestion environnementale dans la gestion des bassins lors du deuxième atelier international de gestion environnementale en gestion de bassins, organisé par l'Institut italo-latino-américain (IILA), l'Associazione Italiana di Idronomia (AIDI) et le Centre agronomique tropical de recherche et d'enseignement, avec l'assistance de participants du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama (Turrialba, Costa Rica, 9-13 novembre 1998).

Réalisation de classes sur le développement durable, les politiques publiques et l'environnement; et l'état, la politique et l'information en contexte de crise dans les Maîtrises en économie écologique et communication sociale, organisées par le Centre d'études supérieures universitaires (CESU) de l'Université Mayor de San Simón, avec l'assistance de 20 participants de Bolivie, Brésil et Costa Rica (Cochabamba, Bolivie, 9-14 novembre 1998).

Réalisation du séminaire sur les cadres juridiques et institutionnels en matière d'environnement en Amérique latine et aux Caraïbes: Transformations récentes et orientations futures, dans le cadre de la Maîtrise en ingénierie de l'environnement de l'Université technologique nationale (UTN), Faculté régionale de Córdoba, pour 24 participants de la région centrale de la République argentine (Córdoba, Argentine, 25-27 novembre 1998).

Classes "Les changements institutionnels dans le secteur électrique du Chili" et "Les processus de déréglementation pétrolière en Amérique latine" lors du vingt-sixième Cours latino-américain d'économie et planification énergétique, organisé par l'Institut d'économie énergétique de la Fondation Bariloche, pour des participants de l'Argentine, de la Bolivie, du Chili, de la Colombie, du Costa Rica, d'Equateur, d'Uruguay et de Venezuela (Bariloche, Argentine, 9 et 10 décembre 1998).

Atelier sur la gestion des bassins hydrographiques dans le Programme de magistère en économie des ressources naturelles et de l'environnement de l'Université de Concepción, pour des participants du Chili, d'Equateur, du Honduras, du Mexique, du Panama et du Pérou (Concepción, Chili, 28 et 29 décembre 1998).

Présentation d'exposés en matière de "Méthodologie de la CEPALC pour l'évaluation des désastres", "La planification stratégique et les grands projets urbains" et "Présentation du Plan de gestion de Cartagena de Indias" à l'Institut universitaire d'architecture de Venise, Ecole de spécialisation en planification urbaine et régionale appliquée aux pays en voie de développement (Venise, Italie, 25-29 janvier 1999).

Classes en matière de politiques publiques en vue du développement durable, dans le cadre du Programme de Doctorat Etude des sociétés latino-américaines, organisé par l'Université des arts et des sciences sociales (ARCIS), pour 15 participants (Santiago du Chili, 26 mars-6 août 1999).

Appui pédagogique au cours portant sur la gestion des ressources hydriques et des bassins, organisé par le Département d'hydraulique de l'Université nationale de San Juan, pour 35 professionnels d'Argentine, principalement des fonctionnaires publics de municipalités et du gouvernement provincial (San Juan, Argentine, 11-13 mai 1999).

Appui pédagogique au cours portant sur la gestion stratégique du développement local, organisé par l'ILPES (Manizales, Colombie, 28 juin-16 juillet 1999).

Appui pédagogique au cours portant sur la prestation et la régulation de certains services d'infrastructure, organisé par l'ILPES, en matière de fondements de la régulation publique, l'utilisation rationnelle de l'énergie et des systèmes électriques (Santiago du Chili, 23 août-3 septembre 1999).

Collaboration dans l'organisation d'un cours sur la gestion et le contrôle de l'eau moyennant l'enseignement à distance, CEPALC/ILPES/Centre Panaméricain de génie sanitaire et des sciences de l'environnement (CEPIS) (Lima, 7-10 septembre 1999).

Classes portant sur les concepts et politiques du développement durable et processus d'intégration dans le Programme de formation de leadership pour le développement durable (PROLIDES), de l'Université Bolivariana et le Programme ProHumana (Santiago du Chili, 25-30 octobre 1999).

Appui pédagogique au cours portant sur la gestion locale durable du Magistère en établissements humains et environnement, organisé par l'Université catholique du Chili (Santiago du Chili, 9-18 novembre 1999).

Appui pédagogique au deuxième cours international de gestion stratégique du développement local, organisé par l'ILPES (Santiago du Chili, novembre 1999).

Appui pédagogique au cours "Régime de droit de l'environnement et son effet dans la formulation de politiques publiques dans certains pays d'Amérique latine et des Caraïbes", de la Maîtrise d'ingénierie de l'environnement, Université technologique nationale (Córdoba, Argentine, 1er- 3 décembre 1999).

Participation au Cours à distance "Land Degradation and Sustainability", du Wye College de l'Université Londres (Londres, janvier-octobre 1999).

SOUS-PROGRAMME 8: POPULATION ET DÉVELOPPEMENT

Les activités réalisées dans le cadre du présent sous-programme visaient à parvenir à une pleine intégration du Centre Latino-américain de démographie dans l'organigramme de la CEPALC auquel il s'est incorporé sous le nom de Division de la population - Centre latino-américain et des Caraïbes de démographie (CELADE), dès le début de la période biennale.

Durant la période 1998-1999, la Division de la population a accordé la priorité aux activités de suivi des tendances démographiques, en particulier celles liées à la fécondité, la mortalité ainsi que la migration internationale dans les pays de la région. Pour ce faire, une coopération active a été établie avec les bureaux nationaux de statistique ainsi que d'autres institutions pertinentes, afin de produire de nouvelles estimations et projections à l'échelon national. Les résultats de ces travaux ont été présentés dans les numéros 61, 62, 63 et 64 du Bulletin démographique, qui ont été publiés durant cette période biennale. De même, la base de données portant sur la distribution spatiale de la population et l'urbanisation a été mise à jour et perfectionnée régulièrement, ce qui a permis de réaliser le suivi des tendances dans ce domaine et d'appuyer les travaux de divers organismes nationaux. De même, la banque de données du Programme de recherche sur la migration internationale en Amérique Latine (IMILA) a également été mise à jour et perfectionnée. Celle-ci dispose d'informations selon le pays de naissance des latino-américains recensés dans d'autres pays, tant de la région comme de l'extérieur. Cette banque de données a constitué une précieuse source d'information pour diverses études menées à bien durant la période biennale.

En matière de coopération régionale, une assistance a été prêtée au Comité spécial de session sur la population et le développement de la CEPALC dans l'évaluation des progrès obtenus et des obstacles rencontrés par les pays de la région, dans leurs efforts pour respecter les engagements pris lors de la Conférence internationale de la population et du développement tenue au Caire en 1994, cinq ans après sa réalisation.

Au cours des activités de préparation du recensement de l'an 2000, la Division de la population, moyennant l'appui financier du FNUAP, a organisé deux réunions d'experts gouvernementaux afin de procéder à des échanges de vues et d'expériences sur les nouveaux outils méthodologiques et techniques. La première réunion, destinée aux pays d'Amérique latine, a eu lieu à Santiago du Chili, du 13 au 16 octobre 1998, et la seconde, organisée conjointement avec la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et orientée vers les pays des Caraïbes, a eu lieu à Port-of-Spain, à Trinité-et-Tobago, en novembre 1998.

Durant la période biennale, le processus de mise à jour du logiciel REDATAM-Plus (Recherche de données pour petites surfaces par micro-ordinateur) s'est poursuivi, et de nouvelles versions pour Windows ont été mises au point afin de faciliter la gestion de grandes quantités de données provenant de sources diverses, parallèlement à des systèmes d'information géographique (REDATAM/SIG), ainsi que d'autres instruments connexes spécifiques.

Les activités réalisées dans le domaine de la recherche ont permis d'accroître la compréhension dans les pays de la région. Les thèmes abordés furent les tendances du processus de vieillissement de la population, la relation entre la santé en matière de procréation et la pauvreté, la migration internationale et les liens entre population et jeunesse.

Dans le domaine de l'analyse des tendances du processus de vieillissement de la population, plusieurs études analytiques ont été préparées sur les conditions socio-économiques du troisième âge dans

certaines pays de la région, dans lesquelles une attention particulière a été accordée à la vulnérabilité sociale. De même, dans le cadre de l'Année internationale des personnes âgées (1999), une rencontre latino-américaine et des Caraïbes sur les personnes âgées a été organisée, au cours de laquelle les études précédemment citées ont été présentées et analysées. En ce qui concerne la relation existant entre la santé en matière de procréation et la pauvreté, un document en la matière a été élaboré (LC/G.2015), puis soumis à la considération de la seconde réunion du Comité spécial de session sur la population et le développement de la CEPALC, en mai 1998. Dans ce document, des preuves d'ordre empirique ont été réunies sur l'existence d'un modèle démographique clairement associé à la condition de pauvreté, qui renforce les obstacles déjà existants et ne permettant pas aux pauvres d'abandonner leur condition de pauvreté. Étant donné le consensus général qui existe dans la région en ce qui concerne les droits en matière de procréation, le document conclut que la santé en matière de procréation doit faire partie de toute stratégie visant à l'amélioration des conditions de vie des personnes, l'accroissement de la qualité des ressources humaines et la réduction des inégalités économiques et sociales.

En matière de migration internationale, l'accent a été mis sur le soutien aux activités du Groupe régional consultatif sur la migration internationale, qui constitue un mécanisme intergouvernemental de conseil et de collaboration entre les pays expulseurs, récepteurs et de transit de l'Amérique du nord et centrale (Groupe de Puebla). De même, conjointement avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), une assistance a été prêtée aux pays de la Communauté andine, pour la création et l'application d'un système intégré d'information en matière de migration internationale. En ce qui concerne le même sujet et dans le contexte des projets de reconstruction et de développement pour les zones dévastées par le cyclone Mitch, un rapport a été préparé sur l'utilisation des envois de fonds par les migrants à leur lieu d'origine, comprenant une proposition destinée à établir un système intégré d'information en matière de migration internationale. Finalement, dans le domaine de l'analyse des liens entre la jeunesse et la population, un document a été préparé sur le thème des relations entre les politiques démographiques, la jeunesse et le développement. Celui-ci sera présenté à la réunion du Comité spécial de session sur la population et le développement de la CEPALC, qui aura lieu en avril 2000 à Mexico.

Dans le cadre du projet BID/CELADE BID/98/S28 "Programme d'appui régional dans l'utilisation d'information démographique pour la préparation, la mise en place et l'évaluation de projets sociaux", des activités de coopération technique ont été menées à bien dans des domaines liés à la santé, la pauvreté et aux systèmes d'information, en Bolivie, au Pérou, au Nicaragua et au Suriname.

Dans le domaine de la formation, les vingt-et-unième et vingt-deuxième versions du Cours régional intensif d'analyse démographique aux fins du développement (CRIADD) ont été réalisées au siège de Santiago du Chili, respectivement d'août à décembre 1998, avec 18 participants, et d'août à décembre 1999, avec 10 professionnels d'Amérique latine, des Caraïbes et d'Afrique. De même, les activités prévues dans l'accord conclu avec l'Université du Chili se sont poursuivies, moyennant une assistance sur des thèmes de fond et de type bibliographique à la Faculté des sciences sociales en vue de la réalisation des huitième et neuvième Cours internationaux de postgraduat en population et développement durable, parrainé par le Fonds des Nations Unies pour la population.

De plus, durant la période biennale 1998-1999, 17 ateliers de formation ont été réalisés sur l'utilisation du logiciel informatique REDATAM-Plus et des instruments connexes, et une assistance a été prêtée à diverses entités nationales, telles que les universités, les entités académiques et les organisations non-gouvernementales, qui se consacrent à la formation dans le domaine de la population et du développement.

i) a) Documents

Segundo informe de seguimiento del Plan de Acción Regional Latinoamericano y del Caribe sobre Población y Desarrollo. Nota de la Secretaría (LC/G.2005/(SES.27/19))/Second follow-up report of the Latin American and Caribbean Regional Plan of Action on Population and Development. Note by the Secretariat (LC/G.2005/(SES.27/19)).

Población, salud reproductiva y pobreza (LC/G.2015/(SES.27/20))/Population, reproductive health and poverty (LC/G.2015/(SES.27/20)).

Notas de población, N°s 67-68 (LC/G.2048) (LC/DEM/G.186), janvier-décembre 1998.

América Latina: proyecciones de población urbana y rural 1970-2025 Latin America: Urban and rural population projections 1970-2025. Boletín demográfico, N° 63 (LC/G.2052/Corr.1) (LC/DEM/G.183/Corr.1).

1999, Año Internacional de las Personas de Edad. Envejecimiento: cuatro facetas de una sociedad para todas las edades (LC/DEM/G.174)/1999, International Year of Older Persons. Ageing: Four dimensions of a society for all ages (LC/DEM/G.174).

América Latina: tablas de mortalidad, 1950-2025/Latin America: life tables 1950-2025. Boletín demográfico, N° 61 (LC/DEM/G.175).

XVI Censo Nacional de Población 1992. Población mapuche. Tabulaciones especiales. Total país, Región Metropolitana, Región de la Araucanía (LC/DEM/G.178). Publication avec l'Institut d'études autochtones (Université de la Frontera), l'Institut national de statistique et la Corporation nationale pour le développement autochtone.

América Latina: proyecciones de población, 1970-2050/Latin America: Population projections, 1970-2050. Boletín demográfico, N° 62 (LC/DEM/G.180).

América Latina y el Caribe: examen y evaluación de la ejecución del Programa de Acción de la Conferencia Internacional sobre la Población y el Desarrollo. Reunión de la Mesa Directiva Ampliada del Comité Especial sobre Población y Desarrollo de la CEPAL (Santiago de Chile, 14 y 15 de diciembre de 1998) (LC/DEM/G.184)/Latin America and the Caribbean: Review and Appraisal of the Implementation of the Programme of Action of the International Conference on Population and Development. Open-Ended Meeting of the Presiding Officers of the ECLAC sessional Ad Hoc Committee on Population and Development (Santiago, Chile, 14-15 December 1998) (LC/DEM/G.184).

Informe de la Reunión de la Mesa Directiva Ampliada del Comité Especial sobre Población y Desarrollo del período de sesiones de la CEPAL (Santiago de Chile, 14 y 15 de diciembre de 1998) (LC/DEM/G.185)/Report on the Open-Ended Meeting of the Presiding Officers of the ECLAC Sessional Ad Hoc Committee on Population and Development (Santiago, Chile, 14-15 December 1998) (LC/DEM/G.185).

Un examen de la migración internacional en la Comunidad Andina. Proyecto Sistema de Información sobre Migración Internacional en los países de la Comunidad Andina (SIMICA) (LC/G.2058-P) (LC/DEM/G.187). Publication des Nations Unies, N° de vente: S.99.II.G.28.

América Latina: población económicamente activa, 1980-2025/Latin America: Economically active population 1980-2025. Boletín demográfico, N° 64 (LC/DEM/G.188).

Notas de población, N° 69 (LC/G.2062) (LC/DEM/G.189), junio 1999.

América Latina: aspectos conceptuales de los censos del 2000, série Manuales, N° 1 (LC/L.1204-P). Publication des Nations Unies, N° de vente: S.99.II.G.9.

Migración y desarrollo en América del Norte y Centroamérica: una visión sintética, série Población y desarrollo, N° 1 (LC/L.1231-P). Publication des Nations Unies, N° de vente: S.99.II.G.22.

Envejecimiento de la población: bibliografía seleccionada (LC/L.1238).

América Latina y el Caribe: crecimiento económico sostenido, población y desarrollo, série Población y desarrollo, N° 2 (LC/L.1240-P). Publication des Nations Unies, N° de vente: S.99.II.G.30.

Dos artículos peregrinos sobre migración internacional (LC/DEM/R.282).

Población y gestión urbana: tres ciudades intermedias de América Latina (LC/DEM/R.284).

América Latina: la transición demográfica en los países rezagados (LC/DEM/R.286).

Uruguay: estimaciones y proyecciones de la población por sexo y edad. Total del país 1950-2050 (LC/DEM/R.287), publié conjointement avec l'Institut national de statistiques de la République orientale de l'Uruguay.

Perú: un examen de la migración internacional en la comunidad andina usando datos censales (LC/DEM/R.288).

Bolivia: un examen de la migración internacional en la comunidad andina usando datos censales (LC/DEM/R.290).

Venezuela: un examen de la migración internacional en la comunidad andina usando datos censales (LC/DEM/R.291).

Colombia: un examen de la migración internacional en la comunidad andina usando datos censales (LC/DEM/R.292).

Ecuador: un examen de la migración internacional en la comunidad andina usando datos censales (LC/DEM/R.293).

Migración internacional en América Latina y el Caribe: algunos antecedentes empíricos (LC/DEM/R.296).

Cinco años después de El Cairo. América Latina y el Caribe: logros y desafíos en la ejecución del Programa de Acción de la Conferencia Internacional sobre la Población y el Desarrollo (LC/DEM/R.297).

Vulnerabilidad social en América Latina y el Caribe (LC/DEM/R.298).

Vulnerabilidad demográfica y desventajas sociales: el caso de Chile (LC/DEM/R.299).

Identificación de poblaciones objetivo en el análisis de la salud reproductiva: el caso de Bolivia (LC/DEM/R.300).

La migración interna y sus efectos en dieciséis ciudades de Chile (LC/DEM/R.302).

Demografía I, Carlos Welti (comp.), Programa Latinoamericano de Actividades de Población (PROLAP), livre publié conjointement avec l'Institut de recherches sociales de l'Université autonome de Mexico (UNAM), 1997.

Demografía II, Carlos Welti (comp.), Programme latino-américain d'activités en matière de population (PROLAP), livre publié conjointement avec l'Institut de recherches sociales de l'Université autonome de Mexico (UNAM), 1998.

b) Logiciels

REDATAM pour Windows (WinR+) avec une application pour la planification urbaine (ZonPlan). Version 1.1. Langues: espagnol –anglais.

REDATAM pour Windows (WinR+) avec une version BETA d'administration et gestion de base de données. Version 1.2. Langue: espagnol.

CD-Rom du DOCPAL (Système de documentation sur la population en Amérique latine) en deux volumes "Banques bibliographiques latino-américaines et des Caraïbes IV", réalisés conjointement avec le Centre national éditeur de CD-Rom (CENEDIC) de l'Université de Colima et l'Unesco. Langue: espagnol.

c) Articles parus dans des publications externes

"Los temas demográficos en los censos de América Latina", Juan Chackiel, Seminario Internacional sobre Censo de Población y Vivienda del Año 2000 (versión revisada y ampliada), publié par le Département administratif national de statistique (DANE) et le FNUAP, Carthagène, Colombie, janvier 1998.

"Los temas demográficos en los censos de América Latina", Juan Chackiel, O Censo 2000 no Mercosul. Segundo Seminario de Trabajo, publié par le FNUAP et l'Institut brésilien de géographie et statistiques (IBGE), Rio de Janeiro, décembre 1998.

"Población y ambiente", Prospectiva y población, Jorge Rodríguez, Santiago du Chili, Ministère de la planification et de la coopération (MIDEPLAN), 1998.

"Población y educación", Prospectiva y población, Susana Schkolnik et Marcela Gajardo, Santiago du Chili, Ministère de la planification et de la coopération (MIDEPLAN). 1998.

"Concepciones teóricas acerca de las interrelaciones de población y desarrollo: el debate diacrónico de Malthus y Marx", Miguel Villa, notes de classes, Serie docente del Programa de Postítulo en Población y Desarrollo Sustentable, Faculté des sciences sociales de l'Université du Chili, avril 1999.

“Población, empleo y previsión social”, Jorge Rodríguez, notes de classes, Serie docente del Programa de Postítulo en Población y Desarrollo Sustentable, Faculté des sciences sociales de l’Université du Chili, juin 1999.

“Fiscal implications of ageing societies regarding public and private pension systems”, Jorge Bravo, Population Ageing. Challenges for Policies and Programmes in Developed and Developing Countries, Robert Cliquet et Mohammed Nizamuddin (comps.), FNUAP et Centre d’études de la population et de la famille, Bruxelles, septembre 1999.

“Envejecimiento de la población chilena en el contexto de América Latina”, Miguel Villa, Chile y los adultos mayores: impacto en la sociedad del 2000, Comité national du troisième âge/Institut national de statistiques (INE) du Chili, décembre 1999.

“América Latina 2000: la oportunidad demográfica?”, Juan Chackiel, Revista DEMOS, Carta demográfica sobre México, N° 12, 1999.

“Mortality in Latin America”, Juan Chackiel, Health and mortality issues of global concern, J. Chamie et Robert Cliquet (comps.), Nations Unies et Centre d’études de la population et la famille, Bruxelles, 1999.

ii) Réunions, séminaires et conférences

Organisés par le sous-programme

Séminaire sur la population et le logement dans certains établissements précaires, organisé conjointement avec le Ministère du logement et de l’urbanisme du Chili (MINVU), avec la participation de 35 professionnels chiliens (Livre N° 299 publié conjointement avec la Division technique d’étude et de développement en matière de logement du Ministère précité) (Santiago du Chili, 8 octobre 1998).

Séminaire sur la série de recensements de l’an 2000 destiné aux instituts de statistiques d’Amérique latine. Ce séminaire représente un effort de la Division de la population - Centre latino-américain et des Caraïbes de démographie pour réunir la plupart des cadres des instituts de statistiques et analyser les possibilités organiques et techniques du prochain recensement. 29 professionnels ont participé provenant des pays suivants: Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, France, Haïti, Mexique, Nicaragua, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Uruguay et Venezuela (Santiago du Chili, 13-16 octobre 1998).

Réunion de du Bureau du Comité spécial de session sur la population et le développement de la CEPALC, avec la participation de 60 professionnels, dont 46 représentants des gouvernements formant partie du Comité (Antigua et Barbuda, Bahamas, Barbade, Jamaïque, Saint-Kitts et Nièves, Trinité-et-Tobago, Argentine, Chili, Panama, Mexique, Brésil, Guatemala, Pérou, Venezuela, Paraguay, Bolivie, Équateur, El Salvador, République dominicaine). Le document “América Latina y el Caribe: examen y evaluación de la ejecución del Programa de Acción de la Conferencia Internacional sobre la Población y el Desarrollo” (LC/DEM/G.184) a été présenté (Santiago du Chili, 14 et 15 décembre 1998).

Rencontre latino-américaine et des Caraïbes sur les personnes âgées, organisée conjointement avec le FNUAP et l’OPS (Santiago du Chili, 8-10 septembre 1999).

Séminaire latino-américain et des Caraïbes sur la société civile: Apports au développement de ses personnes âgées, organisé conjointement avec le Réseau de programmes du troisième âge (Santiago du Chili, 8-10 septembre 1999).

Participation à d'autres réunions, rencontres d'experts et conférences

Présentation de l'exposé "Les questions démographiques dans les recensements de l'Amérique Latine" et du logiciel WinR+ et ZonPlan lors du séminaire en matière de recensements de la population et le logement de l'an 2000, organisé par le Département administratif national de statistique (DANE) de Colombie, avec la participation de 45 professionnels de la région (Carthagène, Colombie, 26-31 janvier 1998).

Exposé sur la pertinence des activités du Groupe régional consultatif en matière de migration des pays d'Amérique du nord et centrale pour les lignes de travail de la CEPALC liées au développement économique et social lors de la troisième Conférence vice-ministérielle du groupe précité (Ottawa, Canada, 23-27 février 1998).

Présentation du document "Migración y desarrollo en América del Norte y Centroamérica: una visión sintética" (LC/L.1231-P) comme document central du séminaire sur la migration internationale et le développement en Amérique du nord et les Caraïbes, organisé par le Groupe régional consultatif en matière de migration établi à Puebla en 1996 (Mexique, 21 et 22 mai 1998).

Séminaire technique sur la migration internationale et le développement, organisé par la Division de la population des Nations Unies, la Commission économique pour l'Europe (CEE), l'Unesco, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (ACNUR), le FNUAP, l'OIT et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Participation active à la séance consacrée aux facteurs responsables de la migration internationale (La Haye, 29 juin-3 juillet 1998).

Quatrième atelier d'analyse du recensement de la population et du logement 2000 dans le cadre du Mercosur (Santa Cruz de la Sierra, Bolivie, 13-17 juillet 1998).

Présentation de l'exposé "Population et santé en matière de procréation: Proposition pour un outil d'appui à la planification dans la santé en matière de procréation", publié dans le rapport du troisième Atelier de recherches sociales en matière de santé en matière de procréation et de sexualité, organisé par l'Association d'études de la population d'Argentine (AEPA), le Centre d'études de l'État et de la société (CEDES) et le Centre national d'études de la population (CENEP) (Buenos Aires, 12-14 août 1998).

Conférence régionale sur la migration (qui correspond à une Réunion du Groupe consultatif de Puebla, qui réunit les pays d'Amérique centrale, le Mexique, les États-Unis et le Canada) (Ganacoque, Canada, 6-8 octobre 1998).

Onzième Rencontre nationale d'études de la population, organisée par l'Association brésilienne d'études démographiques (ABEP) et l'Institut brésilien de géographie et de statistiques (IBGE). Les résultats du séminaire portant sur le recensement de l'an 2000 organisé par la Division de la population - Centre latino-américain et des Caraïbes de démographie et destiné aux instituts de statistiques d'Amérique latine ont été présentés, à Santiago du Chili, du 13 au 16 octobre 1998 (Caxambú, Brésil, 18-24 octobre 1998).

Réunion sous-régionale afin d'examiner et d'évaluer l'application du Programme d'action de la Conférence internationale en matière de population et développement. La Division de la population - Centre latino-américain et des Caraïbes de démographie a eu une participation active à cette réunion et ses résultats ont été réunis dans le rapport présenté à la Réunion du Bureau élargi du Comité spécial sur la population et le développement qui s'est tenue à Santiago mi-décembre 1998 (Port-of-Spain, 15-20 novembre 1998).

Présentation de l'exposé "Conception et thèmes de recherche lors des recensements de l'an 2000 en Amérique Latine", lors du cinquième Atelier d'analyse du recensement de la population et du logement 2000, organisé par la Direction générale de statistique, enquêtes et recensements du Paraguay (DGEEC), dans le cadre de la préparation des pays du Mercosur pour les recensements de l'an 2000 (Asunción, 2-4 décembre 1998).

Réunion vice-ministérielle de la quatrième Conférence régionale sur la migration et Réunion technique du Groupe régional consultatif sur la migration des pays d'Amérique du nord et centrale. La Division de la population - Centre latino-américain et des Caraïbes de démographie a participé afin d'identifier des activités d'assistance technique au Groupe régional consultatif sur la migration (San Salvador, 25-29 janvier 1999 et 27-29 octobre 1999, respectivement).

Présentation du rapport régional sur la mise en place du Programme d'action du Caire, dont le titre est "América Latina y el Caribe: examen y evaluación de la ejecución del Programa de Acción de la Conferencia Internacional sobre la Población y el Desarrollo" (LC/DEM/G.184), lors du Forum de La Haye (La Haye, 8-12 février 1999).

Assistance technique à la Présidence du Comité spécial de session sur la population et le développement de la CEPALC pour la présentation du rapport sur la position des pays de la région et présenté lors de la 32ème session de la Commission de la population et du développement, organisée par la Division de la population des Nations Unies, comme apport au processus d'examen et d'évaluation de l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (New York, 22-30 mars 1999).

Exposé sur les activités menées à bien par la Division de la population - Centre latino-américain et des Caraïbes de démographie et les résultats obtenus avec la systématisation de l'information censitaire correspondant à la série de recensements de 1990 en matière de migration internationale dans les pays de la Communauté andine lors du séminaire "Système d'information sur la migration internationale dans les pays de la Communauté andine (SIMICA)", organisé par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) (Quito, 29 et 30 mars 1999).

Comité préparatoire de l'Assemblée générale de la CIPD+5 (New York, 22-29 juin 1999) et session extraordinaire de l'Assemblée générale afin d'examiner et d'évaluer l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (New York, 30 juin-2 juillet 1999).

iii) Coopération technique

Organismes régionaux et intergouvernementaux

Les activités suivantes ont été réalisées conjointement avec le FNUAP: a) mise au point du projet "Programme régional du CELADE/FNUAP, 1996-1999"; b) préparatifs de l'évaluation régionale du

Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, moyennant l'élaboration d'un projet de rapport, comprenant le rapport de la réunion des pays des Caraïbes et évalué lors de la réunion convoquée par le Bureau du Comité spécial de session sur la population et le développement de la CEPALC en décembre 1998. Les conclusions ainsi que les observations découlant de cette réunion ont conduit à l'élaboration des rapports régionaux qui ont servi de base à ceux présentés au Comité préparatoire de l'Assemblée générale de la CIPD+5 (New York, 22-29 juin 1999) et à la session extraordinaire de l'Assemblée générale, pour examiner et évaluer l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (New York, 30 juin-2 juillet 1999); c) application du projet INT/96/P21 "Soutien de la CEPALC et du CELADE au Programme international de formation en matière de population et développement durable", consistant en l'appui pédagogique au Programme de postgraduat en population et développement durable de la Faculté des sciences sociales de l'Université du Chili, durant 1998 et 1999; d) réalisation de deux séminaires sur les recensements de l'an 2000; e) réalisation de deux séminaires parallèles sur le troisième âge; f) préparation d'un document sur la jeunesse qui sera présenté lors de la réunion d'avril 2000 du Comité spécial de session sur la population et développement; et g) réalisation d'un atelier sur l'utilisation de WinR+/SIG destiné aux professionnels des Caraïbes, tenu à Sainte-Lucie du 23 au 31 juillet 1998, afin de collaborer au développement des activités des projets CAR/97/P07 "Appui aux activités de recherche, diffusion et développement de bases de données et formation en matière de population" et CAR/94/P02 "Intégration des aspects démographiques dans la planification du développement de la sous-région des Caraïbes".

Avec la BID, pour le développement des activités du Projet régional commun BID/CELADE BID/98/S28 "Programme d'appui régional dans l'utilisation de l'information démographique dans la préparation, la mise en place et l'évaluation de projets sociaux (Phase II)", et dans la tâche de promouvoir un projet destiné à réaliser des recensements de la population et du logement dans la région lors de la série de l'an 2000.

Argentine

Avec l'Institut national de statistique et des recensements (INDEC), dans la définition d'aspects conceptuels et opérationnels du recensement de la population et du logement.

Bolivie

Avec le Ministère de la santé et de sécurité sociale, pour la préparation d'un programme de réforme du secteur de la santé et afin de prêter une assistance au Programme de système d'indicateurs sociaux (SISAPS), dans le cadre du Projet BID/CELADE.

Avec l'Institut national de statistique (INE), dans la préparation d'un programme pour la réalisation du futur recensement national de la population et du logement.

Brésil

Avec l'Institut brésilien de géographie et statistique (IBGE), dans la création d'une base de données en format de recherche de données pour les petites zones par micro-ordinateur (REDATAM) du futur recensement agricole de Rio de Janeiro.

Costa Rica

Avec l'Université du Costa Rica, Programme centraméricain de démographie de cette université, afin d'établir les bases opérationnelles pour la réalisation de deux ateliers sur la diffusion de l'information démographique sur Internet (San José, 13-16 février 1999).

Haïti

Avec le Gouvernement, en matière de recensements, dans le cadre du projet BID/CELADE BID/98/S28 "Programme d'appui régional dans l'utilisation de l'information démographique dans la préparation, la mise en place et l'évaluation de projets sociaux (Phase II)".

Nicaragua

Avec le Fonds d'investissement social d'urgence (FISE) ainsi que d'autres projets d'investissement social à León et Chinandega, dans le cadre du projet commun BID/CELADE.

Avec le FISE et l'Institut national de statistique et des recensements, pour la création de bases de données avec REDATAM pour Windows (WinR+) et son équivalent géographique.

Pérou

Avec l'Institut national de statistique et d'informatique (INEI), et conjointement avec le FNUAP et la BID, dans les activités suivantes: a) dans la mise en oeuvre du Programme MECOVI (Amélioration des enquêtes en matière de conditions de vie en Amérique latine et dans les Caraïbes) pour la réalisation de recherches socio-démographiques moyennant l'information de l'Enquête nationale sur les ménages (ENAH0); b) dans la mise au point et l'application de méthodologies pour l'obtention d'indicateurs désagrégés géographiquement; c) dans la réalisation d'une étude en matière de fécondité chez les adolescents; d) dans l'organisation d'un atelier en matière d'estimations socio-démographiques pour les zones plus petites; et e) dans le suivi des activités préparatoires des recensements de l'an 2000.

Suriname

Avec le Fonds de développement communautaire, dans la préparation d'information et d'indicateurs qui seront appliqués dans l'élaboration d'une carte de la pauvreté, dans le cadre du projet BID/CELADE.

Avec le Gouvernement, pour prêter une assistance technique au recensement de l'an 2000 et évaluer les activités préparatoires, dans le cadre du projet BID/CELADE.

iv) Formation et boursesa) Cours de postgraduat et cours régionaux

Durant 1998 et 1999, la collaboration pédagogique s'est poursuivie avec les huitième et neuvième programmes de postgraduat en population et développement de la Faculté des sciences sociales de l'Université du Chili. L'appui a consisté en la participation au sein du Comité académique du Programme, la sélection des participants, la réalisation de cours portant sur diverses matières et l'assistance à des groupes de travail. La promotion de 1998 était composée de 22 professionnels provenant de la Bolivie, de

la Colombie, de Cuba, du Chili, de l'Équateur, du Mexique, du Nicaragua, du Panama, du Pérou, de la République dominicaine, du Venezuela, de la Guinée équatoriale et de Sao Tomé; tandis que la promotion de 1999 correspond à 21 professionnels en provenance de la Bolivie, du Brésil, de la Colombie, de Cuba, du Chili, de l'Équateur, du Guatemala, du Honduras, du Mexique, du Nicaragua, du Paraguay, de la République dominicaine, de la Guinée équatoriale et du Mozambique.

Vingt-et-unième et vingt-deuxième Cours régionaux intensifs d'analyse démographique pour le développement (Santiago du Chili, 17 août-17 décembre 1998 et 1999). 18 professionnels ont participé à la version de 1998, provenant de l'Angola, de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, du Chili, d'Haïti, du Honduras, du Mexique, du Nicaragua, du Paraguay, du Pérou, de la République dominicaine et du Venezuela. Dans la promotion de 1999, 10 professionnels ont participé, provenant de la Bolivie, le Brésil, le Chili, l'Équateur, le Panama, le Paraguay, le Pérou et le Venezuela.

b) Ateliers sur le logiciel REDATAM pour Windows (WinR+)

Atelier sur l'utilisation de REDATAM pour Windows (WinR+) et ZonPlan, pour les institutions suivantes:

- 8 municipalités chiliennes et organisations publiques et privées, avec la participation de 16 professionnels (Santiago du Chili, 25-29 mai 1998).
- Bureau central de statistique et d'informatique (OCEI), avec la participation de 16 professionnels du Venezuela (Caracas, 29 juin-10 juillet 1998).
- 12 municipalités chiliennes et organisations publiques et privées, avec la participation de 14 professionnels chiliens (Santiago du Chili, 3-7 août 1998).

Ateliers sur l'utilisation du logiciel REDATAM pour Windows (WinR+), pour les institutions suivantes:

- Association des municipalités régionales, avec la participation de 22 professionnels chiliens (Chillán, Chili, 22-29 juin 1998).
- Municipalité de Providencia dans la Région Métropolitaine du Chili, avec la participation de 14 professionnels chiliens (Santiago du Chili, 13-17 octobre 1998).
- 14 municipalités chiliennes et organisations publiques et privées, avec la participation de 15 professionnels du Chili et 1 de la Bolivie (Santiago du Chili, 9-13 novembre 1998).
- Institut national de statistique et des recensements, avec la participation de 27 professionnels du Nicaragua (Managua, 17-21 mai 1999).
- Universités et organisations publiques et privées, avec la participation de 13 professionnels (9 de gouvernements locaux du Chili et 4 d'Argentine, d'Équateur, du Brésil et du Mexique) (Santiago du Chili, 7-11 juin 1999).
- Université Francisco de Aguirre, avec la participation de 13 professionnels du secteur public de la IV Région du Chili (La Serena, Chili, 9 août 1999).

Atelier sur l'utilisation du logiciel WinR+ comme outil pour la formulation de politiques sociales, avec la participation de 25 professionnels de Sainte-Lucie, des îles Caïman, de la Jamaïque, de la Guyane, de Saint-Kitts et Nièves, du Suriname, des Bahamas, de la Grenade, des îles Vierges britanniques, de la Dominique, de Saint-Vincent-et-Grenadines, d'Antigua (Castries. Sainte-Lucie, 23-31 juillet 1998).

Ateliers d'initiation à l'utilisation du logiciel WinR+ comme outil d'appui à la prise de décision, avec la participation de: a) 12 professionnels (11 de gouvernements locaux du Chili et une du Brésil)

(Santiago du Chili, 19-23 avril 1999); b) 14 professionnels (11 du Chili et un de l'Argentine, de l'Équateur et du Pérou (Santiago du Chili, 4-8 octobre 1999; et c) 24 fonctionnaires des municipalités de la Première Région du Chili (Iquique, Chili, 19-22 octobre 1999).

Atelier de niveau avancé sur la création de bases de données et le traitement d'indicateurs socio-démographiques WinR+, avec la participation de: a) 13 professionnels (9 de gouvernements locaux du Chili et 4 du Brésil, de l'Équateur, de l'Uruguay et du Venezuela) (Santiago du Chili, 5-12 mai 1999); et b) 9 professionnels de la Bolivie, du Chili, du Pérou et du Venezuela (Santiago du Chili, 7-14 juillet 1999).

Cours "Formação para a criação de indicadores sociais com o auxílio do software REDATAM", avec la participation de 12 professionnels brésiliens (Brésil, 28-3 juillet 1999).

c) Cours et ateliers de formation dans des domaines spécifiques

Réalisation d'un cours sur l'évaluation et les estimations des données démographiques, Programme de spécialisation en analyse démographique (ESPANDEM) dans l'Université péruvienne Cayetano Heredia, avec la participation de 12 professionnels (Lima, 23 février-1er mars 1998).

Cycle de conférences "Population et santé"; "Sources de données démographiques"; "Mortalité, fécondité et santé en matière de procréation"; et "Population et environnement", réalisées à l'École de Santé publique de l'Université du Chili (Santiago du Chili, 3 avril-15 mai 1998).

Réalisation du module sur la population, le développement et la sexospécificité, avec une référence particulière au cas chilien, du Programme interdisciplinaire d'études sexospécifiques de la Faculté des sciences sociales de l'Université du Chili (Santiago du Chili, de mai à juin 1998).

Atelier d'analyse de la migration internationale moyennant l'information censitaire (activité inscrite dans l'Accord avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM)), avec la participation de 5 professionnels provenant d'universités, bureaux de statistiques et du secteur public de la Bolivie, du Venezuela, de l'Équateur, du Pérou et de la Colombie (Santiago du Chili, 20 avril-15 mai 1998).

Atelier pratique en matière de ciblage, suivi et évaluation de projets micro-sociaux, effectué dans le Centre des études de la population (CEP) de l'Université Mayor de San Simón, avec la participation de 36 professionnels boliviens (Cochabamba, Bolivie, 25-31 octobre 1998).

Atelier sur la population, la pauvreté et la santé en matière de procréation, avec la participation de 20 professionnels provenant de l'Argentine, du Brésil, de la Bolivie, du Costa Rica, de Cuba, d'El Salvador, du Chili, du Honduras, du Paraguay, du Pérou, de l'Uruguay et du Venezuela. Le logiciel WinR+ a été utilisé dans le traitement de l'information (Santiago du Chili, 16-20 novembre 1998).

Atelier sous-régional pour la diffusion de l'information sur la population à travers Internet, avec la participation de 12 professionnels de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, de la Colombie, du Costa Rica, de l'Équateur, du Paraguay, du Pérou, de l'Uruguay et du Venezuela (Santiago du Chili, 30 novembre-4 décembre 1998).

Ateliers en matière d'information sur la population sur Internet, organisés par la Division de la population - Centre latino-américain et des Caraïbes de démographie et le Programme centraméricain de la population, avec le financement du Réseau d'information en matière de population des Nations Unies

(POPIN) et la participation de: a) 11 professionnels du Costa Rica (3), du Nicaragua (2) et du Panama (6) (San José, Costa Rica, 14-16 février 1999); et b) 11 professionnels de la République dominicaine (2), du Guatemala (2), du Honduras (2) et du Mexique (5) (San José, Costa Rica, 18-23 février 1999).

Collaboration avec l'Institut national de statistique, de géographie et d'informatique (INEGI) du Mexique pour la réalisation de l'Atelier régional de formation sur les bases de données géographiques, avec la participation de 15 professionnels mexicains (Aguascalientes, Mexique, 19 mai 1999).

Réalisation de deux modules dans le "Training workshop for trainers on civil registration and vital statistics system", organisés par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) et la Division de statistique des Nations Unies (Bangkok, 13-24 septembre 1999).

Cours d'évaluation et d'affinement des données de la Maîtrise en démographie du Centre d'études avancées de l'Université nationale de Córdoba (Córdoba, Argentine, 9-13 novembre 1999).

d) Appui à certains programmes d'universités nationales et collaboration pédagogique avec d'autres institutions

Collaboration avec les institutions argentines suivantes: a) Centre d'études avancées de l'Université nationale de Córdoba, dans la préparation d'un rapport sur l'immigration bolivienne dans la ville de Córdoba; b) Université de Catamarca, dans l'utilisation du modèle LRPM et du programme PRODEM (Projections démographiques); c) autorités de la province de Buenos Aires, dans l'élaboration d'un projet destiné à institutionnaliser la prise en compte des facteurs démographiques à la programmation du développement à long terme.; d) le Sous-Secrétariat de la population du Ministère de l'intérieur, dans la préparation d'un programme de travail en matière de population et migration; et e) l'Université nationale de Córdoba, dans la création de bases de données sur WinR+ avec la base de données de la Commune Río Primero 1998.

Collaboration avec l'Université de l'État de Rio de Janeiro, au Brésil, dans la numérisation de la cartographie du Brésil à l'échelon d'Etat sur format Atlas GIS-BNA en vue de son utilisation avec WinR+.

Collaboration avec l'Institut de recherche économique appliquée (IPEA), au Brésil, dans la collecte d'information sur la population de 1940 et 1945 dans 5 pays latino-américains.

Collaboration avec le Département de sociologie de l'Université de Western Ontario, au Canada, dans l'élaboration d'un rapport sur la migration interne en Amérique latine.

Collaboration avec les institutions chiliennes suivantes: a) Division de l'enseignement supérieur du Ministère de l'éducation du Chili, dans la réalisation d'un rapport sur la disponibilité et la possibilité d'emplois de professionnels au Chili; b) Institut d'études autochtones, Université de la Frontera, Institut national de statistiques et Corporation nationale de développement autochtone, dans la publication "XVI Censo Nacional de Población 1992. Población Mapuche. Tabulaciones especiales. Total país, Regional Metropolitana, Région de la Araucanía" (LC/DEM/G.178); c) Université de Concepción du Chili, dans la conception méthodologique et instrumentale d'une étude sur la migration internationale de chiliens; d) Programme interdisciplinaire d'études sur la sexospécificité de l'Université du Chili, dans l'application d'une recherche sur la participation des femmes dans la vie active dans la région d'Antofagasta; e) Secrétariat régional ministériel du logement et de l'urbanisme, VIe Région, dans l'élaboration d'une méthodologie pour l'attribution de fonds selon les communes dans le secteur du logement; f) Secrétariat communal de la planification et de la coordination, Municipalité d'Independencia, Région métropolitaine.

dans la préparation de projections de la population scolaire; g) ONG "Tiempo", pour définir le programme de la réunion d'ONG parallèle à la Rencontre latino-américaine et des Caraïbes sur les personnes âgées; h) Secrétariat régional de la planification et de la coordination (SERPLAC) IVe Région, dans la révision et l'édition d'un programme statistique du logiciel REDATAM pour Windows (WinR+) pour l'identification des besoins de base non-satisfaits; i) Ministère des travaux publics, en matière de formation en systèmes d'information démographique et cartographie numérique, et l'Université australe du Chili, à Valdivia, dans l'élaboration d'un rapport sur la décentralisation et l'équité dans la Région des Lacs; j) Ministère de la planification et de la coopération du Chili, MIDEPLAN, dans la réalisation d'une étude sur la projection démographique de certaines villes au Chili, SECPLAC; k) Municipalité de Trehuaco, pour l'installation et la résolution de problèmes de traitement de logiciels sur WinR+; l) Municipalité de Talcahuano, pour la création d'une base de données sur format WinR+; m) Université de Concepción, dans le traitement de l'information censitaire sur la pauvreté des communes de la Région du Bío Bío; n) Comité national pour le troisième âge de la Présidence de la République, moyennant l'incorporation de données socio-démographiques dans des thèmes de fond du programme régulier de travail; o) Institut national de statistiques, dans la création d'une base de données WinR+ et traitement de données provenant de l'Enquête nationale sur les industries 95 et 96; et p) Congrès national, moyennant des conférences sur des sujets liés à la population et au développement.

Collaboration avec l'Université de Californie et la Fondation Fulbright, aux Etats-Unis, moyennant des conseils pour l'élaboration d'une étude sur les réformes de la sécurité sociale au Chili.

Collaboration avec l'ONG "Centre d'études de la population et du développement social" (CEPAR) en Équateur, dans la numérisation de la cartographie pour l'Équateur, à l'échelon des municipalités et provinces sur format Atlas GIS-BNA en vue de son utilisation avec WinR+.

Collaboration avec la Maîtrise en géographie de l'Université de Paris I-Panthéon-Sorbonne, en France, dans le traitement et l'analyse de données du recensement du Chili pour une étude sur la migration internationale.

Collaboration avec l'Université de Ciudad del Este du Paraguay, dans l'élaboration d'activités et dans la préparation de cours sur la population et le développement.

Collaboration avec l'Université de la République de l'Uruguay, dans l'élaboration d'un travail sur la migration internationale comprenant l'information du projet Recherche sur la migration internationale en Amérique latine (IMILA).

Collaboration avec le projet SIGEL (Systèmes d'information de gestion locale) du Bureau central de statistique et d'informatique (OCEI) du Venezuela, dans l'utilisation du logiciel WinR+.

SOUS-PROGRAMME 9: STATISTIQUES ET PROJECTIONS ÉCONOMIQUES

Durant la période biennale 1998-1999, la Division des statistiques et des projections économiques a réalisé des activités dans les domaines suivants: i) élargissement du cadre régional d'information statistique; ii) développement et diffusion de l'information statistique; iii) coopération régionale en matière de statistique; et iv) études prospectives sur le développement de l'Amérique latine et des Caraïbes et son insertion à l'échelon mondial.

En ce qui concerne le premier de ces domaines, l'expansion ainsi que le renforcement de la structure régionale se sont poursuivis, comme résultat de la consolidation, de l'élargissement et du dynamisme du fonctionnement de la Base régionale de données conjoncturelles (BADECOY), et de la mise en marche d'une base de conjoncture financière et d'une autre base portant sur le produit intérieur brut trimestriel; l'incorporation définitive des dernières classifications statistiques internationales, se basant sur le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (SH), pour les données portant sur le commerce extérieur; la création de la base de données sur la dette extérieure des pays de la région; l'incorporation de nouvelles enquêtes dans la banque de données des enquêtes sur les ménages (BADEHOG), accompagnée de la systématisation et documentation des contenus de la banque ainsi que la définition de mécanismes rapides d'accès des usagers; et finalement, la mise en marche d'un processus progressif de migration vers une plate-forme informatique EXCEL 95/97 des bases de données des tableaux de l'Annuaire statistique de l'Amérique latine et des Caraïbes. De même, l'adaptation de la banque de données de la balance des paiements aux nouveaux concepts et aux nouvelles méthodes de collecte et l'élaboration des séries régionales de comptabilité nationale sur la nouvelle année de base 1995 sont en pleine étape de matérialisation.

En ce qui concerne le développement et la diffusion de l'information statistique, on a continué d'appuyer la mise en place dans la région de la nouvelle révision du Système de comptabilité nationale (SCN 1993). En vue de faciliter son adaptation, une approche plus participative a été entreprise en matière de traduction à l'espagnol et d'incorporation de la terminologie de comptabilité nationale d'utilisation généralisée dans la région. La traduction a été adaptée et publiée officiellement par les Nations Unies. De même, des actions ont été prises pour harmoniser l'élaboration des indices des prix à la consommation des pays de la région. Des progrès ont également été réalisés dans la diffusion de l'information sur supports électroniques (disquettes, CD-ROM ainsi qu'un accès en ligne via Internet et Intranet) permettant aux usagers un accès direct. Un atelier sur la technologie du commerce électronique de l'information statistique moyennant Internet a été réalisé (Santiago du Chili, du 24 au 28 mai 1999). Dans le domaine des enquêtes sur les ménages, on peut remarquer, en particulier, la vaste participation de la Division aux activités du Programme d'amélioration des enquêtes sur les conditions de vie en Amérique latine et aux Caraïbes (MECOVI), réalisé sous les auspices de la CEPALC, la BID et la Banque mondiale, en vue du développement des conditions de vie de la région. Cette participation comprend l'assistance technique aux pays pour l'amélioration de leurs enquêtes, la formation des techniciens nationaux, la réalisation d'ateliers régionaux de discussion et d'analyse, ainsi que la formation de bases de données.

D'autre part, les méthodes d'évaluation de la distribution des revenus et des situations de pauvreté, ainsi que de calcul de nouveaux indices de valeur unitaire du commerce extérieur ont été améliorées. Une attention particulière continue d'être accordée au développement de systèmes informatiques permettant aux utilisateurs d'avoir accès, sans l'appui de tiers, aux bases de données statistiques annuelles et conjoncturelles de la CEPALC ainsi qu'à des documents techniques. Ainsi, un système de collecte et d'analyse de l'information de la banque de données du commerce extérieur de l'Amérique latine et des

Caraïbes (BADECEL); de la banque de données de la balance des paiements ainsi que de la base régionale de données conjoncturelles.

En ce qui concerne la coopération régionale en matière de statistiques, la réunion des directeurs de statistique des Amériques a été tenue à Santiago du Chili, du 24 au 26 mars 1999, au cours de laquelle a été approuvé le "Programme de travail statistique international pour l'Amérique latine et les Caraïbes, pour la période biennale 1999-2000". De même, plusieurs projets liés à la formation de bases de données statistiques, aux enquêtes sur les ménages, à l'amélioration de la comptabilité nationale, à la production de statistiques de base et aux politiques et programmes sociaux sont mis en place. Dans ce domaine, il faut remarquer particulièrement les progrès accomplis en ce qui concerne l'adaptation, l'amélioration et la production de statistiques de base dans le cadre d'une stratégie régionale visant à l'application du SCN 1993; les statistiques et les indicateurs de l'environnement; les statistiques et les indicateurs de pauvreté; et finalement, les statistiques des services. Dans le domaine de la formation, un Séminaire régional de comptabilité nationale sur l'élaboration de comptes pour les secteurs institutionnels a été réalisé, conjointement avec la Division de statistique des Nations Unies et l'Institut brésilien de géographie et de statistique, à Rio de Janeiro du 23 au 27 novembre 1998. Un atelier de comptabilité environnementale et économique intégrée a également été réalisé à Santiago du Chili, du 20 au 24 avril 1998. De plus, un séminaire technique des indices des prix de consommation a été réalisé à Santiago du Chili, du 21 au 23 avril 1999.

De même, dans le cadre du Programme MECOVI, quatre ateliers régionaux ont été effectués. Le premier, portant sur la planification et le développement de enquêtes sur les ménages afin de mesurer les conditions de vie, s'est tenu à Aguascalientes, au Mexique, du 1er au 3 avril 1998. Le deuxième, lié à la mesure des revenus dans les enquêtes sur les ménages, s'est tenu à Buenos Aires, du 10 au 13 novembre 1998. Le troisième, portant sur la mesure des dépenses dans les enquêtes sur les ménages, s'est tenu à Aguascalientes, au Mexique, du 20 au 28 mai 1999. Finalement, le quatrième atelier régional a porté sur la méthode des seuils de pauvreté destinée à mesurer ceux-ci, s'est tenu à Buenos Aires, du 16 au 19 novembre 1999. Deux autres réunions ont également eu lieu: la première a consisté en un atelier international sur la pauvreté, organisé conjointement avec l'Institut de statistique, de géographie et d'informatique (INEGI) du Mexique (Aguascalientes, Mexique, 24 août-4 septembre 1998), tandis que la deuxième, la Réunion du Groupe de Rio sur les statistiques de pauvreté, a été organisée conjointement avec l'Institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE) et l'Institut national de statistique (INE) du Portugal (Lisbonne, 22-24 novembre 1999).

Finalement, dans les études prospectives sur le développement et l'insertion de la région à l'échelon mondial, la perspective s'est centrée, d'une part, sur la révision des éléments externes qui influent sur l'évolution des économies de l'Amérique latine et des Caraïbes ainsi que sur leurs perspectives à moyen terme; et d'autre part, sur l'analyse de son insertion à l'échelon mondial, en vue d'estimer les tendances éventuelles de la croissance économique de chaque pays et de la région dans son ensemble. A cet égard, les projections macro-économiques nationales ont été actualisées et un suivi de l'économie régionale a été effectué dans le cadre du Projet Link, qui coordonne les projections économiques mondiales sous la direction du Département des affaires économiques et sociales, des Nations Unies.

v) Documents

Avance en la aplicación del Sistema de Cuentas Nacionales (SCN 1993) en los países de América Latina y el Caribe, 1997 (LC/G.2017)/ Progress in implementing the System of National Accounts (1993 SNA) in Latin America and Caribbean countries, 1997 (LC/G.2017).

América Latina y el Caribe: series estadísticas sobre comercio de servicios 1980-1997, série Cuadernos estadísticos, N° 26 (LC/G.2023-P). Publication des Nations Unies, n° de vente: S.98.II.G.8.

Impacto de la crisis asiática en América Latina (LC/G.2026)/Impact of the Asian Crisis on Latin America (LC/G.2026).

Anuario estadístico de América Latina y el Caribe. Edición 1998/Statistical Yearbook for Latin America and the Caribbean. 1998 Edition (LC/G.2043-P). Publication des Nations Unies, n° de vente: E/S.99.II.G.1.

Panorama social de América Latina. Edición 1998 (avec la Division du développement social) (LC/G.2050-P). Publication des Nations Unies, n° de vente: S.99.II.G.4/Social Panorama of Latin America. 1998 Edition (in conjunction with the Social Development Division) (LC/G.2050-P). United Nations publication, Sales No. E.99.II.G.4.

Balance preliminar de las economías de América Latina y el Caribe, 1998 (LC/G.2051-P). Publication des Nation Unies, n° de vente: S.98.II.G.15/Preliminary Overview of the Economies of Latin America and the Caribbean, 1998 (LC/G.2051-P). United Nations publication, Sales No. E.98.II.G.15.

Informe final. Seminario regional de cuentas nacionales sobre la elaboración de cuentas para sectores institucionales (Rio de Janeiro, 23-27 de noviembre de 1998) (LC/L.1168).

Base regional de datos de coyuntura. Algunos indicadores principales. Primer trimestre de 1998 (LC/R.1818).

Primer Atelier régional "Planificación y desarrollo de encuestas de hogares para la medición de las condiciones de vida" (Aguascalientes, México, 1°-3 de abril de 1998) (LC/R.1826)

Pobreza y desigualdad de género. Una propuesta para el diseño de indicadores (LC/R.1828)

Base regional de datos de coyuntura. Algunos indicadores principales. Segundo trimestre de 1998 (LC/R.1829).

Base de coyuntura financiera. Información disponible a septiembre de 1998 (LC/R.1850).

Base regional de datos de coyuntura. Algunos indicadores principales. Tercer trimestre de 1998 (LC/R.1863).

Proyecciones latinoamericanas 1998-1999 (LC/R.1866).

Banco de coyuntura. Series trimestrales y mensuales del Producto Interno Bruto (PIB) (LC/R.1867).

Base de coyuntura financiera. Información disponible a diciembre de 1998 (LC/R.1871).

Directorio de expertos en cuentas nacionales de los países de América Latina y el Caribe, 1998 (LC/R.1874).

Países industrializados: resumen de las proyecciones 1998-1999 (LC/R.1875).

Base de coyuntura financiera. Información disponible a enero de 1999 (LC/R.1877).

Base regional de datos de coyuntura. Algunos indicadores principales. Cuarto trimestre de 1998 (LC/R.1878).

Deuxième Atelier régional "Medición del ingreso en las encuestas de hogares" (Buenos Aires, Argentina, 10-13 de noviembre de 1998) (LC/R.1886).

Base de coyuntura financiera. Información disponible a marzo de 1999 (LC/R.1887).

Programa de trabajo estadístico internacional para América Latina y el Caribe, 1999-2000 (LC/R.1888(Sem.88/2))/Programme of international statistical work for Latin America and the Caribbean, 1999-2000 (LC/R.1888(Sem.88/2)).

Censos de población y vivienda de la década del 2000 (LC/R.1888 (Sem.88/2) Add.1)/The 2000 population and housing census round (LC/R.1888(Sem.88/2)/Add.1).

Estadísticas sobre el sector servicios (LC/R.1889(Sem.88/3))/Service sector statistics (LC/R.1889(Sem.88/3)).

Un programa de capacitación integrado y regional: necesidad y factibilidad (LC/R.1890 (Sem.88/4))/An integrated regional training programme: Needs and feasibility (LC/R.1890(Sem.88/4)).

Reuniones sobre los principios fundamentales de las estadísticas públicas (LC/R.1891(Sem.88/5))/Meetings of fundamental principles of official statistics (LC/R.1891(Sem.88/5)).

Actividades de la Comisión de Estadística de las Naciones Unidas (LC/R.1892(Sem.88/6))/Activities of the Statistical Commission of the United Nations (LC/R.1892(Sem.88/6)).

Propuesta para el establecimiento de la conferencia estadística de las Américas (LC/R.1893(Sem.88/7))/Proposal for the establishment of the Statistical Conference of the Americas (LC/R.1893(Sem.88/7)).

Informe de actividades relacionadas con el Programa de trabajo estadístico internacional para América Latina y el Caribe, 1997-1998. Presentado por la CEPAL en la tercera reunión conjunta OEA/CEPAL en materia de estadística (LC/R.1894(Sem.88/8))/ Report of activities related to the Programme of International Statistical Work for Latin America and the Caribbean, 1997-1998 (LC/R.1894(Sem.88/8)).

Informe del taller sobre generación de indicadores ambientales sobre tierras/suelos (Santiago de Chile, 11-13 de noviembre de 1998) (LC/R.1896(Sem.88/9)).

Base de coyuntura financiera. Información disponible a abril de 1999 (LC/R.1903).

Banco de coyuntura. Series trimestrales y mensuales del Producto Interno Bruto (PIB) (I-1999) (LC/R.1908).

Base regional de datos de coyuntura. Algunos indicadores principales. Primer trimestre de 1999 (LC/R.1909).

Base de coyuntura financiera. Información disponible a mayo de 1999 (LC/R.1913).

América Latina: índices de precios al consumidor 1970-1998 (LC/R.1915).

Base de coyuntura financiera. Información disponible a junio de 1999 (LC/R.1919).

Base regional de datos de coyuntura. Algunos indicadores principales. Tercer trimestre de 1999 (LC/R.1937).

Banco de coyuntura. Series trimestrales y mensuales del Producto Interno Bruto (PIB) (III-1999) (LC/R.1939).

Base de coyuntura financiera. Información disponible a octubre de 1999 (LC/R.1941).

ii) Réunions, séminaires et conférences

Organisés par le sous-programme

Premier atelier régional sur la planification et le développement des enquêtes sur les ménages afin de mesurer les conditions de vie, organisé conjointement avec la BID et la Banque mondiale, sous les auspices de l'Institut national de statistique, de géographie et d'informatique (INEGI) du Mexique, dans le cadre du Programme pour l'amélioration des enquêtes et de l'évaluation des conditions de vie en Amérique latine et aux Caraïbes (MECOVI) (Aguascalientes, Mexique, 1er-3 avril 1998).

Atelier sur la comptabilité environnementale et économique intégrée (Santiago du Chili, 20-24 avril 1998).

Réunion du groupe d'experts sur les statistiques de pauvreté, sous les auspices d l'Institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE) (Rio de Janeiro, 13-15 mai 1998).

Réunion sur l'analyse des résultats du programme de comparaison internationale de prix en Amérique latine, organisée conjointement avec la Banque mondiale (Santiago du Chili, 11 et 12 juin 1998).

Atelier régional sur la pauvreté, organisé conjointement avec l'INEGI du Mexique (Aguascalientes, Mexique, 24 août-4 septembre 1998).

Deuxième atelier régional du Programme MECOVI sur l'évaluation des revenus dans les enquêtes sur les ménages, organisé avec la collaboration de l'Institut national des statistiques et des recensements de l'Argentine (Buenos Aires, 10-13 novembre 1998).

Atelier sur la production d'indicateurs environnementaux sur les terres/sols, organisé conjointement avec l'Institut de statistique, de géographie et d'informatique (INEGI) du Mexique (Santiago du Chili, 11-13 novembre 1998).

Séminaire régional de comptabilité nationale, organisé conjointement avec l'Institut brésilien de géographie et de statistiques (IBGE) et la Division de statistique des Nations Unies (Rio de Janeiro, 23-27 novembre 1998).

Réunion des directeurs des statistiques des Amériques (Santiago du Chili, 24-26 mars 1999).

Deuxième séminaire technique sur les indices des prix à la consommation, organisé conjointement avec l'Institut national de statistique du Chili (Santiago du Chili, 21-23 avril 1999).

Troisième atelier régional du Programme pour l'amélioration des enquêtes sur les conditions de vie en Amérique latine et aux Caraïbes sur l'évaluation des dépenses dans les enquêtes sur les ménages, organisé en collaboration avec l'INEGI du Mexique (Aguascalientes, Mexique, 20-28 mai 1999).

Atelier sur la technologie du commerce électronique de l'information statistique par Internet, organisé par la CEPALC et l'Union internationale des télécommunications (UIT) (Santiago du Chili, 24-28 mai 1999).

Quatrième atelier régional du MECOVI "La mesure de la pauvreté: la méthode des seuils de pauvreté", organisé conjointement avec l'Institut national des statistiques et des recensements (Buenos Aires, 16-19 novembre 1999).

Réunion du Groupe de Rio sur les statistiques de la pauvreté, organisée conjointement avec l'Institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE) et l'Institut national de statistique (INE) du Portugal (Lisbonne, 22-24 novembre 1999).

Participation à d'autres réunions, rencontres d'experts et conférences

Exposé "Attentes de croissance économique" lors de la table ronde sur les perspectives de croissance économique dans la région, dans le cadre du Forum régional de l'Amérique latine et des Caraïbes, organisé par le Comité national du Venezuela dépendant du Conseil mondial de l'énergie (Caracas, 11 et 12 février 1998).

Réunions du Projet Link, organisées par les Nations Unies (New York, 13-19 mars 1998; 2-8 mai 1999).

Présentation de l'exposé "L'économie depuis la perspective sexospécifique", lors de la Semaine de l'économiste, organisé par le Collège de diplômés en sciences économiques du Paraguay, le secrétariat de la femme et la présidence de la république (Asunción, 21-24 mai 1998).

Réunion annuelle du projet "Installation et actualisation permanente du serveur d'Internet pour le Mercosur et les pays associés (Bolivie et Chili)", organisée par l'Institut national pour l'amélioration de l'enseignement des sciences (INEC) de l'Argentine et la CEPALC (Buenos Aires, 31 mai-3 juin 1998).

Réunions sur la restructuration de l'enquête permanente sur les ménages de l'Argentine et le lancement à Buenos Aires du Panorama social de América Latina. Edición 1997, organisées par l'Institut national de statistique et des recensements de l'Argentine et la CEPALC (Buenos Aires, 2-5 juin 1998).

Présentation de l'exposé "Le secteur non structuré en Amérique latine", dans le cadre du séminaire latino-américain sur l'évaluation des statistiques du secteur non structuré, organisé par le Département administratif national de statistique de la Colombie (Carthagène, Colombie, 8-12 juin 1998).

Conférence du Projet Link organisée par les Nations Unies (Rio de Janeiro, 14-18 septembre 1998).

Exposé sur les commentaires de la CEPALC sur la proposition de l'OIT en matière d'évaluation des revenus provenant du commerce, lors de la seizième Conférence internationale des statisticiens du travail, organisée par l'OIT (Genève, 4-16 octobre 1998).

Dixième séminaire international du Département d'économie rurale, réalisé par l'Université fédérale de Viçosa. Présentation de l'exposé "L'impact de la crise asiatique en Amérique latine" (Viçosa, Brésil, 29-31 octobre 1998).

Réunion sur les changements dans les indices des prix à la consommation des pays du Mercosur, organisée par l'Institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE) (Rio de Janeiro, 8-12 décembre 1998).

Réunion tripartite CEPALC/PNUD/Direction générale des statistiques et des recensements de Panama, dans le cadre du projet PAN/93/002 "Amélioration de la comptabilité nationale et de la production de statistiques de base" (Panama, 23-27 février 1999).

Trentième session de la Commission de statistique des Nations Unies (New York, 28 février-6 mars 1999).

Réunion du Groupe de Canberra sur l'évaluation du revenu des ménages (Ottawa, 5-10 juin 1999).

Exposé sur la Banque de données du commerce extérieur de l'Amérique latine et des Caraïbes (BADECEL) et les difficultés de l'estimation des indices du commerce, lors du séminaire international "Trade Statistics Meeting", organisé par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (Paris, 8 et 9 juin 1999).

Premier atelier de coordination technique des pays membres du Programme MECOVI organisé par la BID, la Banque mondiale et la CEPALC (Lima, 15-19 juin 1999).

Neuvième atelier international sur la pauvreté, organisé par l'INEGI. Une aide a été prêtée dans l'organisation de l'atelier et des classes ont été réalisées sur la conceptualisation, l'évaluation et l'analyse de la pauvreté (Aguascalientes, Mexique, 18-29 juillet 1999).

iii) Coopération techniqueOrganismes régionaux et intergouvernementauxLa BID et la Banque mondiale

Avec la BID et la Banque mondiale, une assistance a été prêtée au Programme MECOVI, conformément aux recommandations du Comité de coordination du Programme, en vue de l'amélioration des enquêtes et de l'évaluation des conditions de vie en Amérique latine et aux Caraïbes.

Argentine

Avec l'Institut national de statistique et des recensements, dans la reformulation de l'enquête permanente sur les ménages, en matière d'évaluation du revenu dans les enquêtes sur les ménages, et pour les tâches d'administration et d'actualisation périodique du serveur d'Internet pour le Mercosur et les pays associés (Bolivie et Chili).

Avec le gouvernement, afin d'effectuer des réunions de travail avec les directeurs et techniciens de la Direction nationale de comptabilité nationale du Ministère de l'économie et des travaux et services publics, en vue d'évaluer le changement d'année de base de la comptabilité nationale.

Avec le sous-secrétariat de programmation macro-économique du Ministère de l'économie et des travaux et services publics, dans la révision des séries historiques de comptabilité nationale et dans la révision méthodologique d'ajustement de la production du secteur industriel.

Bolivie

Avec le gouvernement, conjointement avec la BID et la Banque mondiale, afin d'évaluer l'éventuelle incorporation de ce pays au Programme MECOVI.

Brésil

Avec le gouvernement, par le biais de l'Institut de recherche économique appliquée et l'Institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE), en matière d'évaluation de la pauvreté au Brésil.

Costa Rica

Avec la Direction générale des statistiques et des recensements, dans la reformulation du programme d'enquêtes sur les ménages.

Equateur

Avec la Banque centrale, dans la révision de l'élaboration de la balance des paiements de l'Equateur, conformément à la cinquième édition du Manuel de balance des paiements du FMI.

Avec le gouvernement, le Conseil national des femmes (CONAMU), en matière de statistiques sexospécifiques.

Mexique

Avec l'Institut national de statistique, de géographie et d'informatique (INEGI), dans le domaine de l'évaluation de la pauvreté.

Nicaragua

Avec le Ministère du travail, afin d'évaluer l'enquête en matière d'emploi.

Panama

Avec la Direction des statistiques et des recensements, dans le domaine des enquêtes sur les ménages.

Paraguay

Avec la Direction générale de statistiques, enquêtes et recensements, afin de mettre à jour, de façon périodique, la banque de données conjoncturelles et dans le domaine des enquêtes sur les ménages.

Uruguay

Avec le Ministère de l'élevage, de l'agriculture et de la pêche, dans l'élaboration de l'enquête sur les ménages de zones rurales.

iv) Formation et bourses

Présentation d'une conférence "Distributional mobility in Latin America: evidence and implications for public policy" au Woodrow Wilson International Center for Scholars (Washington D.C., 13-17 octobre 1998).

Réalisation de la conférence "Réflexions sur le développement et la responsabilité de l'Etat", dans le cadre du Programme de collaboration avec l'Institut d'économie industrielle de l'Université fédérale de Rio de Janeiro. (Rio de Janeiro, 24-28 janvier 1999).

Présentation de la conférence "Gestion d'information pour le développement socio-économique dans l'ère numérique - situation de l'art et futur prévisible", dans le Centre de spécialisation en service de la Faculté des sciences économiques de l'Université nationale d'Asunción (Asunción, 6-8 mai 1999).

SOUS-PROGRAMME 10: ACTIVITÉS SOUS-RÉGIONALES AU MEXIQUE ET EN AMÉRIQUE CENTRALE

Durant la période biennale 1998-1999, le bureau sous-régional de la CEPALC au Mexique a intensifié ses tâches d'analyse de divers thèmes, parmi lesquels on peut citer ceux liés à l'intégration régionale et hémisphérique, aux politiques macro-économiques et de croissance, au développement technologique durable de la production agricole, à la compétitivité industrielle, aux nouvelles modalités d'insertion internationale, aux politiques de développement social et d'équité, et à l'intégration énergétique.

Une importance particulière a également été accordée à la réalisation d'activités de coopération technique, principalement par le biais de la collaboration avec certains organismes gouvernementaux et régionaux sur divers thèmes. Dans ce domaine, à la demande du Secrétariat général du système d'intégration de l'Amérique centrale et des responsables des entités d'eau potable et d'assainissement des pays centraméricains, des études ont été menées portant sur les tendances du secteur de l'eau potable dans la sous-région et une proposition de réingénierie institutionnelle du Comité coordinateur régional des institutions d'eau potable et d'assainissement de l'Amérique centrale, Panama et la République dominicaine (CAPRE). Également dans le domaine de la coopération technique, on peut citer la collaboration avec la mission de vérification des droits de l'homme et du respect des engagements pris dans l'Accord mondial sur les droits de l'homme au Guatemala (MINUGUA), moyennant l'appui à ce pays dans l'analyse de divers aspects économiques et financiers et en matière de cadastre des zones urbaines et rurales.

Il faut souligner, de plus, le rôle du bureau sous-régional dans la coordination des activités réalisées par la CEPALC, en réponse aux situations émergentes provoquées par diverses catastrophes naturelles qui ont touché plusieurs pays de la région au cours de la période biennale. Dans ce contexte, de nombreuses études ont été élaborées, tant à l'échelon national que de l'ensemble de la sous-région, en vue d'évaluer les dommages causés par le cyclone Mitch dans les économies centraméricaines, et d'identifier les actions ultérieures de réhabilitation et de reconstruction. De même, des analyses ont été effectuées afin d'évaluer les dommages provoqués par l'ouragan Georges en République dominicaine, ainsi que ses répercussions sur le développement du pays et définir les profils des projets orientés vers la reconstruction. Des études ont également été menées sur les effets du phénomène "El Niño" sur les économies centraméricaines et andines. Dans cette matière, une coopération technique a été prêtée au Costa Rica et à l'Équateur, ainsi que sur l'impact socio-économique du tremblement de terre qui a affecté les départements de Quindío et Risaralda, dans la zone de production du café en Colombie.

Dans le domaine de l'épargne, l'investissement et la croissance économique, l'attention s'est centrée sur l'examen des politiques macro-économiques et la coordination des politiques tributaire et monétaire en vue du développement de l'épargne. La section du développement économique a préparé une étude et a organisé une réunion d'experts sur les effets des incitations fiscales sur l'épargne et l'investissement en Amérique centrale, ainsi qu'un séminaire dans lequel la situation fiscale et les possibilités d'un pacte fiscal depuis la perspective sous-régionale ont été analysées. De même, les activités régulières se sont poursuivies, ainsi que l'étude annuelle de l'évolution économique des dix pays de la sous-région et la publication du rapport sur la conjoncture économique du Mexique. Une étude a également été élaborée sur les réformes structurelles et l'évolution de l'économie cubaine dans les années quatre-vingt dix, ainsi qu'une autre sur les politiques sociales, la macro-économie et la base productive au Honduras.

Dans le domaine de la compétitivité industrielle et de la modernisation agricole, diverses activités ont été abordées, en particulier l'élaboration d'études et l'organisation de réunions d'experts sur les thèmes du changement institutionnel et du développement organisationnel des petites unités de production rurale en Amérique centrale, et le développement et la modernisation du secteur agro-exportateur dans l'isthme centraméricain. Une analyse du marché foncier à El Salvador et au Guatemala a également été réalisée. En ce qui concerne le secteur industriel, des études ont été préparées sur l'industrie de la "maquila" et sur la relation entre l'industrie et l'environnement. Dans les deux cas, les études se sont centrées sur la sous-région et une réunion d'experts sur l'industrie, le commerce et l'environnement et leur relation avec le développement durable. La préparation d'une analyse annuelle sur l'évolution du secteur industriel en Amérique centrale s'est poursuivie. De plus, des activités de coopération technique et de formation ont été réalisées, liées à l'application du logiciel "Module pour l'analyse de la croissance du commerce international" (MAGIC).

Les activités menées dans le domaine des marchés du travail, sexospécificité et équité se sont centrées sur deux grands thèmes. D'une part, dans le cadre du projet HOL/97/S76 "Envois de fonds et économie familiale", diverses études ont été élaborées sur l'impact socio-économique et l'utilisation productive à El Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua des envois de fonds aux familles en provenance de l'extérieur, et des réunions nationales ont été tenues dans chaque pays, ainsi qu'une réunion régionale d'experts comprenant la zone centraméricaine. D'autre part, deux études ont été préparées: la première, sur la technologie et la pauvreté dans l'Isthme centraméricain; et la deuxième, sur les conséquences sociales de la mondialisation de l'économie rurale, et une réunion d'experts portant sur ces thèmes a été réalisée. De plus, la Réunion centraméricaine préparatoire de la huitième Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes a été organisée.

Les travaux réalisés dans les domaines du commerce international et de l'intégration économique et la coopération régionale s'est centrée sur l'analyse des politiques commerciales de l'Isthme centraméricain, l'évolution de l'intégration centraméricaine, la libéralisation commerciale et les perspectives de l'Amérique centrale en matière d'environnement, ainsi que les aspects institutionnels et commerciaux de la formation de la Zone de libre-échange des Amériques. Plusieurs études portant sur ces thèmes ont été réalisées, ainsi que deux réunions d'experts. Lors de la première, les conséquences des accords de libéralisation commerciale et de complémentarité économique par rapport à la convergence du processus d'intégration et de régionalisme ouvert ont été examinées. La deuxième réunion a porté sur les problèmes d'ajustement et les coûts de la transition qu'implique l'établissement de la ZLEA, et les mesures proposées afin de les réduire. De même, l'appui aux tâches du Groupe consultatif sur les économies de petite taille de la ZLEA s'est poursuivi. De plus, dans le cadre du projet HOL/97/S86 "Programme régional pour le renforcement du commerce des services en Amérique centrale", plusieurs études ont été élaborées et une réunion d'experts portant sur le tourisme dans l'Isthme centraméricain et la République dominicaine a eu lieu.

Finalement, dans le secteur de l'énergie, des études ont été menées sur la pré-faisabilité du gazoduc qui unira le Mexique à l'Isthme centraméricain et aux processus de réforme dans l'industrie électrique de la sous-région ainsi que ses perspectives à court et moyen terme. La publication des annuaires statistiques sur les hydrocarbures et l'électricité s'est poursuivie et une assistance technique a été prêtée, en particulier, au Secrétariat du Comité centraméricain de coopération des hydrocarbures ainsi qu'au Conseil de l'électrification de l'Amérique centrale.

ÉPARGNE, INVESTISSEMENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

i) Documents

Nicaragua: evolución económica durante 1997 (LC/MEX/L.349).

Panamá: evolución económica durante 1997 (LC/MEX/L.350).

Honduras: evolución económica durante 1997 (LC/MEX/L.351).

Cuba: evolución económica durante 1997 (LC/MEX/L.352).

Costa Rica: evolución económica durante 1997 (LC/MEX/L.353).

Guatemala: evolución económica durante 1997 (LC/MEX/L.354).

República Dominicana: evolución económica durante 1997 (LC/MEX/L.355).

Centroamérica: evolución económica durante 1997 (LC/MEX/L.356).

El Salvador: evolución económica durante 1997 (LC/MEX/L.357).

Haití: evolución económica durante 1997 (LC/MEX/L.358)

México: evolución económica durante 1997 (LC/MEX/L.361).

Honduras: evolución económica durante 1998 (LC/MEX/L.381).

Panamá: evolución económica durante 1998 (LC/MEX/L.383).

Nicaragua: evolución económica durante 1998 (LC/MEX/L.385).

República Dominicana: evolución económica durante 1998 (LC/MEX/L.386).

El Salvador: evolución económica durante 1998 (LC/MEX/L.388).

Costa Rica: evolución económica durante 1998 (LC/MEX/L.389).

Haití: evolución económica durante 1998 (LC/MEX/L.390).

México: evolución económica durante 1998 (LC/MEX/L.391).

Cuba: evolución económica durante 1998 (LC/MEX/L.392)

Guatemala: evolución económica durante 1998 (LC/MEX/L.393).

Centroamérica: evolución económica durante 1998 (LC/MEX/L.398).

Incentivos tributarios, ahorro e inversión en Centroamérica (LC/MEX/L.407).

Incentivos tributarios, ahorro e inversión en Centroamérica (LC/MEX/R.669/Add.1). Anexo estadístico (LC/MEX/L.407/Add.1).

Libro - Propuesta de reingeniería del CAPRE, tendencias y desafíos del sector de agua potable y saneamiento (LC/MEX/L.408).

México: informe de la coyuntura económica. Cuatro trimestre de 1997 (LC/MEX/R.640).

El fenómeno "El Niño": su naturaleza y los riesgos asociados a su presencia recurrente (LC/MEX/R.641).

Honduras: políticas sociales, macroeconomía y base productiva. Estudio especial de las Naciones Unidas (LC/MEX/R.649/Rev.1).

Honduras: indicadores seleccionados sobre políticas sociales, macroeconomía y base productiva (LC/MEX/R.659).

México: informe de la coyuntura económica. Primer semestre de 1998 (LC/MEX/R.660).

México: informe de la coyuntura económica. Tercer trimestre de 1998 (LC/MEX/R.667).

Incentivos tributarios, ahorro e inversión en Centroamérica (LC/MEX/R.669(SEM. 89/1)).

Incentivos tributarios, ahorro e inversión en Centroamérica. Anexo estadístico (LC/MEX/R.669/Add.1).

México: informe de la coyuntura económica. Primer trimestre de 1999 (LC/MEX/R.702).

Guatemala: evolución de la Agenda de los 100 días para la rehabilitación de los daños ocasionados por el Huracán Mitch (LC/MEX/R.723).

El arrendamiento: un mecanismo para financiar el desarrollo económico (LC/MEX/R.726).

México: informe de la coyuntura económica. Tercer trimestre de 1999 (LC/MEX/R.741).

La economía cubana: reformas estructurales y desempeño en los noventa. Segunda edición. 1999 (LC/MEX/R.746).

La economía cubana: reformas estructurales y desempeño en los noventa. Segunda edición. 1999. Anexo estadístico (LC/MEX/R.746/Add.1).

ii) Réunions, séminaires et conférences

Organisés par le sous-programme

Réunion d'experts portant sur les incitations fiscales, l'épargne et l'investissement en Amérique centrale (Mexico, 12 et 13 novembre 1998).

Séminaire sous-régional sur “Le Pacte budgétaire” (Guatemala, 11 janvier 1999).

Séminaire national du Guatemala sur “Le Pacte budgétaire” (Guatemala, 12 janvier 1999).

Participation à d'autres réunions, rencontres d'experts et conférences

Présentation du livre “L'économie cubaine: réformes structurelles et évolution dans les années quatre-vingt-dix” (Projet SWE/96/S74 “Etude détaillée de l'évolution récente de l'économie cubaine”), lors du séminaire “Cuba Today”, organisé par Dialogue interaméricain et l'Université de Harvard (Cambridge, Massachusetts, 13 mars 1998).

Conférence sur la sécurité alimentaire et l'intégration, dans le cadre du Forum “Macrotendances dans l'économie et la société de l'Amérique centrale et conséquences sur la sécurité alimentaire nutritionnelle” de la réunion de réflexion de l'Institut de nutrition de l'Amérique centrale et de Panama (INCAP) (Guatemala, 15 et 16 juin 1998).

Conférence “Modernisation financière en Amérique centrale: mythes et réalités”, lors de la rencontre internationale d'économistes sur “La mondialisation et les problèmes liés au développement” (La Havane, 18-22 janvier 1999).

Réunions préparatoires organisées par le Secrétariat général du système d'intégration de l'Amérique centrale (San Salvador, 13 avril 1999, et 26 et 27 avril 1999) pour la deuxième réunion du Groupe consultatif pour la reconstruction et la transformation de l'Amérique centrale (Stockholm, 23-29 mai 1999).

iii) Coopération technique

Organismes régionaux et intergouvernementaux

Avec le Secrétariat général du système d'intégration de l'Amérique centrale, d'El Salvador, sur la réforme institutionnelle et en matière de projets de coopération technique.

Avec le Secrétariat général du système d'intégration de l'Amérique centrale, sur la réforme préliminaire au Comité coordinateur régional des institutions d'eau potable et d'assainissement de l'Amérique centrale, du Panama et de la République dominicaine (CAPRE).

Avec les directeurs-adjoints du CAPRE au Honduras, et avec les pays membres du CAPRE (Amérique centrale, Panama et République dominicaine), sur la réingénierie de cette institution.

Avec le Secrétariat général du système d'intégration de l'Amérique centrale ainsi que d'autres organismes de l'intégration centraméricaine, sur les stratégies régionales destinées à faire face aux catastrophes naturelles (Cyclone Mitch).

Avec la Mission de vérification des droits de l'homme et de respect des engagements pris dans l'Accord mondial sur les droits de l'homme au Guatemala (MINUGUA), sur certains aspects économiques et financiers du Guatemala.

Avec le Centre d'études sur les Etats-Unis et le Mexique, Université de Californie à San Diego, dans de la présentation de l'exposé "L'investissement au Mexique après les réformes" lors de la conférence "Confronting Development, Assessing Mexico's Economic and Social Policy Challenges".

Cuba

Avec le gouvernement, en matière d'économie externe.

Avec le gouvernement, présentation et remise du livre "L'économie cubaine: réformes structurelles et évolution dans les années quatre-vingt-dix", lors du IXème Sommet ibéro-américain des chefs d'Etat et de gouvernement, tenu à La Havane, les 15 et 16 novembre 1999.

Guatemala, Honduras, Nicaragua, Salvador

Avec le gouvernement, par le biais du PNUD, en matière d'évaluation des dommages provoqués par le cyclone Mitch, dans certains aspects macro-économiques, sociaux, démographiques, agricoles, énergétiques, de logement, environnementaux, de production et transport, et élaboration de projets de reconstruction correspondants.

Guatemala

Avec le gouvernement, en appui aux travaux réalisés par la Commission préparatoire du Pacte budgétaire.

Nicaragua

Avec le gouvernement, par le biais de l'unité de coordination du Programme de réforme et modernisation du secteur public (UCRESEP), en matière de modernisation et restructuration de l'Etat.

République dominicaine

Avec le gouvernement, afin de préciser certains thèmes, contenus et la portée d'un projet de coopération technique sur le développement économique, social et productif.

COMPÉTITIVITÉ INDUSTRIELLE ET MODERNISATION AGRICOLE

i) a) Documents

Información básica del sector agropecuario, subregión norte de América Latina y el Caribe, 1980-1996 (LC/MEX/L.344).

Calidad de la inserción internacional de productos agropecuarios de Centroamérica (LC/MEX/L.345).

Centroamérica, México y República Dominicana: maquila y transformación productiva (LC/MEX/L.359).

Información básica del sector agropecuario, subregión norte de América Latina y el Caribe, 1980-1997 (LC/MEX/L.364).

Sistema para analizar el crecimiento del comercio internacional/Module to analyse the growth of international commerce (MAGIC) (LC/MEX/L.384).

Las industrias farmacéutica y farmoquímica en México y el Distrito Federal (LC/MEX/L.400).

Centroamérica: cambio institucional y desarrollo organizativo de las pequeñas unidades de producción rural (LC/MEX/L.406).

Industria y medio ambiente en México y Centroamérica. Un reto de supervivencia (LC/MEX/L.409).

Información básica del sector agropecuario, subregión norte de América Latina y el Caribe, 1980-1998 (LC/MEX/L.412).

Centroamérica: evolución del sector industrial durante 1997 (LC/MEX/R.665).

Fortalecimiento de las cadenas productivas en Centroamérica: perspectivas para la coinversión y la cooperación regional en el sector forestal (LC/MEX/R.679/Rev.1).

Centroamérica: cambio institucional y desarrollo organizativo de las pequeñas unidades de producción rural (LC/MEX/R.698).

Centroamérica: evolución del sector industrial durante 1998 (LC/MEX/R.732).

El estudio de mercado de tierras. El caso de Guatemala (LC/MEX/R.743).

Istmo Centroamericano: fomento y modernización del sector agroexportador (LC/MEX/R.745).

El mercado de tierra en El Salvador (LC/MEX/R.748).

b) Articles parus dans des publications externes

“El Salvador: trayectoria de la reforma agraria. 1980-1998”, Revista Mexicana de Sociología, vol. 60, N° 4, Mexico, Institut de recherches sociales, Université nationale autonome de Mexico (UNAM), octobre-décembre 1998.

ii) Réunions, séminaires et conférences

Organisés par le sous-programme

Réunion d'experts sur la mondialisation et la productivité dans les économies rurales de l'Amérique centrale. Conséquences institutionnelles et organisationnelles (Mexico, 9 avril 1999).

Réunion d'experts sur l'industrie, le commerce et l'environnement, et leur rapport avec le développement durable au Mexique et en Amérique centrale: conséquences politiques (Mexico, 27 et 28 septembre 1999).

Réunion d'experts sur le développement et la modernisation du secteur agro-exportateur dans l'Isthme centraméricain (Mexico, 26 et 27 novembre 1999).

Participation à d'autres réunions, rencontres d'experts et conférences

Conférence sur certains éléments de la compétitivité lors du séminaire “Résidus industriels et dangereux au Mexique: politiques et infrastructure”, organisé par le Centre d'études privées pour le développement durable (CESPEDES), l'Association mexicaine de contrôle des résidus dangereux (AMCRESPEC), la Confédération de chambres industrielles (CONCAMIN) et le Centre de recherche en sciences maritimes (CICM) (Mexico, 28 avril 1998).

Présentation du document “Maquiladora industries and technical change”, lors du XXIème Congrès international de l'Association d'études latino-américaines (Etats-Unis) (Chicago, Illinois, 24-26 septembre 1998).

Présentation du document “Industrie et environnement au Mexique et en Amérique centrale. Un défi pour la survie” (LC/MEX/L.409), lors du séminaire “Compétitivité, innovation et environnement”, organisé par le Centre international de politique économique pour le développement durable (CINPE) de l'Université nationale du Costa Rica (San José, 22 et 23 février 1999).

Atelier international “Transitions en matière de propriété de la terre et changement social. Institutions, organisations et innovations autour des ressources productives naturelles: Terre, eau et forêts”, organisé par le Centre de recherche et d'études supérieures en anthropologie sociale (CIESAS) du Mexique et l'Institut de recherche pour le développement de la France (Mexico, 9-11 mars 1999).

Conférence “Les politiques de développement de la production et de l'exportation de produits non-traditionnels dans le nouveau contexte économique international”, durant la IIème Convention et exposition internationale de produits d'exportation (Managua, 30 septembre-2 octobre 1999).

Exposé “Nouveaux défis dans l'agriculture et le nouveau cadre institutionnel”, lors du XIIIème Congrès national d'économistes (Puebla, Mexique, 1er octobre 1999).

iii) Coopération techniqueOrganismes régionaux et intergouvernementaux

Avec l'Institut centraméricain d'administration d'entreprises (INCAE), en matière de compétitivité et installation des logiciels: Module pour l'analyse de la croissance du commerce international (MAGIC) et Analyse de la compétitivité des pays (CAN).

Costa Rica

Ave le gouvernement, en matière d'évaluation de l'impact du phénomène El Niño sur le secteur agricole durant 1997-1998, dans le cadre d'une évaluation générale réalisée par la CEPALC.

Guatemala

Avec le gouvernement, dans l'évaluation du Programme des 100 jours en raison du cyclone Mitch.

Avec la Mission des Nations Unies pour le Guatemala (MINUGUA), dans la révision du texte des avant-projets en matière de cadastre des zones urbaines et rurales, et sur la création du Fonds foncier.

iv) Formation et bourses

Le cours portant sur les systèmes statistiques macro-économiques dicté par le Centre d'études monétaires latino-américaines (CEMLA) a été organisé (Mexico, 12-16 janvier 1998).

Cours de formation portant sur le logiciel MAGIC: i) à l'Institut de recherches économiques de l'Université nationale autonome de Mexico (UNAM), avec deux participants (Mexico, 15 janvier 1998); ii) à la Banque centrale de la République dominicaine, avec 15 participants (Saint-Domingue, 3-7 février 1998); et iii) dans la Faculté latino-américaine de sciences sociales (FLACSO), avec 8 participants (Mexico, 23 février 1998);

MARCHÉS DU TRAVAIL, SEXOSPÉCIFICITÉ ET ÉQUITÉ

i) a) Documents

Los sistemas informales de seguridad social: experiencias en México y el Istmo Centroamericano (LC/MEX/L.346).

Tecnología y pobreza en el Istmo Centroamericano (LC/MEX/L.376).

Efectos sociales de la globalización sobre la economía campesina: reflexiones a partir de experiencias en México, Honduras y Nicaragua (LC/MEX/L.382).

Indicadores sociales básicos de la subregión norte de América Latina y el Caribe. Edición del bienio 1998-1999 (LC/MEX/L.387).

Impacto socioeconómico de las remesas: perspectiva global para una orientación productiva de las remesas en Honduras (LC/MEX/L.403).

Análisis costo-efectividad en la mitigación de daños de desastres naturales sobre la infraestructura social (LC/MEX/R.643).

Uso productivo de las remesas en El Salvador, Guatemala, Honduras y Nicaragua (LC/MEX/R.662).

Impacto socioeconómico de las remesas: perspectiva global para una orientación productiva de las remesas en Honduras (versión preliminar) (LC/MEX/R.705 (SEM.95/2)).

El Salvador: uso productivo de las remesas (version préliminaire) (LC/MEX/R.707).

Nicaragua: uso productivo de las remesas familiares (LC/MEX/R.718 (SEM.97/2)).

Remesas colectivas en Guatemala. Vínculos de solidaridad entre emigrantes y comunidades de origen (LC/MEX/R.720 (SEM.98/2)).

Nota de la Secretaría de la Reunión Centroamericana Preparatoria para la VIII Conferencia Regional sobre la Mujer de América Latina y el Caribe (LC/MEX/R.731 (SEM.100/2)).

Uso productivo de las remesas familiares y comunitarias en Centroamérica (LC/MEX/R.740 (SEM.101/2)).

Integración y convergencias de políticas sociales en el Istmo Centroamericano (LC/MEX/R.747).

b) Articles parus dans des publications externes

“Los sistemas informales de seguridad social: experiencias en México y el Istmo Centroamericano”, revue Investigación Económica de la Universidad Nacional Autónoma de México, Pablo Serrano, 22 janvier 1998.

ii) Réunions, séminaires et conférencesOrganisés par le sous-programme

Réunion d'experts sur la mondialisation et la productivité dans les économies rurales de l'Amérique centrale: conséquences sociales et technologiques (Mexico, 8 avril 1999).

Réunions d'experts sur l'utilisation productive des envois de fonds au Honduras, El Salvador, Nicaragua et Guatemala (Tegucigalpa, 8 juin 1999; San Salvador, 11 juin 1999; Managua, 5 et 6 juillet 1999; Guatemala, 7-10 juillet 1999).

Réunion centraméricaine préparatoire de la huitième Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes (San Salvador, 11 et 12 octobre 1999).

Réunion régionale d'experts sur l'utilisation productive des envois de fonds en Amérique centrale (Mexico, 5 novembre 1999).

Participation à d'autres réunions, rencontres d'experts et conférences

Présentation des principales caractéristiques du projet HOL/97/S76 "Envois de fonds et économie familiale (Phase II)", lors du séminaire sur la migration internationale et le développement en Amérique du nord et centrale, organisé par le Secrétariat des relations extérieures et le Secrétariat de l'intérieur (Mexico, 21 et 22 mai 1998).

Exposé "Réformes des systèmes de sécurité sociale en Amérique centrale et systèmes non structurés" dans le Diplôme de sécurité sociale du Centre interaméricain d'études de sécurité sociale (CIESS) (Mexico, 25 mai 1999).

Exposé "Ouverture des marchés et réforme budgétaire", durant le cycle de conférences sur les perspectives économiques du Mexique et sa frontière nord sur la voie du troisième millénaire (Tijuana, Mexique, 13-16 septembre 1999).

Présentation de la note d'information "Les envois de fonds des émigrants: expériences de la CEPALC en Amérique centrale", lors de la réunion du Groupe consultatif régional sur la migration (San Salvador, 27-28 octobre 1999).

iii) Coopération techniqueColombie

Avec le gouvernement, dans l'évaluation des dommages provoqués le tremblement de terre du 25 janvier 1999 dans la zone de production de café.

COMMERCE INTERNATIONAL

i) Documents

Honduras: evaluación de los daños ocasionados por el Huracán Mitch, 1998: sus implicaciones para el desarrollo económico y social y el medio ambiente (LC/MEX/L.367)/Honduras: Assessment of the damage caused by hurricane Mitch, 1998: Implications for economic and social development and for the environment (LC/MEX/L.367).

Guatemala: evaluación de los daños ocasionados por el Huracán Mitch, 1998: sus implicaciones para el desarrollo económico y social y el medio ambiente (LC/MEX/L.370)/Guatemala: Assessment of the damage caused by hurricane Mitch, 1998: Implications for economic and social development and for the environment (LC/MEX/L.370).

El Salvador: evaluación de los daños ocasionados por el Huracán Mitch, 1998: sus implicaciones para el desarrollo económico y social y el medio ambiente (LC/MEX/L.371)/El Salvador: Assessment of the damage caused by hurricane Mitch, 1998: Implications for economic and social development and for the environment (LC/MEX/L.371).

Nicaragua: evaluación de los daños ocasionados por el Huracán Mitch, 1998: sus implicaciones para el desarrollo económico y social y el medio ambiente (LC/MEX/L.372)/Nicaragua: Assessment of the damage caused by hurricane Mitch, 1998: Implications for economic and social development and for the environment (LC/MEX/L.372).

Costa Rica: evaluación de los daños ocasionados por el Huracán Mitch, 1998: sus implicaciones para el desarrollo económico y social y el medio ambiente (LC/MEX/L.373)/Costa Rica: Assessment of the damage caused by hurricane Mitch, 1998: Implications for economic and social development and for the environment (LC/MEX/L.373).

Centroamérica: evaluación de los daños ocasionados por el Huracán Mitch, 1998: sus implicaciones para el desarrollo económico y social y el medio ambiente (LC/MEX/L.375)/Central America: Assessment of the damage caused by hurricane Mitch, 1998: Implications for economic and social development and for the environment (LC/MEX/L.375).

La liberalización comercial y los acuerdos de libre comercio: perspectivas ambientales para Centroamérica (LC/MEX/L.369).

El terremoto de enero de 1999 en Colombia. Impacto socioeconómico del desastre en la zona del Eje Cafetero (LC/MEX/L.374).

Istmo Centroamericano: las políticas comerciales, 1997-1998 (LC/MEX/L.379).

La conformación del Área de Libre Comercio de las Américas (ZLEA). Aspectos institucionales y comerciales (LC/MEX/L.405).

El comercio de los servicios turísticos en el Istmo Centroamericano y la República Dominicana (LC/MEX/R.685 (SEM.92/2)).

Istmo Centroamericano y la República Dominicana: la liberalización de los servicios y su relación con el turismo (LC/MEX/R.686 (SEM.92/3))

El turismo sostenible como modelo de desarrollo en el Istmo Centroamericano y la República Dominicana (LC/MEX/R.687 (SEM.92/4)).

Efectos macroeconómicos del fenómeno de El Niño, 1997-1998: su impacto en las economías andinas (LC/MEX/R.688).

Nota de la Secretaría de la reunión de expertos sobre turismo en el Istmo Centroamericano y la República Dominicana (México, D.F., 25 y 26 de febrero de 1999) (LC/MEX/R.689(SEM.92/5)).

Istmo Centroamericano y República Dominicana: indicadores de las actividades turísticas. Estadísticas básicas (LC/MEX/R.690(SEM.92/6)).

América Latina y el Caribe: el impacto de los desastres naturales en el desarrollo, 1972-1999 (LC/MEX/R.701).

Los bloques comerciales regionales en América Latina y el Caribe: características y efectos estáticos y dinámicos (LC/MEX/R.736).

ii) Réunions, séminaires et conférences

Organisés par le sous-programme

Réunion d'experts sur le tourisme dans l'Isthme centraméricain et la République dominicaine, dans le cadre du projet HOL/97/S86 "Programme régional pour le renforcement du commerce des services en Amérique centrale" (Mexico, 25 et 26 février 1999).

Réunion d'experts en vue d'examiner les conséquences des accords de libéralisation commerciale et de complémentarité économique à la lumière de la convergence du processus d'intégration et du régionalisme ouvert (Mexique, 11 novembre 1999).

Réunion d'experts sur les problèmes d'ajustement et les coûts de transition qu'implique l'incorporation à la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) et les mesures proposées afin de réduire ces coûts (Mexico, 12 novembre 1999).

Participation à d'autres réunions, rencontres d'experts et conférences

Première réunion du Groupe régional de travail du Secrétariat général du système d'intégration de l'Amérique centrale, sur la réduction de la vulnérabilité face aux catastrophes naturelles (San Salvador. 10 février 1999).

Réunion régionale sur les conséquences du phénomène El Niño dans la Communauté andine, organisée par la Société andine de développement (SAD) (Caracas, 21-24 février 1999).

Forum de haut niveau sur la vulnérabilité de la République dominicaine face aux phénomènes naturels, organisé par la BID (Saint-Domingue, 13-15 septembre 1999).

iii) Coopération technique

Organismes régionaux et intergouvernementaux

Avec le Secrétariat général du système d'intégration de l'Amérique centrale à San Salvador, pour la reconstruction postérieure au cyclone Mitch.

Avec la BID, à Saint-Domingue, dans la réalisation du cours intensif et de la réunion connexe "La prévention des catastrophes: variables sociales, politiques, économiques et environnementales".

Colombie

Avec le gouvernement, pour l'évaluation des conséquences socio-économiques et environnementales provoquées par le tremblement de terre de janvier 1999, qui a affecté principalement les Départements de Quindio et Risaralda, dans la zone de production de café de la Colombie.

Costa Rica

Avec le Groupe consultatif de la ZLEA sur les économies de petite taille, dans l'étude de l'impact budgétaire de l'éventuelle adhésion du Costa Rica à la ZLEA.

INTÉGRATION ÉCONOMIQUE ET COOPÉRATION RÉGIONALE

i) Documents

Centroamérica: evolución de la integración económica durante 1997 (LC/MEX/L.347).

El fenómeno El Niño en Costa Rica durante 1997-1998: evaluación de su impacto, necesidades de rehabilitación, mitigación y prevención ante las alteraciones climáticas (LC/MEX/L.363).

El fenómeno El Niño en Costa Rica durante 1997-1998: perfiles de proyectos (LC/MEX/L.363/Add.1).

República Dominicana: evolución de los daños ocasionados por el Huracán Georges, 1998: sus implicaciones para el desarrollo del país (LC/MEX/L.365).

República Dominicana: evolución de los daños ocasionados por el Huracán Georges, 1998: perfiles de proyectos (LC/MEX/L.365/Add.1).

Centroamérica: evaluación de la integración económica durante 1998 (LC/MEX/L.380).

América Latina y el Caribe: el impacto de los desastres naturales en el desarrollo, 1972-1999 (LC/MEX/L.402).

La PYME en Centroamérica y su vinculación con el sector externo (LC/MEX/L.404).

Ecuador: evaluación de los efectos socioeconómicos del fenómeno El Niño en 1997-1998 (LC/MEX/R.657/Rev.1).

Ecuador: evaluación de los efectos socioeconómicos del fenómeno El Niño en 1997-1998. Perfiles de proyectos (LC/MEX/R.657/Add.1).

La PYME en Centroamérica y su vinculación con el sector externo (LC/MEX/R.666(SEM.88/2)).

The global financial crisis and its effects on Latin American and Caribbean economies (LC/MEX/R.728).

The effects of the global financial crisis on small Latin American and Caribbean economies (LC/MEX/R.733).

The fiscal impact of trade liberalization and commodity price fluctuation. The case of Costa Rica, 1980-1998 (LC/MEX/R.734); Dominican Republic, 1980-1998 (LC/MEX/R.735).

Livre: La integración centroamericana y la institucionalidad regional, publié avec la BID, février 1998.

ii) Réunions, séminaires et conférences

Organisés par le sous-programme

Réunion d'experts sur le lien entre la petite et la moyenne entreprise et le secteur exportateur (Mexico, 24 septembre 1998).

Participation à d'autres réunions, rencontres d'experts et conférences

Rapport sur l'avancement du projet HOL/97/S86 "Programme régional pour le renforcement du commerce des services en Amérique centrale", au Séminaire sur le commerce des services, organisé par le Secrétariat permanent du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale (SIECA) (Ville de Guatemala, 23-24 mars 1998).

Présentation d'un document de base en vue d'analyser les mécanismes d'encouragement des exportations en Amérique latine, au séminaire sur l'encouragement des exportations, organisé par l'Institut pour l'intégration de l'Amérique latine et des Caraïbes (INTAL) (Buenos Aires, 2-5 juin 1998).

IVe Cours d'intégration pour l'Amérique centrale, co-parrainé par la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE), le Système d'intégration de l'Amérique centrale (SICA), le Système économique latino-américain (SELA) et le SIECA. Le bureau sous-régional de la CEPALC à Mexico a prêté son concours à l'organisation de ce cours (San Salvador, 5-7 octobre 1998).

Réunions du Groupe consultatif de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) sur les petites économies (Miami, 8-10 octobre 1998, 14-16 mars 1999 et 23-26 juin 1999). Un travail relatif à l'impact de la crise asiatique sur les petites économies a été présenté à la dernière réunion.

iii) Coopération technique

Organismes régionaux et intergouvernementaux

Avec le Secrétariat général du Système d'intégration de l'Amérique centrale (SICA), El Salvador, en ce qui concerne l'analyse de l'éventuelle participation des pays de l'Amérique centrale à la Convention de Lomé.

Avec la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE), l'Institut centraméricain de l'administration des entreprises (INCAE), le Système économique latino-américain (SELA), le Groupe des Trois et le gouvernement nicaraguayen, en ce qui concerne l'organisation du cinquième Cours d'intégration pour l'Amérique centrale (Managua, 29-31 août 1999).

Costa Rica

Avec le Ministère de l'agriculture et de l'élevage, par le biais du PNUD, en ce qui concerne l'évaluation des incidences socio-économiques du phénomène El Niño.

Equateur

Avec le gouvernement, en ce qui concerne l'évaluation sectorielle des impacts et des dégâts occasionnés par le phénomène El Niño entre 1996 et 1998.

République dominicaine

Avec le gouvernement, en ce qui concerne l'évaluation macro-économique et sectorielle des effets de l'ouragan Georges, notamment sur les secteurs agricole et social.

INTÉGRATION ÉNERGÉTIQUE

i) Documents

Istmo Centroamericano: estadísticas de hidrocarburos 1997 (LC/MEX/L.360).

Istmo Centroamericano: informe sobre abastecimiento de hidrocarburos, 1997 (LC/MEX/L.362).

La industria eléctrica del Istmo Centroamericano: situación de los procesos de reforma y perspectivas para el corto y mediano plazo (LC/MEX/L.366/Rev.1).

Istmo Centroamericano: estadísticas de hidrocarburos, 1998 (LC/MEX/L.378).

Istmo Centroamericano: informe sobre abastecimiento de hidrocarburos, 1998 (LC/MEX/L. 401).

Derechos de los consumidores y la defensa de la competencia en los procesos de reforma de la industria eléctrica (LC/MEX/L.413).

Gasoducto regional México-Istmo Centroamericano. Resumen del estudio de prefactibilidad (LC/MEX/R.642).

Gasoducto regional México-Istmo Centroamericano. Estudio de prefactibilidad (LC/MEX/R.653).

Istmo Centroamericano: estadísticas del subsector eléctrico. Datos actualizados a 1997 (LC/MEX/R.656 y Corr.1).

Istmo Centroamericano: estadísticas del subsector eléctrico. Datos actualizados a 1998 (LC/MEX/R.722).

Opciones para una futura industria de gas natural en el Istmo Centroamericano (LC/MEX/R.723).

El mercado del gas natural en Colombia (LC/MEX/R.725).

ii) Réunions, séminaires et conférencesOrganisés par le sous-programme

Présentation des résultats de l'étude de pré-faisabilité à des directeurs généraux d'hydrocarbures, ministres responsables du secteur et entreprises privées (Mexico, 3 et 4 février 1998).

Séminaire atelier ZOPP sur la méthodologie pour la planification de projets (Mexico, 5 et 6 février 1998).

Séminaire sur la qualité de certains carburants dans le cadre du projet CEPALC/GTZ FRG/95/S95 "Coopération technique visant à améliorer l'approvisionnement en pétrole en Amérique centrale", organisé par le bureau sous-régional de la CEPALC au Mexique, avec la participation d'entreprises pétrolières publiques (Petróleos Mexicanos et Petróleos de Venezuela, S.A.), ainsi que des multinationales Exxon, Texaco et d'autres indépendantes (College Station, Texas, 11 et 12 mai 1998).

Séminaire sur l'économie énergétique et présentation de deux exposés sur le sujet (Tegucigalpa, 1er-5 février 1999).

Participation à d'autres réunions, rencontres d'experts et conférences

Dans le cadre du projet CEPALC/GTZ FRG/95/S95, les résultats de l'étude de pré-faisabilité du gazoduc régional Mexique-Isthme centraméricain ont été présentés dans les institutions suivantes:

- Conseil d'administration de l'entreprise publique d'électricité Commission exécutive hydroélectrique du fleuve Lempa (CEL), lors d'une réunion organisée par la Direction générale des hydrocarbures (San Salvador, 19 février 1998);
- Commission de gestion du pétrole du Honduras, lors d'une réunion avec des participants des secteurs public et privé (Tegucigalpa, 20 février 1998);
- Ministre, directeurs et fonctionnaires de l'Institut du Nicaragua de l'énergie (INE) (Managua, 19 et 20 mars 1998);
- Sous-comité de planification du Conseil de l'électrification de l'Amérique centrale et fonctionnaires de la Direction sectorielle de l'énergie, du Ministère de l'environnement, l'énergie et les mines (San José, 23-25 mars 1998).

Appui technique et organisationnel à la Réunion de ministres de l'énergie, organisée par le Secrétariat du Comité centraméricain de coopération des hydrocarbures afin d'analyser le projet de gazoduc régional FRG/95/S95 (Managua, 30 mars 1998).

Exposé "Intégration du gaz naturel et de l'électricité dans l'Isthme centraméricain", lors du XVIIème séminaire sur l'économie énergétique, consacré au thème "Intégration et régulation des systèmes énergétiques", organisé sous les auspices du Ministère de l'énergie et des mines du Guatemala, la Commission européenne et l'Université "Comillas" (Antigua, Guatemala, 20-24 juillet 1998).

Réunion tripartite de suivi du projet OLADE/CEPALC/GTZ FRG/96/S48 "Energie et développement économique en Amérique latine et aux Caraïbes" (Quito, 13-16 avril 1999).

Trois exposés sur l'évolution et la situation actuelle de l'industrie, les processus de restructuration et les projets pour l'introduction du gaz naturel, lors du séminaire sur l'intégration de l'industrie électrique dans l'Isthme centraméricain, organisé par le Conseil de l'électrification de l'Amérique centrale (Guatemala, 7 septembre 1999).

iii) Coopération technique

Organismes régionaux et intergouvernementaux

Avec le Secrétariat du Comité centraméricain de coopération des hydrocarbures à Managua, Nicaragua, dans l'organisation des réunions avec les représentants de la BID, dans le cadre du projet BT/BID/1998 "Programme d'harmonisation et d'intégration du marché des hydrocarbures pour l'Isthme de l'Amérique centrale".

Avec le Secrétariat du Comité centraméricain de coopération des hydrocarbures à El Salvador, dans l'organisation d'un séminaire sur l'industrie du gaz naturel et sa régulation réalisé à San Salvador, 1999.

Avec le Conseil de l'électrification de l'Amérique centrale, en matière de marchés d'électricité.

Venezuela

Avec le Ministère de l'énergie et des mines, et ainsi que des délégués de l'entreprise Petróleos de Venezuela, S.A. (PDVSA), à Caracas, afin de réviser l'étude du marché du gaz naturel.

iv) Formation et bourses

Séminaire sur la formule de parité des prix du pétrole, en collaboration avec le Secrétariat d'Etat de l'industrie et du commerce de la République dominicaine (Saint-Domingue, 27 et 28 avril 1998).

SOUS-PROGRAMME 11: ACTIVITÉS SOUS-RÉGIONALES DANS LES CARAÏBES

Durant la période biennale 1998-1999, les travaux du bureau sous-régional de la CEPALC pour les Caraïbes, secrétariat du Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CDCC), ont été concentrés sur l'analyse de thèmes revêtant un intérêt particulier pour le développement économique et social de la sous-région.

Un événement fondamental durant la période biennale a été la réalisation de la dix-septième session du CDCC. La phase technique de la session a été réalisée à Port-of-Spain, Trinité-et-Tobago, les 23 et 24 mars 1998, tandis que la réunion à l'échelon ministériel a eu lieu à Oranjestad, Aruba, le 15 mai 1998. Lors des réunions, les participants ont examiné le rapport sur les progrès réalisés par le secrétariat durant la période biennale 1996-1997, ainsi que le programme de travail pour la période biennale 1998-1999 a été étudié. Lors de la dix-septième session, le programme de travail proposé pour la période biennale 2000-2001 a également été adopté, et postérieurement approuvé lors de la vingt-septième session de la Commission.

Parmi les principales activités réalisées durant la période biennale, il faut souligner les tâches liées à l'application des programmes d'action issus de la Conférence mondiale sur le développement durable des petits Etats insulaires en développement, la Conférence internationale sur la population et le développement, le Sommet mondial pour le développement social et la quatrième Conférence mondiale sur les femmes. Les Etats membres du CDCC ont adopté des positions sous-régionales afin de les soumettre à l'échelon régional et lors des sessions extraordinaires de l'Assemblée générale des Nations Unies. Le secrétariat, responsable de la supervision de la mise en œuvre de chaque programme d'action, a prêté une assistance aux pays membres dans le processus d'application, en soulignant les aspects pouvant bénéficier les Caraïbes.

En ce qui concerne les activités complémentaires de la Conférence mondiale sur le développement durable des petits Etats insulaires en développement, le bureau sous-régional, en tant que membre du secrétariat mixte provisionnel, en collaboration avec le secrétariat de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), continue d'appliquer un programme de travail d'ensemble, avec l'appui d'un groupe de collaboration interinstitutions. Ce groupe constitue un mécanisme nouveau tendant à promouvoir la collaboration entre institutions et organismes régionaux en vue de l'application du Programme d'action pour le développement durable des petits Etats insulaires en développement. Des réunions ont été organisées afin de prêter une assistance aux pays membres dans leurs préparatifs pour la session extraordinaire de la Commission sur le développement durable et la session extraordinaire de l'Assemblée générale du processus et des modalités de l'examen et de l'évaluation du Programme d'action pour le développement durable des petits Etats insulaires en développement, à New York, du 26 au 28 septembre 1999. De plus, dans le cadre d'un programme de travail lié au Programme d'action dont il est question ici, une série de schémas de projets a été réunie, afin de les présenter lors de la Réunion d'éventuels donateurs et représentants de petits Etats insulaires en développement, à New York, du 24 au 26 février 1999.

De même, une assistance a été prêtée aux Etats membres dans les travaux préparatoires de la session extraordinaire de l'Assemblée générale du processus et des modalités de l'examen et de l'évaluation de l'application du Programme d'action de la Conférence Internationale sur la population et le développement. Ces activités comprenaient la préparation d'un rapport spécial sur le processus d'application dans les Caraïbes. Ce rapport a été approuvé lors de la réunion sous-régionale destinée à examiner et évaluer l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population

et le développement, tenue à Port-of-Spain, Trinité-et-Tobago, les 17 et 18 novembre 1998, avec l'appui financier du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP). Une assistance a également été prêtée aux Etats membres dans leurs préparatifs pour la réunion de la Commission de la population et du développement, qui a eu lieu à New York, les 30 et 31 mars 1999. Le secrétariat a poursuivi la production du bulletin, dans lequel sont fournies des informations portant sur l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement.

En ce qui concerne le contrôle de l'application du Programme d'action émané du Sommet mondial pour le développement social, une réunion sous-régionale des Caraïbes a été organisée en collaboration avec d'autres organismes sous-régionaux des Nations Unies dans la région, afin d'examiner le Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social, à Port-of-Spain, le 2 septembre 1999. Cette réunion a constitué une instance grâce à laquelle les représentants des gouvernements et des organisations non-gouvernementales ont pu se pencher sur le degré d'avancement de l'application du programme d'action en question ainsi que ses limitations. Les questions essentielles qui ont été traitées lors de la réunion sont les suivantes: l'intégration sociale, la création d'emplois, l'élimination de la pauvreté et la création d'un environnement propice. En commémoration de l'Année internationale des personnes âgées, une réunion spéciale des Etats des Caraïbes a été réalisée le 3 septembre 1999, afin d'étudier les stratégies et les programmes les plus appropriés sur le thème du vieillissement et des personnes âgées dans les Caraïbes.

En ce qui concerne les mesures complémentaires de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, une série d'ateliers techniques a été réalisée afin de prêter une assistance aux pays dans la préparation de leurs rapports nationaux. Ces rapports ont constitué un apport à l'élaboration du rapport des Caraïbes sur l'examen et l'évaluation de l'application du Programme d'action de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes. Le rapport a été approuvé lors de la troisième Conférence ministérielle des Caraïbes sur les femmes, tenue à Port-of-Spain, du 5 au 7 octobre 1999. La Conférence a constitué une instance qui a permis aux gouvernements de se préparer pour la huitième Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes, tenue à Lima, Pérou, en février 2000, ainsi que pour la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies "La femme en l'an 2000: égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle", tenue à New York en juin 2000.

Le bureau sous-régional a continué d'appuyer les activités du groupe consultatif sur les économies de petite taille, créé lors du Sommet des Amériques, dans le contexte du processus qui conduit vers l'établissement de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). Dans ce sens, l'appui à la tâche réalisée par les secrétariats de la CARICOM et de l'Association des Etats des Caraïbes (ACS) en ce qui concerne une série de thèmes liés aux accords commerciaux des pays de la sous-région s'est poursuivi. Il faut également souligner la collaboration avec l'Organisation des Etats des Caraïbes orientales (OEEO) et d'autres institutions sous-régionales et régionales, ainsi que des organisations et organismes internationaux, par le biais de la participation à différentes réunions et activités conjointes. En ce qui concerne les circonstances et besoins particuliers des pays non-indépendants des Caraïbes, un projet financé par le gouvernement des Pays-Bas a été mené à bien HOL/96/S14 "Prestation d'appui aux pays membres de la CEPALC et à d'autres pays non-indépendants des Caraïbes en vue du développement de liens institutionnels et la réception de services du système des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales".

L'assistance aux Etats membres de la région s'est poursuivie, afin de promouvoir l'utilisation intensive de nouvelles technologies de l'information. C'est dans cet but qu'a été organisé un séminaire destiné à préparer les pays des Caraïbes aux recensements de la population et du logement de l'an 2000, avec la collaboration du secrétariat de la CARICOM et avec l'appui du FNUAP, à Trinité-et-Tobago, du

2 au 4 décembre 1998. Afin de répondre à la croissante demande d'information, le bureau sous-régional a continué de réunir et coordonner l'information connexe relative au processus du développement économique et social de la région. Plusieurs études ont été élaborées portant sur le développement mondial et hémisphérique relatif aux économies des Etats membres du CDCC, ainsi qu'aux thèmes liés au commerce, à l'investissement et à l'environnement, et on a poursuivi la préparation des bulletins offrant une information actualisée sur certaines stratégies de commerce, de finances et de développement, ainsi que sur d'autres questions d'intérêt pour la sous-région.

Par le biais du Conseil des Caraïbes pour la science et la technologie (CCST), deux projets financés par l'Organisation des Etats américains ont été réalisés: le premier, l'accord OEA/CEPALC/CCST OEA/98/S72 "Petites et moyennes entreprises alimentaires dans les Caraïbes" qui facilite le transfert et le développement de technologies pour l'élaboration et la préservation d'aliments dans l'industrie alimentaire; et le deuxième, l'accord OEA/CEPALC/CCST OEA/98/S75 "Amélioration de l'enseignement des sciences et des mathématiques au niveau primaire", avec application dans certains pays des Caraïbes. De plus, d'autres activités ont été réalisées en matière de science et technologie, dont la préparation d'études dans le domaine de l'énergie renouvelable et de l'établissement du réseau Simbiosis.

Finalement, il faut faire remarquer que durant la période dont il est question, le bureau sous-régional a intensifié les contacts directs avec des représentants des différents ministères et départements des Etats membres du CDCC et a maintenu des réunions périodiques d'information avec ses ambassadeurs auprès des Nations Unies et d'autres institutions internationales, portant sur des thèmes d'intérêt pour la sous-région. De plus, à la demande des gouvernements des Etats membres, une série de rapports techniques destinés à leur apporter une information plus ample sur les processus d'élaboration de politiques a été préparée.

i) a) Documents

Trade and the environment in the context of the World Trade Organization (WTO) (LC/CAR/G.525).

Environmental information management in the Caribbean (LC/CAR/G.527).

Small Island Developing States (SIDS) ministerial decisions (LC/CAR/G.528).

Summaries of recent resolutions adopted by the United Nations General Assembly, and by ECLAC, which may be of special interest to member countries of the CDCC (LC/CAR/G.532)

A review of global economic developments: with comments regarding their impact on Caribbean policies, 1997 (LC/CAR/G.533).

Directions for the reform process in the Caribbean (LC/CAR/G.534).

Selected statistical indicators of Caribbean countries; vol. X, 1997 (LC/CAR/G.535).

Report of the Technical Meeting of Information Coordinators and Database Managers (LC/CAR/G.536).

Summary of Caribbean economic performance, 1997 (LC/CAR/G.538).

Report on the Workshop on Symbiosis and Food Technology Network in the Caribbean (Jamaica, 5-7 May 1998) (LC/CAR/G.539).

The impact of immigration on Caribbean microstates: Bahamas, British Virgin Islands, Saint Maarten, United States Virgin Islands (LC/CAR/G.540).

Report on the National Consultation to Develop a National Plan of Action for the Eradication of Poverty in Belize (LC/CAR/G.541).

Intra-CDCC trade in the 1990s (LC/CAR/G.542).

The contribution of remittances to social and economic development in the Caribbean (LC/CAR/G.543).

Selected statistical indicators of Caribbean countries, vol. XI, 1998 (LC/CAR/G.544).

Report of the meeting of SIDS Bureau (LC/CAR/G.545).

Plan of Action for the Eradication of Poverty in Belize (LC/CAR/G.546).

Fifteenth annual report of the CCST (LC/CAR/G.547; CCST/98/2).

The Caribbean subregional review and appraisal report on the implementation of the International Conference on Population and Development Plan of Action (ICPD+5) (LC/CAR/G.549).

A study on return migration, to the Organisation of Eastern Caribbean States (OECS) territories and the British Virgin Islands in the closing years of the twentieth century: implications for social policy (LC/CAR/G.550).

Report of the Joint Meeting of the SIDS Bureau and the Inter-agency Collaborative Group (LC/CAR/G.551).

National accounts of Caribbean countries: methodologies, sources and quality, a comparative Caribbean study (LC/CAR/G.552).

Report on the Seminar on the Fiscal Covenant: Strengths, Weaknesses and Challenges (LC/CAR/G.553).

Report on the workshop on the Year 2000 Round of Population and Housing Censuses (LC/CAR/G.554).

Report on the Meeting of Decision Makers on Implementation of the Plan of Action towards Eradication of Poverty in Belize (LC/CAR/G.555).

Implementation strategy for poverty eradication in Belize (LC/CAR/G.556).

Report of the Subregional Meeting on Population and Development - ICPD+5 Review and Appraisal (LC/CAR/G.557).

Report of the Sixteenth Plenary Session of the Caribbean Council for Science and Technology (CCST) (LC/CAR/G.558; CCST/98/4).

Report of the second Caribbean Subregional Teleconference of the Board of Presiding Officers of the Regional Conference on Women in Latin America and the Caribbean (LC/CAR/G.559).

Report of the inter-agency Collaborative Group Meeting preparatory to the Review and Appraisal of the Implementation of the World Summit for Social Development Programme of Action and the Meeting on the Examination of Ageing and the Older Persons in the Caribbean (LC/CAR/G.560).

Tax performance and tax reform in the Organisation of Eastern Caribbean States (OECS) (LC/CAR/G.561).

Globalization of financial markets: Implications for the Caribbean (LC/CAR/G.562).

Summaries of resolutions recently adopted by the United Nations General Assembly, the Economic and Social Council and ECLAC which may be of special interest to member countries of the CDCC (LC/CAR/G.563).

Fiscal Covenant: Strengths, Weaknesses, and Challenges. Caribbean perspective (LC/CAR/G.564).

Renewable energy in the Caribbean: where we are; where we should be (LC/CAR/G.565).

Technological dimensions of economic diversification and development in the Caribbean with specific reference to the Organisation of Eastern Caribbean States (OECS) (LC/CAR/G.567).

Report of the ninth Meeting of the Monitoring Committee of the CDCC (LC/CAR/G.568).

Report on the state of implementation in the Caribbean of the Programme of Action for Small Island Developing States (LC/CAR/G.569).

The promotion and adoption of new technologies within the context of sustainable development (LC/CAR/G.570).

A programme for science and technology management in the Caribbean - 2000 (LC/CAR/G.571).

Economic profiles of twenty-six Caribbean countries (LC/CAR/G.572).

Major Statistical publications, volume V (LC/CAR/G.573).

The impact of trade liberalization of government finances in Jamaica (LC/CAR/G.574).

Report of the Joint Meeting of the SIDS Bureau and the Inter-Agency Consultative Group (Port of Spain, 14 August 1999) (LC/CAR/G.575).

Competitiveness of the manufacturing and agro-industrial sectors in the Caribbean with a focus on Dominica, Guyana, Saint Vincent and the Grenadines and Trinidad and Tobago (LC/CAR/G.576).

Caribbean implementation of the World Summit on Social Development (WSSD) plus 5/Programme for Action (POA), at national level by core issues (Poverty eradication, employment creation, social integration) (LC/CAR/G.577).

Economic performance of Caribbean countries - 1998, (LC/CAR/G.578).

Review of Caribbean economic and social performance in the 1980s and 1990s (LC/CAR/G.579).

A review of social development in the Caribbean in the nineties (LC/CAR/G.580).

A report of the Caribbean Subregional Review of the World Summit for Social Development (WSSD +5) (Port of Spain, Trinidad and Tobago, 2 September 1999) (LC/CAR/G.581).

A report of the Caribbean meeting on aspects related to the International Year for the Older Persons (Port of Spain, Trinidad and Tobago, 3 September 1999) (LC/CAR/G.582).

The Caribbean Subregional Review and Appraisal on the Implementation of the Beijing Platform for Action (LC/CAR/G.583).

A report of the Third ECLAC/CDCC Caribbean Ministerial Conference on Women (Port of Spain, Trinidad and Tobago, 5-7 October 1999) (LC/CAR/G.584).

Achieving gender equality: a preliminary documentation of the use of gender planning as part of the gender mainstreaming process among selected Caribbean countries (LC/CAR/G.585).

The impact of trade liberalization and fluctuations of commodity prices on government finances: the case of Saint Lucia (LC/CAR/G.586).

Vulnerability of small Caribbean States and their effects on social and economic development (LC/CAR/G.587).

The special vulnerability of Small Island Developing States (SIDS), with particular reference to the Small Island Developing States of the Caribbean (LC/CAR/G.588).

Evaluation of Science and Technology Networks operating in the sub-region and their effectiveness (LC/CAR/G.589).

Approaches and Methodologies used in the preparation of Economic Projections in Caribbean Countries (LC/CAR/G.590).

Trade policy in the Caribbean: an overview of the main trade measures (LC/CAR/G.591).

Recent trade performance of Caribbean countries (LC/CAR/G.592).

Selected Statistical Indicators. Vol. XII (LC/CAR/G.593).

Report on FTAA, competitiveness and standards workshop (LC/CAR/G.594).

A report on the social situation in Haiti (LC/CAR/G.595).

Global developments and their implications for the Caribbean- 1999 (LC/CAR/G.596).

A preliminary report and analysis of results of an ECLAC/CDCC survey on the use of the Internet in the Caribbean (LC/CAR/G.597).

Audit of the management of the development planning process in Saint Lucia (LC/CAR/R.10).

Report of the Joint ECLAC/ECCB mission to assess the macroeconomic effects and the reconstruction requirements arising from the impact of Hurricane Georges on Saint Kitts and Nevis (LC/CAR/R.11).

Trade effects of the proposed highway linking Guyana with Brazil, Suriname and French Guyana (LC/CAR/R.12).

Government of Saint Lucia Environmental Impact Assessment Regulations, made under the Physical Planning and Development Act, 1999 (LC/CAR/R.13).

Review of Physical Planning Legislation in Saint Kitts and Nevis (LC/CAR/R.14).

A review of the Barbados Model on Physical Planning Legislation (LC/CAR/R.15).

A study on the characteristics of recent return migration and its implications for public sector policy in Antigua and Barbuda (LC/CAR/R.16).

Tourism development and land market in Saint Vincent and the Grenadines: implications for land policy and management (LC/CAR/R.17).

Preliminary studies on the integration of the non-independent Caribbean countries in technical programmes of the United Nations system and in other inter governmental bodies (LC/CAR/R.18).

The Study of Environmentally Green Technologies in the Caribbean Hotels - Lessons of experience (LC/CAR/R.19).

Tourism development and land market in Tobago: implications for land policy and management (LC/CAR/R.20).

b) Article parus dans d'autres publications externes

"In search of our memory: Gender in the Netherlands Antilles", Feminist Review, N° 59, Sonia M. Cuales, Royaume-Uni, été 1998.

"The ACS in the context of Latin American-Caribbean integration", Len Ishmael, Association des Etats de la Caraïbe, quatrième Réunion ministérielle sur le commerce, le transport et le tourisme.

c) Bulletins d'information

Focus, janvier-décembre 1998 et janvier-mars 1999. Bulletin d'information du système des Nations Unies dans les Caraïbes.

Current Contents, janvier-décembre 1998 et janvier-décembre 1999.

Current Awareness Bulletin, vol. 21, N° 1 a 12, y vol. 22, N° 1 a 12.

External Sector Briefing Notes, N° 22 a 26, 1998 y 1999.

Caribbean Action on Population and Development, ICPD Follow-up News, 1998 y 1999.

The Associate. Bulletin d'information sur les pays non indépendants des Caraïbes (numéro spécial).

ii) Réunions, séminaires et conférences

Organisés par le sous-programme

Réunion technique des coordinateurs d'information et des créateurs de bases de données (Port-of-Spain, 23 mars 1998).

Dix-septième session du Comité de développement et de coopération des Caraïbes, à l'échelon technique (Port-of-Spain, Trinité-et-Tobago, 23 et 24 mars 1998; à l'échelon ministériel, Oranjestad, Aruba, 15 mai 1998).

Réunions conjointes du Bureau des petits Etats insulaires en développement et du Groupe de collaboration interinstitutions (Port-of-Spain, 15 et 16 juin 1998, 6 novembre 1998 et 14 août 1999).

Réunion sous-régionale pour examiner et évaluer l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (Trinité-et-Tobago, 17 et 18 novembre 1998).

Réunion sous-régionale sur le pacte budgétaire: points forts, points faibles, défis. Les expériences des Caraïbes (Trinité-et-Tobago, 23 novembre 1998).

Séminaire sur les recensements de la population et du logement de l'an 2000 (Trinité-et-Tobago, 2-4 décembre 1998).

Seizième session plénière du Conseil des Caraïbes pour la science et la technologie (CCST) (Barbade, 10 et 11 décembre 1998).

Neuvième réunion du Comité de surveillance du développement et de coopération des Caraïbes (Port-of-Spain, 10 et 11 mai 1999).

Première et deuxième réunions de travail de niveau technique préparatoires pour l'examen de la moitié de la période de l'application du Programme d'action de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes (Kingston, Jamaïque, 13 et 14 mai 1999; Port-of-Spain, 20 et 21 mai 1999, respectivement).

Réunion spéciale du Comité consultatif du Système régional d'information des Caraïbes, en collaboration avec la CARICOM (Port-of-Spain, 2 juillet 1999).

Réunion sous-régionale des Caraïbes afin d'examiner l'application du Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social (Port-of-Spain, 2 septembre 1999).

Réunion sur certains aspects liés à l'Année internationale des personnes âgées (Port-of-Spain, 3 septembre 1999).

Troisième Conférence ministérielle des Caraïbes sur les femmes: examen et évaluation du Programme d'action de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes (Port-of-Spain, 5-7 octobre 1999).

Réunion d'experts afin d'examiner certains aspects liés au développement durable des pays des Caraïbes, centrée particulièrement sur la mise en valeur des terres (Port-of-Spain, 2 et 3 décembre 1999).

Participation à d'autres réunions, groupes d'experts et conférences

Présentation du document "Linking Caribbean to ICPD+5" lors de la réunion de préparation régionale pour la session extraordinaire de l'Assemblée générale du processus et des modalités de l'examen et de l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, organisée par le FNUAP (Jamaïque, 22 février 1998).

Appui pour la réalisation du symposium et de la présentation du document "Poverty and consumerism: the SIDS dimension" lors du symposium "Poverty and consumerism – rallying for change", organisé par le Ministère du commerce, de l'industrie et de la protection du consommateur de la Trinité-et-Tobago (Trinité-et-Tobago, 12-14 mars 1998).

Appui pour la réalisation de la conférence et présentation du document "Strategies for establishing advocacy" lors de la conférence "Women, health, and stress – coping mechanisms", organisée par le Ministère du développement social et communautaire, et le Ministère de la culture et de la femme de la Trinité-et-Tobago (Trinité-et-Tobago, 16-20 mars 1998).

Participation aux débats de la réunion pour élaborer une politique nationale en matière d'éducation sur la santé et la vie de famille pour la Trinité-et-Tobago, organisée par le Ministère de l'administration publique et le Ministère des services publics (Trinité-et-Tobago, 25 et 26 mars 1998).

Appui dans la préparation et la réalisation du séminaire et présentation du document "Information architectures: designing integrated social information systems/databases for the Caribbean" lors du séminaire sur la politique sociale, les investissements et le contrôle, organisé par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE) (Barbade, 6-9 avril 1998).

Présentation du document "Bibliography on men and masculinity" lors de la réunion du Réseau d'institutions pour la recherche sur la masculinité dans les Caraïbes (Trinité-et-Tobago, 15 mai 1998).

Appui technique et présentation des travaux portant sur la science et la technologie "A review of science and technology councils in the Caribbean" et "Globalization and social development in the context of issues raised at the Peoples Summit of the Americas" lors de la conférence annuelle de l'Association d'études des Caraïbes (Antigua-et-Barbuda, 25-30 mai 1998).

Réunion sur les considérations stratégiques de l'Organisation des Etats des Caraïbes orientales relatives aux négociations de la Convention de Lomé et de la Zone de libre-échange des Amériques (Sainte-Lucie, 16 et 17 juillet 1998).

Deuxième réunion conjointe des comités spéciaux pour la protection et la conservation de l'environnement et de la mer des Caraïbes, convoquée par l'Association des Etats de la Caraïbe (Trinité-et-Tobago, du 23 au 25 septembre 1998).

Atelier régional "Quality control issues in the agro-processing sector, with special emphasis on export to the European Union", convoqué par la Mission de coopération de la France dans les Caraïbes (Guadeloupe, 16-18 octobre 1998).

Atelier sur les indicateurs de science et technologie, convoqué par le Conseil de recherche des sciences de la Jamaïque (Jamaïque, 17-20 novembre 1998).

Réunion d'éventuels donateurs et représentants des petits Etats insulaires en développement (New York, 24-26 février 1999).

Réunion du Groupe consultatif de la Zone de libre-échange des Amériques sur les économies de petite taille (Miami, 15 et 16 mars 1999; 24 et 25 juin 1999; 4 et 5 octobre 1999).

Séminaire "Globalization, Adjustment and Competitiveness in Small States", organisé par le Ministère du commerce, de l'industrie et des affaires du consommateur de la Trinité-et-Tobago (Trinité-et-Tobago, 13 août 1999).

Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies du processus et des modalités de l'examen et de l'évaluation du Programme d'action en vue du développement durable des petits Etats insulaires en développement (New York, 26-28 septembre 1999).

Atelier "Integrated environmental assessment and reporting workshop for the Caribbean", organisé par le PNUE, le PNUD et l'organisme responsable de la gestion de l'environnement de la Trinité-et-Tobago (Port-of-Spain, 8-11 novembre 1999).

iii) Coopération technique

a) Organisations et organismes régionaux et internationaux

Avec l'Association des Etats de la Caraïbe, en vue d'apporter une assistance technique pour mettre en place divers aspects de leur programme de travail.

Avec les pays membres du CDCC, par le biais du CCST, dans l'élaboration d'un avant-projet visant à promouvoir le transfert de technologie dans le secteur agro-industriel et dans l'application du projet OEA/CEPALC/CCST, OEA/98/S72 "Petites et moyennes entreprises alimentaires dans les Caraïbes".

Avec l'OEA, par le biais du CCST, dans l'élaboration et l'application du projet OEA/CEPALC/CCST OEA/98/S75 "Amélioration de l'enseignement des sciences et des mathématiques au niveau primaire".

Avec le PNUD, dans la création d'une base de données et la réalisation d'études sur la mitigation de la pauvreté et les initiatives pour la consolidation de l'équité à la Trinité-et-Tobago. De même, dans la réalisation d'une étude de viabilité du PNUD sur le Réseau d'information des petits Etats insulaires en développement (SIDSNET) en vue de l'élaboration d'un programme visant à renforcer la capacité des petits Etats insulaires en développement afin de collaborer et partager l'information.

Avec le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), et en collaboration avec le PNUD, dans l'application du projet sur le tourisme du FEM et dans le séminaire du FEM en matière de programmation.

Avec le programme spécial du FEM, dans l'élaboration et l'application d'un projet destiné à aider certains groupes communautaires du Nord-est de la Trinité à appliquer un programme visant à protéger les tortues géantes.

Avec le Groupe des projets spéciaux du PNUD, dans la prestation d'appui technique en vue de l'application d'un projet sur la création et l'entretien de la base de données de projets et programmes en cours et prévus, liés aux petits Etats insulaires en développement dans les Caraïbes.

Avec le Groupe des projets spéciaux de coopération technique entre les pays en développement (CTPD) du PNUD, dans la prestation d'appui technique afin de formuler un projet portant sur les centres de gestion de technologie pour les petites et moyennes entreprises (PME), conformément au programme d'assistance technique pour les petits Etats insulaires en développement.

Avec le FNUAP, dans l'application du projet CAR/97/PO7 "Apoyo a actividades de investigación, difusión y desarrollo de bases de datos y capacitación en materia de población".

b) Pays membres et Etats membres associés du CDCC

Antigua-et-Barbuda, Grenade, Saint-Kitts-and Nevis, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les Grenadines

Avec des représentants des secteurs public et privé, dans la réalisation d'un programme de prise de conscience destiné à insister sur certains thèmes fondamentaux liés au processus de négociations de la ZLEA et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et son impact sur les petits Etats insulaires des Caraïbes; la fonction de la compétitivité et son importance dans l'accroissement du commerce ainsi que l'utilité des normes comme moyen de maintenir la compétitivité et garantir les régulations de sécurité et de santé dans la promotion du développement.

Antigua-et-Barbuda, Saint-Kitts-and Nevis, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les Grenadines

Avec les gouvernements, dans la préparation d'études portant sur le secteur des services, avec une attention particulière accordée au secteur des services financiers extra-territoriaux et de l'informatique, en vue de l'évaluation de l'éventuelle contribution au développement socio-économique.

Barbade, Guyane, Jamaïque et Sainte-Lucie

Avec les gouvernements, afin d'évaluer l'éventuelle utilisation d'Internet.

Antigua-et-Barbuda, Barbade, Dominique, Saint-Kitts-and Nevis, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les Grenadines

Avec les gouvernements, afin d'établir le réseau "Simbiosis", en vue de la création d'un site web et d'une page de présentation pour la biotechnologie et la technologie alimentaire.

Saint-Vincent-et-les Grenadines et Trinité-et-Tobago

Avec les gouvernements, afin d'évaluer l'impact du tourisme sur le marché, la propriété de la terre et sa mise en valeur.

Antigua-et-Barbuda

Avec le gouvernement, afin de renforcer les bureaux de statistique.

Avec le Ministère des affaires de la femme, afin d'examiner la législation actuelle en matière de sexospécificité et élaborer un plan d'action stratégique sur ce thème.

Avec le Ministère de la planification et du développement, afin d'examiner l'impact socio-économique du mouvement intra-régional de la main-d'œuvre.

Bahamas

Avec le gouvernement, afin de mener à bien des activités liées à la science et la technologie.

Belize

Avec le gouvernement, et en collaboration avec la Banque de développement des Caraïbes (BDC), sur des thèmes liés à la pauvreté, la prestation d'appui technique pour la planification et la réalisation de consultations nationales destinées à la préparation de leur plan d'action national pour l'élimination de la pauvreté.

Grenade

Avec le gouvernement, dans la réalisation d'un exercice d'évaluation sur la capacité d'information et communication de l'Organisme de développement communautaire de la Grenade. Ce projet a été financé par la Banque de développement des Caraïbes.

Guyane

Avec le gouvernement, dans la préparation d'une étude afin d'évaluer l'impact sur la Guyane de la connexion des routes entre la Guyane et le Brésil, Suriname et la Guyane française.

Haïti

Avec le gouvernement, dans la préparation de son rapport national sur l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et dans la préparation d'un profil socio-économique d'Haïti.

Jamaïque

Avec le Centre de recherche scientifique, dans la planification d'une réunion technique sur le projet de technologie alimentaire.

Avec le Ministère des finances et de la planification dans la préparation d'une étude portant sur la libéralisation commerciale et les finances du secteur public en Jamaïque.

Saint-Kitts-and Nevis

Avec le gouvernement, dans la préparation d'une évaluation des dommages provoqués par cyclone Georges.

Avec le gouvernement, dans la préparation de propositions pour l'examen de la législation en matière d'aménagement du territoire.

Avec le gouvernement, dans la préparation d'études sur l'impact de la migration intra-régionale à Saint-Kitts-and Nevis et sur les caractéristiques de la récente migration de retour et ses conséquences pour la politique du secteur public à Saint-Kitts-and Nevis.

Sainte-Lucie

Avec le Ministère de la planification, dans l'élaboration du programme de compétitivité des petites et moyennes entreprises du projet de développement d'entreprises; la révision de leur législation en matière d'aménagement du territoire; la prestation d'appui technique dans certains aspects liés à la planification pour le développement durable, et la réalisation d'un exercice d'évaluation de la situation en matière de libéralisation du commerce et des finances du secteur public.

Avec le gouvernement, dans la préparation du règlement d'évaluation de l'impact sur l'environnement, dans le cadre de la loi portant sur l'aménagement et l'utilisation du territoire de 1999.

Saint-Vincent-et-les Grenadines

Avec le gouvernement, dans la réalisation d'un examen du programme de gestion des ressources hydriques avec la préparation de l'étude "The Buccament Valley: model of an integrated approach to planning and watershed".

Trinité-et-Tobago

Avec l'Assemblée de Tobago, dans la phase initiale de préparation d'une étude sur l'entrée en vigueur de leur loi organique de fonctionnement.

c) Etats membres associés du CDCC

Avec les pays non-indépendants des Caraïbes, dans le cadre du projet financé par le gouvernement des Pays-Bas HOL/96/S14, "Prestation d'appui aux pays membres de la CEPALC et à d'autres pays non indépendants des Caraïbes en vue du développement des liens institutionnels et la réception de services du système des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales", afin

d'établir des rapports institutionnels et de faciliter l'accès aux bénéficiaires du système des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales.

Antilles néerlandaises

Avec le gouvernement, afin d'examiner l'impact de la migration sur l'économie de l'île ainsi que le mouvement de la main-d'œuvre, et d'étudier les obstacles existant dans le commerce entre la CARICOM et les Antilles néerlandaises.

Iles Caïman

Avec le gouvernement, dans la préparation d'un document lié à la situation de la migration dans ces îles.

Iles Vierges britanniques

Avec le gouvernement, dans l'examen de l'impact de la migration et le mouvement de la main-d'œuvre et dans l'évaluation de l'impact du tourisme sur l'utilisation, le marché et la propriété foncière.

Montserrat

Avec le gouvernement, afin de renforcer les opérations du Bureau national de statistiques.

Avec le gouvernement, dans la préparation d'une étude afin d'examiner la stratégie de tourisme à la lumière des catastrophes naturelles ayant eu lieu dans l'île (LC/CAR/R.19).

Avec le gouvernement, afin d'examiner l'impact de la migration sur l'économie de l'île ainsi que le mouvement de la main-d'œuvre.

iv) Formation et bourses

Atelier destiné à présenter le réseau "Simbiosis" aux Etats membres participants des Caraïbes, en vue de la création d'un site web et d'une page de présentation pour la biotechnologie et la technologie alimentaire, dans le cadre du projet OEA/CEPALC/CCST OEA/98/S72 (43 participants d'Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, Grenade, Guyana, Haïti, les îles Vierges américaines, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname et Trinité-et-Tobago) (Jamaïque, 5-7 mai 1998).

Atelier sur la diffusion de la culture de l'éducation en sciences et mathématiques dans les Caraïbes, dans le cadre du projet OEA/CEPALC/CCST OEA/98/S75 (10 participants d'Antigua-et-Barbuda, Barbade, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines et Trinité-et-Tobago) (Trinité-et-Tobago, 12-15 mai 1998).

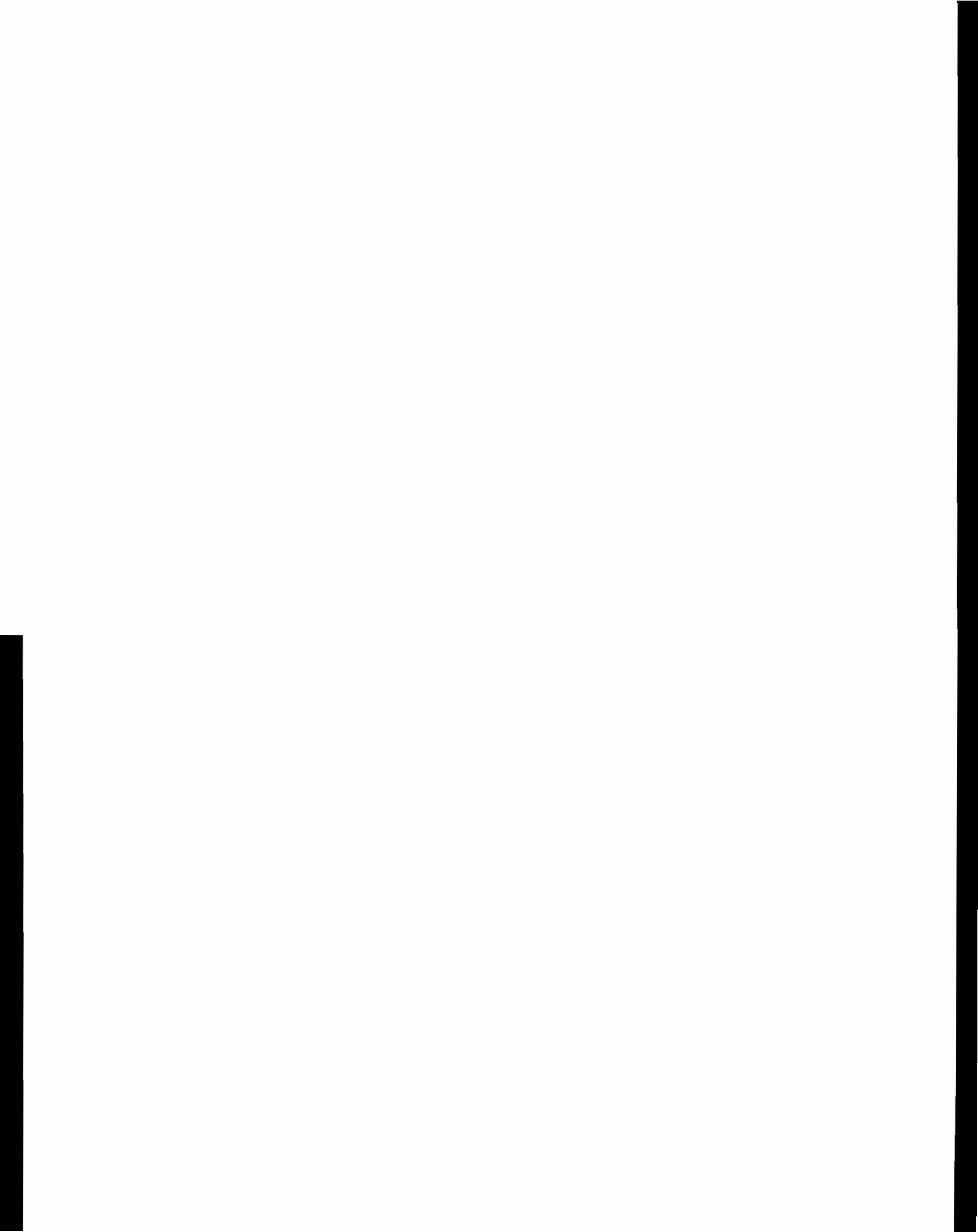
Atelier sur l'utilisation d'Internet dans l'enseignement, dans le cadre du projet OEA/CEPALC/CCST OEA/98/S75 (13 participants d'Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, Grenade, Guyana, îles Vierges américaines, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname et Trinité-et-Tobago) (Trinité-et-Tobago, 2-4 juillet 1998).

Atelier sur les techniques d'analyse des données des recensements et enquêtes pour l'amélioration de la planification du développement et la population, dans le cadre du projet CAR/97/PO7 financé par le FNUAP (25 participants ont reçu une formation au cours de cet atelier) (Sainte-Lucie, 27-31 juillet 1998).

Atelier CCST/OEA "Primary Science Training", dans le cadre du projet OEA/CEPALC/CCST OEA/98/S75 (112 participants) (Saint-Thomas, îles Vierges américaines, 26 juillet-15 août 1998).

Atelier pour les bureaux et organisations non-gouvernementales chargés de la condition féminine sur la présentation de rapports au Comité pour l'élimination de la discrimination contre la femme (Saint-Kitts, 20-22 avril 1999).

Appui à la réalisation d'ateliers de formation et élaboration d'études sur l'incorporation de la perspective sexospécifique, réalisés au Suriname, la Barbade et à Belize et organisés par les ministères respectifs de chaque pays, responsable de la condition féminine (Suriname, 11-16 octobre 1999; Barbade, 27-29 octobre 1999; Belize, 15 et 16 novembre 1999).



2. SERVICES COMMUNS D'APPUI

DIVISION OPÉRATIONNELLE ET DE PLANIFICATION DES PROGRAMMES

Coopération technique entre pays en développement (CTPD)

Au cours de la période 1998-1999, la CEPALC a poursuivi diverses activités d'assistance et de promotion de la CTPD, conformément aux recommandations du Plan d'action de Buenos Aires et des directives émanées des Etats membres. La réunion du Comité de la coopération entre pays et régions en développement a été tenue lors de la vingt-septième session de la CEPALC. Cette réunion a été essentiellement consacrée à l'examen des aspects opérationnels des nouvelles orientations en matière de CTPD pour la période 1997-1999, adoptées par le Conseil d'administration du PNUD.

Ces aspects s'inscrivent dans deux catégories prioritaires, à savoir: i) l'appui aux objectifs du développement humain durable par l'intermédiaire de projets visant à l'éradication de la pauvreté et dans le domaine de l'environnement, de la production et de l'emploi, l'investissement et la gestion macro-économique; ii) la formulation et la coordination de politiques, le renforcement de la gestion de la CTPD et l'appui aux activités d'information. Les nouvelles orientations en matière de CTPD adoptées par le système des Nations Unies tendent, comme on le sait, à l'établissement d'un rapport plus étroit entre la coopération technique et les activités et priorités du développement économique et social.

Dans ce contexte de priorités opérationnelles, qui répond absolument au rôle que lui ont assigné ses Etats membres, la CEPALC a continué d'incorporer des éléments de CTPD à la mise en œuvre des projets financés à l'aide de fonds extrabudgétaires et dont le plan de travail prévoit la promotion d'échanges de données d'expérience et des résultats concrets obtenus par les pays dans les domaines pertinents. Il s'agit, en règle générale, d'activités visant à la consolidation d'institutions nationales dans le secteur pertinent, la mise sur pied de réseaux de coopération et d'appui à leur fonctionnement, au renforcement des systèmes d'information de manière à améliorer la diffusion des requêtes et des offres de coopération technique entre les pays, à la consolidation des centres de coordination de la CTPD dans les pays, l'élaboration d'études et de rapports visant de façon spécifique à l'identification des possibilités de coopération, et la facilitation de la prestation de services de coopération horizontale d'experts et de consultants locaux associés aux projets.

Le principal instrument en matière d'information est désormais la page institutionnelle sur le réseau virtuel (Internet) qui s'est traduite par une amélioration tant sur le plan de la couverture que de l'actualité de l'information relative aux projets de CTPD dans les projets de coopération technique actuellement en cours d'exécution. Ce nouveau format a remplacé le Bulletin "Cooperación y Desarrollo" que la CEPALC a publié sans interruption jusqu'à la mi-1997 et qui a fait l'objet d'une vaste diffusion au sein et hors de la région.

La CEPALC a également continué de prêter une assistance technique aux réunions annuelles des directeurs de la coopération internationale des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, qui sont tenues avec l'appui du PNUD dans le cadre des activités du Secrétariat permanent du SELA, désigné comme centre de coordination régional de CTPD par les pays de la région. Cette assistance a été particulièrement ciblée sur les activités d'appui à la modernisation des centres nationaux de coordination de la CTPD en matière d'informatisation, conformément aux priorités convenues par les Directeurs nationaux de la coopération technique de la région. La CEPALC a pu organiser plusieurs ateliers sous-régionaux de

formation en matière de gestion de l'information, notamment par le biais des pages institutionnelles du réseau virtuel.

En septembre 1998, la CEPALC a de nouveau collaboré avec l'Université andine Simón Bolívar de la Bolivie dans le cadre d'un cours de postgraduat en formulation et négociation de projets de coopération technique.

La Commission a également prêté son assistance à l'Agence de coopération internationale du Chili à l'occasion de la réunion internationale organisée par cette institution fin 1998 afin d'analyser et de faire connaître les approches novatrices en matière de coopération. En 1999, elle a participé aux activités de formation organisées par l'instance qui regroupe les autorités municipales d'Amérique latine qui a parrainé un atelier régional convoqué par la Municipalité de Valparaíso. Durant cette même année, la CEPALC a prêté des services consultatifs à l'Institut mexicain de coopération internationale lors du séminaire sur la coopération organisé par ce nouvel organisme, avec le Ministère des relations extérieures du Mexique. Finalement, elle a prêté son concours au cours régional sur la coopération internationale organisé à Santiago du Chili par l'OEA et l'Agence de coopération internationale du Chili.

Gestion et administration de projets exécutés à l'aide de fonds extrabudgétaires

Dans le cadre de son programme de coopération technique, la CEPALC s'est efforcée de mettre sur pied une association fonctionnelle entre, d'une part, les Etats membres par le biais de contreparties telles que les gouvernements, aux échelons central et sous-national, et différentes entités de la société civile, dont les organisations non gouvernementales, les établissements d'enseignement et les associations du secteur privé et, d'autre part, avec les institutions internationales de coopération bilatérale et multilatérale, parmi lesquelles les organisations du système des Nations Unies, en leur qualité de donateurs traditionnels.

Les organismes des secteurs public et privé des pays membres font de plus en plus fréquemment appel à la capacité de la CEPALC de mener des recherches comparatives multisectorielles, adapter les résultats aux circonstances propres à chaque pays et fournir une assistance technique sur le terrain et, partant, sont de plus en plus disposés à apporter des ressources financières à cette fin. D'autre part, les donateurs traditionnels bilatéraux et multilatéraux ont souvent recours aux connaissances techniques de la Commission tout en appliquant l'approche opérationnelle utilisée par la CEPALC dans la planification et la réalisation de leurs activités de coopération technique.

De même, l'approche appliquée au niveau de la gestion de la CEPALC dans ce domaine a pour but d'assurer une cohérence adéquate entre le programme de travail ordinaire et le programme de coopération technique financé à l'aide de fonds extrabudgétaires, à la lumière des gains d'efficacité et de productivité que cela implique. Les travaux de recherche normative menés par le personnel sont fortement enrichis par les activités opérationnelles de coopération technique destinées aux pays membres, ainsi que par les activités réalisées en commun avec ces derniers, à savoir la coopération technique entre pays en développement (CTPD). Dans le même temps, la mise en œuvre des activités opérationnelles d'assistance technique et de formation est basée sur les connaissances nouvelles et approfondies qui résultent des travaux de recherche. A cet égard, il faut signaler que la majeure partie des projets actuellement menés à bien par la CEPALC sont complémentaires à son programme de travail ordinaire, tant sur le plan technique qu'opérationnel.

Au cours de la période envisagée, la collaboration s'est maintenue avec les divisions organiques, les bureaux sous-régionaux et les bureaux de la CEPALC dans plusieurs pays de la région, ainsi qu'avec

l'ILPES, dans la formulation de nouvelles propositions de projets de coopération technique financés à l'aide de fonds extrabudgétaires. Ces propositions ont été soumises en temps opportun à la considération du Comité d'examen des projets en vue de leur analyse et hiérarchisation.

Avec l'approbation du Comité, des démarches ont été effectuées auprès de sources bilatérales et multilatérales de financement, afin de réunir les ressources financières nécessaires à l'exécution de nouveaux projets et les accords correspondants ont été conclus. Au cours de cette période, la CEPALC a obtenu des fonds pour certains projets de nouvelles sources de financement aussi bien bilatérales que multilatérales.

Au cours de la période biennale, la CEPALC s'est chargée de l'administration de 140 projets et a maintenu des contacts étroits avec les sources bilatérales et multilatérales de financement (voir l'annexe 1).

DIVISION DES DOCUMENTS ET DES PUBLICATIONS

La Division des documents et des publications est chargée de l'édition, de la traduction, du traitement, de la reproduction et de la distribution des documents élaborés par le secrétariat en espagnol et en anglais et, dans une moindre mesure, en français. Elle prête ce même type de services lors des conférences et réunions parrainées par la CEPALC, tant au siège de la Commission qu'en dehors de celui-ci. En vertu des politiques établies par le Comité des publications, elle publie des documents destinés à la vente et à la distribution gratuite, soit dans ses ateliers, soit par l'intermédiaire d'imprimeries externes au service ou par contrat de co-publication avec des maisons d'édition. Elle collabore avec le Service des ventes du siège de l'Organisation en ce qui concerne la distribution commerciale. Elle sert également de secrétariat technique du Comité des publications, et prépare et exécute le programme des publications de la Commission.

Services prêtés aux conférences et aux réunions. La rationalisation de la structure des rapports, ainsi que l'utilisation des technologies informatiques de pointe (dont le courrier électronique) ont permis de maintenir un niveau adéquat des services prêtés et de poursuivre la tendance à la réduction du nombre de fonctionnaires qui participent aux conférences.

Traduction et édition. Ces tâches sont assurées par un groupe réduit d'effectifs permanents qui constituent un noyau de base hautement qualifié essentiellement chargé des travaux les plus importants du point de vue institutionnel (documents de réunions, rapports présentés aux gouvernements et aux organismes intergouvernementaux, etc.). Pour maintenir et accroître la production, il est de plus en plus fréquemment fait appel au recrutement externe de professionnels qualifiés résidant à l'étranger. A cette fin, le courrier électronique s'est avéré très efficace. Le personnel aussi bien interne qu'externe dispose de services de terminologie et de références travaillant en étroite collaboration avec le système des Nations Unies et d'autres organisations internationales et assistant également les divisions organiques de la CEPALC. Les traducteurs et les éditeurs faisant partie des effectifs permanents disposent, pour leur travail, des technologies informatiques les plus sophistiquées, y compris, depuis peu, les logiciels de reconnaissance de la parole.

Pré-presse et presse. Le processus d'actualisation des logiciels de traitement de textes et de techniques graphiques s'est poursuivi. L'accent a aussi été mis sur la modification des procédés d'impression afin de les optimiser et de réduire les stocks. A cet effet, un nouveau système de production et d'impression a été introduit pendant le deuxième semestre de 1999, ce qui a permis de réduire les tirages et de les adapter à la demande réelle. Il s'agit d'appliquer le concept d'impression en fonction de la demande, associé au matériel de la XEROX Docutech 135 qui permet de: a) produire des documents en noir et blanc moyennant une technologie numérique grâce à laquelle les documents imprimés sont produits un par un, mis en page et reliés; b) corriger rapidement, sans pertes et avant de poursuivre l'impression, si une erreur est détectée dans le premier exemplaire; c) se brancher directement sur le réseau informatique de l'Intranet, ce qui se traduit par un produit plus rapide, plus fiable et de meilleure qualité puisque traité de façon numérique; d) de réaliser d'importantes économies en termes de papier, d'espace physique et de coûts financiers car seule la quantité indispensable est imprimée et une réimpression future est facilement réalisable; e) d'effectuer, de façon numérique, des "combinaisons" de documents, ce qui est particulièrement intéressant pour la préparation de manuels de formation pédagogique et d'autres documents; f) de produire immédiatement des fichiers "postscript" pour le processus de publication électronique. D'août à décembre 1999, la production selon cette modalité a été de 4 millions de pages et poursuit une tendance à la hausse.

Politique en matière d'édition et ses résultats durant la période biennale. Durant la période biennale 1998-1999, la Division a collaboré avec le Secrétariat exécutif afin de mettre en œuvre une politique plus cohérente en matière d'édition et assurer une plus forte présence des publications de la CEPALC dans la région. A cet effet, un ensemble de mesures ont été adoptées pour donner un renouveau aux publications, lesquelles se sont traduites par les résultats suivants:

i) Présentation uniforme des publications annuelles de la CEPALC, à savoir: Balance preliminar de las economías de América Latina y el Caribe, Estudio económico, Anuario estadístico, Panorama social, ainsi que les rapports sur l'investissement étranger et l'insertion internationale de la région. Il a fallu, pour ce faire, uniformiser le format, le design de la page de couverture et, en 1999, la diagrammation interne, afin que ces publications puissent être présentés comme un ensemble aux distributeurs commerciaux dans les différentes sous-régions. Il a fallu également traduire en anglais les rapports sur l'investissement étranger et l'insertion internationale de la région, qui, jusque là, ne circulaient qu'en espagnol.

ii) Un nouveau format et un dessein de base des pages de couverture des livres de la CEPALC afin qu'ils soient identifiés comme une collection et d'en améliorer la présentation de façon à ce qu'ils soient facilement reconnaissables aux yeux des distributeurs et des lecteurs.

iii) Un nouveau format et l'uniformisation des "séries", qui sont des documents de travail produits sous la responsabilité des divisions organiques et qui ont pour but d'anticiper la publication des résultats des recherches et des études. Ces innovations ont permis de les inclure parmi les publications mises en vente et de mettre fin à une certaine dispersion quant à ce type de documents et à leur présentation graphique observée au fil des années. De même, la limite de vulgarisation imposée à la plupart des séries a obligé à un effort de synthèse dans la présentation des publications.

iv) Il a été plus largement fait appel aux publications conjointes des livres de la CEPALC avec des maisons d'édition commerciale et l'accent a été mis sur une meilleure distribution des produits dans toute la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, dans les limites imposées par la réglementation en vigueur au sein des Nations Unies.

v) Développement des publications électroniques en tant que contribution au site Web de la CEPALC, à titre de complément et de diffusion des publications sur papier, et, dans certains cas déterminés, possibilité de publications exclusivement électroniques.

Publications conjointes. Durant la période biennale, la CEPALC a participé à la production de 8 publications conjointes.

Distribution et ventes. Les documents et les publications de la CEPALC continuent d'être distribués gratuitement au niveau institutionnel, avec néanmoins un nouvel essor sur le plan de la diffusion car ils sont annoncés sur la page Web et les commandes et consultations peuvent être effectuées non seulement selon les moyens traditionnels mais aussi sur Internet. Les ventes locales des publications de la CEPALC restent modestes, environ 40.000 dollars par an, chiffre auquel s'ajoutent les ventes effectuées par le Bureau de la CEPALC à Brasilia, le Bureau sous-régional à Mexico et à New York, ce qui donne un total de 100.000 dollars annuels. Un effort spécial a été consenti au niveau de la filière commerciale, moyennant la recherche de co-éditeurs, de distributeurs régionaux et locaux, ainsi que de librairies virtuelles. De même, la CEPALC a participé activement aux dernières foires du livre tenues dans différents pays latino-américains.

Diffusion électronique. La diffusion importante des travaux de la CEPALC obtenue moyennant leur présentation intégrale en format électronique sur la Toile devrait se traduire par un accroissement des souscriptions, ainsi que des ventes. A titre d'exemple, les deux derniers numéros de la Revista de la CEPAL ont été "déchargés" plus de dix mille fois. De même, de nombreux autres rapports ont été accessibles à un plus grand nombre de destinataires.

Il faut finalement souligner en termes quantitatifs que, durant la période biennale 1998-1999, la Division a prêté des services de soutien divers à 23 conférences et réunions parrainées par la CEPALC. Elle a édité et traduit 8,8 millions de mots. Elle a produit 841 documents et publications, chiffre qui comprend 76 publications traditionnellement destinées à la vente et 176 titres de séries (dont 97 depuis 1999 après leur incorporation à la filière de ventes). Elle a imprimé un total de 82,2 millions de pages (dont 58,2 millions de façon interne et 24 millions de façon externe). Elle a distribué gratuitement 620 exemplaires de documents et de publications et a remis 35.000 exemplaires de publications (système CEPALC-ILPES-CELADE) au réseau de ventes des Nations Unies. Elle a en outre fourni 200 documents sur format électronique en vue de leur publication sur le site Web, dont certains sont traités de façon externe.

BIBLIOTHÈQUE DE LA CEPALC

Dans le cadre du concept de bibliothèque virtuelle introduit durant ces dernières années, la Bibliothèque de la CEPALC a continué de fournir des services d'information basés de plus en plus sur la disponibilité d'information sur formats électroniques, parallèlement au traitement et à la gestion de ressources d'information internes et externes disponibles sur imprimés.

De même, suivant une des ses fonctions de base, la Bibliothèque a continué d'accorder la priorité au traitement et la fusion de la documentation produite par la CEPALC, ce qui lui a permis de répondre en temps opportun à la forte demande acheminée par les différentes voies de communication disponibles, en particulier par l'Internet, qui est devenu le principal véhicule de transmission de l'information vers et à partir de la CEPALC. La Bibliothèque gère également un service d'information sur le site Web de la CEPALC, qui a enregistré un nombre croissant de consultations au cours de la période biennale.

En commémoration du cinquantenaire de la Commission, et sur la base de l'information incorporée à ses bases de données bibliographiques, la Bibliothèque a publié, en 1998, un volume accumulatif de sa publication annuelle CEPALINDEX comprenant l'information publiée par la CEPALC durant la période 1948-1997. Ce volume constitue, par ailleurs, le dernier numéro de cette série sur papier, désormais remplacée par l'installation de la base de données bibliographiques sur le site Web de la CEPALC.

Sur le plan des services internes, et dans le cadre d'un modèle qui répond aux nouvelles tendances en matière de gestion de l'information, la Bibliothèque a, en 1998, installé le Catalogue en ligne de la Bibliothèque sur l'Intranet qui réunit, selon une modalité intégrée, toutes les bases de données bibliographiques de la CEPALC, lesquelles représentent plus de 120.000 registres. Cet instrument est accessible à tous les usagers internes de la CEPALC, qui peuvent également accéder aux produits électroniques et aux services d'information reçus par la Bibliothèque par Internet et qui sont actualisés quotidiennement. Les services de référence sur la documentation des Nations Unies continuent d'être fournis sur la base de l'accès permanent de la Bibliothèque aux bases de données bibliographiques ainsi qu'au système de disques optiques des Nations Unies en vue de la recherche de textes numérisés, ce qui permet d'éviter les procédés manuels associés à la gestion et à la distribution des publications imprimées.

La Bibliothèque de la CEPALC est en contact permanent avec les services d'information des bureaux sous-régionaux et des bureaux nationaux de la CEPALC et distribue régulièrement ses produits électroniques afin de mettre ses services à la disposition de tous les fonctionnaires de la Commission. Les activités entreprises par la Bibliothèque quant à la gestion des services d'information et l'incorporation de nouvelles technologies ont été communiquées à tous les services de la CEPALC afin de parvenir à une meilleure coordination des efforts et au partage des ressources utilisées. Sur l'initiative de la Division opérationnelle et de la planification des programmes, un effort important de coordination a été consenti en ce sens en 1999, moyennant la réalisation d'actions conjointes de révision des opérations et des services dans les groupes d'information des bureaux sous-régionaux et des bureaux de la CEPALC dans la région.

Sur le plan externe, la Bibliothèque a participé, en 1999, à la réunion annuelle du Consortium de bibliothèques des Nations Unies et des institutions spécialisées, mis en place en 1998 sous l'égide du Comité consultatif pour la coordination des systèmes d'information en vue de l'acquisition, de façon conjointe, de services et de publications sur format électronique. La participation de la Bibliothèque à ce Consortium permettra à la CEPALC d'obtenir des conditions plus avantageuses dans l'acquisition d'informations électroniques, d'élargir l'éventail de ressources d'information et d'étendre ces bénéfices à

tous ses services dans la région. Au cours de cette période biennale, la Bibliothèque a également participé à plusieurs réunions techniques régionales en sa qualité de distributeur du logiciel WinIsis de l'Unesco.

Le transfert des services d'information de la Division de la population - Centre latino-américain et des Caraïbes de démographie (CELADE) à la Bibliothèque de la CEPALC, réalisé en janvier 1998, a exigé un effort substantiel en termes de rationalisation et de coordination. L'incorporation des collections et des bases de données relatives à la population de la CEPALC et du CELADE a donné d'excellents résultats au niveau de l'optimisation de l'utilisation des ressources, du traitement de l'information et de la mise à jour des contenus, ainsi que de la prestation des services d'information tant au sein de la CEPALC qu'aux Etats membres.

Les statistiques relatives à l'utilisation des services d'information rendent compte, durant la période biennale, d'un accroissement notable des services prêtés et de la demande de produits et de services incorporés par la Bibliothèque au cours de ces dernières années. En 1999, la Bibliothèque a aussi publié une bibliographie choisie sur le vieillissement de la population à l'occasion de l'Année internationale des personnes âgées, ainsi que le dernier numéro sur papier de la série DOCPAL, *Resúmenes sobre población en América Latina*, qui incorpore des ressources d'information de la CEPALC et du CELADE actuellement traités par la Bibliothèque.

Les activités menées à bien par la Bibliothèque durant cette période biennale dans le cadre de l'installation de l'information sur Internet devraient prochainement porter leurs fruits dès que ces ressources seront mises à la disposition de la communauté internationale. Le catalogue en ligne de la Bibliothèque devrait être bientôt disponible sur le site Web de la CEPALC, ce qui permettra un accès direct aux études et recherches de la CEPALC, ainsi qu'à l'intéressante information externe recueillie par la Bibliothèque sur les pays de la région, qui couvre une période de 50 ans et est essentiellement composée de publications officielles des Etats membres de la Commission.

Documents

CEPALINDEX: documentos del sistema CEPAL, 1948-1997, vol. 20, 1998 (LC/G.2041 et Add.1).

Envejecimiento de la población. Bibliografía seleccionada, 1999 (LC/L.1238).

DOCPAL: Resúmenes sobre población en América Latina, vol. 22, 1999 (LC/DEM/G.191).

SERVICES INFORMATIQUES

Durant la période envisagée, la section des services informatiques a perfectionné sa plate-forme informatique, permettant de la sorte l'utilisation généralisée de logiciels plus performants. En ce qui concerne l'accès en ligne par l'Internet, le nombre de serveurs fournissant ces services a été élargi, des bases d'information statistique et des documents en ligne ont été mis à la disposition de la communauté desservie par la CEPALC, le canal d'accès à Internet a été élargi afin de permettre une saisie plus efficace de l'information de fond et des systèmes de protection supplémentaires ont été incorporés pour prévenir l'entrée de virus par Internet.

Dans le même temps, la section a continué de développer l'Intranet de la CEPALC, sur lequel toutes les divisions publient actuellement l'information correspondante. Pour ce faire, le serveur fournissant ce service a été élargi, des systèmes Web-client-serveur ont été mis au point, ce qui s'est traduit par des économies considérables de ressources humaines et l'accès à l'Intranet a été étendu aux bureaux sous-régionaux et aux bureaux nationaux de la CEPALC.

De même, les courriers Internet, Lan et le courrier électronique ont été intégrés en un seul service.

Quant aux postes de travail, le matériel pertinent a été remplacé de façon à uniformiser la dotation de la plate-forme informatique et la mettre en mesure de travailler avec les technologies de pointe; un système de sauvegarde et de recherche automatique de l'information contenue dans les postes de travail a été mis en place; un système de distribution décentralisée et automatique de logiciels aux postes de travail a été mis sur pied; d'importantes économies ont été réalisées en matière de licences de logiciels, et des contrats ont été établis avec des services externes de support aux usagers et au matériel afin d'assurer une meilleure disponibilité des services informatiques.

Finalement, des systèmes destinés à servir de support au fonctionnement du Groupe des services de l'information ont été mis au point, ainsi que des services administratifs de contrôle de la correspondance, du registre de présence, de distribution de nouvelles sur l'Intranet, de rapports d'activités de fond et de requêtes de matériels non imprimés.

GROUPE DES SERVICES DE L'INFORMATION

Ce Groupe a pour fonction de répondre aux besoins de diffusion de l'information des services du système de la CEPALC aux échelons local, régional et international, ainsi que d'agir en tant que service d'information publique des Nations Unies pour le Chili.

Durant la période envisagée, outre les tâches de diffusion de l'information relative aux activités régulières menées par la Commission conformément à son programme de travail, le Groupe a assuré la couverture spécifique de la vingt-septième session de la Commission, du Forum de commémoration du cinquantenaire de la CEPALC, de la Consultation régionale auprès de la société civile; les Nations Unies au vingt-et-unième siècle: la perspective de l'Amérique latine et des Caraïbes, la Rencontre latino-américaine et des Caraïbes sur les personnes âgées et la huitième Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes.

Le Groupe a également collaboré avec d'autres organisations et institutions spécialisées du système des Nations Unies. En termes concrets, des conférences de presse ont été organisées pour présenter les rapports annuels de la CNUCED (1998), du FNUAP (1998), de l'Organe international de contrôle des stupéfiants (1998) et du Rapport sur le développement humain du PNUD (1999). Le Groupe a également collaboré avec les organisateurs du Séminaire des Nations Unies et du Colloque d'organisations non gouvernementales pour l'Amérique latine et les Caraïbes sur la question de la Palestine organisé par le Département des affaires politiques des Nations Unies, et de la Réunion du Groupe d'expertes sur les mécanismes nationaux pour l'égalité entre les sexes et la promotion de la femme, organisée par la Division de la promotion de la femme des Nations Unies, et a contribué à la campagne mondiale sur les droits humains des femmes dans le cadre du cinquantenaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Dans le cadre des mesures adoptées par le Secrétariat pour accroître l'efficacité moyennant l'utilisation de nouvelles technologies, les activités de la CEPALC ont fait l'objet d'une plus vaste diffusion grâce à l'inclusion de communiqués de presse, d'études et de rapports sur le site Web. Dans ce domaine, le Groupe a également continué d'informer les médias de la région par fax et, grâce à l'utilisation du courrier électronique, est parvenu à multiplier par cinq le nombre de récipiendaires de toute l'information relative à la Commission, en espagnol et en anglais.

Au cours de la période envisagée, un effort spécial a été consenti pour faire connaître l'opinion institutionnelle sur les événements et les processus les plus importants en matière de développement économique et social et de politiques publiques. Cet effort a été favorablement accueilli par les principaux médias de la région et du monde, ce qui s'est traduit par la publication, avec une certaine régularité, d'articles rédigés par le Secrétaire exécutif pour exprimer ses opinions.

Dans le cadre des efforts constants déployés pour resserrer les liens avec les moyens de communication sociale, le Groupe des services de l'information a organisé un séminaire pour éditeurs économiques. Ce séminaire a eu lieu le 3 mai 1999, avec la participation de 19 éditeurs spécialisés des principaux médias du monde auxquels les directeurs de division ont expliqué les principaux principes d'action de l'institution.

Principales activités réalisées durant la période envisagée:

i) Publications

Dans le cadre des efforts consentis par le Secrétariat pour rationaliser les publications de l'institution et afin de faire un usage plus rationnel des ressources disponibles et obtenir un meilleur impact en termes de communication, il a été décidé, en août 1998, de suspendre la parution de trois publications produites jusque là par le Groupe: "Notas sobre la economía y el desarrollo", "Micronoticias" et "Crónicas de la CEPAL". A partir du mois de novembre de cette même année, une nouvelle publication a pris le relais, sous le nom de "Notas de la CEPAL" en espagnol et "ECLAC Notes" en anglais.

Le but de "Notas de la CEPAL" est de faire connaître la pensée de la Commission par le biais d'un bulletin unique, d'un format pratique et utilisant un langage clair et accessible à un public qui n'est pas nécessairement familiarisé avec les thèmes abordés.

Notas de la CEPAL est une publication bimestrielle, composée généralement de 8 pages et 12 pour les numéros spéciaux. Elle a un tirage de 5.000 exemplaires en espagnol et 2.000 en anglais, distribués au sein et hors de la région. Jusque novembre 1999, 7 numéros avaient été publiés. Le format consiste en une page de couverture contenant un résumé des études les plus récentes, une page consacrée à l'éditorial, un article spécialisé, une liste des dernières publications et un calendrier des réunions qui seront tenues dans les deux mois suivants.

En mai 1999, une enquête a été réalisée pour mesurer l'accueil réservé à cette publication par le public visé. Jusqu'à présent, plus de 750 réponses ont été reçues, dont des commentaires formulés par d'éminentes personnalités de l'Amérique latine et des Caraïbes. 95% des commentaires était favorable à la publication.

ii) Médias

Presse. En 1998, le Groupe a coordonné la réalisation de 145 entrevues accordées par des fonctionnaires du système de la CEPALC aux principaux moyens de communication du monde entier et 112 entre le mois de janvier et le 15 septembre 1999. A la demande du Groupe, quelque 560 journalistes provenant de différents moyens de communication ont couvert près de 47 conférences, réunions ou autres activités réalisées au siège de la CEPALC et à l'extérieur.

Dans le but de faciliter l'accès des fonctionnaires de la CEPALC à l'information qui les intéressent, l'éventail d'informations distribuées par les médias électroniques, y compris l'Intranet a été élargi. Le Groupe continue de faire circuler des articles choisis, parus dans la presse chilienne et faisant référence à la CEPALC et aux Nations Unies, ainsi que des extraits d'articles de la presse internationale relatifs aux activités de la Commission et un rapport mensuel sur le nombre d'extraits de notes publiées dans différents pays de la région.

Radio. 45 programmes radiophoniques sur les activités de la CEPALC ont été élaborés pour le Groupe pour l'Amérique latine du Service central d'informations et de radio des Nations Unies. Les programmes "Les femmes dans le monde", "Perspective internationale", "Points cardinaux" et "Développement pour tous" du Service central d'informations et de radio des Nations Unies sont envoyés régulièrement aux radios locales.

iii) Services d'information directe au public

Le Groupe a répondu à quelque 8.000 consultations téléphoniques, écrites ou personnelles du public en général et a organisé 46 conférences sur les activités des Nations Unies et de la CEPALC, en particulier pour des étudiants universitaires et des lycéens.

GROUPE DES SERVICES DE CONFÉRENCE

Durant la période couverte par ce rapport, le processus d'expansion des activités du Service de conférence s'est poursuivi et s'est traduit par l'organisation de quelque 160 conférences, réunions, séminaires, ateliers, cérémonies officielles et autres. Il faut souligner qu'entre 1998 et le premier trimestre 2000, le Groupe a organisé plusieurs conférences régionales à l'échelon ministériel, dont la vingt-septième session de la CEPALC, la dix-septième session du Comité de développement et de coopération des Caraïbes et la huitième Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que quatre réunions de son Bureau; deux réunions du Groupe spécial de travail créé aux termes de la résolution 553(XXVI), la Réunion de coordination entre institutions des Nations Unies pour la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que d'autres réunions intergouvernementales et d'experts sur différents sujets tels que l'environnement, la population, les statistiques, etc. Parmi les visites officielles, l'une des plus importantes a été celle du Premier Ministre italien.

La liste des réunions organisées par le système de la CEPALC est présentée dans l'annexe 2 de ce rapport.

C. RAPPORTS AVEC LES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES ET D'AUTRES ORGANISATIONS

Au cours de la période envisagée dans ce rapport, la CEPALC a maintenu et a resserré ses liens de collaboration et ses contacts avec divers organismes et institutions spécialisées des Nations Unies, dont le Bureau de coordination des affaires humanitaires, les autres commissions régionales des Nations Unies, la CNUCED, le PNUD, le PNUE, le FISE, le FNUAP, l'OIT, la FAO, l'Unesco, l'OPS/OMS, le FMI, la Banque mondiale et l'ONUDI, ainsi qu'avec d'autres organisations telles que la BID, l'OEA, le SELA, l'OLADE et l'Organisation ibéro-américaine de la jeunesse (OIJ).

Les rapports entre la CEPALC et les institutions et organisations mentionnées ici font l'objet d'une description détaillée dans les chapitres précédents. C'est pourquoi on ne mentionnera dans le présent chapitre que les deux événements les plus saillants en matière de coopération avec d'autres institutions. Le premier est la Réunion de coordination entre institutions du système des Nations Unies pour la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, convoquée par la CEPALC à la requête de la Vice-Secrétaire générale de l'Organisation, conformément aux dispositions de la résolution 1998/46 du Conseil économique et social, sur les nouvelles mesures de restructuration et de revitalisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et domaines connexes. Cette réunion a été tenue le 6 mai 1999 au siège de la CEPALC à Santiago du Chili, sous la présidence de la Vice-Secrétaire générale, avec la participation, au plus haut niveau de leurs programmes régionaux, de 25 institutions dont les représentants sont convenus que la collaboration interinstitutions devait être articulée autour de thèmes centraux tels que l'équité, la gouvernabilité, l'intégration à l'économie globale, l'environnement et l'acheminement des ressources aux fins du développement. La Vice-Secrétaire générale a prié la CEPALC de se charger du suivi général de ce nouveau mécanisme de coopération et de coordination, ainsi que de l'organisation d'une réunion annuelle.

En deuxième lieu, la CEPALC a également resserré ses liens de collaboration avec les institutions des Nations Unies concernées, à l'échelon mondial, par les questions économiques et sociales, moyennant une participation directe au sein du Comité exécutif des affaires économiques et sociales et, par le biais d'un représentant des cinq commissions régionales, au Groupe des organismes de développement des Nations Unies (UNDG).

Au cours de cette même période, la Commission a poursuivi ses efforts pour établir des rapports plus étroits avec diverses organisations non gouvernementales, institutions universitaires et autres instances de la société civile, dans le contexte du programme de travail de la CEPALC. Plusieurs activités ont été menées conjointement avec des institutions de la région et des accords de coopération ont notamment été conclus avec l'Institut pour les relations de l'Italie et des pays d'Afrique, d'Amérique latine et du Moyen Orient (IPALMO), l'Institut complutense d'études internationales de l'Université complutense de Madrid, l'Université nationale du Général San Martín (Argentine), l'Université Externado de Colombia, l'Université nationale autonome de Mexico, l'Université de l'Etat de Rio de Janeiro, l'Université d'Alcalá (Espagne), l'Université andine Simón Bolívar (Bolivie), le Centre universitaire de Brasilia (CEUB), l'Université du Michigan (Etats-Unis), l'Université nationale de Comahue (Argentine), l'Université catholique de Rio Grande do Sul et le bureau régional de l'Institut international de planification de l'éducation de l'Unesco (Buenos Aires).

En ce qui concerne d'autres organisations de la société civile, la CEPALC a organisé, à la requête du Secrétaire général, la Consultation régionale auprès de la société civile; les Nations Unies au vingt-et-unième siècle: la perspective de l'Amérique latine et des Caraïbes. Cette rencontre, tenue au siège de la CEPALC à Santiago du Chili, a réuni des représentants de plus de 80 réseaux d'organisations non gouvernementales aux échelons régional et national, d'institutions d'enseignement et des représentants des Etats membres et d'organismes internationaux. La CEPALC a également organisé, avec l'Unesco et la collaboration de l'OIJ et du Forum latino-américain de la jeunesse (FLAJ) et sous l'égide du Fonds des Nations Unies pour la jeunesse et le FNUAP, la Réunion régionale de jeunes d'Amérique latine et des Caraïbes préparatoire de la troisième session du Forum mondial de la jeunesse, à laquelle assistèrent des représentants de 42 organisations de jeunes de l'Amérique latine et des Caraïbes.. De nombreuses organisations non gouvernementales ont en outre participé à la huitième Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi qu'à la Rencontre latino-américaine et des Caraïbes sur les personnes âgées. A toutes ces activités s'ajoute le soutien permanent de l'Association des organisations non gouvernementales (ASONG) qui a mené de nombreuses actions parrainées par la CEPALC.

Annexe 1

**PROJETS DE COOPÉRATION TECHNIQUE EXÉCUTÉS À L'AIDE DE FONDS
EXTRABUDGÉTAIRES**

Titre du projet	Date de commencement	Date d'achèvement	Source de financement
RLA/88/039 - Mise au point des politiques visant à renforcer la capacité d'innovation technologique et la compétitivité internationale des entreprises latino-américaines	février 1989	décembre 1996	PNUD
RLA/92/003 - Politiques financières en vue de la transformation du processus de production dans un climat d'équité	janvier 1992	mars 1998	PNUD
RLA/92/015 - Elaboration et mise en oeuvre de réformes budgétaires	mars 1992	décembre 1996	PNUD
RLA/97/003 - Aspects socio-économiques de la gouvernabilité	février 1997	décembre 1998	PNUD
RLA/97/012 - Ethique civique et culture démocratique(STS)	juin 1998	décembre 1998	PNUD
RLA/97/018 - Appui aux réformes des institutions démocratiques	janvier 1998	août 1998	PNUD
RLA/97/019 - Equité et politiques macro-économiques. (A): Structures du système financier international. (B): sécurité sociale, services de base et politiques macro-économiques	novembre 1998	décembre 1999	PNUD
RLA/98/006 - Initiative de stratégie de lutte contre la pauvreté: incidence des politiques macro-économiques sur l'emploi, la répartition du revenu et la pauvreté	juin 1998	décembre 2000	PNUD
RLA/98/014 - Pérennité de l'environnement dans le Mercosur: opportunité et risques	octobre 1998	mars 1999	PNUD
RLA/98/015 - Instruments économiques de croissance et instruments de gestion de l'environnement: pour des politiques complémentaires	octobre 1998	mars 1999	PNUD

Titre du projet	Date de commencement	Date d'achèvement	Source de financement
ARG/97/025 – Renforcement du système national d'investissement public	mars 1999	avril 1999	PNUD
ARG/98/001 – Transformation économique et nouveaux facteurs déterminants du développement régional	décembre 1998	juillet 1999	PNUD
ARG/99/002 – Accord en vue de l'élaboration et application d'un système intégré de formulation, d'évaluation et de monitoring des projets (SIFEM)	mars 1999	mars 2000	PNUD
BOL/93/102 – Appui au Programme national de service civil	février 1998	mars 1998	PNUD
BOL/94/036 – Appui au Conseil national de planification	avril 1995	décembre 1999	PNUD
BOL/97/005 – Elaboration d'un programme de développement humain	avril 1997	octobre 1998	PNUD
CHI/99/005 – Citoyenneté et développement humain au Chili	août 1999	février 2000	PNUD
COL/99/005 – Evaluation socio-économique des séquelles du tremblement de terre dans les départements de Quindia et de Risaralda	mars 1999	décembre 1999	PNUD
DOM/97/005 – Situation macro-économique et dette extérieure en République dominicaine	décembre 1997	février 1998	PNUD
DOM/98/003 – Rapport national sur le développement humain	juin 1998	juin 1999	PNUD
GLO/96/R71 – Institut international d'agriculture	mai 1996	décembre 1998	PNUD
HON/96/002 – Appui à la mise au point de principes directeurs en vue de l'éradication de la pauvreté	janvier 1997	janvier 1999	PNUD
HON/97/029 - Cadre conceptuel et opérationnel pour l'éradication de la pauvreté au Honduras	janvier 1998	janvier 1999	PNUD
PAN/93/002 – Amélioration de la comptabilité nationale et la production de statistiques de base	janvier 1994	décembre 2001	PNUD
URU/96/006 – Consolidation institutionnelle du secteur santé	août 1998	décembre 1999	PNUD

Titre du projet	Date de commencement	Date d'achèvement	Source de financement
URU/96/009 – Assistance pour une politique de logement favorisant la formation de jeunes ménages	septembre 1996	juin 1998	PNUD
URU/96/011 - Appui au Ministère de l'industrie, de l'énergie et des mines en vue de l'élaboration d'études dans le secteur industriel	septembre 1997	décembre 1998	PNUD
URU/97/017 - Appui à la mise en œuvre du Programme d'action du Sommet pour le développement social	septembre 1997	décembre 1999	PNUD
VEN/98/006 - Appui aux projets et aux activités réalisés dans le cadre du processus de décentralisation du Venezuela	mars 1998	décembre 1999	PNUD
INT/96/902 – Incorporation des centres de coordination de la coopération technique entre pays en développement à l'Internet	janvier 1996	décembre 1999	PNUD
CAR/94/P02 – Prise en compte des facteurs démographiques dans la planification du développement de la sous-région des Caraïbes	juin 1994	décembre 1998	FNUAP
CAR/97/P07 - Appui aux activités de recherche, de diffusion, de développement de bases de données et de formation en matière de population	juillet 1997	décembre 1998	FNUAP
CAR/98/P03 – Assistance à l'élaboration du rapport régional sur la CIPD + 5	décembre 1998	mars 1999	FNUAP
CEL/89/P01 – Elaboration et diffusion de l'information en matière de population	janvier 1998	décembre 1999	FNUAP
CEL/94/P01 – Entraînement et formation en matière de population	janvier 1998	décembre 1999	FNUAP
INT/96/P21 - Soutien de la CEPALC et du CELADE au Programme international de formation en matière de population et de développement durable	octobre 1996	décembre 1999	FNUAP
RLA/96/P17 – Programme régional du CELADE, 1996-1999	janvier 1996	décembre 1999	FNUAP

Titre du projet	Date de commencement	Date d'achèvement	Source de financement
TSS/96/PLC - Services consultatifs prêtés par la CEPALC et le CELADE aux pays d'Amérique latine et des Caraïbes	janvier 1996	décembre 1999	FNUAP
RLA/99/P02 – Symposium latino-américain sur les personnes du troisième âge	avril 1999	décembre 1999	FNUAP
RLA/99/P04 - Population, jeunesse et développement	avril 1999	avril 2000	FNUAP
UNI/93/S02 - Principes de base d'action commune FISE/CEPALC à moyen terme	janvier 1993	juin 1998	UNICEF
UNF/99/S - Education en matière de procréation et de paternité responsable dans l'isthme d'Amérique centrale	septembre 1999	septembre 2001	UNFIP
BID/98/S01 - Etude des thèmes prioritaires des groupes de travail de la ZLEA en matière de services et d'investissement	avril 1998	avril 1999	BID
BID/97/S72 - Pratiques en matière de législation des eaux	juillet 1997	avril 1998	BID
BID/98/S110 - Amélioration des enquêtes sur les conditions de vie en Amérique latine et aux Caraïbes (MECOVI)	avril 1997	décembre 2000	BID
BID/98/S28 – Programme d'appui régional dans l'utilisation d'information démographique pour la préparation, la mise en place et l'évaluation de projets sociaux (phase II)	février 1998	février 2000	BID
BID/99/S52 - Cours de gestion et d'administration de projets	janvier 1999	décembre 1999	BID
BID/99/S120 – Projection de responsabilités budgétaires associées à la réforme du régime des retraites en Amérique latine et dans les Caraïbes	juillet 1999	février 2000	BID
CEC/98/S08 – Promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie en Amérique latine	janvier 1998	mars 1999	Union européenne
CEC/98/S17 – Développement des ressources géothermiques en Amérique latine et dans les Caraïbes (Phase II)	octobre 1998	octobre 1999	Union européenne
FFC/97/S90 – Croissance, emploi et équité en Amérique latine	août 1997	mars 1999	Fondation Ford

Titre du projet	Date de commencement	Date d'achèvement	Source de financement
FFC/98/S21 - Prévention ou atténuation des crises financières	octobre 1998	octobre 1999	Fondation Ford
OEA/98/S35 - Politiques sociales pour l'Amérique latine et les Caraïbes (PROPOSAL)	mars 1998	décembre 1998	OEA
OEA/98/S72 - Petites et moyennes entreprises alimentaires dans les Caraïbes	janvier 1998	décembre 1998	OEA
OEA/98/S75 - Amélioration de l'enseignement des sciences et des mathématiques au niveau primaire	janvier 1998	décembre 1998	OEA
CIC/95/S63 - Accord CEPALC/CICEPLA (Confédération industrielle de la cellulose et du papier en Amérique latine et aux Caraïbes)	juillet 1995	juin 1999	CICEPLA
ARG/97/S107 - Accord CEPALC/Province de San Luis (Acte n° 1)	décembre 1997	mars 1998	Gouvernement argentin
ARG/98/S45 - Accord CEPALC/Gouvernement de la province de San Luis (Acte n° 2)	décembre 1998	juin 1999	Gouvernement argentin
ARG/99/S77 - Accord CEPALC/Gouvernement de la province de Santa Fé (actes n° 1 et 2)	février 1999	décembre 1999	Gouvernement argentin
ARG/99/S85 - Accord CEPALC/Gouvernement de la province de la ville de Buenos Aires	février 1999	février 2000	Ville de Buenos Aires
ARG/97/S40 - Accord CEPALC/INDEC (Institut national de statistiques et des recensements d'Argentine) "Renforcement du système statistique national"	janvier 1997	juin 1998	Gouvernement argentin (INDEC)
ARG/98/S07 - Accord CEPALC/Institut national de statistiques et des recensements (INDEC) - 1998	mars 1998	juin 1999	Gouvernement argentin
ARG/99/S98 - Accord CEPALC/Institut national de statistiques et des recensements (INDEC) - 1999	mars 1999	mars 2000	Gouvernement argentin

Titre du projet	Date de commencement	Date d'achèvement	Source de financement
ARG/98/S109 - Accord de coopération technique CEPALC/Institut Torcuato di Tella "Etude dans le domaine de l'analyse macro-économique"	janvier 1998	décembre 1998	Gouvernement argentin (Institut Torcuato di Tella)
ARG/99/S83 - Accord de coopération technique CEPALC/ Institut Torcuato di Tella (1999) "Etude des tendances et des cycles macro-économiques" (1999)	janvier 1999	décembre 1999	Gouvernement argentin (Institut Torcuato di Tella)
ARG/98/S12 - Accord CEPALC/ Association des fabricants de véhicules automoteurs (ADEFSA)	juillet 1998	juin 1999	Association des fabricants de véhicules automoteurs (ADEFSA)
BCP/98/S18 - Accord CEPALC/ BRACELPA (Association brésilienne de cellulose et de papier)	août 1998	août 1999	Association brésilienne de cellulose et de papier (BRACELPA)
BOL/99/S125 - Accord CEPALC/ Université andine Simón Bolívar, Collectif national de réseaux et la Municipalité de Sucre, Bolivie - Cours de gestion stratégique du développement local	août 1999	décembre 1999	Université andine Simón Bolívar Municipalité de Sucre
BRA/96/S32 - Accord CEPALC/ PREVI (Caisse des pensions de la Banque du Brésil)	novembre 1996	décembre 1999	Gouvernement brésilien
BRA/96/S37 - Accord CEPALC/ IBAMA "Etudes conjointes sur la politique de développement économique et social"	septembre 1996	octobre 1999	Gouvernement brésilien
BRA/98/016 - Accord complémentaire - Ministère de la prévoyance et de l'assistance sociale (MPAS)	juin 1998	juin 1999	Gouvernement brésilien
BRA/98/S49 - Accord CEPALC/ ESAF (Escola de Administração Fazendaria) du Ministère des finances du Brésil	janvier 1999	août 1999	Gouvernement brésilien
BRA/99/S65 - Accord CEPALC/ BNDES (Banque national du développement économique et social)	décembre 1998	juillet 1999	Gouvernement brésilien
CAN/97/S13 - Le nouveau modèle latino-américain	avril 1997	juin 1999	CRDI (Centre de recherches pour le développement international) Canada
CAN/97/S25 - - Restructuration industrielle, innovation et compétitivité internationale en Amérique latine (Phase II)	novembre 1996	décembre 1999	CRDI Canada

Titre du projet	Date de commencement	Date d'achèvement	Source de financement
CAN/99/S47 – Conglomérats miniers en Amérique latine	janvier 1999	septembre 2000	CRDI Canada
CAN/99/S112 – Atelier sur l'aménagement des ressources hydriques et des droits des eaux des populations autochtones du haut-plateau andin de la Bolivie, du Chili et du Pérou	avril 1999	décembre 1999	CRDI Canada
CHI/95/S89 - Accord CEPALC/ILPES/MIDEPLAN "Programme de consolidation institutionnelle du système national d'investissements"	janvier 1996	août 1999	Gouvernement chilien/ Banque mondiale
CHI/97/S27 - Accord CEPALC/Ministère du logement et de l'urbanisme "Diagnostic de zones territoriales où se concentrent la pauvreté et le besoin de logement"	août 1997	août 1998	Gouvernement chilien
CHI/97/S29 - Accord CEPALC/INDAP "Développement de la déconcentration"	janvier 1998	décembre 1998	Gouvernement chilien
CHI/97/S87 - Accord CEPALC/Ministère de l'économie, du développement et de la reconstruction (Chili) - Eléments requis pour mettre au point la politique de développement technologique et productif	mai 1997	mai 1998	Gouvernement chilien (Ministère de l'économie, du développement et de la reconstruction)
CHI/97/S101 - Accord CEPALC/Sous-secrétariat de l'économie, du développement et de la reconstruction "Evolution du secteur du tourisme dans l'économie nationale"	octobre 1997	novembre 1998	Gouvernement chilien
CHI/98/S33 - Diagnostic, évaluation et projection de la gestion du CONACE (Phase II)	décembre 1997	août 1998	Gouvernement chilien
CHI/98/S06 - Expert en développement local et internationalisation	mars 1998	juin 1999	Gouvernement chilien
CHI/98/S42 – Accord CEPALC/Sous-secrétariat de l'économie, du développement et de la reconstruction/CORFO/Banque de l'état du Chili "Politiques de financement des petites et moyennes entreprises au Chili"	septembre 1998	décembre 1999	Gouvernement chilien

Titre du projet	Date de commencement	Date d'achèvement	Source de financement
CHI/98/S36 – Accord CEPALC/ SUBDERE Ministère de l'intérieur "Séminaire de direction de haut niveau en gestion du développement régional"	octobre 1998	décembre 1998	Gouvernement chilien
CHI/99/S68 Accord CEPALC/ SERNAM, Service national de la femme "Situation des femmes au Chili 1990-1998"	janvier 1999	juin 1999	Gouvernement chilien
CHI/99/S78 - Accord CEPALC/ FUNDES Multimedia S.A.	janvier 1999	décembre 2000	FUNDES Multimedia S.A.
CHI/99/S113 - Contrat de services consultatifs CEPALC/CORFO (Corporation du développement de la production)	juin 1999	décembre 1999	Gouvernement chilien
CHI/99/S119 - Accord CEPALC/ Sous-secrétariat de l'économie, du développement et de la reconstruction "Analyse comparative des déterminants de la localisation de l'investissement étranger au Chili"	août 1999	janvier 2000	Gouvernement chilien
CHI/99/S121 – Accord CEPALC/ Sous-secrétariat de l'économie, du développement et de la reconstruction "Analyse du marché des services consultatifs à la petite et moyenne entreprise dans le cadre des programmes de développement de la production au Chili"	août 1999	décembre 1999	Gouvernement chilien
CHI/99/S122 – Accord de coopération technique CEPALC/ Ministère de l'agriculture/Institut du développement agricole (INDAP), "Recherche sur le développement des zones rurales pauvres au Chili"	septembre 1999	février 2000	Gouvernement chilien
COL/96/S30 – Accord de coopération CEPALC/DNP/ COLCIENCIAS "Stratégie technologique sectorielle"	janvier 1997	avril 1999	Gouvernement colombien
COL/98/S03 – Accord CEPALC- ILPES/Région de Tolima (Colombie)	janvier 1998	juillet 1998	Gouvernement colombien
FRA/96/S11 - Programme de coopération CEPALC/ ILPES/ CELADE/IIAP (1996) (Phase XI)	juin 1996	décembre 1997	Gouvernement français

Titre du projet	Date de commencement	Date d'achèvement	Source de financement
FRG/95/S80 - Réformes du financement des régimes de santé en Amérique latine et dans les Caraïbes	août 1995	juin 1998	Gouvernement allemand
FRG/98/S41 - Réformes du financement des régimes de santé en Amérique latine et dans les Caraïbes (Phase II)	novembre 1998	octobre 2000	Gouvernement allemand
FRG/95/S95 - Coopération technique visant à améliorer l'approvisionnement en pétrole en Amérique centrale (Phase VI)	août 1995	décembre 1999	Gouvernement allemand
FRG/96/S38 - Politiques visant à améliorer la qualité, l'efficacité et la pertinence de la formation technique et professionnelle en Amérique latine et dans les Caraïbes	novembre 1996	avril 1999	Gouvernement allemand
FRG/96/S48 - OLADE/CEPALC/ GTZ - L'énergie et le développement économique en Amérique latine et aux Caraïbes (Phase II)	novembre 1996	octobre 1998	Gouvernement allemand
FRG/98/S20 - OLADE/CEPALC/ GTZ L'énergie et le développement économique en Amérique latine et aux Caraïbes (Phase III)	juin 1998	novembre 2000	Gouvernement allemand
FRG/97/S26 - Introduction aux concepts d'entretien des routes en Amérique latine et dans les Caraïbes (Phase IV)	juin 1997	juin 2000	Gouvernement allemand
FRG/97/S51 - Voies à péage dans plusieurs villes latino-américaines	juillet 1997	juin 2000	Gouvernement allemand
FRG/97/S70 - Options de politiques propres à stimuler le développement du marché foncier agricole afin de faciliter le transfert de terres aux petits exploitants	avril 1997	septembre 1999	Gouvernement allemand
FRG/97/S19 - Réforme de la gestion de la politique sociale en Amérique latine et aux Caraïbes	mars 1997	février 1999	Gouvernement allemand
FRG/98/S10 - Fonds de pension et de retraite	juin 1998	juin 2000	Gouvernement allemand
FRG/98/S111 - Décentralisation et promotion du développement économique en Amérique latine et dans les Caraïbes: expériences et leçons de politiques	avril 1998	mars 2000	Gouvernement allemand

Titre du projet	Date de commencement	Date d'achèvement	Source de financement
FRG/98/S24 - Exigences institutionnelles de structures orientées vers le marché en Amérique latine et dans les Caraïbes (Phase II)	mars 1998	février 2000	Gouvernement allemand
FRG/99/S64 - Institutionnalisation des critères de sexospécificité à la CEPALC et dans les ministères sectoriels de la région	juin 1999	mai 2001	Gouvernement allemand
FRG/99/S114 - Développement et équité sociale en Amérique latine et dans les Caraïbes (Phase I)	juin 1999	juillet 2000	Gouvernement allemand
HOL/96/S14 - Assistance aux Etats membres de la CEPALC et à d'autres pays non indépendants des Caraïbes en vue de l'établissement de rapports institutionnels et la prestation de services de la part du système des Nations Unies et d'autres organismes intergouvernementaux	juillet 1996	juin 1999	Gouvernement des Pays-Bas
HOL/96/S34 - Croissance, emploi et équité: l'Amérique latine et les Caraïbes dans les années 90	décembre 1996	juin 1999	Gouvernement des Pays-Bas
HOL/97/103 - Analyse simultanée des objectifs d'atténuation de la pauvreté et d'amélioration de la répartition du revenu dans les pays latino-américains	novembre 1997	novembre 1999	Gouvernement des Pays-Bas
HOL/97/108 - Politiques financières propres à accroître l'épargne et promouvoir l'équité	janvier 1998	janvier 2000	Gouvernement des Pays-Bas
HOL/97/S43 - Politique budgétaire, efficacité et équité en Amérique latine et dans les Caraïbes	avril 1997	avril 1999	Gouvernement des Pays-Bas
HOL/97/S75 - Une stratégie de développement fondée sur des complexes productifs ("clusters"), basés sur des ressources naturelles: conséquences en termes de croissance, de distribution et d'environnement	avril 1997	avril 1999	Gouvernement des Pays-Bas
HOL/97/S76 - Envoi de fonds et économie familiale (Phase II)	juillet 1997	juillet 1999	Gouvernement des Pays-Bas
HOL/97/S86 - Programme régional pour le développement du commerce des services en Amérique centrale	septembre 1997	mars 1999	Gouvernement des Pays-Bas

Titre du projet	Date de commencement	Date d'achèvement	Source de financement
HOL/97/S93 - Les petites et moyennes industries en Amérique latine et aux Caraïbes et la compétitivité internationale	juin 1997	mai 2000	Gouvernement des Pays-Bas
HOL/99/S117 – Amélioration de la méthodologie pour évaluer les dommages afin de promouvoir des façons de mitiger les catastrophes naturelles et la compréhension et préparation en matière de réduction des risques en Amérique latine et dans les Caraïbes	juillet 1999	avril 2000	Gouvernement des Pays-Bas
ITA/91/S106 – Formation de ressources humaines en matière de planification du développement économique et social en Amérique latine (ILPES) (Phase II)	janvier 1995	juin 1999	Gouvernement italien
ITA/95/S71 – Gestion urbaine dans certaines villes intermédiaires d'Amérique latine	janvier 1995	mars 1998	Gouvernement italien
ITA/99/S118 – Stratégies de gestion urbaine et mécanismes de développement durable en Amérique latine et dans les Caraïbes	juin 1999	mai 2002	Gouvernement italien
JAP/99/S91 – Politiques du Chili en matière de capitaux étrangers, en particulier en termes de provisions	mars 1999	septembre 1999	Gouvernement italien
JAP/99/S96 – Le régionalisme en Asie et en Amérique latine : un examen comparatif des expériences régionales	mars 1999	juin 1999	Organisation du commerce extérieur du Japon (JETRO)
JAP/99/S99 – Changements dans le réaménagement industriel et la compétitivité internationale des principaux pays d'Amérique latine dans les années 90: analyse comparative	mars 1999	juin 1999	Organisation du commerce extérieur du Japon (JETRO)
JAP/99/026- Prise de conscience des citoyens quant à la formulation de politiques visant à lutter contre la pollution dans les principales villes d'Amérique latine	mai 1999	novembre 2000	Gouvernement du Japon

Titre du projet	Date de commencement	Date d'achèvement	Source de financement
JAP/96/S01 – Etude comparative des stratégies de développement de certains pays de l'Est de l'Asie et d'Amérique latine, en particulier sur le plan des politiques commerciales et industrielles, dans le contexte du nouveau système commercial international	janvier 1997	juin 1998	Gouvernement du Japon
JAP/97/S102 - Expert en politique budgétaire	septembre 1997	mars 2000	Organisation du commerce extérieur du Japon (JETRO)
MEX/96/Sxx – Accord CEPALC/SEMARNAP (Secrétariat de l'environnement, des ressources naturelles et de la pêche du Mexique)	janvier 1997	décembre 1998	Gouvernement mexicain
PAR/90/S92 - Projet de coopération technique visant à améliorer la comptabilité nationale au Paraguay	novembre 1990	décembre 1999	Gouvernement du Paraguay
SWE/95/S61 - Soutien et promotion des politiques sociales moyennant la réforme du secteur public et l'amélioration de l'équité en Amérique latine et aux Caraïbes	juillet 1995	juin 1999	Agence suédoise de développement international (ASDI)
SWE/96/S74 - Etude détaillée de l'évolution récente de l'économie cubaine	avril 1996	décembre 1997	ASDI, Suède
SWE/99/S88 – Accord avec le Partenariat mondial pour l'eau	décembre 1998	décembre 2000	ASDI, Suède
SWE/99/ - Actualisation de l'étude sur l'économie cubaine : réformes structurelles et performance dans les années 90	juillet 1999	janvier 2000	ASDI, Suède
UAC/94/S09 – Accord CEPALC/ILPES/Université australe du Chili	janvier 1994	décembre 1998	Université australe du Chili
UBB/95/S97 – Accord CEPALC/ILPES/Université du Bío-Bío du Chili	décembre 1994	juin 1999	Université du Bío-Bío du Chili
UDA/95/S84 – Accord CEPALC/ILPES/Université d'Antioquia de Colombie	août 1995	juin 1999	Université d'Antioquia de Colombie
UDV/95/S46 – Accord CEPALC/ILPES/Université del Valle de Colombie	janvier 1995	décembre 1998	Université del Valle de Colombie

Titre du projet	Date de commencement	Date d'achèvement	Source de financement
UMC/94/S23 – Accord CEPALC/ILPES/Université du Magdalena de Santa Marta de Colombie	septembre 1994	décembre 1997	Université du Magdalena de Santa Marta de Colombie
URU/93/S73 – Accord CEPALC/Gouvernement de l'Uruguay "Coopération économique et sociale"(Phase II)	janvier 1994	décembre 1999	Gouvernement uruguayen
URU/96/S50 – Accord CEPALC/Ministère de l'éducation et de la culture (INJU) "Étude des comportements et des attitudes des jeunes dans l'étape de transition vers l'âge adulte"	août 1996	décembre 1999	Gouvernement uruguayen

RÉUNIONS ORGANISÉES PAR LE SYSTÈME DE LA CEPALC

Nom	Date	Lieu	Sous-programme et organismes concernés
1998			
Rencontres sur l'état des recherches en sciences de l'information en Amérique latine	8-9 janvier 30-31 mars	Santiago Panama	CLADES/Corporation d'études des sciences de l'information et bibliotechnologie(CECIB) CLADES/Institut Smithsonian de recherches tropicales
Réunions du projet CEPAL/GTZ FRG/97/S19 " Réforme de la gestion de la politique sociale en Amérique latine et aux Caraïbes	8-9 janvier 1-3 avril 10-14 août 5-8 octobre 1-3 décembre	Santiago	Développement social et équité
Séminaire sur la théorie démocratique et la participation des femmes en politique dans le cas du Chili	21 janvier	Santiago	Intégration des femmes au développement
Séminaire "Régulation et supervision des conglomerats financiers: expériences récentes en Amérique latine", dans le cadre du projet RLA/92/003 "Politiques financières en vue de la transformation du processus de production dans un climat d'équité	22-23 janvier	Mexico	Financement du développement/Centre d'études monétaires latino-américaines (CEMLA)
Dixième séminaire régional de politique budgétaire	26-28 janvier	Santiago	Equilibre macroéconomique, investissement et financement/FMI/Banque mondiale/BID/Ministère des finances du Chili
Atelier sur l'évaluation de la gestion des dépenses publiques	29 janvier	Santiago	Equilibre macroéconomique, investissement et financement /BID/ IPEA/Secrétariat de la planification du Brésil (SEPLAN)
Présentation des résultats de l'étude de pré-faisabilité aux directeurs généraux des hydrocarbures, aux ministres responsables du secteur et aux entreprises privées	3-4 février	Mexico	Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale

Nom	Date	Lieu	Sous-programme et organismes concernés
Deuxième atelier sur la participation privée d'entités d'eau potable et d'assainissement des Amériques	3-7 février	San José, Costa Rica	La pérennité de l'environnement et des ressources foncières/ American Society of Civil Engineers
Séminaire-atelier ZOPP; méthodologie de planification des projets	5-6 février	Mexico	Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale
Séminaire de discussion sur "Les hommes et leurs histoires: restructuration et masculinité au Mexique"	11 mars	Santiago	Intégration des femmes au développement/ILPES
Réunion sur l'ouverture et l'intégration	19-20 mars	Santiago	Transports/Ministère des transports et des télécommunications du Chili
Réunion technique de coordinateurs d'information et créateurs de bases de données	23 mars	Port-of-Spain	Activités sous-régionales dans les Caraïbes
Atelier "Comment combler l'écart technologique? Restructuration productive et modernisation institutionnelle viti-vinicole au Chili et en Argentine dans les années 80 et 90"	24 mars	Santiago	Développement de la production de la technologie et des entreprises
Atelier sur les conglomérats économiques et la petite et moyenne entreprises (PME), organisé dans le cadre de l'accord CEPALC/SERCOTEC (Service de coopération technique du Chili)	25 mars	Santiago	Développement de la production, de la technologie et des entreprises
Séminaire-atelier de formation sur la gestion de l'information, tenu lors du IVe Congrès régional d'information sur la santé en Amérique latine. Présentation de l'exposé "Le leadership en tant que facteur essentiel de l'avenir professionnel de l'information dans et hors du cyberspace"	25-27 mars	San José, Costa Rica	CLADES/OPS/Centre latino-américain et des Caraïbes de l'information en matière de santé(BIREME)/Brésil
Premier atelier régional sur la planification et le développement d'enquêtes sur les ménages mesurant les conditions de vie, dans le cadre du MECOVI (Programme d'amélioration des enquêtes et la mesure des conditions de vie en Amérique latine et dans les Caraïbes)	1-3 avril	Aguascalientes, Mexique	Statistiques et projections économiques/BID/Banque mondiale/Institut national de statistiques, géographie et informatique (INEGI) du Mexique

Nom	Date	Lieu	Sous-programme et organismes concernés
Atelier sur la consolidation budgétaire municipale et la décentralisation au Chili dans le cadre du projet CEPAL/GTZ FRG/98/S111 "Décentralisation et promotion du développement économique en Amérique latine et dans les Caraïbes: expériences et leçons de politiques"	16 avril	Santiago	Equilibre macroéconomique, investissement et financement
Atelier sur la comptabilité environnementale et économique intégrée	20-24 avril	Santiago	Statistiques et projections économiques
Atelier sur l'emploi et l'équité dans le cadre du projet HOL/96/S34 "Croissance, emploi et équité: l'Amérique latine et les Caraïbes dans les années 90"	22-24 avril	Santiago	Equilibre macroéconomique, investissement et financement
Atelier sur l'investissement dans le cadre du projet HOL/96/S34 "Croissance, emploi et équité: l'Amérique latine et les Caraïbes dans les années 90"	27-28 avril	Santiago	Equilibre macroéconomique, investissement et financement
Séminaire sur la qualité des carburants dans le cadre du projet CEPAL/GTZ FRG/95/S95 "Coopération technique visant à améliorer l'approvisionnement en pétrole en Amérique centrale"	11-12 mai	Texas, Etats-Unis	Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale
Séminaire sur les systèmes nationaux d'investissement public de banques de projets	13-14 mai	Caracas	Gestion stratégique et réforme de l'Etat/Bureau central de coordination et de planification (CORDIPLAN) du Venezuela
Réunion du Groupe d'experts sur les statistiques de la pauvreté	13-15 mai	Rio de Janeiro	Statistiques et projections économiques/Institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE)
Séminaire sur la réforme éducationnelle au Chili : perspective de cinq ministres	18 mai	Santiago	Développement social et équité/BID
Lancement du livre "Gestión ambientalmente adecuada de residuos sólidos. Un enfoque de política integral" (LC/L.1095)	25 mai	Santiago	Pérennité de l'environnement et des ressources foncières
Séminaire sur l'insertion économique internationale de la Communauté andine. Présentation d'un document sur la mondialisation, le multilatéralisme et le régionalisme, et préparation du rapport final du séminaire comme matériel de base pour définir la stratégie des relations extérieures de la Communauté andine	26 mai	Santafé de Bogota	Intégration, régionalisme ouvert et coopération régionale/ Secrétariat général de la Communauté andine/ Bureau de la CEPALC à Bogota

Nom	Date	Lieu	Sous-programme et organismes concernés
Réunion de réflexion sur l'agriculture en Amérique latine où ont été abordés différents thèmes liés à l'interprétation du développement sectoriel agricole après la décennie 80	26-27 mai	Washington, D.C.	Développement de la production, de la technologie et des entreprises
Séminaires "Qualification et formation professionnelles :facteurs clés d'une restructuration productive efficiente et équitable" dans le cadre du projet commun CEPAL/GTZ FRG/96/S38 "Politiques visant à améliorer la qualité, l'efficience et la pertinence de la formation technique et professionnelle en Amérique latine et dans les Caraïbes"	27-28 mai 29 mai	Sao Paulo Rio de Janeiro	Développement de la production, de la technologie et des entreprises
Réunion régionale de jeunes d'Amérique latine et des Caraïbes en préparation du IIIe Forum mondial de la jeunesse	1-3 juin	Santiago	Développement social et équité/Unesco/ Organisation ibéro-américaine de la jeunesse(OIJ)/Forum latino-américain de la jeunesse (FLAG)/Fonds des Nations Unies pour la jeunesse/FNUAP
Atelier de préparation de la quatrième Réunion des responsables gouvernementaux de la politique commerciale	3 juin	Buenos Aires	Insertion internationale, compétitivité et spécialisation productive/ FLACSO
Séminaire de formation de nouveaux leaders en gestion de l'information	5 juin	Sao Paulo	CLADES/Fédération d'étudiants de l' Escola de Artes da Comunicação de l'Université de Sao Paulo
Réunion sur le développement rural lié à certaines villes intermédiaires	11 juin	Santiago	Développement de la production, de la technologie et des entreprises
Réunion sur l'analyse des résultats du programme de comparaison internationale des prix en Amérique latine	11-12 juin	Santiago	Statistiques et projections économiques/Banque mondiale
Réunions mixtes du Bureau des petits Etats insulaires en développement et le groupe de collaboration interinstitutions	15-16 juin 6 novembre	Port-of-Spain	Activités sous-régionales dans les Caraïbes
Séminaire international sur les modèles et les politiques de développement. Hommage à Anibal Pinto	22 juin	Rio de Janeiro	Equilibre macroéconomique, investissement et financement /Bureau de la CEPALC à Brasília/Banque nationale du développement économique et sociale (BNDES)

Nom	Date	Lieu	Sous-programme et organismes concernés
Lancement du livre "Ciudades intermedias en América Latina y el Caribe: propuesta para la gestión urbana", dans le cadre du projet ITA/95/S71 "Gestion urbaine dans certaines villes intermédiaires d'Amérique latine"	25 juin	Rome	La Pérennité de l'environnement et des ressources foncières/ Ministère des affaires étrangères d'Italie
Séminaire-atelier de formation sur la qualité totale dans la gestion du gouvernement local, tenu à la Municipalité de Cerro Navia	13, 15, 16 y 20 juillet	Santiago	CLADES
Sixième Réunion des institutions spécialisées et d'autres organisations du système des Nations Unies sur la promotion des femmes en Amérique latine et dans les Caraïbes	15 juillet	Santiago	Intégration des femmes au développement
Réunion du projet DOM/98/003 « Rapport national sur le développement humain en République dominicaine »	20-23 juillet	Saint-Domingue	Développement social et équité/PNUD
Atelier « Municipalité et drogue » organisé dans le cadre du projet CEPALC/Ministère de l'intérieur CHI/98/S33 "Diagnostic, évaluation et projection de la gestion du CONACE (phaseII) »	24 juillet	Santiago	Développement social et équité
Réunion sur les fonds de concours en recherche agricole	28-29 juillet	Santiago	Développement de la production, de la technologie et des entreprises/Institut de recherche agricole(INIA)/ PROCISUR (Programme commun pour le développement technologique agricole du cône sud)
Séminaire-atelier de formation sur les stratégies de recherche et de saisie de l'information sur Internet, tenu à l'Université nationale de Cuyo	29-31 juillet	Mendoza	CLADES
Séminaire "Politiques commerciales et industrielles dans l'Est de l'Asie et en Amérique latine dans le contexte du système international de commerce"	11-12 août	Santiago	Insertion internationale, compétitivité et spécialisation productive
Réunion des Secrétariats des organismes d'intégration et de coopération d'Amérique latine et des Caraïbes	19 août 12 novembre	Santiago Lima	Intégration, régionalisme ouvert et coopération régionale

Nom	Date	Lieu	Sous-programme et organismes concernés
Atelier régional sur la pauvreté	24 août-4 septembre	Aguascalientes, Mexique	Statistiques et projections économiques/Institut national de statistique, géographie et informatique(INEGI) du Mexique
Séminaire "Réformes sectorielles, marché de l'emploi et gestion des ressources humains dans le secteur santé" Présentation de la recherche "Infirmières universitaires des hôpitaux publics et de cliniques privées: perception de leur situation en termes d'emploi" et de l'étude "Pour de nouvelles règles du jeu: les engagements de gestion dans le secteur santé du Costa Rica d'un point de vue comparatif" (LC/L.1135)	27 août	Santiago	Développement social et équité/Ministère de la santé du Chili
Quatrième réunion des responsables gouvernementaux de la politique commerciale de l'Amérique latine et des Caraïbes	27-28 août	Santiago	Insertion internationale, compétitivité et spécialisation productive/ALADI/SELA
Réunion du Groupe d'expertes sur les mécanismes nationaux chargés de l'égalité entre les sexes et la promotion de la femme. Présentation du document "Institucionalidad de la equidad de género en el Estado: un diagnóstico para América Latina y el Caribe" (LC/R.1837)	31 août-4 septembre	Santiago	Intégration des femmes au développement/Division de la promotion de la femme des Nations Unies
Réunions d'experts chargés d'analyser la situation du transport maritime régional à la lumière de la mondialisation et de l'intégration verticale des services	août septembre octobre	Santiago La Havane Miami	Transports
Conférence sur les réformes structurelles et l'emploi féminin au Brésil: réalités et perspectives, présentée par Lena Levinas, coordinatrice du module "Marché de l'emploi" dans le cadre du projet FRG/98/S24 "Exigences institutionnelles de structures orientées vers le marché en Amérique latine et dans les Caraïbes (phase II)"	3 septembre	Santiago	Développement social et équité
Séminaire sur la macroéconomie et la pauvreté	8 septembre	Santiago	Equilibre macroéconomique, investissement et financement/ PNUD
Troisième réunion du projet régional "Dépenses sociales et l'initiative 20/20" (RLA/97/019 "Equité et politiques macro-économiques"). Intervention sur l'ampleur, les tendances et les caractéristiques des dépenses sociales dans les années 90	9-11 septembre	Santiago	Développement social et équité/PNUD/ FISE

Nom	Date	Lieu	Sous-programme et organismes concernés
Forum économique de Brasilia(BEF) versions I à IV	23 septembre 23 novembre 17 décembre	Brasilia	Equilibre macroéconomique, investissement et financement/Bureau de la CEPALC à Brasilia
Réunion d'experts sur le rapport entre la petite et moyenne entreprise et le secteur exportateur	24 septembre	Mexico	Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale
Séminaire régional "L'entraînement et la formation en Amérique latine et dans les Caraïbes : diagnostics et propositions dans le cadre du projet commun CEPAL/GTZ FRG/96/S38 "Politiques visant à améliorer la qualité, l'efficacité et la pertinence de la formation technique et professionnelle en Amérique latine et dans les Caraïbes"	28-29 septembre	Santiago	Développement de la production, de la technologie et des entreprises
Séminaire sur "Le potentiel de développement des relations interindustrielles dans le secteur laitier", dans le cadre du projet HOL/97/S75 "Une stratégie de développement fondée sur des complexes productifs ("clusters"), basés sur des ressources naturelles: conséquences en termes de croissance, de distribution et d'environnement"	6-7 octobre	Santiago	Développement de la production, de la technologie et des entreprises
Séminaire sur la population et le logement dans les établissements précaires (Livre N° 299 publié conjointement avec la Division technique d'étude et de développement du logement du Ministère du logement et de l'urbanisme (MINVU) du Chili)	8 octobre	Santiago	Population et développement/MINVU
Séminaire-atelier sur la série de recensements 2000 pour les Instituts de statistique d'Amérique latine. Ce séminaire a réuni la plupart des directeurs d'Instituts de statistique afin d'analyser les volets techniques et de fond de la prochaine série de recensements	13-16 octobre	Santiago	Population et développement
Table ronde CEPALC/Union européenne sur la coordination des politiques macroéconomiques nationales : l'expérience européenne et sa pertinence pour l'Amérique latine	20 octobre	Santiago	Equilibre macroéconomique, investissement et financement

Nom	Date	Lieu	Sous-programme et organismes concernés
Séminaire international "Abandon et rétention scolaire : progrès et propositions. Interventions : "Abandon scolaire dans l'enseignement secondaire et son incidence sur les possibilités d'insertion au marché de l'emploi et d'accès au bien-être » et « Evaluation de programmes nutritionnels : leçons de l'expérience"	29-30 octobre	Santiago	Développement social et équité/Conseil national d'aide scolaire et de bourses (JUNAEB)/Ministère de l'éducation publique du Chili/Unesco
Séminaire sur la convergence des processus hémisphériques d'intégration. Présentation d'un document sur les asymétries et les convergences de l'intégration économique en Amérique latine et dans les Caraïbes (chapitre VI du <i>Panorama de la inserción internacional de América Latina y el Caribe. Edition 1998</i>).	10 novembre	Santiago	Intégration, régionalisme ouvert et coopération régionale
Deuxième Atelier régional du Programme MECOVI sur la mesure du revenu dans les enquêtes sur les ménages	10-13 novembre	Buenos Aires	Statistiques et projections économiques/Institut national des statistiques et des recensements (INDEC) d'Argentine
Atelier sur la production d'indicateurs environnementaux sur les terres/sols	11-13 novembre	Santiago	Statistiques et projections économiques/Institut de statistiques, géographie et informatique (INEGI) du Mexique
Réunion d'experts sur les incitations fiscales, l'épargne et l'investissement en Amérique centrale	12-13 novembre	Mexico	Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale
Troisième atelier de responsables d'organismes de bassins d'Amérique latine et des Caraïbes	16-18 novembre	Buenos Aires	Pérennité de l'environnement et des ressources foncières/ Commission des ressources hydriques et Commission d'écologie et du développement humain du Sénat argentin/Délégation régionale pour le cône sud du Ministère français des affaires étrangères
Réunion sous-régionale visant à analyser et évaluer la mise en œuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement	17-18 novembre	Trinité-et-Tobago	Activités sous-régionales dans les Caraïbes

Nom	Date	Lieu	Sous-programme et organismes concernés
Première séance parlementaire latino-américaine sur les politiques hydriques	18-19 novembre	Buenos Aires	Pérennité de l'environnement et des ressources foncières/ Sénat argentin/Conseil fédéral d'investissements/Parlement latino-américain/Secrétariat des ressources naturelles et du développement durable d'Argentine
Atelier de travail "Vulnérabilité, actifs et exclusion sociale"	19-20 novembre	Montevideo	Développement social et équité/Bureau régional de la CEPALC à Montevideo/ Bureau régional de l'OIT pour l'Amérique latine/ Fondation Ford
Séminaire sur la mise en valeur des ressources forestières et le développement d'industries connexes	19-20 novembre	Santiago	Développement de la production, de la technologie et des entreprises
Conférence de presse et Séminaire technique "L'éducation au Chili: où se situe-t-elle par rapport à l'Amérique latine?" et lancement au niveau régional de la publication "Education at a glance: OECD indicators 1998"	23 novembre	Santiago	Développement de la production, de la technologie et des entreprises/ Organisation de la coopération et du développement économiques (OCDE)
Réunion sous-régionale sur le pacte budgétaire: points forts, points faibles, enjeux – Les expériences des Caraïbes	23 novembre	Trinité-et-Tobago	Activités sous-régionales dans les Caraïbes
Séminaire régional sur la comptabilité nationale	23-27 novembre	Rio de Janeiro	Statistiques et projections économiques/Institut brésilien de géographie et de statistiques (IBGE)/Division de statistique des Nations Unies
Ateliers de financement municipal dans le cadre du projet CEPAL/GTZ FRG/98/S111 "Décentralisation et promotion du développement économique en Amérique latine et dans les Caraïbes: expériences et leçons de politiques"	24 novembre y 18 décembre	Santiago	Equilibre macroéconomique, investissement et financement
Réunion d'experts sur l'incidence des réformes structurelles et des politiques macroéconomiques sur le secteur sylvicole et agricole en Amérique latine	26-27 novembre	Santiago	Développement de la production, de la technologie et des entreprises

Nom	Date	Lieu	Sous-programme et organismes concernés
Réunion "Mercosur social". Analyse de l'avant-projet « Le développement humain dans le Mercosur : un observatoire social »	30 novembre	Santiago	Développement social et équité/PNUD
Réunion régionale sur la contribution des océans au développement durable de la région	30 novembre-3 décembre	Santiago	La pérennité de l'environnement et des ressources foncières /Sous-secrétariat de la Marine du Chili
Séminaire sur les recensements de la population et du logement de l'an 2000	2-4 décembre	Trinité-et-Tobago	Activités sous-régionales dans les Caraïbes
Seizième séance plénière du Conseil des Caraïbes pour la science et la technologie(CCST)	10-11 décembre	Barbade	Activités sous-régionales dans les Caraïbes
Réunion du Bureau élargi du Comité spécial sur la population et le développement de la CEPALC. Présentation du document "América Latina y el Caribe: examen y evaluación de la ejecución del Programa de Acción de la Conferencia Internacional sobre la Población y el Desarrollo (LC/DEM/G.184)"	14-15 décembre	Santiago	Population et le développement
<u>1999</u>			
Séminaire-atelier "Marché de l'emploi et gestion des ressources humaines en infirmerie: le cas de la région métropolitaine de Santiago"	6 janvier	Santiago	Développement social et équité/ Ministère de la santé publique/ Institut de sociologie de l'Université catholique du Chili/ OPS/OMS
Séminaire sous-régional sur "Le pacte budgétaire »	11 janvier	Guatemala	Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale
Séminaire-atelier de formation en formulation de projets d'information pour organisations d'Amérique latine et des Caraïbes	11-15 janvier	Santiago	CLADES
Séminaire national du Guatemala sur "Le Pacte budgétaire"	12 janvier	Guatemala	Activités sous-régionale au Mexique et en Amérique centrale
Réunions interinstitutions préparatoires de la Rencontre de jeunes d'Amérique latine et des Caraïbes	13 janvier 7 juillet 5 août 18 août 30 août 30 septembre 30 octobre	Santiago	Développement social et équité

Nom	Date	Lieu	Sous-programme et organismes concernés
Séminaire "Femme, système juridique et égalité. Guide de monitoring"	25 janvier	Santiago	Intégration des femmes au développement
Onzième Séminaire régional de politique budgétaire	25-28 janvier	Brasilia	Equilibre macroéconomique, investissement et financement
Séminaire sur les indicateurs de sexospécificité pour le suivi et l'évaluation du Programme d'action en faveur des femmes d'Amérique latine et des Caraïbes, 1995-2001 et le Programme d'action de Beijing	28 janvier	Santiago	Intégration des femmes au développement
Séminaire sur l'économie énergétique et présentation de deux exposés sur ce sujet	1-5 février	Tegucigalpa	Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale
Réunion d'experts en tourisme dans l'Isthme d'Amérique centrale et en République dominicaine, dans le cadre du projet HOL/97/S86 "Programme régional pour le développement du commerce des services en Amérique centrale"	25-26 février	Mexico	Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale
Séminaire de chercheurs en sciences de l'information, tenu à l'Université d'Antioquia	18-21 mars	Medellín, Colombie	CLADES
Réunions avec l'Institut des Nations Unies pour la formation professionnelle et la recherche (UNITAR) afin de préparer des activités communes dans la mise en œuvre du Chapitre 19 d'Action 21 sur la gestion intégrée de produits chimiques toxiques	19-23 mars	Genève	Pérennité de l'environnement et des ressources foncières
Réunion des Directeurs de statistique des Amériques	24-26 mars	Santiago	Statistiques et projections économiques
Atelier « L'Amérique latine : au seuil d'une nouvelle crise ? »	30 mars	Santiago	Développement social et équité/PNUD/BID/FLACSO
Deuxième Réunion du Comité technique interinstitutions du Forum des Ministres de l'environnement d'Amérique latine et des Caraïbes	7-8 avril	Santiago	Pérennité de l'environnement et des ressources foncières
Réunion d'experts sur la mondialisation dans les économies paysannes d'Amérique centrale: répercussions sociales et technologie	8 avril	Mexico	Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale
Réunion d'experts sur la mondialisation dans les économies paysannes d'Amérique centrale: répercussions institutionnelles et organisationnelles	9 avril	Mexico	Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale

Nom	Date	Lieu	Sous-programme et organismes concernés
Deuxième Séminaire technique sur les indices des prix à la consommation	21-23 avril	Santiago	Statistiques et projections économiques/Institut national de statistique du Chili
Séminaire "Travail, égalité entre les sexes et développement : l'OIT à l'horizon 2000. Politiques et stratégies actuelles de la prise en compte de la dimension femmes »	29 avril	Santiago	Intégration des femmes au développement/OIT
Séminaire "Le développement de l'Amérique latine et des Caraïbes vu par la CEPALC", pour éditeurs économiques de principaux médias présents en Amérique latine et dans les Caraïbes Présentation du <i>Panorama social de América Latina, Edición 1998</i>	3 mai	Santiago	Développement social et équité
Atelier sur la croissance, l'emploi et l'équité dans le cadre du projet HOL/96/S34 "Croissance, emploi et équité: l'Amérique latine et les Caraïbes dans les années 90"	7 mai	Santiago	Equilibre macroéconomique, investissement et financement
Atelier de constitution de l'Observatoire national de ressources humaines dans le secteur santé au Chili	13-14 mai	Santiago	Equilibre macroéconomique, investissement et financement /Département des ressources humaines du Ministère de la santé publique/OPS
Première et deuxième réunions à l'échelon technique de la CEPAL/CDCC préparatoire de l'examen à mi-chemin de la mise en œuvre du Programme d'action de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes	13-14 mai 20-21 mai	Kingston, Jamaïque Port-of-Spain	Activités sous-régionales dans les Caraïbes
Atelier de travail "Concepts et méthodologies dans l'étude des clusters"	17-18 mai	Santiago	Développement de la production, de la technologie et des entreprises
Réunion interministérielle d'analyse et de diffusion du rapport final du projet CEPALC-Ministère de l'intérieur du Chili CHI/98/S33 "Diagnostic, évaluation et projection de la gestion du CONACE (Phase II)"	19 mai	Santiago	Développement social et équité
Troisième atelier régional du Programme MECOVI sur la mesure des dépenses dans les enquêtes sur les ménages	20-28 mai	Aguascalientes, Mexique	Statistiques et projections économiques/INEGI du Mexique

Nom	Date	Lieu	Sous-programme et organismes concernés
Atelier sur la technologie du commerce électronique de l'information statistique par Internet	24-28 mai	Santiago	Statistiques et projections économiques / Union internationale des télécommunications (UIT)
Atelier pour mettre au point un plan international de recherches sur l'eau dans l'Altiplano	26-28 mai	Arica, Chili	Pérennité de l'environnement et des ressources foncières/ Centre de recherches pour le développement international (CRDI)
Septième Réunion des institutions spécialisées et d'autres organisations du système des Nations Unies sur la promotion des femmes en Amérique latine et dans les Caraïbes	2 juin	Curaçao	Intégration des femmes au développement
Réunions d'experts sur l'utilisation productive des envois de fonds au Honduras, à El Salvador, au Nicaragua et au Guatemala	8 juin 11 juin 5-6 juillet 7-10 juillet	Tegucigalpa San Salvador Managua Guatemala	Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale
Forum économique de Brasilia (BEF) version IV	10 juin	Brasilia	Equilibre macroéconomique, investissement et financement/ Bureau de la CEPALC à Brasilia
Séminaire sur les aspects juridiques du transport maritime	23-25 juin 30 juin-2 juillet	Santiago	Transports/Université del Mar/Association TRAINMAR Amérique du sud (ATAS)
Séminaire "La concession des services publics et la protection et promotion des investissements étrangers	1-2 juillet	Buenos Aires	Pérennité de l'environnement et des ressources foncières/Conseil argentin pour les relations internationales (CAR)
Réunion spéciale du Comité consultatif du Système régional d'information des Caraïbes	2 juillet	Port-of-Spain	Activités sous-régionales dans les Caraïbes/CARICOM
Séminaire "Formation pour affronter les enjeux de l'ouverture économique et la restructuration des entreprises" dans le cadre du projet commun CEPAL/GTZ FRG/96/S38 "Politiques visant à améliorer la qualité, l'efficacité et la pertinence de la formation technique et professionnelle en Amérique latine et dans les Caraïbes"	15-16 juillet	Mexico	Développement de la production, de la technologie et des entreprises/Réseau latino-américain d'éducation et de travail (RET)/Conseil de normalisation et de certification d'aptitude professionnelle (CONOCER) du Mexique
Séminaire sur la participation et l'égalité entre les sexes en Amérique latine et dans les Caraïbes : indicateurs de suivi	19 juillet	Santiago	Intégration des femmes au développement

Nom	Date	Lieu	Sous-programme et organismes concernés
Réunion du Comité consultatif dans le cadre du projet HOL/96/S34 "Croissance, emploi et équité: l'Amérique latine et les Caraïbes dans les années 90"	22-23 juillet	Santiago	Equilibre macroéconomique, investissement et financement
Atelier sur la croissance, l'emploi et l'équité : coordination et tâches à accomplir dans le cadre du projet HOL/96/S34 "Croissance, emploi et équité: l'Amérique latine et les Caraïbes dans les années 90"	26-27 juillet	Santiago	Equilibre macroéconomique, investissement et financement
Séminaire "Politiques de logements sociaux en Amérique latine", module d'accès au financement, dans le cadre du projet FRG/98/S24 "FRG/98/S24 « Exigences institutionnelles de structures orientées vers le marché en Amérique latine et dans les Caraïbes (phase II) »	3 août	Santafé de Bogota	Financement du développement/Chambre de commerce de Bogota
Atelier "Réforme, modernisation et commerce extérieur des services de santé"	3 août	Santiago	Développement social et équité/OPS/OMS
Deuxième rencontre latino-américaine d'institutions chargées de la supervision, du contrôle et de la réglementation du transport	10-12 août	Santiago	Transports
Séminaire sur le « Changement climatique »	11-13 août		Pérennité de l'environnement et des ressources foncières/Gouvernement du Mexique/PNUD
Journée d'analyse économique appliquée à l'Argentine, à l'occasion du 25e anniversaire du Bureau de la CEPALC à Buenos Aires	12 août	Buenos Aires	Equilibre macroéconomique, investissement et financement
Réunion mixte du Bureau des petits Etats insulaires en développement et le groupe de collaboration interinstitutions	14 août	Port-of-Spain	Activités sous-régionales dans les Caraïbes
Premier séminaire-atelier régional sur la gestion des connaissances par le biais des sites web	23-27 août	Santiago	CLADES
Réunion sous-régionale des Caraïbes pour analyser le degré d'application du Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social	2 septembre	Port-of-Spain	Activités sous-régionales dans les Caraïbes
Réunion sur des aspects associés à l'Année internationale des personnes âgées	3 septembre	Port-of-Spain	Activités sous-régionales dans les Caraïbes

Nom	Date	Lieu	Sous-programme et organismes concernés
Séminaire "Développement de l'emploi non agricole"	6-8 septembre	Santiago	Développement de la production, de la technologie et des entreprises/FAO/BID/ Réseau international de méthodologie de recherche de systèmes de production (RIMISP)
Rencontre latino-américaine et des Caraïbes sur les personnes âgées	8-10 septembre	Santiago	Population et développement/ FNUAP/OPS
Séminaire latino-américain et des Caraïbes "Société civile : contribution au développement de ses personnes âgées"	8-10 septembre	Santiago	Population et développement/ Réseau de Programmes pour personnes âgées
Atelier de politiques de promotion de la petite et moyenne entreprise, dans le cadre du projet HOL/97/S93 "Les petites et moyennes industries en Amérique latine et aux Caraïbes et la compétitivité internationale"	10 septembre	Santiago	Développement de la production, de la technologie et des entreprises
Séminaire national sur les marchés fonciers en Bolivie, dans le cadre du projet CEPAL/GTZ FRG/97/S70 "Options de politique propres à stimuler le développement du marché foncier agricole afin de faciliter le transfert des terres aux petits exploitants"	10 septembre	La Paz	Développement de la production, de la technologie et des entreprises
Rencontre "Pour un développement avec participation citoyenne"	23-24 septembre	Santiago	Développement social et équité/ Action/ Association d'organisations non gouvernementales (ASONG)/ Université Bolivarienne/ Société internationale de recherche du tiers secteur
Réunion d'experts sur l'industrie, le commerce et l'environnement et leurs rapports avec le développement durable au Mexique et en Amérique centrale : implications en termes de politique	27-28 septembre	Mexico	Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale
Troisième Conférence ministérielle des Caraïbes sur les femmes: examen et évaluation du Programme d'action de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes	5-7 octobre	Port-of-Spain	Activités sous-régionales dans les Caraïbes

Nom	Date	Lieu	Sous-programme et organismes concernés
Séminaire de haut niveau sur les fonctions de base de la planification. Trois thèmes ont été abordés : l'évaluation des stratégies, plans, programmes et projets ; la coordination des politiques aux échelons sectoriel et territorial ; et la prospective et la gestion stratégique à long terme, avec , dans chaque cas, la présentation d'un document technique	7-8 octobre	Santiago	Gestion administrative
Réunion de l'Amérique centrale préparatoire de la huitième Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes	11-12 octobre	San Salvador	Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale
Réunion d'experts pour analyser les conclusions du document sur l'évolution de l'emploi et des salaires et ses répercussions sur l'équités dans les sociétés latino-américaines	14-15 octobre	Santiago	Equilibre macroéconomique, investissement et financement
Table ronde pour analyser la situation actuelle des réformes dans les secteurs sociaux, organisée dans le cadre du quatrième Congrès international du CLAD sur la Réforme de l'Etat et de l'administration publique	19-22 octobre	Mexico	Développement social et équité/Institut national d'administration publique du Mexique (INAP)/Agence espagnole de coopération internationale (AECI)/BID/Banque mondiale/Société andine de développement (SAD)/Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DESA)/OPS/OMS
Réunion d'experts pour analyser les conclusions du document sur les réformes économiques et leur incidence sur les stratégies de transformation du processus de production dans un climat d'équité	20 octobre	Santiago	Equilibre macroéconomique, investissement et financement
Réunion d'expertes sur les indicateurs de sexospécificité et les politiques publiques en Amérique latine	21-22 octobre	Santiago	Intégration des femmes au développement
Réunion du groupe d'experts pour peaufiner le projet SETAS (Système de statistique des transports d'Amérique du sud)	27-28 octobre	Santiago	Transports
Réunion régionale sur les besoins en recherche et formation en Amérique latine et dans les Caraïbes en matière de commerce internationale	4-5 novembre	Santiago	Insertion internationale, compétitivité et spécialisation productive/CNUCED/PNUD

Nom	Date	Lieu	Sous-programme et organismes concernés
Séminaire sur les cas innovateurs de gestion locale pour la protection de l'air et du climat en Amérique latine	4-6 novembre	Santiago	Pérennité de l'environnement et des ressources foncières/ Conseil international d'initiatives locales en matière d'environnement/ Banque mondiale
Réunion régional d'experts sur l'utilisation productive des envois de fonds en Amérique centrale	5 novembre	Mexico	Activités sous-régionale au Mexique et en Amérique centrale
Rencontre "Meilleures pratiques dans les projets relatifs aux jeunes du cône sud »	8-11 novembre	Santiago	Développement social et équité
Huitième Réunion des institutions spécialisées et d'autres organisations du système des Nations Unies sur la promotion des femmes en Amérique latine et dans les Caraïbes	9-10 novembre	Santiago	Intégration des femmes au développement
Réunion d'experts pour analyser les conséquences des accords de libéralisation commerciale et de complémentarité économique par rapport à la convergence du processus d'intégration et au régionalisme ouvert	11 novembre	Mexico	Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale
Cinquième Réunion des responsables gouvernementaux de la politique commerciales d'Amérique latine et des Caraïbes	11-12 novembre	Lima	Insertion internationale, compétitivité et spécialisation productive/ALADI/SELA
Réunion d'experts sur les problèmes d'ajustement et les coûts de transition impliqués par l'adhésion à la Zone de libre-échange des Amérique (ZLEA), et les mesures proposées pour atténuer ces coûts	12 novembre	Mexico	Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale
Réunion des Secrétariats des organismes d'intégration et de coopération d'Amérique latine et des Caraïbes	12 novembre	Lima	Intégration, régionalisme ouvert et coopération régionale
Quatrième atelier régional du programme MECOVI "La mesure de la pauvreté : la méthode des seuils de pauvreté"	16-19 novembre	Buenos Aires	Statistiques et projections économiques/Institut national des statistiques et des recensements (INDEC) d'Argentine
Séminaire d'experts "Régionalisme ouvert: évolution et perspectives. Expériences comparées d'Amérique latine et des Caraïbes et de l'Asie-Pacifique	17-18 novembre	Santiago	Intégration, régionalisme ouvert et coopération régionale

Nom	Date	Lieu	Sous-programme et organismes concernés
Séminaire "Crises des réformes économiques d'Amérique latine"	18-19 novembre	Washington, D.C.	Développement social et équité/BID/ Université de Pittsburgh/Dialogue interaméricain
Réunion du Groupe de Rio sur les statistiques de la pauvreté	22-24 novembre	Lisbonne	Statistiques et projections économiques/Institut brésilien de géographie et de statistiques (IBGE)/Institut national de statistiques (INE) du Portugal
Réunion internationale "Prévention de l'abus des drogues : concepts normatifs et propositions de meilleures pratiques"	25-26 novembre	Santiago	Développement social et équité
Réunion d'experts sur le développement et la modernisation du secteur des exportations agricoles dans l'isthme centraméricain	26-27 novembre	Mexico	Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale
Atelier d'experts sur la politique, le droit et l'administration de la biosécurité de la biotechnologie dans les pays d'Amérique latine et dans les Caraïbes, en application de la décision du Forum des ministres de l'environnement d'Amérique latine et des Caraïbes	29-30 novembre	Santiago	Pérennité de l'environnement et des ressources foncières/PNUE
Deuxième séminaire-atelier régional sur la gestion des connaissances par le biais des sites web	29 novembre-3 décembre	Santiago	CLADES
Séminaire national sur les marchés fonciers au Pérou, dans le cadre du projet CEPAL/GTZ FRG/97/S70 "Options de politique propres à stimuler le développement du marché foncier agricole afin de faciliter le transfert des terres aux petits exploitants"	1 ^o décembre	Lima	Développement de la production, de la technologie et des entreprises
Réunion continentale de la CEPALC et de la CNUCED/TRAINMAR	1-3 décembre	Santiago	Transports
Réunion d'experts pour analyser divers aspects associés au développement durable des pays des Caraïbes, en particulier la mise en valeur des terres	2-3 décembre	Port-of-Spain	Activités sous-régionales dans les Caraïbes
Premier séminaire régional du projet ITA/99/S118 "Gestion urbaine dans certaines villes moyennes d'Amérique latine"	6-7 décembre	Santiago	Pérennité de l'environnement et des ressources foncières/Coopération italienne

Nom	Date	Lieu	Sous-programme et organismes concernés
Restructuration sur la biodiversité, promotion des exportations et les sociétés transnationales	15-17 décembre	Brasilia	Développement de la production, de la technologie et des entreprises
Séminaire international sur la mondialisation et les nouvelles stratégies d'affaires en Amérique latine: "Restructuration du patrimoine: la dynamique des grandes sociétés transnationales et nationales d'Amérique latine dans les années 90"	20-21 décembre	Santiago	Développement de la production, de la technologie et des entreprises

III. VINGT-HUITIÈME SESSION DE LA COMMISSION

A. PARTICIPANTS ET ORGANISATION DES TRAVAUX

Lieu et date de la réunion

1. La vingt-huitième session de la Commission s'est tenue à Mexico, du 3 au 7 avril 2000.

Participants

2. Etaient présents à la réunion des représentants des 31 Etats membres ci-après de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes: Antigua-et-Barbuda, Argentine, Belize, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Equateur, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Guatemala, Haïti, Honduras, Italie, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Pays-Bas, Panama, Paraguay, Pérou, Royaume-Uni, République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Trinité-et-Tobago, Uruguay et Venezuela.
3. Etaient également représentés, en leur qualité de membres associés de la Commission, les trois Etats suivants: Antilles néerlandaises, Aruba et les îles Vierges américaines.
4. Conformément aux dispositions du paragraphe 6 de Mandat de la Commission, les Etats membres suivants de l'Organisation des Nations Unies qui ne sont pas membres de la Commission ont également assisté à la réunion en qualité d'observateurs: Allemagne, Australie, Autriche, Chine, Japon, Maroc, République tchèque, Thaïlande, Turquie et Yougoslavie.
5. Etaient en outre présents, en qualité d'observateurs et à titre consultatif, des représentants du Saint-Siège et de la Suisse.
6. De nombreux invités spéciaux, dont les noms figurent dans la liste des participants, assistaient également à la réunion.
7. Le Secrétariat des Nations Unies était également représenté par une fonctionnaire du Bureau des Commissions régionales à New York.
8. Assistaient en outre à la réunion des représentants des organisations suivantes des Nations Unies: Programme des Nations Unies pour le développement, Programme des Nations Unies pour l'environnement, Fonds des Nations Unies pour la population, Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, Université des Nations Unies et Programme alimentaire mondial.

9. Les institutions spécialisées des Nations Unies ci-après étaient également représentées: Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation mondiale de la santé, Banque mondiale-Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Fonds monétaire international et Union postale universelle.

10. Les organisations intergouvernementales suivantes étaient également présentes: Association latino-américaine d'intégration, Banque centraméricaine d'intégration économique, Banque interaméricaine de développement, Centre d'études monétaires latino-américaines, Communauté andine, Communauté des Caraïbes, Société andine de développement, Faculté latino-américaine de sciences sociales, Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture, Organisation des Etats américains, Organisation internationale pour les migrations, Organisation latino-américaine de l'énergie, Système économique latino-américain et Union européenne.

11. Etaient en outre représentés les organisations non gouvernementales suivantes dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social: A titre consultatif général: Organisation internationale des unions de consommateurs et Inter Press Service. A titre consultatif spécial: Agence latino-américaine d'information, Association latino-américaine d'institutions pour le financement du développement, Comité de l'Amérique latine et des Caraïbes pour la défense des droits des femmes et Union internationale pour l'étude scientifique de la population.

Vérification des pouvoirs

12. Conformément aux dispositions de l'article 15 du Règlement intérieur de la Commission, les pouvoirs des délégations présentés au Secrétaire exécutif ont été examinés et trouvés en bonne et due forme.

Election du Bureau

13. A la première séance plénière, il a été procédé à l'élection du Bureau de la vingt-huitième session.

14. Le Bureau a été composé comme suit:

<u>Présidence:</u>	Mexique
<u>Vice-présidences:</u>	Brésil
	Nicaragua
	Saint-Kitts-et-Nevis
<u>Rapporteur:</u>	Venezuela

Organisation des travaux

15. La réunion s'est déroulée en deux étapes, la première à l'échelon technique et la deuxième, à l'échelon ministériel. Conformément aux dispositions pertinentes du mandat, le Comité de coopération entre pays et régions en développement et le Comité spécial de session sur la population et le développement de la CEPALC ont tenu chacun une réunion parallèle.

16. Le Bureau du Comité de coopération entre pays et régions en développement a été composé comme suit:

<u>Présidence:</u>	Chili
<u>Vice-présidences:</u>	Antigua-et-Barbuda Guatemala
<u>Rapporteur:</u>	Colombie

17. Le Bureau du Comité spécial de session sur la population et le développement de la CEPALC a été composé comme suit:

<u>Présidence:</u>	Mexique
<u>Vice-présidences:</u>	Belize Brésil Chili
<u>Rapporteur:</u>	Panama

18. Les rapports de ces Comités sont consignés dans les annexes 2 et 3 de ce rapport.

Documents

19. La liste des documents de travail présentés par le Secrétariat à la vingt-huitième session de la Commission est consignée dans l'annexe I.

B. ORDRE DU JOUR

20. La Commission a adopté l'ordre du jour suivant:

1. Election du Bureau
2. Adoption de l'ordre du jour provisoire et organisation des travaux de la vingt-huitième session
3. L'équité, le développement et la citoyenneté
4. Réunions des organes subsidiaires et réunions régionales parrainées par la CEPALC dans le cadre des travaux préparatoires des conférences mondiales des Nations Unies: conclusions et recommandations
5. Autres activités menées par le Secrétariat du système de la CEPALC depuis la vingt-septième session de la Commission et programme de travail pour la période biennale 2002-2003
 - a) CEPALC
 - b) Groupe de travail spécial créé aux termes de la résolution 553(XXVI)
 - c) Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et la huitième Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes
 - d) Suivi de la Conférence internationale sur la population et le développement
 - e) Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social
 - f) Suite donnée à la Conférence mondiale sur le développement durable des petits Etats insulaires en développement

- g) Suite donnée à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement
 - h) Suite donnée à la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II)
 - i) Institut latino-américain et des Caraïbes de planification économique et sociale (ILPES)
 - j) Réunion de coordination entre organismes de l'Organisation des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes
6. Calendrier de conférences pour la période 2000-2002
 7. Résolutions et décisions récemment émanées d'organismes des Nations Unies et portées à la connaissance de la Commission
 8. Suivi du Plan d'action régional de l'Amérique latine et des Caraïbes sur la population et le développement
 9. Coopération entre pays et régions en développement
 10. Questions diverses
 11. Examen et approbation des résolutions de la vingt-huitième session de la CEPALC

C. SÉANCES D'OUVERTURE ET DE CLÔTURE

Séance inaugurale de la première phase

21. Le Secrétaire exécutif de la CEPALC a d'abord fait ressortir l'hospitalité du pays hôte, qui a été le siège de plusieurs sessions importantes de la CEPALC et d'un grand nombre de réunions intergouvernementales.

22. Il a ensuite fait référence au cheminement de la pensée de la CEPALC qui, au fil du temps, a réussi à conjuguer le concept permanent de développement en tant que processus intégral et l'incorporation des thèmes émergents pertinents à chaque étape. A l'heure actuelle, l'attention est essentiellement axée sur l'équité, la mondialisation et la transformation du processus de production. Il a souligné, à cet égard, que le document de fond présenté à cette session est axé sur le thème de l'équité selon une perspective intégrant les aspects macro-économiques et de croissance et les principes d'universalité, de solidarité et d'efficacité. Il a ajouté que l'éducation et l'emploi sont appelés à constituer la clef de voûte du développement au sein de sociétés démocratiques capables de promouvoir l'exercice des droits civiques dans toute leur plénitude.

23. En ce qui a trait à la gestion institutionnelle de la CEPALC, le Secrétaire exécutif a mis l'accent sur la consolidation des liens avec les pays membres et de la coopération avec d'autres institutions des Nations Unies. Il a également signalé que des mesures de restructuration partielle de la CEPALC avaient été adoptées, notamment en ce qui concerne la totale incorporation de l'ILPES et du CELADE. Il a ensuite présenté une synthèse des progrès accomplis en matière de diffusion, dont les moyens électroniques.

24. Il a finalement remercié les pays et les institutions qui fournissent des apports financiers extrabudgétaires pour la réalisation des travaux de la CEPALC et a exprimé le souhait que se maintienne la confiance dont ils ont fait preuve à l'égard de la CEPALC au cours des cinquante dernières années.

25. La Secrétaire des relations extérieures du Mexique a souhaité la bienvenue aux participants au nom du gouvernement et du peuple mexicains et s'est réjouie que la vingt-huitième session de la CEPALC se tienne dans ce pays. Elle a mis l'accent sur le rôle important joué par la CEPALC dans la promotion d'idées et la réalisation d'efforts visant à étayer le processus de développement de tous les peuples de la région. Elle a signalé que les documents présentés par la Commission constitueraient un apport précieux à ce processus et que la CEPALC représentait, à l'échelon hémisphérique, une instance privilégiée pour débattre des thèmes abordés à ce niveau.

26. Après avoir remercié la Commission de l'accueil favorable réservé aux commentaires du Gouvernement du Mexique sur le document de fond, la Secrétaire a évoqué trois grands domaines. Elle a d'abord mentionné les progrès accomplis au cours des dernières années en Amérique latine et dans les Caraïbes, en particulier en matière de développement économique, de consolidation de la démocratie et de l'état de droit, et d'intégration régionale. Un autre thème intéressant concerne les rapports entre la coopération internationale et le développement des pays, domaine dans lequel il est impératif d'instaurer une nouvelle culture de la solidarité, processus dans lequel les institutions telles que la CEPALC sont appelées à jouer un rôle décisif.

27. En troisième lieu, elle a proposé trois lignes d'action pour les travaux futurs de la Commission dans l'avenir proche, à savoir: promouvoir la réflexion et l'analyse afin de formuler des stratégies propres à contribuer au développement des peuples; éradiquer la pauvreté et favoriser l'équité sociale; et encourager la cohésion sociale, la création de liens avec d'autres régions et l'insertion au sein du contexte international dans des conditions favorables.

Séance inaugurale de la phase ministérielle

28. La cérémonie inaugurale de la phase ministérielle s'est déroulée le 6 avril. Les discours liminaires ont été prononcés par Mme Lillan Beke Martínez, Ministre des affaires économiques, de l'industrie et du tourisme d'Aruba; M. José Antonio Ocampo, Secrétaire exécutif de la CEPALC et M. Ernesto Zedillo, Président des Etats-Unis mexicains.

29. La Ministre des affaires économiques, de l'industrie et du tourisme d'Aruba a exprimé ses remerciements aux organisateurs de la session et a félicité le Secrétaire exécutif de la CEPALC du document présenté, lequel montre à quel point le Secrétariat est pleinement conscient des tâches urgentes que requiert la région. Elle a affirmé partager le point de vue exposé dans le document, à savoir qu'il n'existe pas de solution unique aux problèmes que connaissent tous les pays, et que les domaines économique et social sont étroitement liés.

30. La session constitue l'occasion de dresser un bilan critique des stratégies mises en oeuvre pour parvenir à l'équité, dont tous puissent bénéficier, et pour répondre aux enjeux que pose le processus de mondialisation. Les Etats membres ont plus que jamais besoin de l'assistance que leur prête la Commission pour mettre au point des stratégies qui leur permettent de répondre à leurs besoins de développement. Le document de fond réfute le concept erroné qui veut que les problèmes des petits pays sont également de faible envergure alors qu'en réalité les petits Etats insulaires connaissent des problèmes particulièrement graves, en dépit desquels ils avaient enregistré une performance économique satisfaisante au cours de ces dernières années. On peut donc espérer, dans ce contexte, que durant la prochaine période biennale, les pays des Caraïbes s'intégreront pleinement au programme de travail de la CEPALC dont les travaux et la coordination avec d'autres institutions actives dans cette région sont notables. Qui plus est, le Comité de développement et de coopération des Caraïbes, dont la revitalisation

est notable, devrait, avec le soutien du Bureau sous-régional de Port-of-Spain, jouer un rôle important dans un avenir proche.

31. Elle s'est finalement montrée reconnaissante du soutien prêté à la Présidence au cours de la dernière période biennale et a exprimé ses vœux de succès à celui ou celle qui exercera cette fonction pendant la prochaine période biennale.

32. Le Secrétaire exécutif de la CEPALC a d'abord remercié le Mexique, pays avec lequel la Commission entretenait des rapports très étroits, de son hospitalité. Il a signalé que le monde actuel se caractérise non seulement par la mondialisation des marchés, mais aussi par la mondialisation de certaines valeurs telles que les droits de la personne, le développement social, l'égalité entre les sexes, le respect de la diversité technique et culturelle, ainsi que la protection de l'environnement. Dans le document présenté à cette session, *Equidad, desarrollo y ciudadanía*, le secrétariat postule que c'est dans ce contexte que doivent s'inscrire les politiques de développement pour le vingt-unième siècle.

33. Le Secrétaire exécutif a dressé un bilan mitigé de la situation régionale, tant sur le plan économique que social. Les progrès sont, certes, indéniables mais la croissance reste instable, ponctuée de crises financières épisodiques, et caractérisée par des secteurs productifs hétérogènes et une situation déficiente en matière d'emploi. Dans le même temps, on observe une progression notamment en termes de démocratie, de conquête des droits féminins et de prise en compte graduelle du thème du développement durable.

34. Quant aux enjeux du développement, il a souligné qu'il était impératif de construire sur les bases existantes, tout en reconnaissant qu'il n'existe pas de solution unique et universelle. Dans ce contexte, la CEPALC estime que le développement de la région doit être réorienté autour d'un axe principal, qui est celui de l'équité. L'amélioration dans ce domaine passe par la mise en œuvre de politiques sociales intégrales, fondées sur les principes d'universalité, de solidarité et d'efficacité ayant comme "clefs de voûte", l'éducation et l'emploi, qui doivent être au centre des préoccupations des autorités. En matière de développement, le document propose un style de gestion macro-économique qui comprenne, outre les aspects liés au processus inflationniste, la réduction du déficit budgétaire, les équilibres extérieurs, la stabilité de la croissance économique et de l'emploi. Cette proposition concerne également un ensemble de politiques actives visant à renforcer la structure productive, considérée comme l'élément moteur d'un développement dynamique, ainsi que la prise en compte intégrale des aspects liés au développement durable. En ce qui a trait à la citoyenneté, il a exprimé la conviction que le programme de développement dans un climat d'équité ne peut être abordé de façon efficace que dans des contextes démocratiques, et en tenant compte des problèmes de cohésion sociale et du sentiment d'appartenance à la société.

35. Pour conclure, le Secrétaire exécutif a affirmé que la CEPALC s'était efforcée de s'acquitter de sa tâche historique, à savoir de cerner les enjeux et de proposer des voies de solution, dans le respect de la diversité des pays, afin d'ouvrir de nouvelles perspectives qui conduisent à un avenir collectif.

36. M. Ernesto Zedillo, Président des Etats-Unis mexicains, a souhaité la bienvenue aux participants et a signalé que les mexicains se sentent particulièrement fiers d'appartenir à la CEPALC dont ils partagent l'objectif de promotion d'un développement intégral fondé sur une croissance économique dynamique et sur des politiques propres à favoriser l'équité sociale.

37. Il a fait ressortir l'importance d'une gestion économique saine qui avait récemment permis aux pays de la région de mitiger les effets néfastes de l'ajustement intervenu au Brésil et de relancer la croissance. Les réformes économiques avaient favorisé la stabilité et la confiance nécessaires à la

promotion de la croissance économique, au même titre que les politiques d'ouverture appliquées dans une perspective à plus long terme. Il a déclaré ne pas partager l'opinion selon laquelle ces réformes avaient contribué à la persistance des problèmes de pauvreté et d'inégalité qui sont, en fait, un héritage de systèmes étatiques, populistes, de l'irresponsabilité en matière budgétaire et, dans certains pays, de régimes autoritaires.

38. Il a ensuite évoqué les réformes démocratiques et s'est réjoui du fait que la démocratie constituait aujourd'hui la règle et non plus l'exception, ce qui constitue un des acquis les plus notables de l'Amérique latine à la fin du vingtième-siècle: "L'Amérique latine applique aujourd'hui l'esprit à la lettre de ses Constitutions démocratiques". La démocratie et l'économie de marché constituent, a-t-il poursuivi, les deux piliers d'un avenir prometteur pour la région. Néanmoins, ils ne suffisent pas à garantir la justice sociale, qui relève directement de la compétence de l'état. Au Mexique, des progrès encourageants ont été accomplis dans le remaniement des institutions chargées de la politique sociale à laquelle a été alloué un volume de ressources sans précédent dans l'histoire du pays, démarche qui s'est traduite par une amélioration substantielle en termes de couverture et de qualité.

39. Il a souligné que le Mexique progressait sur cette voie, de concert avec les nations de l'Amérique latine et des Caraïbes et avec le soutien d'institutions telles que la CEPALC. Il a exhorté les participants à poursuivre leurs efforts, unis par les liens résultant d'une culture commune, par l'instauration de nouveaux rapports, par le respect de la démocratie et la quête de justice et de bien-être pour les peuples, efforts dans lesquels la CEPALC continuera de jouer un rôle crucial. Il a ensuite prononcé l'ouverture de la vingt-huitième session de la Commission en souhaitant aux participants des débats fructueux.

Séance de clôture de la phase ministérielle

40. La phase ministérielle a été clôturée, le 7 avril, par MM. Enrique Iglesias, Président de la Banque interaméricaine de développement et José Antonio Ocampo, Secrétaire exécutif de la CEPALC, ainsi que par Mme Rosario Green, Secrétaire des relations extérieures du Mexique.

41. Le Président de la Banque interaméricaine de développement a exprimé ses remerciements au Mexique pour avoir, une fois de plus, servi d'hôte à la réunion de la CEPALC et a rappelé certaines dates phares du développement de l'Amérique latine et des Caraïbes correspondant à des réunions tenues antérieurement dans ce pays. Il a ensuite mentionné le fait que la réflexion de la CEPALC avait toujours été présente pour épauler les pays, ce qui permettait de conclure avec une profonde satisfaction que cette institution restait fidèle à ses grands objectifs, dans un esprit d'autorité, de professionnalisme et de respect des principes de l'Organisation des Nations Unies. Tout en se joignant aux expressions de reconnaissance à l'égard de la CEPALC formulées par d'autres orateurs, M. Iglesias a souligné que la BID recevait une inspiration et un soutien constants de la part de la CEPALC, ce qui favorisait l'échange intellectuel et le rapprochement entre deux organisations qui travaillent à la réalisation des mêmes objectifs.

42. Le Secrétaire exécutif de la CEPALC a remercié tous les représentants du Gouvernement mexicain qui avaient participé à l'organisation de cette session et qui avaient fait preuve une fois de plus de l'estime que porte ce pays à la Commission. Cette réunion avait été organisée selon un schéma différent, en partie à l'initiative du Président du Mexique qui avait suggéré l'organisation d'une rencontre de personnalités provenant de milieux gouvernementaux, universitaires et d'autres spécialités afin de donner une plus grande envergure à l'examen des thèmes proposés.

43. Il a constaté, avec une profonde satisfaction, que la CEPALC est l'une des institutions les plus efficaces du système des Nations Unies, dont la mystique faisait partie intégrante de son héritage historique. Il s'est également félicité du soutien permanent prêté par les pays et a expliqué que le document présenté à cette session était le résultat de la participation d'un grand nombre d'auteurs et obéissait à la volonté d'intégrer les différentes facettes du processus de développement.

44. La Secrétaire des relations extérieures du Mexique s'est réjouie du fait que l'excellente étude présentée par la CEPALC ait été à l'origine de l'adoption de plusieurs résolutions dans lesquelles les gouvernements s'engageaient à continuer à accorder leur soutien à la Commission. Cette institution est, en effet, l'un des organismes qui fonctionne le mieux au sein et hors du système des Nations Unies et dont l'action se traduit par des faits concrets. Elle convoque également la présence des Etats membres au plus haut niveau, ce qui débouche sur la formulation de propositions absolument réalisables puisqu'elles sont issues de la volonté des pays eux-mêmes.

45. Aborder le thème de l'équité revient à se tourner vers l'avenir. Il s'agit d'une tâche et d'une mission cruciales qui passe par une évaluation précise de l'action menée en ce sens au cours de ces dernières années et par la reconnaissance du fait que la seule façon de combler les retards et de résoudre les problèmes qui font obstacle à un développement intégral est de continuer à adopter les mesures pertinentes. Les participants à cette session ne s'étaient pas contentés de dresser un diagnostic de la situation. Ils avaient adopté des résolutions qui délimitaient un champ concret d'action dans de nombreux domaines. Pour conclure, elle a exprimé sa conviction du fait que la CEPALC continuerait de rester fidèle à sa mission et de produire les résultats auxquels la région était habituée.

D. COMPTE-RENDU DU RAPPORTEUR

46. Durant l'étape finale de la réunion, le représentant du Venezuela, en sa qualité de rapporteur, a présenté un rapport à la réunion.

47. A titre de synthèse, le Rapporteur a rappelé que les gouvernements des Etats membres participant à la session ont été saisis du document *Equidad, desarrollo y ciudadanía* dans lequel est exposée de façon intégrale la pensée de l'institution face aux enjeux du développement que pose, dans la région, le processus actuel de mondialisation, tant sur le plan économique que dans les domaines social, de l'environnement et de la citoyenneté. Sur le plan économique, le Secrétariat a signalé que ce processus présentait certaines caractéristiques préoccupantes telles que le caractère incomplet et asymétrique de la mondialisation des marchés et l'absence d'une gouvernabilité adéquate, situation que les crises récentes avaient mises en évidence. Dans le deuxième domaine, le Secrétariat a évoqué la généralisation croissante des idées et des valeurs globales, c'est-à-dire, d'un cadre éthique nécessaire à la mise au point de politiques de développement.

48. Le document contient, à titre de réflexion, des propositions d'action susceptibles de conduire à une croissance plus dynamique, objectif que la plupart des pays de la région n'ont pas encore réussi à atteindre. Dans le contexte de la mondialisation, les pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont intérêt à mettre en oeuvre des politiques susceptibles d'améliorer leur insertion internationale et le profil de leurs exportations, tout en tirant parti de leurs avantages comparatifs.

49. Lors de la séance consacrée à l'échange de vues et de commentaires sur le document de fond, un grand nombre de délégations a félicité la CEPALC de l'effort réalisé car l'étude présentée contenait une

excellente information et constituait un bon cadre de référence pour analyser ce sujet et ses répercussions sur le développement économique et social de la région. D'une manière générale, les participants ont considéré qu'il s'agissait d'un document particulièrement utile et d'une grande portée qui souligne, en toute justesse, la nécessité d'intégrer des variables réelles, dont la croissance et l'emploi, pour définir la stabilité recherchée sur la base de critères économiques, tout en poursuivant le combat contre la pauvreté.

50. De nombreuses délégations ont partagé l'opinion exprimée dans le document selon laquelle, étant donné la richesse et la pluralité existant dans la région, il n'existe pas de solution ni de modèle unique et universellement valable susceptible de promouvoir le développement et résoudre les problèmes auxquels se heurtent les pays. Elles ont été unanimes à reconnaître que ceux-ci devaient être disposés à mettre en oeuvre les politiques les plus adaptées à leur propre conjoncture et réalité. Les représentants ont été d'avis que l'éradication de la pauvreté constitue un enjeu à la fois éthique et politique et se sont ralliés à l'idée que le thème de l'équité doit être considéré comme l'un des axes majeurs des politiques publiques. Une telle approche doit se traduire par l'adoption de politiques intégrales et transversales visant à mitiger la pauvreté et assurer une meilleure répartition du revenu, ainsi que de politiques ciblées sur certains groupes spécifiques, tels que les jeunes, les femmes, les personnes âgées et les populations autochtones, en plus des mesures s'adressant à certains secteurs. Les représentants ont également estimé qu'il serait souhaitable de poursuivre la réflexion dans ces domaines et d'autres présentant un intérêt pour toute la région, tels que la gestion publique, l'efficacité et l'efficacités des dépenses publiques sociales et la solidité des équilibres macro-économiques, dans le contexte de la mondialisation. Certaines délégations ont fait ressortir l'importance d'accroître la coopération internationale, en particulier dans le cas des pays fortement endettés ou victimes de catastrophes naturelles, et d'aborder un sujet qui présente une importance cruciale pour l'Amérique latine et les Caraïbes, à savoir la volatilité des courants financiers et les prix des matières premières. A cet égard, une délégation a souligné que les réformes structurelles avaient contribué à construire des assises macro-économiques qui avaient permis de mieux faire face au phénomène de la volatilité.

51. Deux délégations ont remis au Secrétariat une série d'observations qu'elles souhaitent consigner dans la version finale du document *Equidad, desarrollo y ciudadanía*.

52. Ensuite, toujours dans le cadre de la première phase de la session, la Directrice de la Division opérationnelle et de planification des programmes a présenté le rapport d'activités de la Commission correspondant à la période biennale 1998-1999, à propos duquel plusieurs représentants ont exprimé leur satisfaction du pourcentage de réalisation des activités prévue (92 p.100). Les directeurs des divisions et des groupes pertinents, ainsi que les directeurs des bureaux sous-régionaux ont ensuite exposé le projet de programme de travail du système de la CEPALC pour la période 2002-2003, lequel est divisé en douze sous-programmes. Durant le débat qui a suivi les présentations et qui s'est caractérisé par une adhésion généralisée aux programmes ainsi synthétisés, plusieurs délégations ont formulé certaines suggestions susceptibles de renforcer certains types d'activités. Les représentants ont, pour la plupart, fait ressortir l'importance de l'assistance technique et de la coopération de la CEPALC à l'égard des Etats membres, notamment en cas de catastrophes naturelles. Bon nombre de représentants ont jugé très intéressant le processus de réforme entrepris par la Commission dans le contexte général du processus de réformes de l'Organisation des Nations Unies et ont demandé au Secrétariat de poursuivre les activités qu'il mène dans ce domaine, y compris en ce qui concerne le fonctionnement du Groupe de travail spécial créé aux termes de la résolution 553(XXVI). Plusieurs délégations se sont également réjouies de l'attention accrue prêtée par la CEPALC aux problèmes qui touchent plus particulièrement les pays des Caraïbes. D'autre part, certaines délégations ont exprimé le souhait que le Calendrier de conférences de la CEPALC pour la période 2000-2002 prévoie expressément les réunions suivantes: Réunion régionale sur le financement du développement, Réunion régionale sur la suite donnée à la Conférence des Nations Unies sur les

établissements humains (Habitat II) et la Réunion régionale préparatoire de l'examen décennal de l'application des résultats de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement.

53. Le Secrétariat a pris note de l'ensemble des observations et des propositions formulées afin de les incorporer au programme de travail. Dans le cadre de la présentation du sous-programme 5, "Prise en compte des critères de sexospécificité dans le développement régional", la représentante de l'Equateur en tant que l'une des vice-présidentes du Bureau de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes a présenté un rapport sur la huitième Conférence régionale, tenue à Lima du 8 au 10 février 2000. Cette réunion a été consacrée à l'étude des progrès et des obstacles observés dans deux domaines du Programme d'action régional en faveur des femmes d'Amérique latine et des Caraïbes, 1995-2001: "Égalité entre les sexes: la base d'une société juste et équitable" et "Les droits de la personne et la paix". Cet examen a également porté sur le degré d'avancement ainsi que les difficultés de la mise en oeuvre du Programme d'action de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes (Beijing, 1995). Les résolutions adoptées à l'issue de la Conférence ainsi que le "Consensus de Lima", textes mis à la disposition de tous les participants, représentent la position de la région à la session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée "Les femmes en l'an 2000: égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXIe siècle", qui se tiendra au mois de juin.

54. Dans le cadre de la présentation du sous-programme 12, "Activités sous-régionales dans les Caraïbes", la Directrice du Bureau sous-régional a présenté un rapport sur la dix-huitième session du Comité de développement et de coopération des Caraïbes, tenue à Port-of-Spain, du 30 mars au 1er avril 2000, et qui a coïncidé avec le vingt-cinquième anniversaire de cet organisme. A l'issue de cette réunion, le Comité a adopté sept résolutions concernant différents aspects du développement de la sous-région.

55. Durant la première phase de la session, le Comité spécial de session sur la population et le développement a également tenu une réunion (3 et 4 avril 2000), à laquelle ont assisté de nombreux représentants des Etats membres et membres associés.² Le Comité a adopté le projet de résolution intitulé "Population et développement: lignes d'action prioritaires pour la période 2000-2002", qui a ensuite été soumis à l'examen de la plénière en vue de sa ratification.

56. Pour sa part, le Comité de coopération entre pays et régions en développement³ s'est réuni le 5 avril et a adopté une résolution sur le thème en question, laquelle a également été soumise à l'examen de la plénière en vue de sa ratification.

57. La phase ministérielle s'est déroulée en trois panels et une séance plénière. Le premier panel, animé par le Secrétaire exécutif de la CEPALC, était composé de quatre ex-présidents de la région, à savoir MM. Patricio Aylwin, Vinicio Cerezo, Miguel de la Madrid et Osvaldo Hurtado. Les membres du panel ont d'abord fait part de leur satisfaction pour les travaux réalisés par la CEPALC. Ils ont ensuite exprimé leur adhésion aux problèmes identifiés dans le document présenté à cette session et formulé une série de réflexions, notamment leur souci face à l'exacerbation de l'individualisme et du consumérisme au sein des sociétés latino-américaines et des Caraïbes, facteurs qui sont à l'origine d'un style de vie qui compromet la capacité d'épargne et la cohésion sociale et qui exerce des effets néfastes sur le système politique. Dans ce dernier domaine, ils ont également fait ressortir la gravité de la perte des valeurs collectives, ainsi que le manque de figures dirigeantes et de programmes mobilisateurs. Le document de la CEPALC rend parfaitement compte de ces enjeux et, dans son approche du thème de la citoyenneté, souligne l'importance d'une consolidation des institutions sociales et de la participation des citoyens.

² Voir l'annexe 2.

³ Voir l'annexe 3.

58. Le deuxième panel, animé par M. José Angel Gurría, Secrétaire des finances et du crédit public du Mexique, a été consacré à l'étude de problèmes économiques. Il a été composé de MM. Juan Antonio Morales, Président de la Banque centrale de la Bolivie; José Luis Rodríguez, Ministre de l'économie et de la planification de Cuba, Gert Rosenthal, ex-Secrétaire exécutif de la CEPALC, et Martus Tavares, Ministre de la planification du Brésil.

59. Les membres du panel ont fait ressortir l'importance du document présenté par le Secrétariat pour orienter les débats sur des sujets extrêmement complexes qui revêtent le plus grand intérêt pour les pays de la région et requièrent un examen approfondi. Ils ont fait ressortir, dans leurs commentaires, l'importance primordiale de la stabilité macro-économique soutenue pour garantir la pérennité de la croissance. Ils ont également reconnu que la solution aux problèmes du manque d'équité passe par la réalisation de transformations plus profondes que celles qui ont été opérées jusqu'à présent, sur la base d'un projet de développement consensuel et auquel s'identifie toute la société d'un pays. Ils ont en outre mis l'accent sur l'importance de l'Etat en tant qu'agent régulateur et sur le fait que les progrès accomplis en ce sens dans les pays n'avaient pas trouvé de contrepartie à l'échelon international.

60. Les membres du panel ont aussi souligné qu'il était important de comprendre le mécanisme de gestation des crises, ainsi que le rapport existant entre les conjonctures dans lesquelles celles-ci se manifestent et leur retentissement sur la croissance à long terme qui s'avère essentiel pour la gestion de la politique macro-économique. Lorsque les soubresauts d'origine externe sont particulièrement intenses, les mesures adoptées sur le plan des politiques nationales risquent d'être insuffisantes. C'est pourquoi il est impératif de perfectionner le système financier international afin de multiplier les réseaux de protection.

61. Le troisième panel, consacré à la politique sociale et aux stratégies de lutte contre la pauvreté, a été dirigé par M. Carlos Jarque, Secrétaire du développement du Mexique et composé de MM. François Bourguignon, consultant de la Banque mondiale, Mauricio Cárdenas, Directeur national de la planification de la Colombie, Vilmar Faria, consultant en chef sur la politique sociale du Président du Brésil, Juan Luis Londoño, directeur de la revue "Dinero" de la Colombie, Mario Palma, sous-secrétaire du développement régional du Mexique, Humberto Vega, vice-ministre de la planification du Chili et Victor Tokman, directeur régional de l'OIT pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

62. L'animateur du panel a d'abord passé en revue la situation et les perspectives mondiales en matière de pauvreté, signalant que la mitigation de ce phénomène constitue le principal défi qui se pose actuellement à l'humanité et que le développement social et l'équité sont les préoccupations majeures de tous les gouvernements de la région. Durant les débats, les participants ont souligné l'importance que la politique économique avait un rôle déterminant à jouer en matière sociale et qu'il fallait affronter de façon adéquate les aléas extérieurs afin de stabiliser les indicateurs sociaux. Il importe, pour ce faire, de mettre en place des mécanismes permettant d'absorber les effets négatifs de ces soubresauts sur les secteurs les plus vulnérables. Il a également été question du caractère intégral du développement, tout en reconnaissant l'émergence d'une tendance à une approche plus générale de la part des institutions internationales et des milieux universitaires. Sur le plan de la formulation des politiques publiques, les participants ont souligné l'importance de l'équité pour assurer la gouvernabilité. La prise en compte du facteur équité ne se justifie pas seulement en termes de valeurs mais aussi parce qu'il légitime la politique économique. L'accent a également été mis sur la nécessité de mettre sur pied des réseaux sociaux dont le coût, certes élevé, est largement compensé par leur efficacité. Les participants ont aussi commenté les progrès accomplis durant la dernière décennie dans l'étude de thèmes relevant du système de valeurs et qui se sont traduits par la consolidation de ce qui a été dénommé "le plancher social minimum".

63. Le Président de la Banque interaméricaine de développement a, dans son intervention spéciale, affirmé que le progrès technologique et la présence de la figure du citoyen dans les enceintes internationales ont été les éléments les plus saillants du processus de développement qui a caractérisé la dernière décennie. Le premier de ces phénomènes a entraîné une modification des modes de production et de la structure des entreprises et du marché, une prééminence des aspects financiers par rapport au secteur réel de l'économie et une modification du comportement de la société, autant de facteurs qui se sont traduits par une forte compétitivité qui est à l'origine d'un individualisme croissant et d'une dégradation de la valeur sociale de la solidarité. Le deuxième phénomène se manifeste par le caractère universel que revêtent, depuis quelques années, certaines valeurs fondamentales telles que les droits de la personne, la préservation de l'environnement et la justice sociale. En conséquence, il est impératif d'étayer les progrès accomplis dans la région au cours de ces dernières années moyennant l'adoption de mécanismes de défense permettant d'affronter les problèmes liés à la vulnérabilité sociale, la vulnérabilité externe et la vulnérabilité démocratique. Un autre moyen d'action efficace est la création d'alliances stratégiques entre l'Etat, les secteurs productifs et la société civile, car toute modalité de participation dans laquelle l'un des éléments de cette triade serait plus faible que l'autre finirait par avoir des effets néfastes.

64. Des représentants de plusieurs pays ont ensuite pris la parole, contribuant de la sorte à enrichir davantage le débat sur le document présenté à la session. Dans leurs interventions, les orateurs ont exposé certaines mesures que leurs gouvernements ont adoptées au cours des dernières années dans le domaine macro-économique, essentiellement en matière d'équité et de croissance. Ils ont également formulé des commentaires très positifs à l'égard du document en question lequel reflète, à leur avis, la volonté des différents pays et contient une proposition intégrale sur la façon d'aborder les enjeux de la mondialisation et de parvenir à une complémentarité adéquate entre le libre-échange, la compétitivité, l'équité sociale et le développement économique.

E. RÉOLUTIONS ADOPTÉES PAR LA CEPALC À LA VINGT-HUITIÈME SESSION

65. A l'issue de la vingt-huitième session, la Commission a adopté les résolutions présentées ci-après.

576(XXVIII)
**SUIVI DU PROGRAMME D'ACTION RÉGIONAL EN FAVEUR DES FEMMES D'AMÉRIQUE
LATINE ET DES CARAÏBES, 1995-2001**

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes,

Rappelant la résolution 558(XXVI) dans laquelle elle a approuvé le Programme d'action régional en faveur des femmes d'Amérique latine et des Caraïbes, 1995-2001,

Prenant note des résolutions de l'Assemblée générale 50/203, du 22 décembre 1995, 51/69, du 12 décembre 1996, 52/100, du 12 décembre 1997, 52/231, du 4 juin 1998, 53/120, du 9 décembre 1998, et 54/142, du 17 décembre 1999, sur la suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et l'application intégrale de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing dans lesquels elle note l'importance du rôle des commissions régionales dans ces domaines,

Rappelant en outre la résolution 1997/61 du Conseil économique et social sur l'application et le suivi intégrés des résultats des grandes conférences et sommets internationaux organisés par les Nations Unies,

Tenant compte du fait que la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes, en tant qu'organe subsidiaire de la CEPALC, a tenu sa huitième réunion à Lima, à l'issue de laquelle elle a adopté le Consensus de Lima et les résolutions intitulées: "Participation des membres associés des commissions économiques régionales en qualité d'observateurs à la session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée "Les femmes en l'an 2000: égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle"; Participation des organisations non gouvernementales à la session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée "Les femmes en l'an 2000: égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle"; et "Activités de la CEPALC dans le domaine de la coopération régionale propre à favoriser l'intégration d'une démarche soucieuse de l'équité entre les sexes,"¹

1. Prend note du Rapport et fait siennes les résolutions de la huitième Conférence régionale.
2. Approuve avec satisfaction le Consensus de Lima, tel qu'il est consigné dans l'annexe du rapport de la huitième Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes, lequel constitue la contribution régionale à la session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée "Les femmes en l'an 2000: égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle", et recommande que soient accrues les ressources techniques et financières aux échelons national, international, régional et sous-régional propres à accélérer la matérialisation de l'équité entre les sexes et la totale intégration des femmes au processus de développement, ainsi que l'exercice de leur citoyenneté dans toute sa plénitude, dans le contexte d'un développement durable et dans un climat de justice sociale et de démocratie.

¹ Voir "Rapport de la huitième Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes".

577(XXVIII)
POPULATION ET DÉVELOPPEMENT: LIGNES D'ACTION PRIORITAIRES
POUR LA PÉRIODE 2000-2002

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes,

Rappelant le Consensus de l'Amérique latine et des Caraïbes sur la population et le développement, adopté à Mexico en 1993, le Programme d'action adopté à la Conférence internationale sur la population et le développement tenue au Caire en 1994 et le Plan d'action régional de l'Amérique latine et des Caraïbes sur la population et le développement,

Prenant acte de l'importance des activités menées dans la région depuis la vingt-septième session dans l'examen et l'évaluation quinquennale de la mise en oeuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et la contribution de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes aux préparatifs de la session extraordinaire de l'Assemblée générale chargée d'examiner et d'évaluer l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, ainsi que dans la définition des lignes prioritaires et des mesures clés arrêtées pour poursuivre l'application du Programme d'action et du Plan d'action régional,

Rappelant la résolution adoptée à la réunion du bureau élargi du Comité spécial de session sur la population et le développement de la CEPALC, tenue les 14 et 15 décembre 1998, quant aux priorités fixées dans l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement,

Ayant à l'esprit que le Comité spécial de session sur la population et le développement de la CEPALC a tenu sa troisième réunion les 3 et 4 avril 2000 à Mexico, durant laquelle il s'est notamment penché sur les thèmes suivants: la jeunesse, la population et le développement, ainsi que les systèmes d'indicateurs permettant d'évaluer et d'assurer le suivi de la mise en oeuvre du Programme d'action adopté à la Conférence internationale sur la population et le développement,

Exprime sa gratitude au Centre latino-américain et des Caraïbes de démographie (CELADE) – Division de la population de la CEPALC et au Bureau sous-régional de la CEPALC pour les Caraïbes pour les activités de soutien aux pays qu'ils ont menées au cours de la dernière période biennale, pour l'appui accordé à la réunion du Comité spécial sur la population et le développement, et, en particulier, pour l'élaboration de la documentation de fond sur la jeunesse, le développement et la population et le système d'indicateurs permettant le suivi et l'évaluation des objectifs du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement;

Remercie la présidence et le bureau du Comité spécial d'avoir dirigé les travaux menés par le Comité depuis sa deuxième réunion à Aruba, ainsi que d'avoir élaboré et présenté le document "América Latina y el Caribe: examen y evaluación de la ejecución del Programa de Acción de la Conferencia Internacional sobre la Población y el Desarrollo" au Forum international de La Haye sur la population et le développement, et à la trente-deuxième session de la Commission de la population et du développement;

Remercie le Fonds des Nations Unies pour la population de l'appui prêté au Centre latino-américain et des Caraïbes de démographie (CELADE) – Division de la population de la CEPALC, et aux

pays de la région dans la mise en oeuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, ainsi que dans son analyse et évaluation;

Décide que la prochaine réunion ordinaire du Comité spécial en l'an 2002 sera consacrée à l'étude du thème "Vulnérabilité sociale: population, ménages et communautés" et confie au Secrétariat l'élaboration des documents de fond correspondants, en consultation avec le Bureau sous-régional de la Commission pour les Caraïbes en ce qui a trait à la vulnérabilité des petits Etats insulaires en développement des Caraïbes ainsi que de Belize, de Guyana et du Suriname;

Réitère qu'il importe, dans chaque pays, d'identifier et de promouvoir un mécanisme national chargé d'assurer le suivi du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et de mettre en place une institution de liaison responsable de la coordination des activités menées dans le cadre du Plan d'action régional et les travaux du Comité spécial;

Prie le Centre latino-américain et des Caraïbes de démographie (CELADE) – Division de la population de la CEPALC et le Bureau sous-régional pour les Caraïbes, en consultation avec le Fonds des Nations Unies pour la population et avec son concours, d'accorder un soutien prioritaire aux pays dans la mise au point de systèmes d'information dont les indicateurs permettent d'assurer un suivi adéquat et l'évaluation de la mise en oeuvre des recommandations du Programme d'action et du Plan d'action régional;

Charge le Comité spécial d'assurer un suivi permanent et systématique de la mise en oeuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et du Plan d'action régional, sur la base du projet initial de système régional d'indicateurs élaboré par le Centre latino-américain et des Caraïbes de démographie (CELADE) – Division de la population de la CEPALC qui, en fonction des caractéristiques de l'Amérique latine et des Caraïbes, fait référence aux engagements contractés lors des sommets mondiaux tenus dans la décennie 1990, en particulier lors de la Conférence internationale sur la population et le développement;

Prie le Centre latino-américain et des Caraïbes de démographie (CELADE) – Division de la population de la CEPALC, avec le concours du Fonds des Nations Unies pour la population, d'incorporer les suggestions et les observations formulées par ce Comité au document sur la jeunesse, la population et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes, et d'effectuer une analyse plus approfondie de ce sujet, y compris l'expérience des Caraïbes, où serait faite, dans la mesure du possible, la distinction entre l'adolescence et la jeunesse et où seraient proposées des politiques s'adressant à ces sous-groupes, afin de présenter une version plus étoffée et systématique au dixième Sommet ibéro-américain des chefs d'Etat et de gouvernement qui aura lieu en novembre prochain au Panama et qui sera précisément consacré au thème de l'adolescence;

Demande au Secrétaire exécutif de la CEPALC de convoquer, vers la fin de l'année en cours, une réunion du bureau du Comité spécial ouverte aux pays souhaitant participer à l'examen des progrès accomplis dans ce domaine;

Convient que le Comité spécial constitue l'instance gouvernementale régionale appropriée pour aborder des thèmes majeurs dans le domaine de la population et du développement aux échelons régional et sous-régional, aussi bien lors de ses réunions ordinaires qu'entre les sessions;

Accueille favorablement la décision du Centre latino-américain et des Caraïbes de démographie (CELADE) - Division de la population de la CEPALC et de l'Organisation internationale pour les

migrations d'organiser en septembre de l'année en cours le Symposium sur les migrations internationales dans les Amériques, avec le concours de la Banque interaméricaine de développement, du Fonds des Nations Unies pour la population et de l'Organisation des Etats américains;

Remercie le Centre latino-américain et des Caraïbes de démographie (CELADE) - Division de la population de la CEPALC et la Banque interaméricaine de développement de l'action menée durant la dernière période biennale pour collaborer à la réalisation de la série de recensements de l'an 2000, conformément aux accords issus de la Réunion des directeurs de statistique des Amériques tenue à Santiago du Chili en mars 1999, et leur demande, ainsi qu'aux organisations internationales pertinentes, de continuer à épauler les pays de la région dans la préparation de leurs recensements, et en particulier de promouvoir et de faciliter l'utilisation et la diffusion de l'information censitaire, dont l'importance est cruciale pour la mise en oeuvre adéquate des recommandations émanées des sommets internationaux tenus au cours de la dernière décennie;

Demande que le Centre latino-américain et des Caraïbes de démographie (CELADE) - Division de la population de la CEPALC et le Bureau sous-régional de la CEPALC pour les Caraïbes, en coopération avec le Fonds des Nations Unies pour la population et d'autres organisations nationales et internationales pertinentes, accordent la priorité au thème de la formation des ressources humaines dans le domaine de la population et du développement, afin que les pays soient mieux à même de générer l'information et les connaissances socio-démographiques devant être prises en compte, par les institutions pertinentes, dans la formulation et l'application des politiques et des programmes sociaux;

Demande d'assurer la continuité de l'enseignement et du financement dans la formation des ressources humaines en matière de population et de développement, dans le cadre d'un programme de haute spécialisation de l'Université du Chili, avec le concours du Centre latino-américain et des Caraïbes de démographie (CELADE) - Division de la population de la CEPALC et sous les auspices du Fonds des Nations Unies pour la population, dont l'objectif serait de mettre les pays mieux à même non seulement de générer l'information socio-démographique, mais surtout d'analyser de façon intégrale les variables démographiques et du développement durable, ainsi que de proposer des politiques publiques conformes aux objectifs internationaux, régionaux, sous-régionaux et nationaux;

Recommande aux pays de la région de consentir le maximum d'efforts pour fournir les ressources suffisantes afin de favoriser l'insertion des programmes de population et de développement au sein des politiques publiques visant notamment à mitiger la pauvreté et recommande en outre de renforcer les liens entre les questions de population et de santé et les politiques sociales, environnementales et culturelles, en fonction de critères sexospécifiques et de groupes d'âge, et faire en sorte que les questions liées à la population et à l'hygiène en matière de procréation soient présentes dans les réformes des secteurs de l'éducation et de la santé;

Se déclare préoccupée par l'amenuisement constant des ressources financières internationales destinées à l'Amérique latine et les Caraïbes pour les activités en matière de population et de développement et, en conséquence, engage les pays d'Amérique latine et des Caraïbes à effectuer les démarches nécessaires auprès des instances pertinentes pour inverser cette tendance;

Prie en outre la communauté internationale de prêter une assistance technique et financière accrue à ce processus, en exécution des engagements contractés dans le Programme d'action de la Conférence internationale du Caire.

578(XXVIII)
PROGRAMME DE TRAVAIL DE LA COMMISSION ÉCONOMIQUE
POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES
POUR L'EXERCICE BIENNAL 2002-2003

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes,

Ayant présents à l'esprit l'article 24 de son Règlement intérieur, les directives émanant de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social quant à la préparation et à l'examen des programmes de travail de tous les organes du système, ainsi que les dispositions de la résolution 38/32 E de l'Assemblée générale et de la décision 1984/101 du Conseil économique et social au sujet des publications périodiques des Nations Unies,

Prenant également acte de la résolution 553(XXVI) en vertu de laquelle il a été convenu de créer un groupe de travail spécial ouvert à tous les pays membres, lequel aura pour mandat, en consultation avec le Secrétaire exécutif, de définir les priorités du programme de travail et de proposer à la Commission des orientations stratégiques pour ses activités futures, compte tenu des priorités de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes,

Ayant été informée des idées directrices du projet de plan à moyen terme pour la période 2002-2005 que le secrétariat a soumis à l'examen du siège de l'Organisation des Nations Unies à New York,

Ayant examiné le rapport du Président sur les travaux du Groupe de travail spécial créé aux termes de la résolution 553(XXVI),¹ ainsi que le rapport du groupe sur les réunions tenues jusqu'à présent,²

Ayant en outre examiné tous les aspects du projet de programme de travail du système de la CEPALC pour la période 2002-2003, qui comprend également l'Institut latino-américain des Caraïbes de planification économique et sociale (ILPES),

Consciente des besoins particuliers des Etats des Caraïbes et de l'Amérique centrale membres de la CEPALC, et reconnaissant qu'il importe que ces pays participent plus pleinement et de façon plus équitable aux travaux de la Commission, tel qu'il ressort des débats de la vingt-huitième session de la CEPALC,

1. Prend acte du fait que le document intitulé "Equidad, desarrollo y ciudadanía" élaboré par le Secrétariat, avec les modifications convenues par les gouvernements, ainsi que les résolutions adoptées au cours de la vingt-huitième session, doit être considéré comme le cadre général des travaux que mènera la CEPALC durant la période biennale envisagée;

2. Approuve le projet de programme de travail du système de la CEPALC pour l'exercice biennal 2002-2003,³ qui comprend l'ILPES et qui, avec les amendements envisagés dans les résolutions

¹ LC/G.2093(SES28/17).

² Rapport du Groupe de travail spécial créé aux termes de la résolution 553(XXVI) (LC/G.2072(SES.28/4)).

³ Projet de programme de travail du système de la CEPALC, 2002-2003(LC/G.2075(SES.28/7)).

de la vingt-huitième session de la Commission, porte autorisation, au sein de la Commission, pour la réalisation des programmes et des projets, et la production des publications périodiques qu'il englobe;

3. Demande au Groupe de travail spécial de continuer à collaborer avec le Secrétaire exécutif dans l'établissement des priorités du programme de travail, ainsi que dans le débat et l'analyse des orientations stratégiques pour les activités futures de la Commission, compte tenu des priorités de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes,

4. Prie le Secrétaire exécutif de continuer à prendre les mesures pertinentes et d'assurer les ressources voulues pour garantir que les pays d'Amérique centrale et les Etats membres des Caraïbes aient une participation significative à tous les éléments du programme de travail pour l'exercice biennal 2002-2003 et tirent pleinement parti de toutes les activités menées à bien par la Commission;

5. Prend note du fait que l'affectation des ressources voulues pour mener à bien les activités décrites dans le programme de travail devra être soumise à l'approbation préalable des organes pertinents de l'Organisation des Nations Unies;

6. Demande au Secrétaire exécutif de soumettre à ces organes les propositions requises pour la mise en oeuvre du programme de travail approuvé;

7. Exprime sa gratitude au Président du Groupe de travail spécial de la tâche réalisée par ce dernier, qui lui a permis de s'acquitter de façon satisfaisante du mandat qui lui a été confié en vertu de la résolution 553(XXVI);

8. Prie le Secrétaire exécutif de rendre compte à la vingt-neuvième session de la CEPALC de l'état d'avancement de l'application de cette résolution.

579(XXVIII)
CALENDRIER DE CONFÉRENCES DE LA CEPALC
POUR LA PÉRIODE 2000-2002

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes,

Rappelant la résolution 419(PLEN.14) du Comité plénier de la CEPALC sur la rationalisation de la structure institutionnelle et du plan de réunions du système de la Commission, selon laquelle il incombe à celle-ci d'examiner, lors de ses sessions ordinaires, le calendrier complet de conférences et de réunions programmées jusqu'à la session ordinaire suivante,

Tenant compte de la résolution 489(PLEN.19) sur la structure intergouvernementale et les fonctions de la CEPALC, aux termes de laquelle il est recommandé de maintenir la structure institutionnelle existante,

Tenant également compte de la résolution 553(XXVI) sur la réforme de l'Organisation des Nations Unies et son incidence sur la CEPALC, dans laquelle il est recommandé que le plan des réunions du système de la CEPALC continue de servir de fondement au maintien de la simplicité, de l'efficacité et de la souplesse de fonctionnement de la Commission,

Ayant à l'esprit les résolutions et les décisions du Conseil économique et social et de la CEPALC qui établissent et régissent la périodicité des réunions des organes subsidiaires de la Commission,

Ayant examiné le projet de calendrier de conférences intergouvernementales de la CEPALC pour la période 2000-2002 figurant dans l'annexe 5 du document pertinent,¹

Considérant les objectifs et l'ordre de priorité établis dans les sous-programmes de travail et les programmes d'action régionaux approuvés par les Etats membres à la vingt-huitième session,

Rappelant la responsabilité primordiale qui incombe aux gouvernements des pays en ce qui concerne l'application des décisions et des programmes d'action des conférences mondiales des Nations Unies,

1. Approuve le calendrier de conférences de la CEPALC, tel qu'il est reproduit dans l'annexe de la présente résolution, avec les observations et les suggestions consignées dans le rapport de la vingt-huitième session de la Commission;

2. Affirme que le système actuel de services de conférences de la CEPALC, selon lequel le Secrétaire exécutif est chargé des aspects organisationnels et de fond, s'est avéré efficace du point de vue des coûts, et recommande que le Secrétaire exécutif continue d'assumer les tâches correspondantes;

3. Réaffirme qu'il importe de continuer à confier à la CEPALC la responsabilité de l'organisation et de la tenue des réunions préparatoires aux échelons régional et sous-régional et de suivi des conférences mondiales des Nations Unies dans les domaines économique et social;

¹ Calendrier de conférences de la CEPALC proposé pour la période 2000-2002. Note du Secrétariat (LC/G.2076(SES.28/8)).

4. Demande au Secrétaire exécutif de saisir les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies des suggestions propres à permettre l'exécution du calendrier approuvé;

5. Prie le Secrétaire exécutif de rendre compte à la vingt-neuvième session de la CEPALC de l'application de cette résolution.

Annexe

CALENDRIER DE CONFÉRENCES INTERGOUVERNEMENTALES DE LA CEPALC POUR LA PÉRIODE 2000-2002

Année	Nom	Lieu et date	Texte portant autorisation	Source de financement
2000	Trentième réunion du Bureau de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes	Lima, 7 février	Plan d'action régional sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine, paragraphe 88.2; résolution 567(XXVII) de la CEPALC	Budget ordinaire de la CEPALC
2000	Huitième Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes	Lima, 8-10 février	La Conférence a été créée en tant qu'organe subsidiaire permanent de la CEPALC par décision de la onzième session extraordinaire du Comité plénier (E/CEPAL/AC.7/14); résolution 567(XXVII) de la CEPALC	Budget ordinaire de la CEPALC
2000	Vingtième réunion du Bureau directeur du Conseil régional de planification de l'ILPES	Montevideo, 9 mars	Résolutions 351(XVI) et 567 (XXVII) de la CEPALC	Budgets ordinaires de la CEPALC et de l'ILPES
2000	Dix-huitième session du Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CDCC)	Port-of-Spain, 30 mars-5 avril	Résolutions 358(XVI); 419(PLEN.14); 489(PLEN.19) et 567(XXVII) de la CEPALC	Budget ordinaire de la CEPALC
2000	Vingt-huitième session de la CEPALC	Mexico, 3-7 avril	Résolutions 419(PLEN.14); 489(PLEN.19); 553(XXVI), 567(XXVII) et 575(XXVI) de la CEPALC	Budget ordinaire de la CEPALC
2000	Deuxième Conférence régionale sur la suite donnée au Sommet mondial pour le développement social	Santiago du Chili, 15-18 mai	Résolution 535(XXV) et 557(XXVI) de la CEPALC, Déclaration de Copenhague et Consensus de São Paulo	Budget de la CEPALC
2000	Trentième-et-unième réunion du Bureau de la conférence sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes	a/ Deuxième semestre	Plan d'action régional sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine, paragraphe 88.2; résolution 567 (XXVII) de la CEPALC	Budget ordinaire de la CEPALC
2000	Comité de coopération économique de l'Amérique centrale	a/ Deuxième semestre	Résolution 9(IV) de la CEPALC	Budget ordinaire de la CEPALC
2000	Réunion régionale sur la suite donnée à la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II)*	Santiago du Chili, 30 oct.-2 nov.	Résolution 53/180 de l'Assemblée générale	Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)
2000	Réunion régionale sur le financement du développement*	Colombie, novembre	Résolution 54/196 de l'Assemblée générale	Organisation des Nations Unies, pays hôte et autres sources

Année	Nom	Lieu et date	Texte portant autorisation	Source de financement
2001	Vingtième session du Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau (CEGAN)	a/ b/	Résolutions 310(XIV); 419(PLEN.14); 422(XIX), paragraphe 204; 425(XIX) et 489(PLEN.19) de la CEPALC	Budget ordinaire de la CEPALC
2001	Vingt-deuxième session du Comité plénier de la CEPALC	a/ b/	Résolutions 419(PLEN.14) et 489(PLEN.19) de la CEPALC	Budget ordinaire de la CEPALC
2001	Dix-neuvième session du Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CDCC)	a/ b/	Résolutions 358(XVI); 419(PLEN.14); 489(PLEN.19) et 537(XXV) de la CEPALC	Budget ordinaire de la CEPALC
2001	Trente deuxième réunion du Bureau de la Conférence régionale sur les femmes d'Amérique latine et des Caraïbes	a/ Premier semestre	Plan d'action régional sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine, paragraphe 88.2	Budget ordinaire de la CEPALC
2001	Vingt-et-unième réunion du Bureau directeur du Conseil régional de planification de l'ILPES	a/ Deuxième semestre	Résolutions 351(XVI) et 567 (XXVII) de la CEPALC	Budgets ordinaires de la CEPALC et de l'ILPES
2001	Trente-troisième réunion du Bureau de la Conférence régionale sur les femmes d'Amérique latine et des Caraïbes	a/ Deuxième semestre	Plan d'action régional sur l'intégration de la femme au développement économique et social	Budget ordinaire de la CEPALC
2001	Comité de coopération économique de l'Amérique centrale	a/ Deuxième semestre	Résolution 9(IV) de la CEPALC	Budget ordinaire de la CEPALC
2001	Réunion régionale préparatoire de l'examen décennal de l'application des résultats de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement*	a/ b/	Action 21	Organisation des Nations Unies, pays hôte et autres sources
2002	Vingtième session du Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CDCC)	a/ Premier semestre	Résolutions 358(XVI); 419(PLEN.14); 489(PLEN.19) et 567(XXVII) de la CEPALC	Budget ordinaire de la CEPALC
2002	Vingt-neuvième session de la CEPALC	a/ Premier semestre	Résolutions 419(PLEN.14); 489(PLEN.19) et 553(XXVI) de la CEPALC	Budget ordinaire de la CEPALC
2002	Trente-quatrième réunion du Bureau de la Conférence régionale sur les femmes d'Amérique latine et des Caraïbes	a/ Premier semestre	Plan d'action régional sur l'intégration de la femme au développement économique et social, paragraphe 88.2	Budget ordinaire de la CEPALC
2002	Vingt-deuxième réunion du Bureau directeur du Conseil régional de planification de l'ILPES	a/ Premier semestre	Résolution 351(XVI) de la CEPALC	Budgets ordinaires de la CEPALC et de l'ILPES

Année	Nom	Lieu et date	Texte portant autorisation	Source de financement
2002	Vingt-et-unième session du Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau (CEGAN)	a/ b/ Deuxième semestre	Résolutions 310(XIV); 419(PLEN.14); 422(XIX), paragraphe 204; 425(XIX) et 489(PLEN.19) de la CEPALC	Budget ordinaire de la CEPALC
2002	Deuxième Conseil régional de planification de l'ILPES	a/ Deuxième semestre	Résolution 340(AC.66) de la CEPALC	Budgets ordinaires de la CEPALC et de l'ILPES
2002	Onzième Conférence des ministres et des responsables de la planification de l'Amérique latine et des Caraïbes	a/ Deuxième semestre	Résolutions 340(AC.66) et 371(XVII) de la CEPALC	Budgets de la CEPALC et de l'ILPES
2002	Comité de coopération économique de l'Amérique centrale	a/ Deuxième semestre	Résolution 9(IV) de la CEPALC	Budget ordinaire de la CEPALC
2002	Trente-cinquième réunion du Bureau de la Conférence régionale sur les femmes d'Amérique latine et des Caraïbes	a/ Deuxième semestre	Plan d'action régional sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine, paragraphe 88.2	Budget ordinaire de la CEPALC

a/ Lieu à confirmer.

b/ Date à confirmer.

*

Conformément au paragraphe 52 de ce rapport.

580(XXVIII)
CRÉATION DE LA CONFÉRENCE STATISTIQUE DES AMÉRIQUES DE LA
COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE
ET LES CARAÏBES

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes,

Rappelant le Plan d'action de Buenos Aires pour la promotion et la mise en oeuvre de la coopération technique entre pays en développement, fait sien par l'Assemblée générale dans sa résolution 33/134 du 19 décembre 1978,

Tenant compte des décisions adoptées par le Comité de haut niveau pour l'examen de la coopération technique entre pays en développement à sa dixième réunion tenue du 5 au 9 mai 1997 au siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, en particulier la décision 10/1, section B, concernant les progrès accomplis dans la mise en oeuvre de la stratégie des nouvelles orientations de la coopération technique entre les pays en développement,

Ayant à l'esprit la collaboration prêtée systématiquement par la CEPALC dans le domaine de la coopération technique en matière de statistique afin de faciliter la coordination interinstitutions entre les pays développés, les organisations internationales et les bureaux nationaux de statistique des pays membres où existent des projets en la matière,

Ayant également à l'esprit le fait, d'une part, que l'Organisation des États américains (OEA) collabore avec la CEPALC, depuis 1994, au sein de la Réunion mixte OEA/CEPALC en matière de statistique et, d'autre part, que le Comité exécutif permanent du Conseil interaméricain pour le développement intégré (CEPCIDI) de l'OEA est convenu, dans sa résolution N° 34 du 8 octobre 1998, de mettre un terme à l'existence de la Conférence interaméricaine de statistique (CIE) au sein de l'OEA, dont le Comité directeur permanent (COM/CIE) était l'homologue de la CEPALC dans l'Accord de coopération en matière statistique souscrit par l'OEA et la CEPALC, et que, par ailleurs, l'OEA a demandé à ses pays membres de regrouper les efforts de coordination en matière de statistique au sein d'une seule instance dans le cadre de la CEPALC,

Tenant compte du fait que la Réunion mixte OEA/CEPALC en matière de statistique est prévue dans le programme de travail de la CEPALC et, partant, que les incidences techniques, opérationnelles et financières pourront être résolues moyennant une réaffectation des ressources ordinaires existantes, permettant de la sorte la création d'une Conférence statistique des Amériques de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, en qualité d'organe subsidiaire de cette dernière,

Tenant également compte du fait que le CEPCIDI a, dans sa résolution No 34, demandé aux représentants des bureaux de statistique du Canada, du Mexique et du Pérou, ainsi que du secrétariat de la CEPALC, d'élaborer une proposition relative à la structuration et au fonctionnement de la Conférence statistique des Amériques de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, proposition qui a été peaufinée et approuvée à l'unanimité à la Réunion des directeurs de statistique des Amériques tenue au siège de la CEPALC à Santiago du Chili, du 24 au 26 mars 1999,

Rappelant la résolution 489(PLEN.19) sur la structure intergouvernementale et les fonctions de la CEPALC dans laquelle il est recommandé de maintenir la structure institutionnelle actuelle; la résolution 553(XXVI) sur la réforme de l'Organisation des Nations Unies et son incidence sur la CEPALC, dans

laquelle il est recommandé de maintenir le plan des réunions du système de la Commission; et la résolution 573(XXVII) sur la coopération technique entre pays et régions en développement,

Ayant examiné la proposition de création de la Conférence statistique des Amériques de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes telle qu'elle figure dans l'annexe de cette résolution,

Considérant finalement la nature et les objectifs de la proposition visant à la création de la Conférence statistique des Amériques de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes,¹

1. Approuve la proposition visant à la création de la Conférence statistique des Amériques de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes en qualité d'organe subsidiaire de cette dernière, telle qu'elle figure dans l'annexe de cette résolution, avec les observations et suggestions qui seront consignées dans le rapport de la vingt-huitième session;

2. Prie le Secrétaire exécutif de soumettre à l'examen des instances pertinentes de l'Organisation des Nations Unies les propositions nécessaires à la création de la Conférence statistique des Amériques de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes;

3. Demande au Secrétaire exécutif de faire rapport à la vingt-neuvième session de la CEPALC quant à l'application de cette résolution.

¹ Informe final de la Reunión de Directores de Estadística de las Américas (LC/L.1199(Sem.88/10)).

**CRÉATION DE LA CONFÉRENCE STATISTIQUE DES AMÉRIQUES DE LA
COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE
ET LES CARAÏBES**

**A. CONFÉRENCE STATISTIQUE DES AMÉRIQUES DE LA COMMISSION ÉCONOMIQUE
POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES**

1. Nature

La Conférence statistique des Amériques de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes sera un organe subsidiaire de la CEPALC appelé à contribuer à l'évolution des politiques et des activités en matière de statistique dans les pays de la région.

2. Objectifs

- a) Encourager le développement et l'amélioration des statistiques nationales et leur comparabilité nationale, à la lumière des recommandations de la Commission de statistique des Nations Unies, des institutions spécialisées et de toutes les instances pertinentes.
- b) Favoriser la coopération internationale, régionale et bilatérale entre les bureaux nationaux et les organismes internationaux et régionaux.
- c) Élaborer un programme biennal d'activités de coopération régionale et internationale qui, dans la mesure des ressources disponibles, réponde aux besoins des pays de la région.

3. Membres

Participeront à cette Conférence les pays membres de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes des Nations Unies.

4. Réunions de la Conférence

La Conférence tiendra ses réunions ordinaires tous les deux ans. La Conférence pourra accepter l'invitation de tout gouvernement membre souhaitant servir d'hôte à la réunion ordinaire dans son pays.

5. Comité directeur

La Conférence élira un Comité directeur, conformément aux règlements de la Commission. Le Président du Comité directeur assumera également la présidence des sessions de la Conférence. Le Comité directeur pourra convoquer une réunion spéciale entre les réunions ordinaires.

6. Secrétariat

Le secrétariat de la Conférence sera assumé par le Secrétariat de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Le Secrétariat de la CEPALC mettra à la disposition de la Conférence les documents et les facilités approuvés par la CEPALC.

B. COMITÉ DIRECTEUR DE LA CONFÉRENCE

1. Nature

La Conférence statistique des Amériques de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes mettra sur pied un Comité directeur chargé d'épauler la Conférence conformément aux dispositions du point 4 ci-après.

2. Composition

Le Comité directeur sera composé d'un président et de six membres, tous choisis parmi les pays membres de la CEPALC compte tenu du principe de représentation des groupes sous-régionaux représentés au sein du Comité.

3. Élection du Comité directeur et durée des mandats

A l'ouverture de chaque Conférence, le Président du Comité directeur élaborera, en consultation avec les membres du Comité directeur et de la Conférence, une proposition en vue de l'élection du nouveau Comité.

Le nouveau Comité directeur entrera en fonctions dès qu'aura terminé la réunion ordinaire de la Conférence durant laquelle il a été élu et le restera jusqu'au terme de la réunion ordinaire suivante.

Les membres du Comité directeur, y compris le Président, seront élus par la Conférence, à l'occasion de sa réunion ordinaire, pour une période de deux ans.

Les membres du Comité directeur pourront être réélus pour trois mandats successifs. Le Président ne pourra pas être réélu en cette même qualité pour un deuxième mandat consécutif mais pourra être réélu en tant que membre du Comité. Quiconque ayant été membre du Comité pendant trois mandats consécutifs ne pourra être réélu que deux ans après l'expiration de son dernier mandat.

4. Fonctions

Les fonctions du Comité directeur seront les suivantes:

- a) Mener à bien les tâches que lui aura confiées la Conférence.
- b) Elaborer tous les deux ans un programme biennal d'activités de coopération régionale et internationale en matière de statistique qui sera soumis à la réunion régionale.

- c) Assurer le suivi de la mise en oeuvre des accords adoptés et des tâches confiées par la Conférence, en particulier le Programme biennal d'activités.
- d) Se prononcer sur la documentation nécessaire à la réalisation des réunions. En règle générale, aucun débat de fond ne pourra avoir lieu en l'absence d'un document approprié. Le secrétariat veillera au respect de cette norme.

5. Réunions

Le Comité directeur tiendra au moins deux réunions dans l'intervalle entre deux sessions ordinaires de la Conférence. En outre, lors de la réunion préalable à la Conférence, il adoptera un projet de programme de travail biennal de la Conférence, lequel sera présenté à la réunion ordinaire.

Le Comité pourra inviter à participer à ses réunions les pays ou experts susceptibles d'apporter une contribution à la réalisation de ses fonctions.

581(XXVIII)
**APPUI AUX TRAVAUX DE L'INSTITUT LATINO-AMÉRICAIN ET DES CARAÏBES DE
PLANIFICATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE**

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes,

Rappelant la résolution 340 (AC.66) du 25 janvier 1974, stipulant que l'Institut latino-américain et des Caraïbes de planification économique et sociale (ILPES) se constitue en organisme permanent de la Commission, doté d'une identité propre et relevant directement du Secrétaire exécutif de la CEPALC,

Exprimant sa reconnaissance aux gouvernements des Etats membres du Conseil régional de planification et à son Bureau directeur, pour leur appui précieux à l'ILPES, tant en ce qui concerne son orientation que son financement ordinaire,

Tenant compte du fait que les Etats membres souhaitent obtenir une information plus précise sur l'incidence éventuelle, pour l'ILPES, du processus d'intégration accrue au sein de la CEPALC,

1. Prend note avec satisfaction des résolutions émanées de la vingtième réunion du Bureau directeur du Conseil régional de planification, tenue à Montevideo en mars 2000, notamment en ce qui concerne:

- a) l'adoption du rapport d'activités de l'Institut correspondant à la période comprise entre juillet 1998 et décembre 1999, ainsi que l'examen du rapport financier pour l'exercice 1999; la gestion adéquate des ressources de l'institution et des contributions gouvernementales à la réalisation des activités de formation de l'ILPES/CEPALC; l'intérêt que revêt la présentation, de la part de l'Institut, d'un rapport périodique aux gouvernements membres quant à l'évaluation de ces activités;
- b) les excellents résultats du Séminaire de haut niveau sur les fonctions de base de la planification et la décision d'organiser des rencontres sur les tendances régionales en matière de planification publique pour l'Amérique centrale et le Panama, pour les Caraïbes anglophones, ainsi que pour Cuba et la République dominicaine;
- c) le soutien résolu à la définition de domaines prioritaires pour les activités que mènera l'Institut à partir de l'an 2000, ainsi qu'à la proposition financière correspondante et aux changements organisationnels adoptés pour renforcer l'intégration et la coordination des activités entre l'ILPES et la CEPALC;

2. Exprime sa reconnaissance aux gouvernements des Etats membres du Conseil régional de planification pour leur contribution au système ordinaire d'apports financiers des gouvernements, qui permet le financement d'une partie importante des frais de personnel et des activités de l'Institut;

3. Remercie le gouvernement de l'Uruguay de l'excellente organisation de la vingtième réunion du Bureau directeur du Conseil régional de planification, récemment tenue à Montevideo;

4. Exprime sa satisfaction pour le soutien direct apporté par le Secrétaire exécutif de la CEPALC aux activités de l'Institut, ainsi que pour la coordination accrue avec la CEPALC;

5. Recommande que l'ILPES, en sa qualité d'organe de formation du système de la CEPALC, poursuive et développe de façon substantielle ses activités de formation en collaboration avec les différents bureaux sous-régionaux et divisions de la CEPALC et d'autres institutions internationales, et qu'il concentre ses travaux de fond dans les domaines de l'analyse, la prospection, la coordination et l'évaluation de l'investissement et de la gestion publique ainsi que du développement territorial et local;

6. Recommande également que les réunions du Bureau directeur du Conseil régional de planification de l'ILPES correspondant aux années où sont tenues les sessions de la CEPALC soient effectuées dans le cadre de celles-ci;

7. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission de soumettre à la vingt-neuvième session de la CEPALC un rapport sur le degré d'avancement du processus d'intégration et de coordination des activités de l'ILPES et de la CEPALC.

582(XXVIII)
**RÉSOLUTION DE MEXICO SUR L'ÉQUITÉ, LE DÉVELOPPEMENT
ET LA CITOYENNETÉ**

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes,

Tenant compte de la résolution 564(XXVII) adoptée par la Commission à sa vingt-septième session, dans laquelle elle prie le Secrétariat de poursuivre, dans le cadre d'une analyse intégrée des volets économiques, sociaux et environnementaux du développement, l'examen de la modernisation du secteur public et du rôle de l'État dans le contexte d'un processus démocratique de transformation de la production dans un climat d'équité,

Constatant que des progrès ont été accomplis dans la mise en place d'un cadre institutionnel qui veille à l'application de politiques macro-économiques assainies; l'accroissement des dépenses publiques sociales; l'atténuation de la pauvreté relative; le développement de la vie locale; l'élargissement des systèmes démocratiques; la conquête des droits, la présence visible et la reconnaissance de la contribution des femmes à la société; la prise en compte progressive de l'agenda pour le développement durable; l'incorporation du secteur privé à la prestation de services publics et sociaux dans un contexte de concurrence encadrée; et, malgré les enjeux qui subsistent, dans l'amélioration de la réglementation et de la supervision des marchés financiers,

Reconnaissant que cette amélioration a été accompagnée de progrès économiques substantiels accomplis dans la résorption des déséquilibres budgétaires, la lutte contre l'inflation, l'essor des exportations, la revitalisation et la mise en place de nouveaux mécanismes d'intégration, l'acheminement de courants considérables d'investissement étranger direct et la reprise de la croissance économique,

Considérant en outre, qu'en dépit de cette évolution positive, il existe encore dans la région des disparités entre les sexes ainsi que sur le plan culturel et socio-économique et que, partant, l'atteinte de l'équité passe par un accès plus égalitaire aux possibilités de développement dont a besoin le capital humain pour s'insérer à l'activité économique, avoir un emploi productif, accéder aux services sociaux et à un logement, et vivre dans un contexte démocratique où soient respectés les droits de la personne, disposer d'un environnement non pollué, et participer activement à la vie culturelle,

Considérant en outre que l'équité exige une évaluation profonde et permanente des modèles de développement de la région,

Sachant que les modèles de développement et les possibilités s'ouvrant aux habitants de la région subissent l'influence des processus économiques, sociaux et culturels d'ordre mondial résultant du processus de mondialisation des économies,

Consciente que ce processus est susceptible d'être perfectionné moyennant un meilleur traitement de thèmes tels que la mobilité professionnelle internationale, la mise au point de mécanismes de cohérence globale des politiques macro-économiques, les courants de capital productif et à long terme, ainsi que l'acheminement de ressources aux fins de la coopération et du développement afin d'améliorer l'équité entre les pays et au sein de ces derniers,

Consciente en outre que ces nouveaux enjeux sont venus se greffer sur un ensemble de problèmes non résolus associés aux réformes en cours, aux traces laissées par la crise de la dette, ainsi qu'aux

répercussions dans le domaine social des récentes crises financières internationales et aux déficiences structurelles profondément enracinées dans l'histoire de la région,

Sachant que les taux de croissance économique et les gains de productivité dans la région sont restés modestes et que subsistent encore, dans certains cas, des problèmes d'inégalité dans la répartition du revenu, de fragilité de la croissance et de vulnérabilité financière,

Consciente également des disparités existant entre les secteurs et les unités de production en termes d'incorporation du progrès technologique, de gains de productivité et de participation aux marchés porteurs, ce qui se traduit par une inégalité des chances d'avoir accès à des emplois de qualité, ainsi que par une augmentation du chômage visible et/ou de l'emploi non structuré, et ce, dans un contexte de disparité croissante entre les rémunérations des travailleurs, des problèmes de répartition du revenu et d'accès aux services de sécurité sociale, facteurs qui ont une incidence sur la cohésion sociale et la gouvernabilité,

Sachant en outre qu'il faut poursuivre les efforts pour consolider les acquis en matière de réduction des déficits budgétaires et de l'inflation, d'insertion plus dynamique au sein de l'économie mondiale, de participation plus active du secteur privé et d'efficacité accrue de l'Etat, tout en restant conscient qu'il n'existe pas de formule unique dans ces domaines,

1. Accueille favorablement le document intitulé *Equidad, desarrollo y ciudadanía* élaboré par le Secrétariat, car il prône l'idée du développement conçu comme un processus intégral, l'équité, comme la cheville ouvrière du remaniement des modèles de développement de la région et le respect des droits économiques, sociaux et culturels, ainsi que leur interdépendance avec les droits civils et politiques, comme un élément de première importance;

2. Souligne, en particulier, le caractère réaliste de la teneur du document dans lequel l'équité est perçue en fonction de l'établissement d'objectifs que chaque société soit en mesure d'atteindre, dans leurs multiples facettes, selon son degré de développement;

3. Souligne également l'accent mis sur la valeur des droits économiques, sociaux et culturels, pouvant être incorporés aux objectifs d'intérêt public et aux décisions économiques et politiques, contribuant de la sorte à corriger les déficiences et à mitiger les inégalités;

4. Fait ressortir que le document vient étayer la position de la CEPALC quant à la nécessité d'intégrer les aspects macro-économiques, les institutions et les cadres réglementaires, le fonctionnement des marchés des facteurs et le comportement micro-économique;

5. Souligne que le document fait ressortir l'importance que revêt le maintien d'un environnement macro-économique assaini, caractérisé par des équilibres durables, en fonction de la réalité de chaque pays, dans les domaines budgétaire, monétaire et des paiements extérieurs afin de parvenir à des niveaux plus élevés de développement économique et social;

6. Apprécie l'éclairage apporté, dans le document, à l'étude des processus de privatisation des services sociaux et le fait que les principes d'universalité, de solidarité et d'efficacité doivent présider au modèle d'association entre secteurs public et privé dans les réformes pertinentes;

7. Prend note avec satisfaction du fait que le document met l'accent sur la nécessité, pour les pays de la région, de chercher à se rapprocher de la frontière technologique internationale, d'encourager la

diffusion du progrès technique, d'accroître l'investissement en capital humain, de perfectionner les marchés des facteurs, et d'accorder une attention particulière à la modernisation productive des petites et moyennes entreprises, moyennant un accès plus facile au financement, à la coopération technique, aux créneaux commerciaux et à la formation;

8. Demande au Secrétariat d'actualiser, dans la mesure du possible, les données statistiques correspondant à la dernière décennie, en particulier à la période biennale 1998-1999, d'assurer une vaste diffusion de ce document et d'en promouvoir l'examen au sein:

- a) des milieux économiques, universitaires, politiques, sociaux et d'affaires de la région, en encourageant le dialogue à l'échelon national sur les liens complexes d'interdépendance existant entre l'équité, la croissance économique, le développement durable et l'exercice des droits civiques en vue de la réalisation des objectifs sociaux du développement;
- b) des organisations internationales concernées par les différentes facettes du développement économique, en favorisant l'approche intégrée proposée pour améliorer les niveaux de bien-être de l'ensemble de la population;

9. Prie le Secrétariat de poursuivre l'examen des thèmes suivants:

- a) la politique sociale conçue selon une optique d'intégration, par le biais d'institutions qui tiennent compte de façon prioritaire et simultanée des principes d'universalité, de solidarité et d'efficacité dans la conception, le financement, la prestation et la réglementation des services sociaux, en fonction des exigences et des possibilités du développement économique, en assurant un partenariat approprié entre les secteurs public et privé compte tenu des réalités nationales;
- b) la politique macro-économique responsable couvrant un horizon temporel plus étendu, tenant compte du rôle des politiques pour faire face au cycle économique et considérant à la fois la croissance économique et le bien-être social à long terme en tant qu'objectifs explicites de façon à atténuer la vulnérabilité intérieure et extérieure des économies de la région;
- c) le renforcement de la citoyenneté conçue comme la participation effective des opérateurs sociaux, et comme instrument fondamental pour renforcer la cohésion sociale et favoriser une culture de la coexistence et du développement intégral, fondée sur la tolérance et la construction de consensus;
- d) l'interdépendance existant entre les plans de développement des pays de la région et les politiques qui accompagnent les processus de mondialisation dans les domaines économiques, notamment en ce qui a trait au commerce, au financement et aux courants financiers, dans les domaines sociaux et environnementaux, de façon à ce que les politiques en question tiennent compte des intérêts des pays de la région;
- e) la mise sur pied d'un système financier international stable et prévisible et son rapport avec le développement social, en insistant sur le fait que les aspects sociaux doivent être pris en compte à titre prioritaire dans les réformes actuellement apportées au système financier international, de façon à ce qu'elles contribuent à atténuer les vulnérabilités et à répondre aux besoins des groupes sociaux les plus démunis.

583(XXVIII)
COOPÉRATION TECHNIQUE ENTRE PAYS ET RÉGIONS
EN DÉVELOPPEMENT

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes,

Rappelant le Plan d'action de Buenos Aires pour la promotion et la mise en oeuvre de la coopération technique entre pays en développement, adopté lors de la Conférence des Nations Unies sur la coopération technique entre pays en développement, tenue dans cette ville en septembre 1978, et fait sien par l'Assemblée générale dans sa résolution 33/134 du 19 décembre de la même année,

Tenant compte des décisions adoptées à la neuvième réunion du Comité de haut niveau pour l'examen de la coopération technique entre pays en développement, qui a eu lieu du 30 mai au 2 juin 1995 au siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, en particulier la décision 9/2 relative aux nouvelles orientations de la coopération technique entre les pays en développement,

Tenant compte également des décisions adoptées par le Comité de haut niveau pour l'examen de la coopération technique entre pays en développement à sa dixième réunion tenue du 1 au 4 juin 1999 au siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, en particulier la décision 11/1, section B, concernant les progrès accomplis dans la mise en oeuvre de la stratégie des nouvelles orientations de la coopération technique entre les pays en développement,

Rappelant sa résolution 573(XXVII) sur la coopération technique entre pays et régions en développement,

1. Prend acte du rapport concernant les activités menées par le système de la CEPALC pour appuyer la coopération entre pays en développement, qui figure dans la note du secrétariat intitulée "Actividades del sistema de la CEPAL para promover y apoyar la cooperación técnica entre países y regiones en desarrollo durante el bienio 1998-1999" (LC/G.2081(SES.28/13)), présentée à cette session de la Commission;

2. Réaffirme l'importance que revêt la coopération technique entre les pays de la région pour la réalisation de leurs objectifs en matière de développement économique et social, notamment par le biais de l'échange de données d'expérience dans l'élaboration et l'application de politiques relatives aux principaux domaines des nouvelles orientations en matière de coopération technique entre pays en développement, tels que l'élimination de la pauvreté et l'exclusion sociale, la pérennité de l'environnement, la production et l'emploi, le développement scientifique et technologique, le tourisme, l'appui à la petite et moyenne entreprise, l'égalité entre les sexes, le commerce, l'investissement et la gestion macro-économique;

3. Souligne qu'il importe de tirer un meilleur parti de la coopération technique entre pays et régions en développement afin de favoriser la croissance économique soutenue, l'équité sociale et la pérennité de l'environnement dans les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes et, à cet égard, insiste sur l'importance de resserrer les liens entre la coopération technique et la coopération économique entre les pays et les régions en développement;

4. Souligne également la nécessité d'accorder un appui plus résolu aux activités que mènent les gouvernements de la région pour améliorer et utiliser au mieux les mécanismes et les modalités de

coopération technique entre pays en développement, aux échelons sous-régional, régional et interrégional, dans les domaines prioritaires des politiques publiques pour le développement économique et social;

5. Souligne qu'il est nécessaire d'obtenir des ressources accrues destinées à la coopération aux fins du développement de la part des pays développés et des institutions multilatérales;

6. Demande au Secrétaire exécutif, en application des directives pertinentes, de:

- a) renforcer les activités visant à intégrer les modalités de coopération technique entre pays en développement dans les différents domaines prévus dans le programme de travail du Secrétariat, notamment au niveau de l'élaboration et de l'application de projets de coopération technique financés à l'aide de ressources extra-budgétaires provenant de donateurs bilatéraux ou multilatéraux;
- b) réaliser les consultations pertinentes afin d'identifier les domaines prioritaires pour la pratique de la coopération technique entre pays en développement dans chaque pays membre;
- c) mettre l'accent sur la nécessité d'adopter un nouveau concept de coopération qui privilégie le transfert de ressources et l'échange de connaissances et d'expériences entre les gouvernements, les organismes publics et le secteur privé, s'étendant à la société civile;
- d) encourager la sélection de critères afin que le revenu par habitant ne soit plus considéré comme indicateur unique pour l'obtention de ressources provenant de la coopération internationale et insister sur la nécessité d'inclure, en consultation avec les Etats membres, de nouveaux critères de mesure qui tiennent compte de l'iniquité profonde et croissante qui règne dans la région;
- e) diffuser plus largement l'information relative aux projets et aux activités de coopération technique parmi les centres nationaux de coordination de la coopération aux fins du développement ("centres de convergence"), en mettant l'accent sur l'utilisation des réseaux mondiaux d'information;
- f) intensifier l'échange de données d'expérience et des meilleures pratiques des pays de la région et aux échelons sous-régionaux dans les projets de coopération technique, en particulier dans les aspects des politiques sociales propres à favoriser l'équité, améliorer la gestion urbaine dans le contexte du développement durable, identifier les stratégies efficaces de promotion de la petite et moyenne entreprise dans le cadre des mécanismes de coopération économique existant dans la région, ainsi que les politiques en matière de commerce, de développement scientifique et technologique, de tourisme, d'investissement et de gestion macro-économique, ainsi que la prévention des catastrophes et l'atténuation de leurs effets néfastes;
- g) continuer à renforcer les liens entre le système de la CEPALC et les centres nationaux de coordination pour la coopération technique entre pays et régions en développement, afin de faire un usage plus généralisé de l'information relative aux meilleures pratiques identifiées dans les activités menées dans le cadre des projets de coopération technique réalisés par la CEPALC, aux échelons régional et sous-régional, en mettant l'accent sur

les initiatives de formation qui mettent ces centres mieux à même de tirer parti des possibilités offertes par la connexion aux différents réseaux mondiaux d'information;

- h) continuer d'épauler les activités d'appui aux réseaux et systèmes de coopération existant dans la région, aux échelons régional et sous-régional, en particulier moyennant le renforcement des instruments et des systèmes de collecte et d'analyse de l'information, y compris la ventilation par sexe, dans les secteurs économiques et sociaux considérés prioritaires par les gouvernements à la lumière de leurs objectifs de développement économique et social;
- i) continuer à collaborer avec le Service spécial pour la coopération technique entre pays en développement du Programme des Nations Unies pour le développement afin de renforcer la coopération technique entre les pays en développement, dans le cadre des nouvelles orientations adoptées par le Comité de haut niveau pour l'examen de la coopération technique entre pays en développement et de la stratégie fondée sur ces nouvelles orientations;
- j) exprimer son profond regret au Groupe spécial de la coopération technique entre pays en développement du Programme des Nations Unies pour le développement quant à la décision de suspendre son appui aux réunions des Directeurs de la coopération technique internationale;
- k) demander au Groupe spécial de la coopération technique entre pays en développement d'accroître les ressources provenant des pays développés aux fins de la coopération horizontale, à la lumière de l'engagement contracté dans le Plan d'action de Buenos Aires de 1978, et que ce point soit soulevé, en consultation avec les Etats membres de la région, lors du prochain cycle de négociations de la programmation financière du Programme des Nations Unies pour le développement;
- l) continuer à soutenir les mécanismes de coordination entre les organismes et les organisations qui mènent à bien, dans la région, des projets de coopération technique entre les pays en développement, afin de faciliter la coordination entre les institutions et entre les organismes dans l'exécution de ces projets;
- m) continuer de collaborer avec le Secrétariat permanent du Système économique latino-américain à l'organisation d'activités conjointes avec les centres nationaux de coordination de la coopération technique entre pays en développement, dans le cadre de leurs directives respectives, notamment celles ayant trait aux réunions annuelles de directeurs nationaux de la coopération technique internationale;
- n) collaborer avec le Système économique latino-américain à la mise en oeuvre d'un mécanisme de gestion, de suivi et d'évaluation des projets de coopération technique entre pays en développement;
- o) intensifier, dans le cadre des mécanismes de consultation des secrétariats des autres commissions régionales, les activités conjointes visant à soutenir la coopération technique et économique entre les pays des différentes régions en développement, en coordination avec les organismes compétents du système des Nations Unies, selon les domaines concernés par ces activités.

- p) épauler les pays dans la réalisation de programmes de formation leur permettant de tirer le meilleur parti possible des fonds et des programmes de coopération d'ordre mondial;
- q) promouvoir la création d'un instrument de coordination régional à caractère permanent chargé de coordonner le développement et la mise en oeuvre d'activités propres à favoriser le développement durable des pays des Caraïbes, dans le cadre des travaux du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement, et d'autres décisions internationales pertinentes.

**584(XXVIII)
LIEU ET DATE DE LA PROCHAINE SESSION**

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes,

Ayant à l'esprit le paragraphe 15 de son Mandat et les articles 1 et 2 de son Règlement intérieur,

Considérant l'invitation du Gouvernement brésilien à tenir la vingt-neuvième session de la Commission au Brésil,

1. Remercie le Gouvernement du Brésil de son aimable invitation;
2. Accepte en l'appréciant cette invitation;
3. Recommande au Conseil économique et social des Nations Unies d'approuver la tenue de la vingt-neuvième session durant le premier semestre de l'an 2002.

585(XXVIII)
COMITÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE COOPÉRATION DES CARAÏBES

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Rappelant la résolution 358(XVI) de 1975 portant création du Comité de développement et de coopération des Caraïbes en tant qu'organe subsidiaire de la CEPALC qui servirait d'organe de coordination pour les activités relatives au développement et à la coordination,

Reconnaissant l'importance du rôle joué par le CDCC en tant qu'instance permettant aux gouvernements d'échanger des informations et de partager leurs expériences à l'échelon sous-régional,

Considérant qu'en sa qualité d'organe subsidiaire de la CEPALC, le Comité de développement et de coopération des Caraïbes a tenu sa dix-huitième session à Port-of-Spain, Trinité-et-Tobago, à l'issue de laquelle il a adopté plusieurs résolutions sur les thèmes suivants: l'appui aux activités visant à la mise en oeuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement; l'appui aux travaux du Bureau sous-régional de la CEPALC pour les Caraïbes; l'appui à la mise en oeuvre du Programme d'action des petits Etats insulaires en développement; l'importance des données économiques et sociales pour le processus de planification et de formulation des politiques dans les pays du CDCC; l'appui aux activités visant à la mise en oeuvre des décisions de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes: Programme d'action de Beijing; la gestion intégrée de la mer des Caraïbes et la Déclaration de Chaguaramas,

1. Prend note du Rapport¹ et fait siennes les résolutions adoptées à la dix-huitième session du Comité de développement et de coopération des Caraïbes.

¹ Informe del decimoctavo período de sesiones del Comité de Desarrollo y Cooperación del Caribe.

Annexe 1

LISTE DE DOCUMENTS

- | | | |
|----------------------------|---|--|
| LC/G.2069(SES.28/1)/Rev.1 | - | Ordre du jour provisoire |
| LC/G.2070(SES.28/2)/Rev.1 | - | Annotations de l'ordre du jour provisoire et organisation de la vingt-huitième session |
| LC/G.2071(SES.28/3) | - | L'équité, le développement et la citoyenneté |
| LC/G.2072(SES.28/4) | - | Rapport du Groupe de travail spécial créé aux termes de la résolution 553(XXVI) |
| LC/G.2073(SES.28/5) | - | Informe de actividades de la Comisión desde mayo de 1998 |
| LC/G.2074(SES.28/6) | - | Informe sobre la ejecución de los programas de la CEPAL durante el bienio 1998-1999. Nota de la Secretaría |
| LC/G.2075(SES.28/7) | - | Projet de programme de travail du système de la CEPALC, 2002-2003 |
| LC/G.2076(SES.28/8) | - | Calendrier de conférences de la CEPALC proposé pour la période biennale 2000-2002. Note du Secrétariat |
| LC/G.2077(SES.28/9) | - | Résolutions et décisions récemment émanées d'organismes des Nations Unies et portées à la connaissance de la Commission. Note du Secrétariat |
| LC/G.2078(SES.28/10)/Rev.1 | - | Documentos presentados al vigesimooctavo período de sesiones de la Comisión/Documents presented at the twenty-eighth session of the Commission |
| LC/G.2079(SES.28/11) | - | Temario provisional. Comité de cooperación entre países y regiones en desarrollo |
| LC/G.2080(SES.28/12) | - | Temario provisional anotado. Comité de cooperación técnica entre países y regiones en desarrollo |

- LC/G.2081(SES.28/13) - Actividades del sistema de la CEPAL para promover y apoyar la cooperación técnica entre países y regiones en desarrollo durante el bienio 1998-1999. Nota de la Secretaría
- LC/G.2082(SES.28/14) - Temario provisional. Comité Especial sobre Población y Desarrollo del período de sesiones de la CEPAL
- LC/G.2083(SES.28/15) - Temario provisional anotado. Comité Especial sobre Población y Desarrollo del período de sesiones de la CEPAL
- LC/G.2084(SES.28/16) - Juventud, población y desarrollo en América Latina y el Caribe. Síntesis y conclusiones
- LC/G.2093(SES.28/17) - Rapport du Président sur les travaux du Groupe de travail spécial créé aux termes de la résolution 553(XXVI)

Annexe 2

**RAPPORT DU COMITÉ SPÉCIAL DE SESSION
SUR LA POPULATION ET LE DÉVELOPPEMENT DE LA CEPALC**

Le Comité spécial de session sur la population et le développement de la CEPALC s'est réuni les 3 et 4 avril 2000 et a été dirigé par le bureau suivant:

<u>Présidence:</u>	Mexique
<u>Vice-présidences:</u>	Belize
	Brésil
	Chili
<u>Rapporteur:</u>	Panama

A cette troisième réunion du Comité spécial ont assisté de nombreux représentants des Etats membres et non membres de la CEPALC, d'institutions internationales et d'organisations non gouvernementales, ainsi que plusieurs invités spéciaux.

Après l'adoption, sans modification, de l'ordre du jour, la représentante du Panama, en sa qualité de président sortant, a présenté un rapport sur les résultats de la réunion antérieure tenue à Oranjestad (Aruba), en 1998, lors de la vingt-septième session de la CEPALC, ainsi qu'une liste des activités menées depuis lors. Elle a notamment évoqué la réunion élargie du Bureau, tenue les 14 et 15 décembre 1998 à Santiago du Chili, où a été analysé et approuvé le rapport régional intitulé "América Latina y el Caribe: examen y evaluación de la ejecución del Programa de Acción de la Conferencia Internacional sobre la Población y el Desarrollo". Ce rapport, dans lequel figure la position de la région dans ce domaine, a été présenté au Forum international sur la population et le développement, effectué à la Haye en février 1999, ainsi qu'à la trente-deuxième session de la Commission de la population et du développement des Nations Unies, tenue au siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, en mars 1999, dénommée "CIPD+5" s'agissant de l'examen quinquennal de l'application des recommandations de la Conférence internationale (Le Caire, 1994).

Le Directeur du CELADE a ensuite présenté un rapport sur les principales activités menées par le Centre au cours des deux dernières années, en particulier dans le cadre de la série de recensements de l'an 2000, de la Rencontre latino-américaine et des Caraïbes sur les personnes âgées, la migration internationale et la préparation du projet de rapport régional sur les résultats de la mise en oeuvre des recommandations du Programme d'action du Caire. Quant aux priorités établies pour la période biennale 2000-2002, le Directeur a fait ressortir l'importance de disposer d'un système d'indicateurs permettant le suivi de la mise en oeuvre du Programme d'action et du Plan d'action régional; le Symposium sur les migrations internationales dans les Amériques, qui se tiendra du 4 au 6 septembre à San José (Costa Rica); la réalisation des recensements de la série 2000, pour lesquels il convient d'assurer une diffusion opportune et adéquate de l'information recueillie, ainsi que la nécessité de formuler une stratégie régionale en vue de la formation de ressources humaines en matière de population et de développement. Pour conclure, le Directeur a exprimé ses remerciements au Fonds des Nations Unies pour la population, à la Banque interaméricaine de développement, à l'Organisation internationale pour les migrations et à d'autres organismes internationaux et nationaux de l'appui prêté au CELADE, tout en insistant sur l'importance d'un resserrement de cette collaboration mutuelle.

La Directrice de la Division pour l'Amérique latine et les Caraïbes du Fonds des Nations Unies pour la population des Nations Unies a souligné l'importance des travaux préparatoires, à l'échelon

régional, de l'évaluation de la mise en oeuvre des recommandations de la Conférence internationale sur la population et le développement. Elle s'est également réjouie du fait que le CELADE ait préparé un projet d'indicateurs en vue d'assurer le suivi du Programme d'action. Il s'agissait de la première phase d'un processus qui n'en est qu'à ses débuts et dont le bon déroulement va dépendre de la volonté des pays d'apporter l'information nécessaire et dans lequel le Comité spécial est appelé à jouer un rôle fondamental.

La Directrice, après avoir fait ressortir l'importance particulière de la question de l'hygiène sexuelle en matière de procréation chez les adolescents, a expliqué la pertinence du document sur la jeunesse, la population et le développement élaboré par le CELADE à l'intention de cette réunion, ainsi que du Sommet ibéro-américain dont la réalisation est prévue pour le mois de novembre au Panama et dont l'un des thèmes majeurs sera l'adolescence. Elle a finalement évoqué les contraintes financières qui font obstacle à la mise en oeuvre des recommandations de la Conférence internationale et a mentionné qu'il était important d'établir des alliances sociales en vue de l'exécution et du suivi du Programme d'action issu de cette Conférence.

La représentante du Bureau sous-régional de la CEPALC pour les Caraïbes a présenté un rapport sur les activités menées dans cette sous-région au cours de la dernière période biennale, en particulier dans le cadre de la suite donnée au Programme d'action, de son examen quinquennal et des migrations internationales.

Le responsable des questions de la population et du développement du CELADE a présenté le document de travail intitulé "Juventud, población y desarrollo en América Latina y el Caribe. Síntesis y conclusiones" (LC/G.2084), élaboré avec le soutien financier du FNUAP en exécution de la résolution 572(XXVII) de la Commission, et qui constitue une version abrégée du document de référence "Juventud, población y desarrollo" (LC/L.1339). Dans ce domaine, il convient de considérer, d'emblée, la relativité historique du concept de jeunesse dont les limites d'âge sont floues. Si les modes actuels de développement, caractérisés par l'institutionnalisation de l'évolution et le rôle central des connaissances en tant que moteur du progrès, exigent que soient exploités au maximum les actifs concentrés chez les jeunes, il n'en reste pas moins que ceux-ci sont de plus en plus marginalisés, comme le démontrent la forte incidence de la pauvreté et la segmentation sociale dont ils font l'objet.

En ce qui concerne la procréation, il a affirmé que la fécondité avait, dans le cadre de la transition démographique, diminué à un rythme moindre que l'évolution générale et que ce rythme avait même été inférieur chez les adolescentes. L'iniquité sociale est particulièrement marquée dans le comportement en matière de procréation: les jeunes provenant des milieux à plus faibles revenus établissaient des liens conjugaux et assumaient la maternité plus tôt que ceux provenant de milieux plus favorisés. Cette divergence, qui est à la fois le résultat des différences socio-culturelles et de l'accès inégal au planning familial, explique que le poids de la reproduction biologique et sociale de la population repose principalement sur les couches les plus pauvres. Par conséquent, les jeunes et les jeunes pauvres plus désavantagés en termes d'insertion sociale se heurtent à de grandes difficultés pour matérialiser leur projet de vie et assumer, avec des ressources limitées, le coût élevé de l'éducation des enfants, ce qui contribue à aggraver la transmission de la pauvreté de génération en génération.

En matière d'éducation, en dépit des progrès accomplis au niveau de la couverture, de graves déficiences subsistent sur le plan de la qualité de l'enseignement, ainsi qu'une profonde segmentation sociale au niveau de l'offre. En outre, bien que la formation formelle ait augmenté pour les jeunes des deux sexes, on observe dans ce groupe, surtout parmi les plus pauvres, des taux de chômage nettement supérieurs à la moyenne nationale.

Par conséquent, l'enjeu principal dans ce domaine, pour les sociétés de la région, consiste à tirer le meilleur parti possible de la contribution potentielle des jeunes —hommes et femmes—, au processus de développement. Pour ce faire, il convient avant tout d'adopter des mesures visant à surmonter les obstacles qui sont à l'origine de l'exclusion et de l'isolement de ceux qui vivent dans la pauvreté. Des objectifs importants dans ce domaine sont, entre autres: l'accès généralisé à l'enseignement secondaire; l'adoption de normes adéquates de qualité; le développement de la capacité "d'apprendre à apprendre"; la création des conditions nécessaires pour éviter qu'un segment de jeunes des deux sexes reste dans une situation d'analphabétisme cybernétique, et l'amélioration de l'équité entre les deux groupes sociaux par le biais de programmes susceptibles de désarticuler les mécanismes de segmentation en matière d'éducation.

Dans le monde professionnel, l'accès des jeunes à l'emploi dépend de leur niveau d'instruction et des conditions de socialisation. C'est pourquoi, l'extension et l'amélioration de l'enseignement doivent être accompagnées de mesures visant à combattre les facteurs d'exclusion sociale. La formation, indispensable dans un environnement caractérisé par une mutation technologique constante, ne permet pas à elle seule d'avoir accès à l'emploi, même si elle peut faciliter l'insertion au marché de l'emploi si les jeunes font l'objet d'une formation leur permettant de réaliser une contribution créative et efficace, notamment dans les activités productives des petites entreprises qui constituent les principales sources de nouveaux emplois dans la région.

En matière de santé, deux priorités ont été mises en relief: la détection des principaux comportements à risque et l'adoption de mesures pour y mettre un terme, ainsi que la promotion de styles de vie plus sains. Étant donné l'importance cruciale de l'évolution en matière de procréation, les politiques adoptées en la matière doivent être régies par le principe de l'exercice libre et absolu des droits de procréation, qui assurerait que celles-ci soient cohérentes avec les projets de vie des jeunes. Il est impératif, pour ce faire, de mener à bien des programmes intégrés d'hygiène en matière de procréation s'adressant aux jeunes et aux adolescents sexuellement actifs et comprenant des volets d'éducation, de sensibilisation, de conseil et de fourniture des moyens de contraception.

L'intégration sociale des jeunes ne se limite naturellement pas au marché de l'emploi: elle doit s'étendre à tous les domaines de la société. Il est possible de stimuler leur participation en créant des moyens plus efficaces et attrayants qui permettent de canaliser leurs projets tout en garantissant l'exercice de leurs droits et de leurs responsabilités civiques et en s'assurant qu'ils ne se sentent pas manipulés et qu'ils perçoivent que leurs opinions sont prises en compte dans la prise de décision. Dans un tel contexte, le bénévolat pourrait constituer une modalité très utile de rapprochement entre les générations, dont les rapports seront marqués, dans les décennies à venir, par les tendances du processus de transition démographique, dans lequel les jeunes sont appelés à jouer un rôle de première importance. Un enjeu majeur, pour les jeunes latino-américains et des Caraïbes, consisterait, à ce stade historique, à relever de façon plus efficace les défis que pose le développement régional à l'aube de ce nouveau siècle.

Cet exposé a été suivi d'un long débat et de commentaires sur la contribution de ce document à la compréhension des problèmes que connaissent les jeunes de la région. Il a également été signalé qu'il serait souhaitable d'étudier de façon plus approfondie les caractéristiques spécifiques de la jeunesse dans les différents pays d'Amérique latine et des Caraïbes et d'analyser les politiques nationales en vigueur en ce qui concerne la jeunesse afin de dégager les conclusions adéquates. Il a donc été suggéré d'élargir la portée du document de façon à ce qu'il reflète la diversité des situations existant dans la région. Cette observation est particulièrement pertinente dans le cas des Caraïbes, sous-région qui était insuffisamment représentée dans l'étude en question et sur laquelle il existait déjà des études spécifiques dont il

conviendrait de tenir compte. La délégation du Saint-Siège a souligné l'importance du document mais a néanmoins formulé ses réserves quant au concept d'hygiène en matière de procréation et d'ampleur des droits des jeunes par rapport à ceux de leurs parents.

Plusieurs représentants ont proposé que soient analysées les répercussions de la mondialisation sur le plan de l'exclusion et de la vulnérabilité des jeunes. Ils ont également jugé utile de préciser davantage la différence entre l'adolescence et le reste de la jeunesse, étant donné les interprétations ambiguës données à ce terme qui ne permettent pas d'établir une limite précise en termes d'âge. Un autre thème à étudier serait les caractéristiques particulières de la jeunesse rurale et des groupes ethniques présentant des risques de discrimination, thème sur lequel il existait malheureusement peu d'information. En ce qui concerne l'emploi, plusieurs représentants ont signalé que, dans certains pays, le sous-emploi et les emplois précaires représentent des problèmes plus graves que le chômage visible et que, par conséquent, il conviendrait d'analyser.

Plusieurs délégations ont demandé que soient étudiées les caractéristiques et les conséquences de l'avortement chez les jeunes, à la lumière notamment des différences entre les couches sociales. D'autres ont sollicité une étude sur les causes de la mortalité infantile qui tient compte de l'incidence de la violence et du suicide qui atteignent des taux particulièrement élevés dans certains pays. A propos des effets de la désarticulation de la famille sur la socialisation des jeunes, deux représentants ont affirmé qu'il serait préférable de centrer l'analyse sur d'autres aspects de cette question, tels que le rôle des jeunes dans les ménages dirigés par des femmes, plutôt que sur des considérations normatives. Finalement, plusieurs délégués ont proposé que soient étudiés les programmes innovateurs et performants particulièrement ciblés sur les jeunes ayant été mis en oeuvre dans certains pays de la région.

Le Comité spécial est convenu de demander au CELADE de rédiger une version finale du document sur la jeunesse dans laquelle seraient consignées les propositions formulées par les délégations, en vue de sa présentation au dixième Sommet ibéro-américain des chefs d'Etat et de gouvernement. Le Comité a également décidé d'aborder, lors de sa prochaine réunion, le thème "Vulnérabilité sociale: population, foyers et communautés" et a demandé au CELADE d'élaborer les documents de fond pertinents, en consultation avec le Bureau sous-régional de la CEPALC pour les Caraïbes afin de garantir que les réalités spécifiques des petits Etats insulaires en développement soient dûment prises en compte.

A la requête du Bureau élargi du Comité spécial de session sur la population et le développement (Santiago du Chili, décembre 1998), le CELADE a présenté le document "Sistema de indicadores para el seguimiento y la evaluación de las metas del Programa de Acción de la Conferencia Internacional sobre la Población y el Desarrollo para los países de América Latina y el Caribe". Ce système d'indicateurs étant aussi applicable à d'autres accords internationaux, le représentant a passé en revue ces accords et les critères utilisés pour sélectionner les indicateurs identifiés jusqu'à présent par le FNUAP, l'Organisation mondiale de la santé, la CEPALC et le siège des Nations Unies, soulignant ceux qui étaient inclus dans toutes les propositions. Finalement, les représentants ont estimé qu'il fallait compléter la liste actuelle des indicateurs et analyser les possibilités, pour chaque pays, de produire ceux qui lui conviennent le mieux.

Les délégations ont remercié le CELADE des travaux réalisés dans ce domaine et ont été d'avis que les pays devaient, sur la base de la proposition formulée, amorcer la révision des indicateurs à la lumière des spécificités nationales et de la capacité de chaque pays. Il faut tenir compte, dans cette révision, de la possibilité de désagrégation des indicateurs en fonction de critères géographiques et socio-économiques permettant d'identifier les groupes de population probablement plus délaissés. Il est également souhaitable de disposer d'un nombre réduit d'indicateurs extrêmement sensibles pouvant être

utilisés dans la prise de décisions politiques importantes, en particulier lorsqu'il s'agit d'allouer des ressources à la mise en oeuvre des politiques publiques.

Afin d'activer la mise au point du système d'indicateurs, il a été convenu que les pays prépareraient des rapports sur le degré d'avancement qu'ils enverront au CELADE. La représentante du Fonds des Nations Unies pour la population s'est manifestée disposée à appuyer les pays dans cet exercice. Il a également été jugé utile d'organiser des réunions sous-régionales, aussi bien pour les Caraïbes que pour les pays d'Amérique centrale, afin de faire le point des progrès accomplis. Les représentants ont demandé au Secrétaire exécutif de la CEPALC de convoquer une réunion du Bureau élargi du Comité afin d'étudier cette question.

Les conclusions de la réunion du Comité spécial ont été consignées dans la résolution 577(XXVIII) intitulée "Population et développement: lignes prioritaires pour la période 2000-2002" (voir la section E).

La réunion a été clôturée par la Directrice pour l'Amérique latine et les Caraïbes du Fonds des Nations Unies pour la population, le Directeur du CELADE - Division de la population de la CEPALC, le Secrétaire exécutif adjoint de la CEPALC et le Président du Comité spécial. Les orateurs ont remercié les représentants d'avoir participé à la réunion et aux débats particulièrement enrichissants. Ils ont aussi fait ressortir l'importance du Comité spécial en tant que mécanisme de suivi de la mise en oeuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et ont mis l'accent sur l'importance que les études sur la population présentent pour la formulation des politiques sociales.

RAPPORT DU COMITÉ DE COOPÉRATION ENTRE PAYS ET RÉGIONS EN DÉVELOPPEMENT

A l'occasion de la vingt-huitième session de la CEPALC, le Comité de coopération entre pays et régions en développement s'est réuni, conformément au programme, le mercredi 5 avril 2000. Au début de la réunion, le Comité a procédé à l'élection d'un Bureau composé comme suit:

<u>Présidence:</u>	Chili
<u>Vice-présidences:</u>	Antigua-et-Barbuda Guatemala
<u>Rapporteur:</u>	Colombie

Après avoir adopté l'ordre du jour de la réunion, le Comité a abordé l'examen des travaux menés par la CEPALC sur la base du document présenté par le Secrétariat intitulé "Actividades del sistema de la CEPAL para promover y apoyar la cooperación técnica entre países y regiones en desarrollo durante el bienio 1998-1999. Nota de la Secretaría" (LC/G.2081(SES.28/13)). Les délégations ont pris acte de ce rapport et ont demandé certaines précisions et informations supplémentaires qui leur ont été apportées par le Secrétariat. Certains représentants ont insisté sur le fait que les rapports futurs devraient comporter une liste plus détaillée des activités et des projets menés à bien par le système de la CEPALC dans la sous-région des Caraïbes.

Une délégation a exprimé le souhait que soit réalisée une analyse des approches appliquées dans la région, des mécanismes de fonctionnement utilisés et de l'importance de la coopération entre pays et régions en développement (CTPD) dans le contexte actuel de la collaboration Nord-Sud. D'autres délégations ont suggéré que le rapport d'activités contienne une description plus détaillée de certains séminaires et ateliers organisés par la CEPALC étant donné leur importance particulière dans le domaine envisagé. D'autres ont mentionné les ateliers destinés à renforcer les centres de coordination moyennant la technologie de l'informatique.

Il a également été question de certains domaines prioritaires, tels que l'insertion au sein de l'économie mondiale grâce à une présence accrue de l'Amérique latine et des Caraïbes sur les marchés internationaux, la consolidation des fonctions de l'Etat et du secteur privé, la décentralisation et le développement local, l'appui à la petite et la moyenne entreprise et la création d'emplois, la promotion d'équité et la lutte contre la pauvreté.

Une délégation a fait remarquer que de nombreuses activités entreprises dans le cadre des objectifs du Plan de Buenos Aires n'avaient pas réussi à renforcer pleinement la coopération technique entre pays et régions en développement en tant que processus auto-soutenu. Dans le même temps, les participants ont reconnu que la CEPALC, consciente de cette situation, avait proposé des modalités de coopération plus flexibles, en fonction du processus de mondialisation et les contraintes financières des pays en développement.

Il fallait tirer parti de l'expérience accumulée en la matière au sein de différents forums et séminaires, ainsi que des conclusions issues de ceux-ci, pour mettre au point un programme actualisé, cohérent et intégral de CTPD. Les instances qui avaient le plus contribué à améliorer cette modalité de coopération étaient la quatorzième Réunion des Directeurs généraux de la coopération technique (Saint-

Domingue, décembre 1999), le Séminaire sur la coopération technique entre pays et régions en développement (Mexico, octobre 1999) et le Forum sur la coopération sud-sud (Corée, février 2000).

La fonction de la CEPALC dans ce domaine devrait se concentrer sur la prestation de l'assistance aux pays et aux centres de convergence de la coopération pour la réalisation de certaines activités telles que la quête de ressources financières, l'accroissement du nombre de projets exécutés avec différentes sources de financement et la coopération triangulaire; l'application de nouveaux mécanismes de CTPD auxquels puissent participer des universités de pays en développement et des investisseurs privés; une meilleure gestion des fonds provenant de la coopération internationale et l'utilisation de l'infrastructure et des organismes nationaux chargés de la réalisation de projets financés moyennant ce type de ressources.

Le Secrétaire permanent du Système économique latino-américain (SELA) a signalé que cette institution se proposait d'apporter une contribution importante au processus de réflexion sur la coopération d'une perspective régionale. Il a également expliqué les activités de formation réalisées dans le cadre de l'accord souscrit entre le SELA et l'Agence espagnole de coopération internationale et du programme spécial convenu avec la Banque centraméricaine d'intégration économique.

A l'issue de ses délibérations, le Comité a adopté un projet de résolution sur la coopération entre pays et régions en développement, qui a ensuite été soumis à la considération de la plénière (voir la section E).